

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 2012-2013

14 NOVEMBRE 2012

Projet de loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 9 décembre 2011

ANNEXES (\*)

*Voir :*

Documents du Sénat :

5-1837 – 2012/2013:

N° 1: Projet de loi.

(\*) Ce document n'est pas disponible en version papier.

**BELGISCHE SENAAAT**

ZITTING 2012-2013

14 NOVEMBER 2012

Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie), en de Republiek Kroatië betreffende de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie, en met de Slotakte, gedaan te Brussel op 9 december 2011

BIJLAGEN (\*)

*Zie :*

Stukken van de Senaat :

5-1837 – 2012/2013:

Nr. 1: Wetsontwerp.

(\*) Dit stuk is niet beschikbaar op papier.

## ANNEXES

- Annexe I: Liste des conventions et protocoles auxquels la République de Croatie adhère au moment de l'adhésion (visée à l'article 3, paragraphe 4, de l'acte d'adhésion) ...
- Annexe II: Liste des dispositions de l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne et les actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent, qui sont contraignantes et applicables en République de Croatie dès l'adhésion (visée à l'article 4, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion).....
- Annexe III: Liste visée à l'article 15 de l'acte d'adhésion: adaptation des actes adoptés par les institutions.....
1. Libre prestation de services.....
  2. Droit de la propriété intellectuelle.....
    - I. Marque communautaire .....
    - II. Certificats complémentaires de protection.....
    - III. Dessins ou modèles communautaires.....
  3. Services financiers.....
  4. Agriculture .....
  5. Pêche .....
  6. Fiscalité .....
  7. Politique régionale et coordination des instruments structurels.....
  8. Environnement .....
- Annexe IV: Liste visée à l'article 16 de l'acte d'adhésion: autres dispositions permanentes .....
1. Droit de propriété intellectuelle.....
  2. Politique de la concurrence .....
  3. Agriculture .....
  4. Pêche .....
  5. Union douanière .....
- Appendice à l'annexe IV .....
- Annexe V: Liste visée à l'article 18 de l'acte d'adhésion: mesures transitoires .....
1. Libre circulation des marchandises .....
  2. Libre circulation des personnes.....
  3. Libre circulation des capitaux .....
  4. Agriculture .....
  - I. Mesures transitoires en faveur de la Croatie .....
  - II. Contingent tarifaire transitoire pour le sucre de canne brut à des fins de raffinage .....
  - III. Mesures temporaires en matières de paiements directs en faveur de la Croatie .....

5.	Sécurité sanitaire des aliments, politique vétérinaire et phytosanitaire .....
	I. Poules pondeuses .....
	II. Établissements (viande, lait, poisson et sous-produits animaux).....
	III. Commercialisation des semences.....
	IV. Neum.....
6.	Pêche .....
7.	Politique des transports .....
8.	Fiscalité .....
9.	Liberté, sécurité et justice.....
10.	Environnement .....
	I. Législation horizontale.....
	II. Qualité de l'air .....
	III. Gestion des déchets .....
	IV. Qualité de l'eau.....
	V. Prévention et réduction intégrées de la pollution (PRIP).....
	VI. Produits chimiques .....

Appendice à l'annexe V .....

Annexe VI: Développement rural (visé à l'article 35, paragraphe 2, de l'acte d'adhésion) .....

Annexe VII: Engagements spécifiques pris par la République de Croatie au cours des négociations d'adhésion (visés à l'article 36, paragraphe 1, deuxième alinéa, de l'acte d'adhésion) .....

Annexe VIII: Engagements pris par la République de Croatie en ce qui concerne la restructuration du secteur de la construction navale (visés à l'article 36, paragraphe 1, troisième alinéa, de l'acte d'adhésion) .....

Annexe IX: Engagements pris par la République de Croatie en ce qui concerne la restructuration du secteur sidérurgique (visés à l'article 36, paragraphe 1, troisième alinéa, de l'acte d'adhésion) .....

## PROTOCOLE

Protocole relatif à certaines dispositions concernant une éventuelle cession unique à la République de Croatie d'unités de quantité attribuée délivrées au titre du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ainsi que la compensation y afférente .....

Liste des conventions et protocoles auxquels la République de Croatie adhère au moment de l'adhésion (visée à l'article 3, paragraphe 4, de l'acte d'adhésion)

1. Convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (JO L 225 du 20.8.1990, p. 10)
  - Convention du 21 décembre 1995 relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (JO C 26 du 31.1.1996, p. 1)
  - Protocole du 25 mai 1999 modifiant la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (JO C 202 du 16.7.1999, p. 1)
  - Convention du 8 décembre 2004 relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (JO C 160 du 30.6.2005, p. 1)

2. Convention du 26 juillet 1995 établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 316 du 27.11.1995, p. 49)
  - Protocole du 27 septembre 1996 établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 313 du 23.10.1996, p. 2)
  - Protocole du 29 novembre 1996 établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 151 du 20.5.1997, p. 2)
  - Deuxième protocole du 19 juin 1997 établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 221 du 19.7.1997, p. 12)
3. Convention du 26 mai 1997 établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point c), du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne (JO C 195 du 25.6.1997, p. 2)
4. Convention du 18 décembre 1997 établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières (JO C 24 du 23.1.1998, p. 2)

5. Convention du 17 juin 1998 établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative aux décisions de déchéance du droit de conduire (JO C 216 du 10.7.1998, p. 2)
  
  6. Convention du 29 mai 2000 établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (JO C 197 du 12.7.2000, p. 3)
    - Protocole du 16 octobre 2001 à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne (JO C 326 du 21.11.2001, p. 2).
-

Liste des dispositions de l'acquis de Schengen  
intégré dans le cadre de l'Union européenne  
et les actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent,  
qui sont contraignantes et applicables en République de Croatie  
dès l'adhésion (visée à l'article 4, paragraphe 1, de l'acte d'adhésion)

1. L'accord entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985<sup>1</sup>.
2. Les dispositions suivantes de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, l'acte final de cette convention et les déclarations qui s'y rapportent<sup>2</sup>, tels que modifiés par certains des actes énumérés au paragraphe 8 de la présente annexe:

L'article 1<sup>er</sup>, dans la mesure où il se rapporte aux dispositions du présent paragraphe; l'article 26; l'article 39; les articles 44 à 49 (excepté l'article 47, paragraphe 4, et l'article 49, point a)); l'article 51; les articles 54 à 58; l'article 62, paragraphe 3; les articles 67 à 69; les articles 71 et 72; les articles 75 et 76; l'article 82; l'article 91; les articles 126 à 130, dans la mesure où ils se rapportent aux dispositions du présent paragraphe; et l'article 136; les déclarations communes 1 et 3 de l'acte final.

---

<sup>1</sup> JO L 239 du 22.9.2000, p. 13.

<sup>2</sup> JO L 239 du 22.9.2000, p. 19.

3. Les dispositions suivantes des accords d'adhésion à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, leurs actes finals et les déclarations qui s'y rapportent, tels que modifiés par certains des actes énumérés au paragraphe 8 de la présente annexe:
- a) l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark signé le 19 décembre 1996:
    - l'article 5, paragraphe 2, et l'article 6;
  
  - b) l'accord d'adhésion de la République de Finlande signé le 19 décembre 1996:
    - l'article 5;
    - la déclaration du gouvernement de la République de Finlande de la troisième partie de l'acte final, relative aux îles Åland;
  
  - c) l'accord d'adhésion du Royaume de Suède signé le 19 décembre 1996:
    - l'article 5.



4. Les accords et les arrangements suivants qui sont fondés sur l'acquis de Schengen ou qui s'y rapportent:
- l'accord du 18 mai 1999 conclu par le Conseil de l'Union européenne avec la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces deux États à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, y compris ses annexes, son acte final, les déclarations et les échanges de lettres y annexés, approuvé par la décision 1999/439/CE du Conseil (JO L 176 du 10.7.1999, p. 35);
  - l'accord du 30 juin 1999 conclu par le Conseil de l'Union européenne avec la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'établissement des droits et obligations entre l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, d'autre part, dans les domaines de l'acquis de Schengen qui s'appliquent à ces États, approuvé par la décision 2000/29/CE du Conseil (JO L 15 du 20.1.2000, p. 1);
  - l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, signé le 26 octobre 2004 et approuvé par la décision 2008/146/CE du Conseil et par la décision 2008/149/JAI du Conseil (JO L 53 du 27.2.2008, p.1 et p. 50);

- le protocole entre l'Union européenne, la Communauté européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, signé le 28 février 2008 et approuvé par la décision 2011/349/UE du Conseil et la décision 2011/350/UE du Conseil (JO L 160 du 18.6.2011, p. 1 et p. 19);
  
- l'arrangement entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur les modalités de la participation de ces États aux activités de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, ainsi que la déclaration commune y annexée, signé le 1<sup>er</sup> février 2007 et approuvé par la décision 2007/511/CE du Conseil (JO L 188 du 20.7.2007, p. 15);
  
- l'arrangement entre la Communauté européenne, d'une part, et la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein, d'autre part, sur les modalités de la participation de ces États aux activités de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, ainsi que l'annexe et les déclarations communes y annexées, signé le 30 septembre 2009 et approuvé par la décision 2010/490/UE du Conseil (JO L 243 du 16.9.2010, p. 2);

- l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Islande, le Royaume de Norvège, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein concernant des dispositions complémentaires relatives au Fonds pour les frontières extérieures pour la période 2007-2013, ainsi que les déclarations y annexées, signé le 19 mars 2010 et approuvé par la décision 2011/305/UE du Conseil (JO L 137 du 25.5.2011, p. 1)<sup>1</sup>.
5. Les dispositions des décisions suivantes (voir JO L 239 du 22.9.2000, p. 1) du comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, telles qu'elles ont été modifiées par certains des actes énumérés au paragraphe 8 de la présente annexe:
- SCH/Com-ex (93) 10 Décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant les déclarations des ministres et secrétaires d'État
  - SCH/Com-ex (93) 14 Décision du comité exécutif du 14 décembre 1993 concernant l'amélioration dans la pratique de la coopération judiciaire en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants
  - SCH/Com-ex (94) 16 rév. Décision du comité exécutif du 21 novembre 1994 concernant l'acquisition de timbres communs d'entrée et de sortie
  - SCH/Com-ex (94) 28 rév. Décision du comité exécutif du 22 décembre 1994 concernant le certificat prévu à l'article 75 pour le transport de stupéfiants et de substances psychotropes

---

<sup>1</sup> Tant que ledit accord n'est pas conclu, uniquement dans la mesure où il s'applique à titre provisoire.

- SCH/Com-ex (94) 29 rév. 2 Décision du comité exécutif du 22 décembre 1994 relative à la mise en vigueur de la convention d'application de l'accord de Schengen, du 19 juin 1990
- SCH/Com-ex (95) 21 Décision du comité exécutif du 20 décembre 1995 concernant un échange rapide entre les États Schengen de données statistiques et concrètes sur d'éventuels dysfonctionnements aux frontières extérieures
- SCH/Com-ex (98) 1 rév. 2 Décision du comité exécutif du 21 avril 1998 concernant le rapport d'activité de la task-force, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe
- SCH/ Com-ex (98) 26 déf. Décision du comité exécutif du 16 septembre 1998 concernant la création d'une commission permanente d'évaluation et d'application de Schengen
- SCH/Com-ex (98) 37 déf. 2 Décision du comité exécutif du 27 octobre 1998 concernant l'adoption des mesures visant à lutter contre l'immigration clandestine, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe
- SCH/Com-ex (98) 52 Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant le mémento de coopération policière transfrontalière, dans la mesure où elle se rapporte aux dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe

- SCH/Com-ex (98) 59 rév. Décision du comité exécutif du 16 décembre 1998 concernant une intervention coordonnée de conseillers en matière de documents
  - SCH/Com-ex (99) 1 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les normes Schengen en matière de stupéfiants
  - SCH/Com-ex (99) 6 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant l'acquis Schengen en matière de télécommunications
  - SCH/Com-ex (99) 7 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les fonctionnaires de liaison
  - SCH/Com-ex (99) 8 rév. 2 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant les principes généraux de rémunération des informateurs et indicateurs
  - SCH/Com-ex (99) 10 Décision du comité exécutif du 28 avril 1999 concernant le trafic illicite d'armes
6. Les déclarations suivantes (voir JO L 239 du 22.9.2000, p. 1) du comité exécutif institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, dans la mesure où elles se rapportent aux dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe:
- SCH/Com-ex (96) décl. 6 rév. 2 Déclaration du comité exécutif du 26 juin 1996 concernant l'extradition

- SCH/Com-ex (97) décl. 13 rév. 2 Déclaration du comité exécutif du 9 février 1998 concernant l'enlèvement de mineurs.
7. Les décisions suivantes (voir JO L 239 du 22.9.2000, p. 1) du groupe central institué par la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée le 19 juin 1990, dans la mesure où elles se rapportent aux dispositions du paragraphe 2 de la présente annexe:
- SCH/C (98) 117 Décision du groupe central du 27 octobre 1998 concernant l'adoption des mesures visant à lutter contre l'immigration clandestine
  - SCH/C (99) 25 Décision du groupe central du 22 mars 1999 concernant les principes généraux de rémunération des informateurs et indicateurs.
8. Les actes suivants qui sont fondés sur l'acquis de Schengen ou qui s'y rapportent:
- Règlement (CE) n° 1683/95 du Conseil du 29 mai 1995 établissant un modèle type de visa (JO L 164 du 14.7.1995, p. 1)
  - Décision 1999/307/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> mai 1999 fixant les modalités de l'intégration du secrétariat de Schengen au secrétariat général du Conseil (JO L 119 du 7.5.1999, p. 49)

- Décision 1999/435/CE du Conseil du 20 mai 1999 relative à la définition de l'acquis de Schengen en vue de déterminer, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions qui constituent l'acquis (JO L 176 du 10.7.1999, p. 1)
- Décision 1999/436/CE du Conseil du 20 mai 1999 déterminant, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions constituant l'acquis de Schengen (JO L 176 du 10.7.1999, p. 17)
- Décision 1999/437/CE du Conseil du 17 mai 1999 relative à certaines modalités d'application de l'accord conclu par le Conseil de l'Union européenne et la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces États à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (JO L 176 du 10.7.1999, p. 31)
- Décision 1999/848/CE du Conseil du 13 décembre 1999 relative à la pleine mise en vigueur de l'acquis de Schengen en Grèce (JO L 327 du 21.12.1999, p. 58)
- Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43)

- Décision 2000/586/JAI du Conseil du 28 septembre 2000 établissant une procédure pour la modification de l'article 40, paragraphes 4 et 5, de l'article 41, paragraphe 7, et de l'article 65, paragraphe 2, de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières extérieures communes (JO L 248 du 3.10.2000, p. 1)
- Décision 2000/777/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 2000 relative à la mise en application de l'acquis de Schengen au Danemark, en Finlande et en Suède, ainsi qu'en Islande et en Norvège (JO L 309 du 9.12.2000, p. 24)
- Règlement (CE) n° 539/2001 du Conseil du 15 mars 2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation (JO L 81 du 21.3.2001, p. 1)
- Directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 (JO L 187 du 10.7.2001, p. 45)
- Règlement (CE) n° 333/2002 du Conseil du 18 février 2002 établissant un modèle uniforme de feuillet pour l'apposition d'un visa délivré par les États membres aux titulaires d'un document de voyage non reconnu par l'État membre qui établit le feuillet (JO L 53 du 23.2.2002, p. 4)
- Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20)



- Règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers (JO L 157 du 15.6.2002, p. 1)
- Décision-cadre 2002/946/JAI du Conseil du 28 novembre 2002 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (JO L 328 du 5.12.2002, p. 1)
- Directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (JO L 328 du 5.12.2002, p. 17)
- Décision 2003/170/JAI du Conseil du 27 février 2003 relative à l'utilisation commune des officiers de liaison détachés par les autorités répressives des États membres (JO L 67 du 12.3.2003, p. 27)
- Décision 2003/725/JAI du Conseil du 2 octobre 2003 modifiant les dispositions de l'article 40, paragraphes 1 et 7, de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (JO L 260 du 11.10.2003, p. 37)
- Directive 2003/110/CE du Conseil du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne (JO L 321 du 6.12.2003, p. 26)
- Règlement (CE) n° 377/2004 du Conseil du 19 février 2004 relatif à la création d'un réseau d'officiers de liaison "Immigration" (JO L 64 du 2.3.2004, p. 1)

- Directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers (JO L 261 du 6.8.2004, p. 24)
- Décision 2004/573/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'organisation de vols communs pour l'éloignement, à partir du territoire de deux États membres ou plus, de ressortissants de pays tiers faisant l'objet de mesures d'éloignement sur le territoire de deux États membres ou plus (JO L 261 du 6.8.2004, p. 28)
- Décision 2004/512/CE du Conseil du 8 juin 2004 portant création du système d'information sur les visas (VIS) (JO L 213 du 15.6.2004, p. 5 et JO L 142M du 30.5.2006, p. 60)
- Règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil du 26 octobre 2004 portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (JO L 349 du 25.11.2004, p. 1 et JO L 153M du 7.6.2006, p. 136)
- Règlement (CE) n° 2252/2004 du Conseil du 13 décembre 2004 établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les États membres (JO L 385 du 29.12.2004, p. 1 et JO L 153M du 7.6.2006, p. 375).
- Décision 2004/926/CE du Conseil du 22 décembre 2004 relative à la mise en œuvre de certaines parties de l'acquis de Schengen par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (JO L 395 du 31.12.2004, p. 70)
- Décision 2005/267/CE du Conseil du 16 mars 2005 établissant un réseau d'information et de coordination sécurisé connecté à l'Internet pour les services des États membres chargés de la gestion des flux migratoires (JO L 83 du 1.4.2005, p. 48 et JO L 159M du 13.6.2006, p. 288)

- Règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO L 105 du 13.4.2006, p. 1), excepté la première phrase de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que l'article 5, paragraphe 4, point a), de son titre III, et les dispositions de son titre II et de ses annexes faisant référence au système d'information Schengen (SIS)
- Décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne (JO L 386 du 29.12.2006, p. 89)
- Règlement (CE) n° 1931/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 fixant des règles relatives au petit trafic frontalier aux frontières terrestres extérieures des États membres et modifiant les dispositions de la convention de Schengen (JO L 405 du 30.12.2006, p. 1), à l'exception de l'article 4, point b), et de l'article 9, point c)
- Décision 2007/471/CE du Conseil du 12 juin 2007 sur l'application à la République tchèque, à la République d'Estonie, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, à la République de Hongrie, à la République de Malte, à la République de Pologne, à la République de Slovénie et à la République slovaque des dispositions de l'acquis de Schengen relatives au système d'information Schengen (JO L 179 du 7.7.2007, p. 46)

- Règlement (CE) n° 863/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant un mécanisme de création d'équipes d'intervention rapide aux frontières et modifiant le règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil pour ce qui a trait à ce mécanisme et définissant les tâches et compétences des agents invités (JO L 199 du 31.7.2007, p. 30), à l'exception des dispositions de l'article 6, paragraphes 8 et 9, qui ont trait à l'accès au système d'information Schengen
- Décision 2007/801/CE du Conseil du 6 décembre 2007 sur l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen à la République tchèque, à la République d'Estonie, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, à la République de Hongrie, à la République de Malte, à la République de Pologne, à la République de Slovénie et à la République slovaque (JO L 323 du 8.12.2007, p. 34)
- Décision 2008/421/CE du Conseil du 5 juin 2008 sur l'application à la Confédération suisse des dispositions de l'acquis de Schengen relatives au système d'information Schengen (JO L 149 du 7.6.2008, p. 74)
- Article 6 de la décision 2008/633/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant l'accès en consultation au système d'information sur les visas (VIS) par les autorités désignées des États membres et par l'Office européen de police (Europol) aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière (JO L 218 du 13.8.2008, p. 129)

- Décision 2008/903/CE du Conseil du 27 novembre 2008 relative à l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen dans la Confédération suisse (JO L 327 du 5.12.2008, p. 15)
- Décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (JO L 350 du 30.12.2008, p. 60)
- Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (JO L 348 du 24.12.2008, p. 98)
- Article 3 du règlement (CE) n°810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 établissant un code communautaire des visas (code des visas) (JO L 243 du 15.9.2009, p. 1)
- Décision 2010/252/UE du Conseil du 26 avril 2010 visant à compléter le code frontières Schengen en ce qui concerne la surveillance des frontières extérieures maritimes dans le cadre de la coopération opérationnelle coordonnée par l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne ( JO L 111 du 4.5.2010, p. 20)
- Décision 2010/365/UE du Conseil du 29 juin 2010 sur l'application à la République de Bulgarie et à la Roumanie des dispositions de l'acquis de Schengen relatives au système d'information Schengen (JO L 166 du 1.7.2010, p. 17).

Liste visée à l'article 15 de l'acte d'adhésion:  
adaptation des actes adoptés par les institutions

1. LIBRE PRESTATION DE SERVICES

32005 L 0036: Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (JO L 255 du 30.9.2005, p. 22):

a) À l'article 23, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

"5. Sans préjudice de l'article 43 ter, chaque État membre reconnaît les titres de formation de médecin, donnant accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base et de médecin spécialiste et les titres de formation d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de praticien de l'art dentaire spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien et d'architecte détenus par les ressortissants des États membres et qui ont été délivrés par l'ex-Yougoslavie ou dont la formation a commencé,

- a) pour la Slovénie, avant le 25 juin 1991, et
- b) pour la Croatie, avant le 8 octobre 1991,

lorsque les autorités des États membres précités attestent que ces titres ont, sur leur territoire, la même validité sur le plan juridique que les titres qu'elles délivrent et, pour les architectes, que les titres visés pour ces États membres à l'annexe VI, point 6, pour ce qui est de l'accès aux activités professionnelles de médecin avec formation de base, de médecin spécialiste, d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de praticien de l'art dentaire spécialiste, de vétérinaire, de sage-femme, de pharmacien pour ce qui concerne les activités visées à l'article 45, paragraphe 2, et d'architecte pour ce qui concerne les activités visées à l'article 48, ainsi que de leur exercice.

Cette attestation doit être accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités déclarant que ces personnes ont effectivement et licitement exercé les activités en cause sur leur territoire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la date de délivrance du certificat."

b) L'article ci-après est inséré:

"Article 43 ter

Les droits acquis concernant les sages-femmes ne s'appliquent pas aux titres ci-après qui ont été obtenus en Croatie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013; viša medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera (infirmière senior en gynécologie-obstétrique), medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera (infirmière en gynécologie-obstétrique), viša medicinska sestra primaljskog smjera (infirmière senior ayant un diplôme de sage-femme), medicinska sestra primaljskog smjera (infirmière ayant un diplôme de sage-femme), ginekološko-opstetrička primalja (sage-femme en gynécologie-obstétrique) et primalja (sage-femme)".

## 2. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### I. MARQUE COMMUNAUTAIRE

32009 R 0207: Règlement (CE) n° 207/2009 du Conseil du 26 février 2009 sur la marque communautaire (JO L 78 du 24.3.2009, p. 1):

À l'article 165, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

"1. À compter de la date d'adhésion de la Bulgarie, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Croatie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Slovaquie (ci-après dénommés "nouvel État membre", "nouveaux États membres"), une marque communautaire enregistrée ou déposée conformément au présent règlement avant leur date respective d'adhésion est étendue au territoire de ces États membres afin d'avoir le même effet dans toute la Communauté."

### II. CERTIFICATS COMPLÉMENTAIRES DE PROTECTION

1. 31996 R 1610: Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques (JO L 198 du 8.8.1996, p. 30):



a) À l'article 19 bis, le point ci-après est ajouté:

"m) tout produit phytopharmaceutique qui est protégé par un brevet de base en vigueur pour lequel, en tant que produit phytopharmaceutique, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue après le 1<sup>er</sup> janvier 2003 peut donner lieu à délivrance d'un certificat en Croatie, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois à compter de la date d'adhésion."

b) À l'article 20, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. Le présent règlement s'applique aux certificats complémentaires de protection délivrés conformément à la législation nationale de la République tchèque, de l'Estonie, de la Croatie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Slovaquie avant leurs dates respectives d'adhésion."

2. 32009 R 0469: Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments (JO L 152 du 16.6.2009, p. 1):

a) À l'article 20, le point ci-après est ajouté:

"m) tout médicament qui est protégé par un brevet de base en vigueur pour lequel, en tant que médicament, une première autorisation de mise sur le marché a été obtenue après le 1<sup>er</sup> janvier 2003 peut donner lieu à délivrance d'un certificat en Croatie, à condition que la demande de certificat ait été déposée dans les six mois à compter de la date d'adhésion."

b) À l'article 21, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. Le présent règlement s'applique aux certificats complémentaires de protection délivrés conformément à la législation nationale de la République tchèque, de l'Estonie, de la Croatie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Slovaquie avant leurs dates respectives d'adhésion."

### III. DESSINS ET MODÈLES COMMUNAUTAIRES

32002 R 0006: Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins et modèles communautaires (JO L 3 du 5.1.2002, p. 1):

À l'article 110 bis, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

"1. À compter de la date d'adhésion de la Bulgarie, de la République tchèque, de l'Estonie, de la Croatie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Slovaquie (ci-après dénommés "nouvel État membre" ou "nouveaux États membres"), un dessin ou modèle communautaire enregistré ou déposé conformément au présent règlement avant leur date respective d'adhésion est étendu au territoire de ces États membres afin d'avoir le même effet dans toute la Communauté."

### 3. SERVICES FINANCIERS

32006 L 0048: Directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) (JO L 177 du 30.6.2006, p. 1):

À l'article 2, le texte ci-après est inséré après la mention concernant la France:

"– en Croatie, la "kreditne unije" et la "Hrvatska banka za obnovu i razvitak", "

### 4. AGRICULTURE

1. 31991 R 1601: Règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil du 10 juin 1991 établissant les règles générales relatives à la définition, à la désignation et à la présentation des vins aromatisés, des boissons aromatisées à base de vin et des cocktails aromatisés de produits viti-vinicoles (JO L 149 du 14.6.1991, p. 1):

À l'annexe II, le texte ci-après est inséré après la dénomination géographique "Nürnberger Glühwein":

"Samoborski bermet".

2. 32007 R 1234: Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique) (JO L 299 du 16.11.2007, p. 1):

a) À l'article 66, le paragraphe ci-après est inséré:

"4 bis. Pour la Croatie, une réserve spéciale pour restructuration est établie comme indiqué à l'annexe IX, point 2). Cette réserve est libérée à compter du 1<sup>er</sup> avril de la première année contingentaire après l'adhésion dans la mesure où la consommation propre de lait et de produits laitiers des exploitations en Croatie a diminué au cours de la période 2008-2012.

La décision relative à la libération de la réserve et à la répartition de celle-ci entre livraisons et quota "ventes directes" est prise par la Commission conformément à la procédure visée à l'article 195, paragraphe 2, sur la base de l'évaluation d'un rapport à soumettre par la Croatie d'ici au 31 décembre 2013. Ce rapport décrit en détail les résultats et les tendances du processus effectif de restructuration du secteur laitier de la Croatie et, en particulier, le passage d'une production destinée à la consommation propre des exploitations à une production destinée au marché."

b) À l'article 103 duodecies, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Le présent paragraphe ne s'applique pas à la Croatie pour l'exercice budgétaire 2013. La Croatie soumet à la Commission un projet de programme d'aide sur cinq ans pour la période de programmation 2014-2018."

c) À l'annexe III, partie II, le point 13 est remplacé par le texte suivant

"13. On entend par "raffinerie à temps plein", une unité de production:

– dont la seule activité consiste à raffiner du sucre de canne brut importé,

ou

– qui a raffiné, lors de la campagne de commercialisation 2004/2005, une quantité d'au moins 15 000 tonnes de sucre de canne brut importé. Aux fins du présent tiret, dans le cas de la Croatie, la campagne de commercialisation est celle de 2007/2008."

d) L'annexe VI est remplacée par le texte suivant:

"ANNEXE VI

QUOTAS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

à partir de la campagne de commercialisation 2010/2011

(en tonnes)

États membres ou régions (1)	Sucre (2)	Isoglucose (3)	Sirop d'inuline (4)
Belgique	676 235,0	114 580,2	0
Bulgarie	0	89 198,0	
République tchèque	372 459,3		
Danemark	372 383,0		
Allemagne	2 898 255,7	56 638,2	
Irlande	0		
Grèce	158 702,0	0	
Espagne	498 480,2	53 810,2	
France (métropole)	3 004 811,15		0
Départements français d'outre-mer	432 220,05		
Croatie	192 877,0		
Italie	508 379,0	32 492,5	
Lettonie	0		
Lituanie	90 252,0		
Hongrie	105 420,0	220 265,8	
Pays-Bas	804 888,0	0	0
Autriche	351 027,4		
Pologne	1 405 608,1	42 861,4	
Portugal (continental)	0	12 500,0	
Région autonome des Açores	9 953,0		
Roumanie	104 688,8	0	
Slovénie	0		
Slovaquie	112 319,5	68 094,5	
Finlande	80 999,0	0	
Suède	293 186,0		
Royaume-Uni	1 056 474,0	0	
TOTAL	13 529 618,20	690 440,8	0

e) À l'annexe IX, point 1, le texte ci-après est inséré après la mention concernant la France:

"

État membre	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15
Croatie						765 000	765 000

".

f) À l'annexe IX, point 2, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

"

État membre	Quantité (en tonnes)
Bulgarie	39 180
Croatie	15 000
Roumanie	188 400

".

g) À l'annexe X, le texte ci-après est inséré après la mention concernant la France:

"

Croatie	40,70
---------	-------

".

h) À l'annexe X ter, le tableau ci-après est ajouté:

"

*(en milliers d'EUR)*

Exercice budgétaire	2013	2014	2015	2016	à partir de 2017
HR	0	11 885	11 885	11 885	10 832

".

i) À l'appendice de l'annexe XI ter, point 2, le texte ci-après est ajouté:

"h) en Croatie, les superficies plantées en vigne dans les sous-régions suivantes:  
Moslavina, Prigorje Bilogora, Plešivica, Pokuplje et Zagorje-Međimurje."

j) À l'appendice de l'annexe XI ter, point 3, le texte ci-après est ajouté:

"h) en Croatie, les superficies plantées en vigne dans les sous-régions suivantes:  
Hrvatsko Podunavlje et Slavonija."

k) À l'appendice de l'annexe XI ter, point 4, le texte ci-après est ajouté:

"g) en Croatie, les superficies plantées en vigne dans les sous-régions suivantes:  
Hrvatska Istra, Hrvatsko primorje, Dalmatinska zagora, Sjeverna Dalmacija et  
Srednja i Južna Dalmacija."

3. 32008 R 0110: Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses et abrogeant le règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil (JO L 39 du 13.2.2008, p. 16):

a) À l'article 20, le paragraphe ci-après est ajouté:

"4. Le délai pour la soumission des fiches techniques visé au paragraphe 1 s'applique aussi aux indications géographiques établies de la Croatie énumérées à l'annexe III."



b) À l'annexe III, point 9, les indications géographiques ci-après sont ajoutées:

"

	Hrvatska loza	Croatie
	Hrvatska stara šljivovica	Croatie
	Slavonska šljivovica	Croatie

"

c) À l'annexe III, point 32, l'indication géographique ci-après est ajoutée:

"

	Hrvatski pelinkovac	Croatie
--	---------------------	---------

"

d) À l'annexe III, le point ci-après est inséré:

"

39. Maraschino/ Marrasquino/ Maraskino	Zadarski maraschino	Croatie
--	---------------------	---------

"

e) À l'annexe III, sous la catégorie de produit "Autres boissons spiritueuses", l'indication géographique ci-après est ajoutée:

"

	Hrvatska travarica	Croatie
--	--------------------	---------

"

4. 32009 R 0073: Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 (JO L 30 du 31.1.2009, p. 16):

a) L'article 2, point g), est remplacé par le texte suivant:

"g) "nouveaux États membres", la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie;"

b) À l'article 6, paragraphe 2, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"2. Les États membres autres que les nouveaux États membres veillent à ce que les terres consacrées aux pâturages permanents à la date prévue pour les demandes d'aide à la surface en 2003 restent affectées à cet usage. Les nouveaux États membres, à l'exception de la Bulgarie, de la Croatie et de la Roumanie, veillent à ce que les terres consacrées aux pâturages permanents au 1<sup>er</sup> mai 2004 restent affectées à cet usage. La Bulgarie et la Roumanie veillent à ce que les terres consacrées aux pâturages permanents au 1<sup>er</sup> janvier 2007 le restent. La Croatie veille à ce que les terres consacrées aux pâturages permanents au 1<sup>er</sup> juillet 2013 le restent."

c) L'article 33, paragraphe 1, point b) iv), est remplacé par le texte suivant:

"iv) en vertu de l'article 47, paragraphe 2, des articles 57 bis et 59, de l'article 64, paragraphe 2, troisième alinéa, de l'article 65 et de l'article 68, paragraphe 4, point c).".

d) À l'article 51, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"La Croatie peut décider de faire usage des possibilités prévues à l'article 52 et à l'article 53, paragraphe 1, du présent règlement. Cette décision est notifiée à la Commission d'ici au 15 juillet 2013."

e) À l'article 51, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Par dérogation au deuxième alinéa, dans le cas de la Croatie, ce plafond est déterminé sur la base des plafonds nationaux fixés à l'article 104, paragraphe 4, et à l'article 112, paragraphe 5, en ce qui concerne respectivement les paiements pour la viande ovine et caprine et les paiements pour la viande bovine visés aux articles 52 et 53, en tenant compte du calendrier d'introduction des paiements directs prévu à l'article 121."

f) À l'article 52, l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

"Par dérogation au premier alinéa, la Croatie peut conserver jusqu'à 50 % du montant résultant du plafond visé à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, du présent règlement afin d'effectuer, sur une base annuelle, un paiement supplémentaire en faveur des agriculteurs."

g) À l'article 53, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

"Par dérogation au premier alinéa, la Croatie peut conserver tout ou partie du montant résultant du plafond visé à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, du présent règlement afin d'effectuer, sur une base annuelle, un paiement supplémentaire en faveur des agriculteurs."

h) Le titre du chapitre 3 du titre III est remplacé par le texte suivant:

"Mise en œuvre dans les nouveaux États membres ayant appliqué le régime de paiement unique à la surface et en Croatie".

i) Le titre de l'article 55 est remplacé par le texte suivant:

"Introduction du régime de paiement unique dans les États membres ayant appliqué le régime de paiement unique à la surface et en Croatie."

j) À l'article 55, paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"1. Sauf disposition contraire du présent chapitre, le présent titre s'applique aux nouveaux États membres ayant appliqué le régime de paiement unique à la surface prévu au titre V, chapitre 2, et à la Croatie."

k) À l'article 57, paragraphe 1, la phrase ci-après est ajoutée:

"Pour la Croatie, cette réduction n'est pas supérieure à 20 % du plafond annuel indiqué dans le tableau 3 de l'annexe VIII."

l) À l'article 57, paragraphe 3, les phrases ci-après sont ajoutées:

"En Croatie, l'utilisation de la réserve nationale est soumise à l'autorisation de la Commission délivrée au moyen d'un acte d'exécution sans l'assistance du comité visé à l'article 141. La Commission examine en particulier l'établissement de tout régime national de paiements directs applicable avant la date d'adhésion et les conditions de son application. La Croatie adresse la demande d'autorisation en vue de l'utilisation de la réserve nationale à la Commission d'ici au 15 juillet 2013."

m) L'article ci-après est inséré:

"Article 57 bis

Réserve nationale spéciale pour le déminage en Croatie

1. La Croatie crée une réserve nationale spéciale pour le déminage qui est utilisée pour attribuer, pendant une période de dix ans suivant l'adhésion et selon des critères objectifs et de manière à assurer l'égalité de traitement entre les agriculteurs et à éviter des distorsions du marché et de la concurrence, des droits au paiement aux agriculteurs ayant des terres déminées prêtes à être réutilisées à des fins agricoles.

2. Les terres admissibles à l'attribution de droits au paiement au titre du présent article ne sont pas admissibles à l'attribution de droits au paiement au titre des articles 59 et 61.

3. La valeur des droits au paiement établis au titre du présent article n'est pas supérieure à la valeur des droits au paiement établis conformément aux articles 59 et 61 respectivement.

4. Le montant maximal attribué à la réserve nationale spéciale pour le déminage est de 9 600 000 EUR et est soumis au calendrier d'introduction des paiements directs fixé à l'article 121. Les montants annuels maximaux sont fixés comme suit:

(en milliers EUR)

Croatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant maximal pour la réserve nationale spéciale pour le déminage	2 400	2 880	3 360	3 840	4 800	5 760	6 720	7 680	8 640	9 600

5. Au cours de la première année de mise en œuvre du régime de paiement unique, la Croatie attribue des droits au paiements aux agriculteurs sur la base des terres qui ont été déminées et déclarées par les agriculteurs dans les demandes d'aide présentées au cours de la première année de mise en œuvre du régime de paiement unique et réutilisées à des fins agricoles entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2012.

6. Au cours des années 2013 à 2022, les droits au paiement sont attribués aux agriculteurs sur la base des terres déminées déclarées par les agriculteurs au cours de l'année en question, à condition que ces terres aient été réutilisées à des fins agricoles au cours de l'année civile précédente, et qui ont été notifiées à la Commission conformément au paragraphe 9.

7. Afin de garantir un usage approprié des fonds de l'Union, la Commission modifie, conformément à la procédure visée à l'article 141, paragraphe 2, le plafond du tableau 3 de l'annexe VIII afin d'y ajouter les montants de la réserve nationale spéciale pour le déminage qui ont été attribués le 31 décembre 2022 au plus tard.

8. Toutes les terres déclarées aux fins du présent article sont conformes à la définition de l'hectare admissible énoncée à l'article 34, paragraphe 2.

9. D'ici au 15 juillet 2013, la Croatie notifie à la Commission la superficie des terres admissibles conformément au paragraphe 5, en indiquant les terres admissibles aux niveaux d'aide conformément à l'article 59 et celles admissibles aux niveaux d'aide conformément à l'article 61. Cette notification comprend également des informations sur les enveloppes budgétaires correspondantes et les montants inutilisés. À partir de 2014, une communication contenant les mêmes informations est envoyée à la Commission au plus tard le 31 janvier de chaque année et couvre l'année civile précédente en précisant les superficies réutilisées à des fins agricoles et les enveloppes budgétaires correspondantes.

10. D'ici au 31 décembre 2012, toutes les terres minées et déminées pour lesquelles les agriculteurs pourraient recevoir un droit au paiement de la réserve nationale spéciale pour le déminage sont recensées dans le système intégré de gestion et de contrôle mis en place conformément au titre II, chapitre 4."

n) À l'article 59, le paragraphe ci-après est ajouté:

"4. La Commission adopte, conformément à la procédure visée à l'article 141, paragraphe 2, des règles relatives à l'attribution initiale de droits au paiement en Croatie."

o) À l'article 61, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Pour la Croatie, la date visée au premier alinéa, points a) et b), est le 30 juin 2011."

p) À l'article 69, paragraphe 1, le texte ci-après est ajouté au premier alinéa:

"La Croatie peut décider, d'ici à la date d'adhésion, d'utiliser, à partir de la première année de mise en œuvre du régime de paiement unique, comme prévu à l'article 59, paragraphe 2, jusqu'à 10 % du plafond national visé à l'article 40, comme indiqué dans le tableau 3 de l'annexe VIII."

q) À l'article 69, paragraphe 9, premier alinéa, le point suivant est inséré après le point a):

"aa) fixés pour l'année 2022 dans le cas de la Croatie;"



r) À l'article 104, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

"4. Les plafonds nationaux ci-après s'appliquent:

État membre	Plafond national
Bulgarie	2 058 483
République tchèque	66 733
Danemark	104 000
Estonie	48 000
Espagne	19 580 000
France	7 842 000
Croatie	542 651
Chypre	472 401
Lettonie	18 437
Lituanie	17 304
Hongrie	1 146 000
Pologne	335 880
Portugal	2 690 000
Roumanie	5 880 620
Slovénie	84 909
Slovaquie	305 756
Finlande	80 000
Total	41 273 174

"

s) À l'article 112, paragraphe 5, la mention ci-après est insérée après celle concernant la France:

"

Croatie	105 270
---------	---------

"

t) L'article 121 est remplacé par le texte suivant:

"Article 121

Introduction des paiements directs

"Dans les nouveaux États membres, autres que la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie, les paiements directs sont introduits par paliers conformément au calendrier ci-après, les chiffres correspondant au pourcentage du niveau applicable de ces paiements dans les États membres autres que les nouveaux États membres:

- 60 % en 2009,
- 70 % en 2010,
- 80 % en 2011,
- 90 % en 2012,
- 100 % à partir de 2013.

En Bulgarie et en Roumanie, les paiements directs sont introduits par paliers conformément au calendrier ci-après, les chiffres correspondant au pourcentage du niveau applicable de ces paiements dans les États membres autres que les nouveaux États membres:

- 35 % en 2009,
- 40 % en 2010,
- 50 % en 2011,
- 60 % en 2012,
- 70 % en 2013,
- 80 % en 2014,
- 90 % en 2015,
- 100 % à partir de 2016.

En Croatie, les paiements directs sont introduits par paliers conformément au calendrier ci-après, les chiffres correspondant au pourcentage du niveau applicable de ces paiements dans les États membres autres que les nouveaux États membres:

- 25 % en 2013,
- 30 % en 2014,
- 35 % en 2015,
- 40 % en 2016,
- 50 % en 2017,
- 60 % en 2018,
- 70 % en 2019,
- 80 % en 2020,
- 90 % en 2021,
- 100 % à partir de 2022."

u) À l'article 132, paragraphe 2, l'alinéa suivant est inséré après le deuxième alinéa:

"par dérogation au premier alinéa, points a) et b), la Croatie a la faculté de compléter les paiements directs jusqu'à concurrence de 100 % du niveau applicable dans les États membres autres que les nouveaux États membres."

v) À l'annexe VII, le texte ci-après est inséré après la mention concernant la France:

"

Croatie	100	1
---------	-----	---

".

w) À l'annexe VIII, le tableau ci-après est ajouté:

"Tableau 3(\*)

État membre	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Croatie	93 250	111 900	130 550	149 200	186 500	223 800	261 100	298 400	335 700	373 000

(\*) Plafonds calculés en fonction des paliers prévus à l'article 121."

## 5. PÊCHE

1. 32002 R 2371: Règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche (JO L 358 du 31.12.2002, p. 59):

À l'annexe I, les tableaux ci-après sont ajoutés:

### "11. BANDE CÔTIÈRE DE LA CROATIE\*

Zones géographiques	État membre	Espèces	Importance ou caractéristiques particulières
Zone de 12 milles marins limitée à la zone maritime relevant de la souveraineté de la Croatie située au nord du parallèle de latitude 45°10' N le long de la côte occidentale de l'Istrie, depuis la limite extérieure des eaux territoriales croates, où ce parallèle touche les terres de la côte occidentale de l'Istrie (cap Grgatov et Funtana)	Slovénie	Espèces démersales et petits pélagiques, y compris la sardine et l'anchois	100 tonnes pour un nombre maximal de 25 navires de pêche dont 5 équipés de chaluts

\* Ce régime s'appliquera à partir du moment où la sentence arbitrale découlant de la convention d'arbitrage entre le gouvernement de la République de Slovénie et le gouvernement de la République de Croatie, signée à Stockholm le 4 novembre 2009, aura été pleinement mise en œuvre.

## 12. BANDE CÔTIÈRE DE LA SLOVÉNIE\*

Zones géographiques	État membre	Espèces	Importance ou caractéristiques particulières
Zone de 12 milles marins limitée à la zone maritime relevant de la souveraineté de la Slovénie située au nord du parallèle de latitude 45°10' N le long de la côte occidentale de l'Istrie, depuis la limite extérieure des eaux territoriales croates, où ce parallèle touche les terres de la côte occidentale de l'Istrie (cap Grgatov et Funtana)	Croatie	Espèces démersales et petits pélagiques, y compris la sardine et l'anchois	100 tonnes pour un nombre maximal de 25 navires de pêche dont 5 équipés de chaluts

\* Ce régime s'appliquera à partir du moment où la sentence arbitrale découlant de la convention d'arbitrage entre le gouvernement de la République de Slovénie et le gouvernement de la République de Croatie, signée à Stockholm le 4 novembre 2009, aura été pleinement mise en œuvre."

2. 32006 R 1198: Règlement (CE) n° 1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche (JO L 223 du 15.8.2006, p. 1):

a) À l'article 27, le paragraphe ci-après est ajouté:

"5. Le Fonds européen pour la pêche peut contribuer au financement d'un régime de primes individuelles pour les pêcheurs qui bénéficieront du régime d'accès prévu à l'annexe I, section 11, du règlement (CE) n° 2371/2002, modifié par l'acte d'adhésion de la Croatie. Ce régime ne peut s'appliquer qu'au cours de la période allant de 2014 à 2015 ou, si elle survient avant, jusqu'à la date à laquelle la sentence arbitrale découlant de la convention d'arbitrage entre le gouvernement de la République de Slovénie et le gouvernement de la République de Croatie, signée à Stockholm le 4 novembre 2009, aura été pleinement mise en œuvre."

b) À l'article 29, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

"3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les régions ultrapériphériques et les îles périphériques grecques, ainsi que dans les îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo, des aides peuvent être octroyées à toutes les entreprises."

c) À l'article 35, le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

"4. Par dérogation au paragraphe 3, dans les régions ultrapériphériques et les îles périphériques grecques, ainsi que dans les îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo, des aides peuvent être octroyées à toutes les entreprises."

d) À l'article 53, paragraphe 9, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"9. Lorsque des opérations sont financées par le FEP dans les îles périphériques grecques, désavantagées en raison de leur éloignement, dans les régions ultrapériphériques, ainsi que dans les îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo, le plafond de la contribution du FEP pour chaque axe prioritaire est augmenté de 10 points de pourcentage au plus dans les régions éligibles au titre de l'objectif de convergence et de 35 points de pourcentage au plus pour les régions non éligibles au titre de l'objectif de convergence."



e) À l'annexe II, point a), le tableau est remplacé par le tableau suivant:

"

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Régions couvertes par l'objectif de convergence, îles périphériques grecques et îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo	A ≤ 100 % B ≥ 0 %	A ≤ 40 % B ≥ 60 % (*) (**)	A ≤ 80 % B ≥ 20 %	A ≤ 60 % B ≥ 40 % (***)
Régions non couvertes par l'objectif de convergence	A ≤ 100 % B ≥ 0 %	A ≤ 40 % B ≥ 60 % (*) (**)	A ≤ 60 % B ≥ 40 %	A ≤ 40 % B ≥ 60 % (***)
Régions ultrapériphériques	A ≤ 100 % B ≥ 0 %	A ≤ 50 % B ≥ 50 % (*) (**)	A ≤ 80 % B ≥ 20 %	A ≤ 75 % B ≥ 25 %

- (\*) En ce qui concerne les opérations visées à l'article 25, paragraphe 3, les taux (B) applicables au groupe 2 sont majorés de 20 points de pourcentage. Les taux (A) sont réduits en conséquence.
- (\*\*) En ce qui concerne les opérations visées à l'article 26, paragraphe 2 (investissements au sens de l'article 25 à bord de navires pratiquant la petite pêche côtière), les taux (B) applicables au groupe 2 peuvent être réduits de 20 points de pourcentage. Les taux (A) sont majorés en conséquence.
- (\*\*\*) En ce qui concerne les opérations visées aux articles 29 et 35 lorsqu'elles sont mises en œuvre par des entreprises qui ne sont pas couvertes par l'article 3, point f), qui comptent moins de 750 employés ou réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions d'euros, les taux (B) sont majorés de 30 points de pourcentage dans les régions couvertes par l'objectif de convergence, à l'exception des îles grecques périphériques et des îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo, et de 20 points de pourcentage dans les régions non couvertes par l'objectif de convergence. Les taux (A) sont réduits en conséquence."

- f) À l'annexe II, point a), le deuxième alinéa du sous-titre "Groupe 2" est remplacé par le texte suivant:

"Compte tenu des notes (\*) et (\*\*), lorsque le Fonds finance des opérations visées à l'article 25, paragraphe 3, en faveur des navires pratiquant la petite pêche côtière, les taux (B) applicables au groupe 2 sont:

- pour les régions couvertes par l'objectif de convergence, les îles périphériques grecques, les îles croates Dugi otok, Vis, Mljet et Lastovo et les régions non couvertes par l'objectif de convergence, supérieurs ou égaux à 60 points de pourcentage ( $B \geq 60 \%$ ),

et

- pour les régions ultrapériphériques, supérieurs ou égaux à 50 points de pourcentage ( $B \geq 50 \%$ ).".

## 6. FISCALITÉ

1. 32006 L 0112: Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO L 347 du 11.12.2006, p. 1):

À l'article 287, le point ci-après est ajouté:

"19) la Croatie: 35 000 EUR.".

2. 32008 L 0118: Directive 2008/118/CE du Conseil du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise et abrogeant la directive 92/12/CEE (JO L 9 du 14.1.2009, p. 12):

À l'article 46, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

"3. Sans préjudice de l'article 32, les États membres qui ne sont pas visés à l'article 2, paragraphe 2, troisième et quatrième alinéas, de la directive 92/79/CEE peuvent, en ce qui concerne les cigarettes qui peuvent être introduites sur leur territoire sans paiement de nouveaux droits d'accise, appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 une limite quantitative d'au moins 300 unités pour les cigarettes importées d'un État membre qui applique, conformément à l'article 2, paragraphe 2, troisième et quatrième alinéas, de ladite directive, des droits d'accise inférieurs à ceux découlant de l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa.

Les États membres mentionnés à l'article 2, paragraphe 2, troisième et quatrième alinéas, de la directive 92/79/CEE qui perçoivent une accise d'au moins 77 EUR par 1000 unités sur les cigarettes indépendamment du prix moyen pondéré de vente au détail, peuvent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, appliquer une limite quantitative d'au moins 300 unités aux cigarettes introduites sur leur territoire sans paiement de nouveaux droits d'accise en provenance d'un État membre qui applique un taux d'accise inférieur conformément à l'article 2, paragraphe 2, troisième alinéa, de ladite directive.

Les États membres qui appliquent une limite quantitative conformément aux premier et deuxième alinéas en informent la Commission. Ils peuvent procéder aux contrôles nécessaires pour autant que ces derniers n'affectent pas le bon fonctionnement du marché intérieur."

## 7. POLITIQUE RÉGIONALE ET COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS

1. 32006 R 1083: Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999 (JO L 210 du 31.7.2006, p. 25):

a) À l'article 15, paragraphe 4, la phrase ci-après est ajoutée au deuxième alinéa:

"En ce qui concerne la Croatie, la date de cette vérification est le 31 décembre 2017."

b) À l'article 18, paragraphe 1, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"1. Les ressources disponibles en vue de l'engagement par les Fonds, exprimées en prix de 2004, s'élèvent à 308 417 037 817 EUR pour la période 2007-2013, conformément à la ventilation annuelle présentée à l'annexe I."

c) L'article 19 est remplacé par le texte suivant:

"Article 19

Ressources pour l'objectif convergence

Les ressources globales pour l'objectif convergence s'élèvent à 81,56 % des ressources visées à l'article 18, paragraphe 1, (soit un total de 251 529 800 379 EUR) et sont réparties entre les différentes composantes comme suit:

- a) 70,50 % (soit un total de 177 324 921 223 EUR) pour le financement visé à l'article 5, paragraphe 1, en utilisant la population éligible, la prospérité régionale, la prospérité nationale et le taux de chômage comme critères de calcul des ventilations indicatives par État membre;
- b) 4,98 % (soit un total de 12 521 289 405 EUR) pour le soutien transitoire et spécifique visé à l'article 8, paragraphe 1, en utilisant la population éligible, la prospérité régionale, la prospérité nationale et le taux de chômage comme critères de calcul des ventilations indicatives par État membre;
- c) 23,23 % (soit un total de 58 433 589 750 EUR) pour le financement visé à l'article 5, paragraphe 2, en utilisant la population, la prospérité nationale et la superficie comme critères de calcul des ventilations indicatives par État membre;

d) 1,29 % (soit un total de 3 250 000 000 EUR) pour le soutien transitoire et spécifique visé à l'article 8, paragraphe 3."

d) À l'article 20, la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

"Les ressources globales pour l'objectif compétitivité régionale et emploi s'élèvent à 15,93 % des ressources visées à l'article 18, paragraphe 1, (soit un total de 49 127 784 318 EUR) et sont réparties entre les différentes composantes comme suit:"

e) À l'article 21, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant:

"1. Les ressources globales pour l'objectif coopération territoriale européenne s'élèvent à 2,52 % des ressources visées à l'article 18, paragraphe 1, (soit un total de 7 759 453 120 EUR) et, à l'exception du montant visé à l'annexe II, paragraphe 22, sont réparties entre les différentes composantes comme suit:

a) 73,86 % (soit un total de 5 583 386 893 EUR) pour le financement de la coopération transfrontalière visée à l'article 7, paragraphe 1, en utilisant la population éligible comme critère de calcul des ventilations indicatives par État membre;

- b) 20,95 % (soit un total de 11 583 594 654 EUR) pour le financement de la coopération transnationale visée à l'article 7, paragraphe 2, en utilisant la population éligible comme critère de calcul des ventilations indicatives par État membre;
- c) 5,19 % (soit un total de 392 471 574 EUR) pour le financement de la coopération interrégionale, des réseaux de coopération et de l'échange d'expérience visés à l'article 7, paragraphe 3.

2. La contribution du FEDER aux programmes transfrontaliers et de bassin maritime au titre de l'instrument relatif à la politique européenne de voisinage et au partenariat et aux programmes transfrontaliers au titre de l'instrument relatif à l'aide de préadhésion conformément au règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil s'élève à 817 691 234 EUR, à la suite des indications de chacun des États membres concernés, desquels sont déduits leur dotation au titre du paragraphe 1, point a). La contribution du FEDER ne fait pas l'objet d'une redistribution entre les États membres concernés."

- f) À l'article 22, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Par dérogation au premier alinéa, la Croatie peut répartir son allocation financière au titre de l'objectif coopération territoriale européenne entre les trois composantes visées à l'article 21, paragraphe 1, points a) à c), en vue d'atteindre un niveau élevé d'efficacité et de simplification."

g) L'article 23 est remplacé par le texte suivant:

"Article 23

Ressources pour la réserve de performance

"3 % des ressources visées à l'article 19, points a) et b), et à l'article 20 peuvent être allouées par les États membres, à l'exception de la Croatie, conformément à l'article 50."

h) L'article 28 est modifié comme suit:

i) Au paragraphe 1, l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

"En ce qui concerne la Croatie, le cadre de référence stratégique national couvre la période allant de la date d'adhésion au 31 décembre 2013."

ii) Au paragraphe 2, l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

"La Croatie transmet son cadre de référence stratégique national à la Commission dans un délai de trois mois à compter de la date d'adhésion."



i) À l'article 29, le paragraphe ci-après est ajouté:

"5. Les paragraphes 1 à 4 ne s'appliquent pas à la Croatie."

j) À l'article 32, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, la Commission adopte, le 31 décembre 2013 au plus tard, la décision approuvant un programme opérationnel devant être financé au titre de la période de programmation 2007-2013. La Croatie, dans ce programme opérationnel, tient compte des observations formulées par la Commission et présente ledit programme à la Commission dans un délai maximal de trois mois à compter de la date d'adhésion."

k) À l'article 33, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, les programmes opérationnels adoptés avant la date d'adhésion ne peuvent être révisés que dans le but de mieux les aligner sur le présent règlement."

l) À l'article 49, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne les programmes opérationnels de la Croatie, l'évaluation ex post est finalisée au plus tard le 31 décembre 2016."

m) L'article ci-après est inséré:

"Article 51 bis

Les articles 50 et 51 ne s'appliquent pas à la Croatie."

n) À l'article 53, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

"3. Pour les programmes opérationnels au titre de l'objectif coopération territoriale européenne pour lesquels au moins un participant appartient aux États membres dont le produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant, de 2001 à 2003, était inférieur à 85 % de la moyenne de l'UE à 25 pendant la même période, ou pour les programmes auxquels la Croatie participe, la contribution du FEDER ne peut être supérieure à 85 % du total des dépenses éligibles. Pour tous les autres programmes opérationnels, la contribution du FEDER ne peut être supérieure à 75 % du total des dépenses publiques éligibles cofinancées par le FEDER."

o) À l'article 56, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, une dépense est éligible à une contribution des Fonds entre la date à laquelle commence l'éligibilité de la dépense, fixée conformément aux instruments adoptés au titre du règlement (CE) n° 1085/2006, et le 31 décembre 2016. Toutefois, pour les programmes opérationnels adoptés après l'adhésion, une dépense est éligible à une contribution des Fonds à compter de la date d'adhésion, à moins que la décision sur le programme opérationnel concerné ne mentionne une date ultérieure."

p) À l'article 56, paragraphe 3, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Nonobstant les dispositions spécifiques relatives à l'éligibilité prévues à l'article 105 bis, les critères fixés par le comité de suivi des programmes opérationnels pour la Croatie ne s'appliquent pas aux opérations pour lesquelles la décision d'approbation a été adoptée avant la date d'adhésion et qui faisaient partie des instruments adoptés au titre du règlement (CE) n° 1085/2006."

q) À l'article 62, le paragraphe 1 est modifié comme suit:

i) Au point c), l'alinéa ci-après est inséré après le premier alinéa:

"En ce qui concerne la Croatie, l'autorité d'audit d'un programme opérationnel présente à la Commission, dans un délai de trois mois à compter de la date d'adhésion, une mise à jour du plan d'audit annuel visé à l'article 29, paragraphe 2, point a), du règlement (CE) n° 718/2007 de la Commission du 12 juin 2007 portant application du règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil établissant un instrument d'aide de préadhésion (IAP) \*.

---

\* JO L 170 du 29.6.2007, p. 1."

ii) Au point d), sous i), l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, le premier rapport annuel de contrôle, couvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 30 juin 2013, est présenté au plus tard le 31 décembre 2013. Les rapports suivants, couvrant les périodes du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014, du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 et du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, sont présentés à la Commission au plus tard respectivement le 31 décembre 2014, le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016. Les informations relatives aux audits et contrôles réalisés après le 1<sup>er</sup> juillet 2016 sont incluses dans le rapport de contrôle final appuyant la déclaration de clôture visée au point e);".

iii) Au point e), l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, la déclaration de clôture, accompagnée du rapport de contrôle final, est présentée à la Commission au plus tard le 31 mars 2018.".

r) À l'article 67, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, l'autorité de gestion transmet un rapport final d'exécution du programme opérationnel au plus tard le 31 mars 2018.".

s) L'article 71 est modifié comme suit:

i) Le paragraphe ci-après est ajouté:

"1 bis. Nonobstant le paragraphe 1, dès que possible après la date de son adhésion ou, au plus tard, avant tout paiement de la Commission, la Croatie présente à celle-ci une description des systèmes portant sur les autorités ou organismes énumérés aux points a) et b) dudit paragraphe."

ii) Le paragraphe ci-après est ajouté:

"2 bis. Le paragraphe 2 s'applique mutatis mutandis à la Croatie. Le rapport visé au premier alinéa du paragraphe 2 est réputé accepté aux mêmes conditions que celles qui sont énoncées au deuxième alinéa du paragraphe 2. Toutefois, cette acceptation est une condition préalable au versement du montant du préfinancement visé à l'article 82."

t) À l'article 75, le paragraphe ci-après est ajouté:

"1 bis. En ce qui concerne la Croatie, les engagements budgétaires au titre du FEDER, du Fonds de cohésion et du FSE pour 2013 sont effectués sur la base de la décision visée à l'article 28, paragraphe 3, avant que la Commission ne prenne une quelconque décision concernant la révision d'un programme opérationnel adopté. La décision visée à l'article 28, paragraphe 3, constitue une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 pour tout engagement budgétaire en faveur de la Croatie."

- u) À l'article 78, paragraphe 2, point c), la phrase ci-après est ajoutée:

"En ce qui concerne la Croatie, elles sont couvertes par les dépenses payées par les bénéficiaires lors de la mise en œuvre du projet et elles sont justifiées par des factures acquittées ou des pièces comptables de valeur probante équivalente présentées au plus tard trois ans après l'année où l'avance a été versée ou le 31 décembre 2016, si cette date est antérieure à la première; dans le cas contraire, l'état des dépenses suivant est rectifié en conséquence."

- v) À l'article 82, le paragraphe ci-après est ajouté:

"1 bis. En ce qui concerne la Croatie, à la suite de l'acceptation du rapport conformément à l'article 71, paragraphe 2, point a), et à la suite des engagements budgétaires visés à l'article 75, paragraphe 1 bis, un montant de préfinancement unique pour la partie de la période 2007-2013 restant à courir est versé en une seule fois et représentera 30 % de la contribution des fonds structurels et 40 % de la contribution du Fonds de cohésion au programme opérationnel."

- w) À l'article 89, paragraphe 1, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, une demande de paiement comprenant les documents visés aux points a) i) à a) iii) est transmise au plus tard le 31 mars 2018."

x) À l'article 93, le paragraphe ci-après est ajouté:

"3 bis. Par dérogation aux paragraphes 1 à 3, en ce qui concerne la Croatie, la Commission applique le mécanisme de dégage­ment visé au paragraphe 1 comme suit:

- i) le délai applicable à toute partie ouverte de l'engagement pour 2010 est le 31 décembre 2013;
- ii) le délai applicable à toute partie ouverte de l'engagement pour 2011 est le 31 décembre 2014;
- iii) le délai applicable à toute partie ouverte de l'engagement pour 2012 est le 31 décembre 2015;
- iv) toute partie des engagements pour 2013 encore ouverts au 31 décembre 2016 fait l'objet d'un dégage­ment d'office si la Commission n'a reçu aucune demande de paiement recevable pour celle-ci au plus tard le 31 mars 2018."

y) À l'article 95, l'alinéa ci-après est inséré après le deuxième alinéa:

"Par dérogation aux premier et deuxième alinéas, en ce qui concerne la Croatie, les délais visés à l'article 93, paragraphe 3 bis, sont interrompus dans les conditions fixées au premier alinéa du présent article pour le montant correspondant aux opérations concernées."

z) À l'article 98, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

"En ce qui concerne la Croatie, les ressources des fonds ainsi libérées peuvent être réutilisées par la Croatie jusqu'au 31 décembre 2016."



za) L'article ci-après est ajouté:

"Article 105 bis

Dispositions spécifiques à la suite de l'adhésion de la Croatie

1. Les programmes et grands projets qui, à la date de l'adhésion de la Croatie, ont été approuvés au titre du règlement (CE) n° 1085/2006 et dont la mise en œuvre n'a pas été achevée à cette date sont considérés comme approuvés par la Commission au titre du présent règlement, à l'exception des programmes approuvés au titre des volets visés à l'article 3, paragraphe 1, points a) et e), du règlement (CE) n° 1085/2006.

En outre, les programmes ci-après relevant du volet visé à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 1085/2006 sont également exclus:

- a) le programme IAP de coopération transfrontalière "Adriatique";
- b) le programme transfrontalier "Croatie-Bosnie-Herzégovine";
- c) le programme transfrontalier "Croatie-Monténégro";
- d) le programme transfrontalier "Croatie-Serbie".

Sans préjudice des paragraphes 2 à 7, les dispositions régissant la mise en œuvre des opérations et des grands projets approuvés conformément au présent règlement s'appliquent à ces opérations et grands projets.

2. Toute procédure de passation de marché liée à des opérations menées dans le cadre des programmes visés au paragraphe 1 ou aux grands projets visés au paragraphe 1 qui, à la date d'adhésion, a déjà fait l'objet d'un appel d'offres publié au *Journal officiel de l'Union européenne* est mise en œuvre dans le respect des règles établies dans cet appel d'offres. L'article 165 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 ne s'appliquent pas.

Toute procédure de passation de marché liée à des opérations menées dans le cadre des programmes visés au paragraphe 1 ou aux grands projets visés au paragraphe 1 qui, à la date d'adhésion, n'a pas encore fait l'objet d'un appel d'offres publié au *Journal officiel de l'Union européenne* est mise en œuvre conformément aux traités ou aux actes adoptés en vertu de ceux-ci, et conformément à l'article 9 du présent règlement.

D'autres opérations que celles visées aux premier et deuxième alinéas et ayant fait l'objet d'appels à propositions conformément à l'article 158 du règlement (CE) n° 718/2007 de la Commission ou pour lesquelles des demandes ont été soumises aux autorités compétentes avant la date d'adhésion mais pour lesquelles les contrats n'ont pu être finalisés qu'après cette date, sont mises en œuvre conformément aux conditions et aux règles d'éligibilité publiées dans l'appel à propositions concerné ou communiquées à l'avance aux bénéficiaires potentiels.

3. Les paiements effectués par la Commission au titre des programmes visés au paragraphe 1 sont considérés comme une contribution des Fonds au titre du présent règlement et sont affectés à l'engagement budgétaire ouvert le plus ancien, y compris les engagements au titre de l'IAP.

Toute partie des engagements effectués par la Commission au titre des programmes visés au paragraphe 1 et encore ouverts à la date d'adhésion est régie par le présent règlement à compter de la date d'adhésion.

4. Pour les opérations approuvées au titre du règlement (CE) n° 1085/2006 qui ont été approuvées ou pour lesquelles des conventions de subventions avec les bénéficiaires finals ont été signées avant la date d'adhésion, les règles régissant l'éligibilité des dépenses conformément au règlement (CE) n° 718/2007 de la Commission, ou sur la base de celui-ci, restent applicables, sauf dans des cas dûment justifiés, sur lesquels la Commission doit se prononcer à la demande de la Croatie.

La règle d'éligibilité établie au premier alinéa s'applique également aux grands projets visés au paragraphe 1 pour lesquels des accords de projet bilatéraux ont été signés avant la date d'adhésion.

5. En ce qui concerne la Croatie, toute référence aux Fonds tels qu'ils sont définis à l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, s'entend comme comprenant également l'instrument d'aide de préadhésion créé par le règlement (CE) n° 1085/2006.

6. Les délais spécifiques applicables à la Croatie s'appliquent également aux programmes transfrontaliers ci-après qui relèvent du volet visé à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 1085/2006, auxquels la Croatie participe:

- a) le programme transfrontalier "Hongrie-Croatie"; et
- b) le programme transfrontalier "Slovénie-Croatie".

Les délais spécifiques applicables à la Croatie en vertu du présent règlement ne s'appliquent pas aux programmes opérationnels relevant des volets transnationaux ou interrégionaux de l'objectif coopération territoriale européenne auxquels la Croatie participe.

7. Si des mesures sont nécessaires pour faciliter la transition de la Croatie du régime en vigueur avant l'adhésion au régime résultant de l'application du présent article, la Commission adopte les mesures qui s'imposent."

zb) L'annexe I est remplacée par le texte suivant:

"ANNEXE I

Ventilation annuelle des crédits d'engagement pour la période 2007-2013  
(visée à l'article 18)

(en EUR, prix de 2004)

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
42 863 000 000	43 318 000 000	43 862 000 000	43 860 000 000	44 073 000 000	44 723 000 000	45 718 037 817

"

zc) L'annexe II est modifiée comme suit:

i) Au paragraphe 5, les points ci-après sont ajoutés:

"c) pour la Croatie, les ressources pour le financement de la coopération transfrontalière s'élèveront à 7 028 744 EUR, exprimées en prix de 2004;

d) pour la Croatie, les ressources pour le financement de la coopération transnationale s'élèveront à 1 874 332 EUR, exprimées en prix de 2004."

ii) Le point ci-après est ajouté:

"7 bis. Pour la Croatie, le niveau maximal des transferts des Fonds sera de 3,5240 % de son PIB."

iii) Le point ci-après est ajouté:

"9 bis. Pour la Croatie, les calculs du PIB, effectués par la Commission, seront fondés sur les statistiques et prévisions publiées en mai 2011."

zd) L'annexe III est remplacée par le texte suivant:

"ANNEXE III

Plafonds applicables aux taux de cofinancement

(visés à l'article 53)

Critères	États membres	FEDER et FSE en pourcentage des dépenses éligibles	Fonds de cohésion en pourcentage des dépenses éligibles
1. États membres dont le PIB moyen par habitant, de 2001 à 2003, était inférieur à 85 % de la moyenne de l'UE à 25 pendant la même période	Bulgarie, République tchèque, Estonie, Grèce, Croatie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie et Slovaquie	85 % pour les objectifs convergence et compétitivité régionale et emploi	85 %
2. États membres autres que ceux visés à la ligne 1) éligibles au régime transitoire du Fonds de cohésion au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	Espagne	80 % pour les régions de convergence et les régions en phase d'instauration progressive de l'aide au titre de l'objectif compétitivité régionale et emploi 50 % pour l'objectif compétitivité régionale et emploi en dehors des régions en phase d'instauration progressive de l'aide	85 %
3. États membres autres que ceux visés aux lignes 1) et 2)	Belgique, Danemark, Allemagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Finlande, Suède et Royaume-Uni	75 % pour l'objectif convergence	-

Critères	États membres	FEDER et FSE en pourcentage des dépenses éligibles	Fonds de cohésion en pourcentage des dépenses éligibles
4. États membres autres que ceux visés aux lignes 1) et 2)	Belgique, Danemark, Allemagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Finlande, Suède et Royaume-Uni	50 % pour l'objectif compétitivité régionale et emploi	-
5. Régions ultrapériphériques visées à l'article 349 du TFUE bénéficiant du financement supplémentaire pour ces régions prévu au point 20 de l'annexe II	Espagne, France et Portugal	50 %	-
6. Régions ultrapériphériques visées à l'article 349 du TFUE	Espagne, France et Portugal	85 % au titre des objectifs convergence et compétitivité régionale et emploi	-

"

2. 32006 R 1084: Règlement (CE) n° 1084/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 instituant le Fonds de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1164/94 (JO L 210 du 31.7.2006, p. 79).



L'article ci-après est inséré:

"Article 5 bis

Dispositions spécifiques à la suite de l'adhésion de la Croatie

1. Les mesures qui, à la date de l'adhésion de la Croatie, ont fait l'objet de décisions de la Commission en matière d'aide dans le cadre du règlement (CE) n° 1267/1999 du Conseil du 21 juin 2009 établissant un instrument structurel de préadhésion<sup>\*</sup> et dont la mise en œuvre n'a pas été achevée à cette date sont considérées comme approuvées par la Commission en vertu du présent règlement.

Sans préjudice des paragraphes 2 à 5, les dispositions régissant la mise en œuvre des actions approuvées conformément au présent règlement et au règlement (CE) n° 1083/2006 s'appliquent aux mesures visées au premier alinéa du présent paragraphe.

2. Toute procédure de passation de marché liée à une mesure visée au paragraphe 1 qui, à la date d'adhésion, a déjà fait l'objet d'un appel d'offres publié au *Journal officiel de l'Union européenne* est mise en œuvre dans le respect des règles établies dans cet appel d'offres. L'article 165 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes<sup>\*\*</sup> ne s'applique pas.

Toute procédure de passation de marché liée à une mesure visée au paragraphe 1 qui, à la date d'adhésion, n'a pas encore fait l'objet d'un appel d'offres publié au *Journal officiel de l'Union européenne* est mise en œuvre conformément aux traités ou aux actes adoptés en vertu de ceux-ci, et conformément à l'article 9 du règlement (CE) n° 1083/2006.

3. Les paiements effectués par la Commission au titre d'une mesure visée au paragraphe 1 sont considérés comme une contribution du Fonds au titre du présent règlement.

Les paiements effectués par la Commission au titre d'une mesure visée au paragraphe 1 sont affectés à l'engagement ouvert le plus ancien effectué conformément au règlement (CE) n° 1267/1999, puis en application du présent règlement et du règlement (CE) n° 1083/2006.

Les conditions relatives aux paiements intermédiaires ou au solde final sont celles énoncées à l'annexe II, article D, paragraphe 2, points b) à d), et paragraphes 3 à 5, du règlement (CE) n° 1164/94.

4. Pour les mesures visées au paragraphe 1, les règles régissant l'éligibilité des dépenses conformément au règlement (CE) n° 1267/1999 ou spécifiquement établies dans les conventions de financement concernées restent applicables, sauf dans des cas dûment justifiés, sur lesquels la Commission doit se prononcer à la demande de la Croatie.

5. Si des mesures sont nécessaires pour faciliter la transition de la Croatie du régime en vigueur avant l'adhésion au régime résultant de l'application du présent article, la Commission adopte les mesures qui s'imposent.

---

\* JO L 161 du 26.6.1999, p. 73.

\*\* JO L 248 du 16.9.2002, p. 1."

## 8. ENVIRONNEMENT

1. 32003 L 0087: Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil (JO L 275 du 25.10.2003, p. 32):

a) À l'article 9, la phrase ci-après est ajoutée au premier alinéa:

"La quantité de quotas délivrée pour l'ensemble de la Communauté n'augmentera à la suite de l'adhésion de la Croatie que de la quantité de quotas que la Croatie met aux enchères en vertu de l'article 10, paragraphe 1."

b) À l'annexe II bis, la mention ci-après est insérée après celle relative à l'Espagne:

"Croatie 26 %".

2. 32009 D 0406: Décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 (JO L 140 du 5.6.2009, p. 136):

À l'annexe II, la mention ci-après est insérée après celle relative à la France:

"Croatie 11 %".

Liste visée à l'article 16 de l'acte d'adhésion: autres dispositions permanentes

1. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre II intitulé "La libre circulation des marchandises"

MÉCANISME SPÉCIFIQUE

En ce qui concerne la Croatie, le titulaire ou l'ayant-droit du titulaire d'un brevet ou d'un certificat complémentaire de protection (CCP) délivré pour un médicament déposé dans un État membre à une date à laquelle une telle protection ne pouvait pas être obtenue en Croatie pour ce produit, peut invoquer les droits conférés par ce brevet ou ce CCP pour empêcher l'importation et la commercialisation de ce produit dans l'État membre ou les États membres où le produit en question jouit de la protection d'un brevet ou d'un CCP, même si ce produit a été commercialisé pour la première fois en Croatie par le titulaire ou avec son accord.

Toute personne ayant l'intention d'importer ou de commercialiser un médicament couvert par le premier alinéa dans un État membre où le produit jouit d'un brevet ou d'un CCP démontre aux autorités compétentes, dans la demande concernant cette importation, qu'une notification préalable d'un mois a été donnée au titulaire ou ayant-droit d'une telle protection.

## 2. POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre VII, chapitre 1 intitulé "Les règles de concurrence"

1. Les régimes d'aides et les aides individuelles ci-après, entrés en vigueur en Croatie avant la date d'adhésion et toujours applicables après cette date, sont considérés lors de l'adhésion comme des aides existantes au sens de l'article 108, paragraphe 1, du TFUE:
  - a) les mesures d'aide entrées en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mars 2002;
  - b) les mesures d'aide énumérées à l'appendice à la présente annexe;
  - c) les mesures d'aide examinées par l'agence croate de la concurrence avant la date d'adhésion et jugées compatibles avec l'acquis de l'Union, et à l'égard desquelles la Commission n'a pas soulevé d'objections en raison de doutes sérieux quant à la compatibilité des mesures avec le marché intérieur, en vertu de la procédure visée au paragraphe 2.

Toutes les mesures encore applicables après la date d'adhésion qui constituent une aide publique et ne satisfont pas aux conditions susvisées sont considérées comme une aide nouvelle à la date d'adhésion aux fins de l'application de l'article 108, paragraphe 3, du TFUE.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux aides octroyées aux activités liées à la production, à la transformation et à la mise sur le marché des produits énumérés à l'annexe I du TUE et du TFUE.

2. Lorsque la Croatie souhaite que la Commission examine une mesure d'aide dans le cadre de la procédure décrite au paragraphe 1, point c), elle communique régulièrement à la Commission:
  - a) une liste des mesures d'aide existantes qui ont été examinées par l'agence croate de la concurrence et que cette autorité a jugées compatibles avec l'acquis de l'Union; et
  - b) toute autre information indispensable pour l'évaluation de la compatibilité de la mesure d'aide à examiner,

à l'aide du formulaire spécifique fourni par la Commission.

Si la Commission ne soulève pas d'objections à l'égard de la mesure d'aide existante en raison de doutes sérieux quant à la compatibilité de la mesure avec le marché intérieur dans les trois mois suivant la réception d'informations exhaustives à son sujet ou la réception d'une communication de la Croatie dans laquelle celle-ci informe la Commission qu'elle considère que l'information fournie est complète du fait que l'information supplémentaire qui a été requise n'est pas disponible ou a déjà été fournie, la Commission est réputée ne pas avoir soulevé d'objections.

Toutes les mesures d'aide soumises à la Commission avant la date d'adhésion au titre de la procédure décrite au paragraphe 1, point c), font l'objet de ladite procédure nonobstant le fait que, durant la période d'examen, la Croatie est déjà devenue membre de l'Union.

3. Toute décision de la Commission de soulever des objections à l'égard d'une mesure au sens du paragraphe 1, point c), est considérée comme une décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen au sens du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE<sup>1</sup> (désormais l'article 108 du TFUE).

Si une telle décision est prise avant la date d'adhésion, elle ne prend effet qu'à la date d'adhésion.

---

<sup>1</sup> JO L 83 du 27.3.1999, p. 1.



### 3. AGRICULTURE

#### a) Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre III intitulé "L'agriculture et la pêche"

1. Les stocks publics détenus par la Croatie à la date de l'adhésion et résultant de la politique de soutien du marché menée par celle-ci sont pris en charge par l'Union à une valeur calculée en appliquant l'article 4, paragraphe 1, point d), et l'annexe VIII du règlement (CE) n° 884/2006 de la Commission du 21 juin 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil, en ce qui concerne le financement par le Fonds européen de garantie agricole (FEAGA) des mesures d'intervention sous forme de stockage public et la comptabilisation des opérations de stockage public par les organismes payeurs des États membres<sup>1</sup>. Ces stocks ne sont repris qu'à la condition que l'intervention publique pour les produits en question soit effectuée dans l'Union et que les stocks concernés répondent aux conditions d'intervention de l'Union.
  
2. Tout stock, privé ou public, en libre circulation en Croatie à la date d'adhésion et dépassant le niveau de ce qui peut être considéré comme un stock normal de report, est à la charge de la Croatie sous forme d'un versement au budget général de l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> JO L 171 du 23.6.2006, p. 35, et JO L 326M du 10.12.2010, p. 70.

Le montant du paiement est fixé à un niveau tenant compte des coûts liés aux effets des stocks excédentaires sur le marché des produits agricoles.

Le niveau des stocks excédentaires est déterminé pour chaque produit, en tenant compte des caractéristiques de celui-ci et des marchés concernés ainsi que de la législation de l'Union applicable audit produit.

3. Les stocks visés au paragraphe 1 sont déduits de la quantité excédant le report normal de stocks.
4. La Commission met en œuvre et applique les arrangements décrits aux paragraphes 1 à 3 conformément à la procédure prévue à l'article 41, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune<sup>1</sup> ou, le cas échéant, conformément à la procédure visée à l'article 195, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1234/2007 ou à la procédure de comité pertinente selon la législation applicable.

---

<sup>1</sup> JO L 209 du 11.8.2005, p. 1

b) Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre VII, chapitre 1 intitulé "Les règles de concurrence"

Sans préjudice des procédures concernant les régimes d'aides existants prévus à l'article 108 du TFUE, les régimes d'aides et les aides individuelles accordés au titre d'activités liées à la production ou au commerce de produits énumérés à l'annexe I du TUE et du TFUE, à l'exception des produits de la pêche et de leurs dérivés, mis en application en Croatie avant la date d'adhésion et toujours applicables après cette date, sont considérés comme des aides existantes au sens de l'article 108, paragraphe 1, du TFUE, sous réserve que soient remplies les conditions suivantes:

- ces mesures d'aide sont notifiées à la Commission dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion. La notification comporte des informations sur la base juridique retenue pour chaque mesure; les mesures d'aide existantes ainsi que les projets d'octroi ou de modification des aides qui sont notifiés à la Commission avant la date d'adhésion sont réputés lui avoir été notifiés à la date d'adhésion. La Commission publie la liste de ces aides.

Ces mesures d'aide sont considérées comme des aides "existantes" au sens de l'article 108, paragraphe 1, du TFUE pendant une période de trois ans à compter de la date d'adhésion.

Dans un délai de trois ans à compter de la date d'adhésion, la Croatie modifie, le cas échéant, ces mesures d'aide afin de se conformer aux orientations appliquées par la Commission. À l'issue de cette période, toute aide jugée incompatible avec ces orientations est considérée comme une aide nouvelle.

#### 4. PÊCHE

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre VII, chapitre 1 intitulé "Les règles de concurrence"

Sans préjudice des procédures concernant les régimes d'aides existants prévus à l'article 108 du TFUE, les régimes d'aide et les aides individuelles accordés au titre d'activités de production et de commerce des produits de la pêche et de leurs dérivés figurant sur la liste de l'annexe I du TUE et du TFUE, mis en application en Croatie avant la date d'adhésion et toujours applicables après cette date, sont considérés comme des aides existantes au sens de l'article 108, paragraphe 1, du TFUE, sous réserve que soient remplies les conditions suivantes:

- ces mesures d'aide sont notifiées à la Commission dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion. La notification comporte des informations sur la base juridique retenue pour chaque mesure; les mesures d'aide existantes ainsi que les projets d'octroi ou de modification des aides qui sont notifiés à la Commission avant la date d'adhésion sont réputés lui avoir été notifiés à la date d'adhésion. La Commission publie la liste de ces aides.

Ces mesures d'aide sont considérées comme des aides "existantes" au sens de l'article 108, paragraphe 1, du TFUE pendant une période de trois ans à compter de la date d'adhésion.

Dans un délai de trois ans à compter de la date d'adhésion, la Croatie modifie, le cas échéant, ces mesures d'aide afin de se conformer aux orientations appliquées par la Commission. Une fois ce délai écoulé, toute aide jugée incompatible avec ces orientations est considérée comme une aide nouvelle.

## 5. UNION DOUANIÈRE

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, troisième partie, titre II intitulé "La libre circulation des marchandises", chapitre 1 intitulé "L'union douanière"

31992 R 2913: Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire (JO L 302 du 19.10.1992, p. 1).

31993 R 2454: Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission du 2 juillet 1993 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire (JO L 253 du 11.10.1993, p. 1).

Les règlements (CEE) n° 2913/92 du Conseil et (CEE) n° 2454/93 de la Commission s'appliquent à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:

## PREUVE DU CARACTÈRE UE (COMMERCE AU SEIN DE L'UNION ÉLARGIE)

1. Nonobstant l'article 20 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, les marchandises qui, à la date d'adhésion sont en dépôt provisoire ou relèvent de l'un des traitements ou régimes douaniers visés à l'article 4, paragraphe 15, point b), et paragraphe 16, points b) à h), de ce règlement dans l'Union élargie, ou qui sont en cours de transport dans l'Union élargie après avoir fait l'objet des formalités d'exportation, sont mises en franchise de droits de douane et d'autres mesures douanières lorsqu'elles sont déclarées pour la mise en libre pratique au sein de l'Union élargie, à condition que l'une des preuves ci-après soit produite:
  - a) la preuve d'origine préférentielle dûment délivrée ou établie avant la date d'adhésion en vertu de l'ASA;
  - b) l'une quelconque des preuves du caractère UE visées à l'article 314 quater du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission;
  - c) un carnet ATA délivré avant la date d'adhésion dans un État membre actuel ou en Croatie.

2. Aux fins de la délivrance des preuves visées au paragraphe 1, point b), eu égard à la situation à la date d'adhésion et outre les dispositions de l'article 4, paragraphe 7, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, on entend par "marchandises communautaires", les marchandises:
- entièrement obtenues sur le territoire de la Croatie dans des conditions identiques à celles de l'article 23 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et ne comportant pas des marchandises importées d'autres pays ou territoires;
  - importées de pays ou territoires autres que la Croatie, et mises en libre pratique en Croatie; ou
  - obtenues ou produites en Croatie, soit à partir de marchandises visées uniquement au deuxième tiret, soit à partir de marchandises visées aux premier et deuxième tirets.
3. Aux fins de vérification de la preuve visée au paragraphe 1, point a), les dispositions relatives à la définition de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative conformément à l'ASA sont applicables. Les demandes de vérification a posteriori de cette preuve sont acceptées par les autorités douanières compétentes des États membres actuels ainsi que par celles de la Croatie pendant une période de trois ans à compter de la délivrance de la preuve d'origine concernée et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après l'acceptation de la preuve d'origine étayant une déclaration de libre pratique.

PREUVE D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLE (COMMERCE AVEC LES PAYS TIERS, Y COMPRIS LA TURQUIE, DANS LE CADRE DES ACCORDS PRÉFÉRENTIELS DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DU CHARBON ET DES PRODUITS SIDÉRURGIQUES)

4. Sans préjudice de l'application de toute mesure dérivant de la politique commerciale commune, les preuves d'origine dûment délivrées par des pays tiers dans le cadre d'accords préférentiels conclus par la Croatie avec ces pays tiers sont acceptées par la Croatie à condition que:
- a) l'acquisition de cette origine confère un traitement tarifaire préférentiel sur la base des mesures tarifaires préférentielles figurant dans les accords ou régimes que l'Union a conclus avec ces pays tiers ou groupes de pays tiers ou qu'elle a adoptés en ce qui les concerne, telles que visées à l'article 20, paragraphe 3, points d) et e), du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil;
  - b) la preuve d'origine et les documents de transport aient été délivrés ou établis au plus tard la veille de la date d'adhésion; et
  - c) la preuve d'origine soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.



Lorsque les marchandises ont été déclarées pour la mise en libre pratique en Croatie avant la date d'adhésion, la preuve d'origine qui a été délivrée ou établie rétroactivement au titre des accords préférentiels en vigueur en Croatie à la date de la mise en libre pratique peut également être acceptée en Croatie à la condition que ladite preuve d'origine soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

5. La Croatie est autorisée à maintenir les autorisations en vertu desquelles avait été accordé le statut "d'exportateur agréé" dans le cadre d'accords conclus avec des pays tiers, à condition que:
- a) cette disposition soit également prévue dans les accords ou régimes que l'Union a conclus avec ces pays tiers ou groupes de pays tiers ou qu'elle a adoptés en ce qui les concerne, avant la date d'adhésion; et
  - b) les exportateurs agréés appliquent les règles en matière d'origine prévues par ces accords ou régimes.

Dans un délai maximal d'un an à compter de la date d'adhésion, la Croatie remplace ces autorisations par de nouvelles autorisations délivrées selon les conditions prévues par la législation de l'Union.

6. Aux fins de vérification de la preuve visée au paragraphe 4, les dispositions relatives à la définition de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative des accords ou régimes pertinents sont applicables. Les demandes de vérification a posteriori de cette preuve sont acceptées par les autorités douanières compétentes des États membres actuels ainsi que par celles de la Croatie pendant une période de trois ans suivant la délivrance des preuves d'origine concernées et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après l'acceptation de la preuve d'origine étayant une déclaration de libre pratique.
  
7. Sans préjudice de l'application de toute mesure dérivant de la politique commerciale commune, les preuves d'origine délivrées ou établies rétroactivement par des pays tiers dans le cadre d'accords ou de régimes préférentiels que l'Union a conclus avec ces pays tiers ou qu'elle a adoptés en ce qui les concerne, sont acceptées en Croatie en vue de la mise en libre pratique des marchandises qui, à la date d'adhésion, sont soit en cours de transport soit en dépôt temporaire, en entrepôt douanier ou en zone franche dans un de ces pays tiers ou en Croatie, pour autant qu'aucun accord de libre-échange visant les produits en question conclu par la Croatie avec le pays tiers ne soit en vigueur au moment où les documents de transport ont été délivrés et à condition que:
  - a) l'acquisition de cette origine confère un traitement tarifaire préférentiel sur la base des mesures tarifaires préférentielles figurant dans les accords ou régimes que l'Union a conclus avec des pays tiers ou groupes de pays tiers ou qu'elle a adoptés en ce qui les concerne, telles que visées à l'article 20, paragraphe 3, points d) et e), du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil;

- b) les documents de transport aient été délivrés au plus tard la veille de la date d'adhésion;  
et
  - c) la preuve d'origine délivrée ou établie rétroactivement soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.
8. Aux fins de vérification des preuves visées au paragraphe 7, les dispositions relatives à la définition de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative des accords ou régimes pertinents sont applicables.

PREUVE DU STATUT DES PRODUITS AU TITRE DES DISPOSITIONS  
RELATIVES À LA LIBRE PRATIQUE DES PRODUITS INDUSTRIELS  
AU SEIN DE L'UNION DOUANIÈRE UE-TURQUIE

9. La preuve d'origine dûment délivrée par la Turquie ou la Croatie dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels appliqués entre eux et prévoyant une interdiction de ristourne ou d'exonération des droits de douane sur les marchandises concernées, est acceptée dans les pays respectifs comme preuve du statut des produits au titre des dispositions relatives à la libre pratique des produits industriels prévues par la décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie du 22 décembre 1995 relative à la mise en place de la phase définitive de l'union douanière<sup>1</sup> (ci-après dénommée "décision n° 1/95"), pour autant que:
- a) la preuve d'origine et les documents de transport aient été délivrés ou établis au plus tard la veille de la date d'adhésion; et

---

<sup>1</sup> JO L 35 du 13.2.1996, p. 1.

- b) la preuve d'origine soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

Lorsque les marchandises ont été déclarées pour la mise en libre pratique en Turquie ou en Croatie avant la date d'adhésion dans le cadre des accords commerciaux préférentiels visés au premier alinéa, la preuve d'origine qui a été délivrée ou établie rétroactivement au titre de ces accords peut également être acceptée à la condition qu'elle soit présentée aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

- 10. Aux fins de vérification de la preuve visée au paragraphe 9, les dispositions relatives à la définition de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative des accords préférentiels pertinents sont applicables. Les demandes de vérification a posteriori de cette preuve sont acceptées par les autorités douanières compétentes des États membres actuels ainsi que par celles de la Croatie pendant une période de trois ans suivant la délivrance des preuves d'origine concernées et peuvent être présentées par ces autorités pendant une période de trois ans après l'acceptation de la preuve d'origine étayant une déclaration de libre pratique.

11. Sans préjudice de l'application de toute mesure dérivant de la politique commerciale commune, un certificat de circulation A.TR délivré au titre des dispositions relatives à la libre pratique des produits industriels prévues par la décision n° 1/95 est accepté en Croatie en vue de la mise en libre pratique de marchandises qui, à la date d'adhésion, sont soit en cours de transport dans l'Union ou en Turquie après avoir fait l'objet des formalités d'exportation, soit en dépôt temporaire ou relèvent d'un des régimes douaniers visés à l'article 4, paragraphe 16, points b) à h), du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil en Turquie ou en Croatie, à condition que:
- a) aucune preuve d'origine au sens du paragraphe 9 n'ait été présentée pour les marchandises concernées;
  - b) les marchandises remplissent les conditions de mise en œuvre des dispositions relatives à la libre pratique des produits industriels;
  - c) les documents de transport aient été délivrés au plus tard la veille de la date d'adhésion;  
et
  - d) le certificat de circulation A.TR soit présenté aux autorités douanières dans un délai de quatre mois à compter de la date d'adhésion.

12. Aux fins de vérification des certificats de circulation A.TR visés au paragraphe 11, les dispositions relatives à la délivrance desdits certificats et aux méthodes de coopération administrative au titre de la décision n° 1/2006 du Comité de coopération douanière CE-Turquie du 26 juillet 2006 portant modalités d'application de la décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie<sup>1</sup> sont applicables.

## RÉGIMES DOUANIERS

13. Les dépôts temporaires ainsi que les régimes douaniers visés à l'article 4, paragraphe 16, points b) à h), du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil qui ont pris cours avant la date d'adhésion prennent fin ou sont apurés selon les conditions prévues par la législation de l'Union.

Lorsque la fin du dépôt ou l'apurement du régime douanier donnent naissance à une dette douanière, le montant des droits à l'importation à acquitter est le montant en vigueur au moment où la dette douanière est née conformément au tarif douanier commun et le montant payé est considéré comme une ressource propre de l'Union.

---

<sup>1</sup> JO L 265 du 26.9.2006, p. 18.

14. Les procédures régissant le régime de l'entrepôt douanier prévues aux articles 84 à 90 et 98 à 113 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 496 à 535 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission sont applicables à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:
- lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la nature des marchandises d'importation, et lorsque la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime a été acceptée avant la date d'adhésion, le classement tarifaire, la quantité, la valeur en douane et l'origine des marchandises au moment de leur placement sous le régime sont ceux résultant de la législation applicable en Croatie à la date de l'acceptation de la déclaration par les autorités douanières.
15. Les procédures régissant le régime du perfectionnement actif prévues aux articles 84 à 90 et 114 à 129 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 496 à 523 et 536 à 550 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission sont applicables à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:
- lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la nature des marchandises d'importation et lorsque la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime a été acceptée avant la date d'adhésion, le classement tarifaire, la quantité, la valeur en douane et l'origine des marchandises au moment de leur placement sous le régime sont ceux résultant de la législation applicable en Croatie à la date d'acceptation de la déclaration par les autorités douanières;

- afin de respecter l'équité entre les titulaires de l'autorisation établis dans les actuels États membres et ceux de la Croatie, lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, des intérêts compensatoires sont payés sur les droits à l'importation dus selon les conditions prévues par la législation de l'Union à partir de la date d'adhésion;
- si la déclaration de perfectionnement actif a été acceptée dans le cadre d'un système de remboursements, le remboursement est effectué selon les conditions prévues par la législation de l'Union, par la Croatie, là où la dette douanière ayant donné lieu à la demande de remboursement est née avant la date d'adhésion et aux frais de celle-ci.

16. Les procédures régissant le régime de l'admission temporaire prévues aux articles 84 à 90 et 137 à 144 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 496 à 523 et 553 à 584 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission sont applicables à la Croatie sous réserve des conditions spécifiques suivantes:

- lorsque le montant d'une dette douanière est déterminé sur la base de la nature des marchandises d'importation et lorsque la déclaration de placement de ces marchandises sous le régime a été acceptée avant la date d'adhésion, le classement tarifaire, la quantité, la valeur en douane et l'origine des marchandises au moment de leur placement sous le régime sont ceux résultant de la législation applicable en Croatie à la date d'acceptation de la déclaration par les autorités douanières;



- afin de respecter l'équité entre les titulaires de l'autorisation établis dans les actuels États membres et ceux de la Croatie, lorsque l'apurement donne naissance à une dette douanière, des intérêts compensatoires sont payés sur les droits à l'importation dus selon les conditions prévues par la législation de l'Union à partir de la date d'adhésion;
17. Les procédures régissant le régime du perfectionnement passif prévues aux articles 84 à 90 et 145 à 160 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 496 à 523 et 585 à 592 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission s'appliquent à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:
- l'article 591, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission s'applique mutatis mutandis aux marchandises à l'exportation temporaire qui ont été exportées temporairement à partir de la Croatie avant la date d'adhésion.

#### AUTRES DISPOSITIONS

18. Les autorisations qui ont été octroyées par la Croatie avant la date d'adhésion pour le recours aux régimes douaniers visés à l'article 4, paragraphe 16, points d), e) et g) ou au statut d'opérateur économique agréé, prévu par l'article 5 bis, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, sont valables jusqu'à la fin de leur validité ou pendant un an à compter de la date d'adhésion, selon la date qui vient en premier.

19. Les procédures régissant la naissance d'une dette douanière, la prise en compte et le recouvrement a posteriori, prévues aux articles 201 à 232 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 859 à 876 bis du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission sont applicables à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:
- le recouvrement est effectué selon les conditions prévues par la législation de l'Union. Toutefois, lorsque la dette douanière est née avant la date d'adhésion, le recouvrement est effectué par la Croatie et en sa faveur, selon les conditions prévues par la législation en vigueur en Croatie avant l'adhésion.
20. Les procédures régissant le remboursement et la remise de droits, prévues aux articles 235 à 242 du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil et aux articles 877 à 912 du règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission sont applicables à la Croatie sous réserve des dispositions spécifiques suivantes:
- le remboursement et la remise de droits sont effectués selon les conditions prévues par la législation de l'Union. Toutefois, lorsque les droits faisant l'objet d'une demande de remboursement ou de remise se réfèrent à une dette douanière qui est née avant la date d'adhésion, le remboursement et la remise des droits sont effectués par la Croatie, à ses frais, selon les conditions prévues par la législation en vigueur en Croatie avant l'adhésion.

Liste des mesures d'aide existantes visées au paragraphe 1, point b),  
du mécanisme d'aide existant prévu à la section 2  
("Politique de la concurrence")

Note: Les mesures d'aide énumérées dans le présent appendice ne doivent être considérées comme des aides existantes aux fins de l'application du mécanisme d'aide existant visé à la section 2 que dans la mesure où elles relèvent du champ d'application du paragraphe 1 de celle-ci.

Numéro d'enregistrement			Titre (original)	Date d'approbation par l'agence croate de la concurrence	Durée
EM	N°	Année			
HR	1	2011	Zakon o slobodnim zonama (Narodne novine 44/96, 92/05, 85/08)	17/06/2008	31/12/2016
HR	3	2011	Zakon o Hrvatskoj radioteleviziji (Narodne novine 137/10)	21/10/2010	illimitée
HR	4	2011	Odluka o otvorenosti Zračne luke Osijek d.o.o. u razdoblju od 2009. do 2013. godine, od 20. veljače 2009. i 24. travnja 2009.	25/05/2009	31/12/2013
HR	5	2011	Program financiranja nakladništva od 2011. do 2013.	10/02/2011	31/12/2013
HR	6	2011	Naknadno odobrenje državnih potpora poduzetniku Rockwool Adriatic d.o.o.	30/12/2010	31/12/2015
HR	9	2011	Zakon o znanstvenoj djelatnosti i visokom obrazovanju (Narodne novine 123/03, 198/03, 105/04, 174/04, 46/07)	01/02/2007	31/12/2014
HR	10	2011	Odluka o obvezi otvorenosti Zračne luke Rijeka d.o.o. za javni zračni promet u razdoblju od 2010. do 2014., od 25. siječnja 2010. i 3. studenoga 2010.	10/03/2011	31/12/2014

Liste visée à l'article 18 de l'acte d'adhésion: mesures transitoires

1. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

32001 L 0083: Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (JO L 311 du 28.11.2001, p. 67).

Par dérogation aux exigences de qualité, de sécurité et d'efficacité prévues par la directive 2001/83/CE, les autorisations de mise sur le marché accordées pour les médicaments qui ne relèvent pas de l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments<sup>1</sup>, ne figurent pas sur la liste (à l'appendice de la présente annexe, fournie par la Croatie) et ont été délivrées en vertu de la législation croate avant la date de l'adhésion, restent valables jusqu'à ce qu'elles soient renouvelées conformément à l'acquis de l'Union ou dans les quatre années suivant la date d'adhésion, si cette dernière échéance est la plus proche.

Les autorisations de mise sur le marché couvertes par cette dérogation ne bénéficient pas de la reconnaissance mutuelle dans les États membres tant que les produits concernés n'ont pas été autorisés conformément à la directive 2001/83/CE.

---

<sup>1</sup> JO L 136 du 30.4.2004, p. 1.

Les autorisations nationales de mise sur le marché accordées au titre du droit national avant la date d'adhésion et qui ne sont pas couvertes par la dérogation ainsi que toutes les nouvelles autorisations de mise sur le marché doivent, à compter de la date d'adhésion, être conformes à la directive 2001/83/CE.

## 2. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

31996 L 0071: Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (JO L 18 du 21.1.1997, p. 1).

32004 L 0038: Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE (JO L 158 du 30.4.2004, p. 77).

32011 R 0492: Règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union (JO L 141 du 27.5.2011, p. 1).

1. L'article 45 et l'article 56, premier alinéa, du TFUE ne s'appliquent pleinement que sous réserve des dispositions transitoires prévues aux paragraphes 2 à 13 pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la libre prestation de services impliquant une circulation temporaire de travailleurs, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 96/71/CE, entre la Croatie, d'une part, et chacun des États membres actuels, d'autre part.
2. Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 et jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales, ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissants croates à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date d'adhésion.

Les ressortissants croates qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date d'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à douze mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.

Les ressortissants croates admis sur le marché du travail d'un État membre actuel à la suite de l'adhésion pendant une période ininterrompue égale ou supérieure à douze mois bénéficient également des mêmes droits.

Les ressortissants croates visés aux deuxième et troisième alinéas cessent de bénéficier des droits visés auxdits alinéas s'ils quittent volontairement le marché du travail de l'État membre actuel en question.

Les ressortissants croates qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date d'adhésion, ou pendant une période où des mesures nationales sont appliquées, et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période inférieure à douze mois ne bénéficient pas des droits visés aux deuxième et troisième alinéas.

3. Avant la fin de la période de deux ans suivant la date d'adhésion, le Conseil réexamine le fonctionnement des dispositions transitoires visées au paragraphe 2 sur la base d'un rapport de la Commission.

Une fois ce réexamen terminé, et au plus tard à la fin de la période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels font savoir à la Commission s'ils continuent d'appliquer des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, ou s'ils appliquent dorénavant les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011. À défaut de cette notification, les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 s'appliquent.

4. Un nouvel examen peut avoir lieu à la demande de la Croatie. La procédure prévue au paragraphe 3 s'applique et est achevée dans les six mois suivant la réception de la demande de la Croatie.

5. Un État membre maintenant des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux à la fin de la période de cinq ans visée au paragraphe 2 peut les proroger, après en avoir averti la Commission, jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date d'adhésion si son marché du travail subit ou est menacé de subir des perturbations graves. À défaut de cette notification, les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 s'appliquent.
6. Durant la période de sept ans suivant la date d'adhésion, les États membres dans lesquels, en vertu du paragraphe 3, 4 ou 5, les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants croates, et qui délivrent des permis de travail à des ressortissants croates à des fins d'observation durant cette période, le feront automatiquement.
7. Les États membres dans lesquels, en vertu du paragraphe 3, 4 ou 5, les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 s'appliquent en ce qui concerne les ressortissants croates, peuvent recourir aux procédures prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent paragraphe jusqu'à la fin de la période de sept ans suivant la date d'adhésion.



Lorsqu'un État membre visé au premier alinéa subit ou prévoit des perturbations sur son marché du travail qui pourraient menacer gravement le niveau de vie ou d'emploi dans une région ou dans une profession donnée, il en avise la Commission et les autres États membres en leur fournissant toutes les indications pertinentes. Sur la base de ces indications, l'État membre peut demander à la Commission de déclarer que l'application des articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 est totalement ou partiellement suspendue afin d'assurer le rétablissement de la situation dans ladite région ou profession. La Commission décide de la suspension, ainsi que de la durée et de la portée de cette suspension, au plus tard deux semaines après avoir été saisie de la demande et informe le Conseil de sa décision. Dans un délai de deux semaines après que la Commission a pris sa décision, tout État membre peut demander l'annulation ou la modification de cette décision par le Conseil. Le Conseil statue sur cette demande à la majorité qualifiée dans un délai de deux semaines.

Dans des cas urgents et exceptionnels, un État membre visé au premier alinéa peut suspendre l'application des articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011; il transmet ensuite une notification motivée à la Commission.

8. Aussi longtemps que l'application des articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 est suspendue en vertu des paragraphes 2 à 5 et 7, l'article 23 de la directive 2004/38/CE s'applique, pour ce qui est du droit des membres de la famille des travailleurs d'exercer un emploi, en Croatie en ce qui concerne les ressortissants des États membres actuels et dans les États membres actuels en ce qui concerne les ressortissants croates, aux conditions suivantes:
- le conjoint d'un travailleur et leurs descendants de moins de vingt et un ans ou à charge qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à la date d'adhésion ont immédiatement accès au marché du travail de cet État membre à compter de cette date. Cette disposition n'est pas applicable aux membres de la famille d'un travailleur admis légalement sur le marché du travail de cet État membre pour une durée inférieure à douze mois;
  - le conjoint d'un travailleur et leurs descendants de moins de vingt et un ans ou à charge qui résident légalement avec le travailleur sur le territoire d'un État membre à partir d'une date ultérieure à la date d'adhésion, mais au cours de la période d'application des dispositions transitoires précitées, ont accès au marché du travail de l'État membre concerné lorsqu'ils résident dans cet État membre depuis dix-huit mois au moins ou à partir de la troisième année suivant la date d'adhésion, la date retenue étant la date la plus proche.

Ces dispositions sont sans préjudice de mesures plus favorables, qu'il s'agisse de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

9. Dans la mesure où les dispositions de la directive 2004/38/CE qui reprennent les dispositions de la directive 68/360/CEE du Conseil du 15 octobre 1968 relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des États membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté<sup>1</sup> ne peuvent pas être dissociées de celles du règlement (UE) n° 492/2011 dont l'application est différée en vertu des paragraphes 2 à 5, 7 et 8, la Croatie et les États membres actuels peuvent déroger à ces dispositions dans la mesure nécessaire à l'application des paragraphes 2 à 5, 7 et 8.
10. Lorsque des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux sont appliquées par les États membres actuels en vertu des dispositions transitoires susvisées, la Croatie peut maintenir en vigueur des mesures équivalentes en ce qui concerne les ressortissants de l'État membre ou des États membres en question.
11. Un État membre actuel qui applique des mesures nationales conformément aux paragraphes 2 à 5 et 7 à 9 peut décider, en application de son droit interne, d'accorder une plus grande liberté de circulation que celle existant à la date d'adhésion, y compris un accès complet au marché du travail. À partir de la troisième année suivant la date de l'adhésion, un État membre actuel qui applique des mesures nationales peut décider à tout moment d'appliquer les articles 1<sup>er</sup> à 6 du règlement (UE) n° 492/2011 au lieu de ces mesures. La Commission est informée de cette décision.

---

<sup>1</sup> JO L 257 du 19.10.1968, p. 13. Directive modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de 2003 (JO L 236 du 23.9.2003, p. 33) et abrogée avec effet au 30 avril 2006 par la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 158 du 30.4.2004, p. 77).

12. Pour faire face à des perturbations graves ou des menaces de perturbations graves dans certains secteurs sensibles des services sur le marché du travail en Allemagne et en Autriche qui pourraient surgir dans certaines régions à la suite d'une prestation de services transnationale, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 96/71/CE, et aussi longtemps qu'elles appliquent à la libre circulation des travailleurs croates, en vertu des dispositions transitoires précitées, des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, l'Allemagne et l'Autriche peuvent, après en avoir averti la Commission, déroger à l'article 56, premier alinéa, du TFUE en vue de limiter, dans le contexte de la prestation de services par des entreprises établies en Croatie, la circulation temporaire de travailleurs dont le droit d'accepter du travail en Allemagne et en Autriche est soumis à des mesures nationales.

La liste des secteurs des services susceptibles d'être concernés par cette dérogation est la suivante:

– en Allemagne:

Secteur	Code NACE <sup>(*)</sup> , sauf autre indication
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Nettoyage de bâtiments	74.70 Nettoyage de bâtiments
Autres services	74.87 Activités de décoration d'intérieur (exclusivement)

<sup>(\*)</sup> NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1);

– en Autriche:

Secteur	Code NACE <sup>(*)</sup> , sauf autre indication
Services annexes à la culture (horticulture)	01.41
Taille, façonnage et finissage de pierres	26.7
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures/constructions métalliques	28.11
Construction et branches connexes	45.1 à 45.4, Activités énumérées à l'annexe de la directive 96/71/CE
Activités dans le domaine de la sécurité	74.60
Nettoyage de bâtiments	74.70
Soins à domicile	85.14
Activités d'action sociale sans hébergement	85.32

(\*) NACE: voir 31990 R 3037: Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1).

Dans la mesure où l'Allemagne ou l'Autriche déroge à l'article 56, premier alinéa, du TFUE conformément aux premier et deuxième alinéas du présent paragraphe, la Croatie peut, après en avoir informé la Commission, prendre des mesures équivalentes.

L'application du présent paragraphe n'a pas pour effet de créer, pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne ou l'Autriche et la Croatie, des conditions qui soient plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

13. L'application des paragraphes 2 à 5 et 7 à 11 n'a pas pour effet de créer des conditions d'accès plus restrictives au marché du travail des États membres actuels pour les ressortissants croates que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion.

Nonobstant l'application des dispositions prévues aux paragraphes 1 à 12, les États membres actuels donnent la préférence aux travailleurs qui sont ressortissants des États membres plutôt qu'aux travailleurs qui sont ressortissants de pays tiers en ce qui concerne l'accès à leur marché du travail durant les périodes d'application de mesures nationales ou de mesures résultant d'accords bilatéraux.

Les travailleurs migrants croates et leur famille qui résident et travaillent légalement dans un autre État membre ou les travailleurs migrants provenant d'autres États membres et leur famille qui résident et travaillent légalement en Croatie ne sont pas traités d'une manière plus restrictive que ceux qui viennent d'un État tiers et qui résident et travaillent dans cet État membre ou en Croatie, selon le cas. En outre, en application du principe de la préférence UE, les travailleurs migrants provenant de pays tiers qui résident et travaillent en Croatie ne sont pas traités plus favorablement que des ressortissants croates.

### 3. LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX

Traité sur l'Union européenne et traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Nonobstant les obligations prévues par les traités sur lesquels l'Union européenne est fondée, la Croatie peut maintenir en vigueur pendant une période de sept ans à compter de la date d'adhésion les restrictions prévues par sa loi relative aux terres agricoles (Narodne novine 152/08) en vigueur au moment de la signature du traité d'adhésion, en ce qui concerne l'acquisition de terres agricoles par des ressortissants d'autres États membres, par des ressortissants d'États parties à l'accord sur l'Espace économique européen (accord EEE) et par des personnes morales constituées conformément au droit d'un autre État membre ou d'un État partie à l'accord EEE. Toutefois, en aucun cas, pour ce qui est de l'acquisition de terres agricoles, un ressortissant d'un État membre ou une personne morale constituée conformément au droit d'un autre État membre ne peut être traité de façon moins favorable qu'un tel ressortissant ou qu'une telle personne morale ne l'aurait été à la date de la signature du traité d'adhésion ou de façon plus restrictive qu'un ressortissant ou une personne morale d'un pays tiers.

Les agriculteurs indépendants qui sont ressortissants d'un autre État membre et qui souhaitent s'établir et résider en Croatie ne sont soumis ni aux dispositions visées au premier alinéa ni à des règles et procédures autres que celles applicables aux ressortissants croates.

Un réexamen général de cette mesure transitoire est réalisé avant la fin de la troisième année suivant la date d'adhésion. À cette fin, la Commission présente un rapport au Conseil. Statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, le Conseil peut décider de raccourcir la période transitoire visée au premier alinéa ou d'y mettre fin.

S'il existe suffisamment de preuves indiquant que, à l'expiration de la période transitoire, il y aura des déséquilibres graves ou une menace de déséquilibre grave du marché foncier agricole croate, la Commission, à la demande de la Croatie, prend une décision concernant la prorogation de cette période transitoire pour une durée de trois ans. Cette prorogation peut être limitée à certaines zones géographiques particulièrement affectées.

#### 4. AGRICULTURE

##### I. MESURES TRANSITOIRES EN FAVEUR DE LA CROATIE

1. 32001 L 0113: Directive 2001/113/CE du Conseil du 20 décembre 2001 relative aux confitures, gelées et marmelades de fruits, ainsi qu'à la crème de marrons, destinées à l'alimentation humaine (JO L 10 du 12.1.2002, p. 67):

Par dérogation à l'obligation énoncée à l'article 8, la commercialisation de produits désignés sous le nom de "domaća marmelada" ou de "ekstra domaća marmelada" est autorisée sur le marché croate jusqu'à épuisement des stocks existant à la date d'adhésion.



2. 32006 R 0510: Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires (JO L 93 du 31.3.2006, p. 12 et JO L 335 M du 13.12.2008, p. 213):

a) À l'article 5, paragraphe 8, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

"La Bulgarie, la Roumanie et la Croatie mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives susmentionnées au plus tard un an après la date de leur adhésion respective."

b) À l'article 5, paragraphe 11, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"11. En ce qui concerne la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie, les indications géographiques et les appellations d'origine nationales existant à la date de l'adhésion de ces pays peuvent continuer à être utilisées douze mois à compter de leur date d'adhésion respective."

3. 32007 R 1234: Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique) (JO L 299 du 16.11.2007, p. 1):

a) À l'article 118 quaterdecies, le paragraphe ci-après est ajouté:

"5. Par dérogation aux paragraphes 1 à 4, la Croatie est autorisée à mettre sur son marché national ou à exporter vers des pays tiers des vins portant la dénomination "Mlado vino portugizac" jusqu'à épuisement des stocks existants à la date d'adhésion. La Croatie met en place une base de données informatisée comportant des informations relatives aux stocks existants à la date d'adhésion et veille à ce que ces stocks soient vérifiés et déclarés à la Commission."

b) À l'article 118 vicies, le paragraphe ci-après est ajouté:

"5. Pour la Croatie, les noms de vins publiés au JO C 116 du 14 avril 2011 sont protégés en vertu du présent règlement, sous réserve d'une issue favorable de la procédure d'opposition. La Commission les inscrit au registre prévu à l'article 118 quindecies.

Les paragraphes 2 à 4 s'appliquent, sous réserve de ce qui suit: le délai visé au paragraphe 3 est d'un an à compter de la date d'adhésion de la Croatie. Le délai visé au paragraphe 4 est de quatre ans à compter de la date d'adhésion de la Croatie."

4. 32009 R 0073: Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 (JO L 30 du 31.1.2009, p. 16):
  - a) Par dérogation à l'obligation, énoncée à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 73/2009, de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion énumérées à l'annexe II dudit règlement, les agriculteurs en Croatie percevant des paiements directs incluent dans le champ d'application de la conditionnalité les exigences réglementaires en matière de gestion énoncées à l'annexe II, points A, B et C, conformément au calendrier suivant: à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour le point A, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour le point B et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour le point C.

- b) Dans le règlement (CE) n° 73/2009, au titre V, après le chapitre 1, l'intitulé de chapitre et l'article ci-après sont insérés:

"CHAPITRE 1 bis

Régime de paiement unique

Article 121 bis

Régime de paiement unique en Croatie

Pour la Croatie, l'application des articles 4, 5, 23, 24 et 25 est facultative jusqu'au 31 décembre 2013, pour autant que ces dispositions concernent des exigences réglementaires en matière de gestion. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, tout agriculteur percevant des paiements au titre du régime de paiement unique en Croatie respecte les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II, conformément au calendrier suivant:

- a) les exigences visées à l'annexe II, point A, s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014;
- b) les exigences visées à l'annexe II, point B, s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- c) les exigences visées à l'annexe II, point C, s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018."

## II. CONTINGENT TARIFAIRE TRANSITOIRE POUR LE SUCRE DE CANNE BRUT À DES FINS DE RAFFINAGE

Un quota d'importation annuel autonome erga omnes de 40 000 tonnes de sucre de canne brut à des fins de raffinage est réservé à la Croatie pendant une période pouvant couvrir les trois premières campagnes de commercialisation suivant son adhésion, avec un droit à l'importation de 98,00 EUR par tonne. Au cas où des négociations en matière de compensation menées avec d'autres membres de l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre de l'article XXIV.6 de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce à la suite de l'adhésion de la Croatie, devaient aboutir à l'ouverture de quotas de sucre compensatoires avant la fin de la période transitoire, le quota de 40 000 tonnes accordé à la Croatie sera supprimé, en tout ou partie, à l'ouverture desdits quotas de sucre compensatoires. La Commission adopte les mesures d'application nécessaires conformément à la procédure visée à l'article 195, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil, en liaison avec l'article 13, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil.

### III. MESURES TEMPORAIRES EN MATIÈRE DE PAIEMENTS DIRECTS EN FAVEUR DE LA CROATIE

Le remboursement des paiements directs octroyés aux agriculteurs pour l'année 2013 est subordonné à l'application par la Croatie, avant son adhésion, de règles identiques à celles prévues pour ce type de paiements directs dans le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil et dans le règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs<sup>1</sup>, le règlement (CE) n° 1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement<sup>2</sup> et le règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> JO L 316 du 2.12.2009, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 316 du 2.12.2009, p. 27.

<sup>3</sup> JO L 316 du 2.12.2009, p. 65.

## 5. SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS, POLITIQUE VÉTÉRINAIRE ET PHYTOSANITAIRE

### I. POULES PONDEUSES

31999 L 0074: Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53).

Par dérogation à l'article 6 de la directive 1999/74/CE du Conseil, en ce qui concerne la Croatie, les poules pondeuses se trouvant en période de ponte à la date d'adhésion peuvent être élevées dans des cages non conformes aux exigences structurelles prévues audit article. La Croatie veille à ce que ces cages cessent d'être utilisées au plus tard douze mois après l'adhésion.

Les œufs provenant de ces cages non aménagées sont commercialisés exclusivement sur le marché national croate. Ces œufs ainsi que leur emballage sont clairement identifiés par un marquage spécial, ce qui permet de procéder aux contrôles nécessaires. Une description claire de ce marquage spécial est communiqué à la Commission au plus tard un an avant la date d'adhésion.

### II. ÉTABLISSEMENTS (VIANDE, LAIT, POISSON ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX)

32004 R 0852: Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (JO L 139 du 30.4.2004, p. 1).

32004 R 0853: Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale (JO L 139 du 30.4.2004, p. 55).

32009 R 1069: Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) (JO L 300 du 14.11.2009, p. 1):

1. Les exigences structurelles prévues:

a) par le règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil:

– à l'annexe II, chapitre II;

b) par le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil:

– à l'annexe III, section I, chapitres II et III,

– à l'annexe III, section II, chapitres II et III,

– à l'annexe III, section V, chapitre I;

c) par le règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive<sup>1</sup>:

– à l'annexe IV, chapitre I,

---

<sup>1</sup> JO L 54 du 26.2.2011, p. 1.



- à l'annexe IX, chapitres I, II et III,
- à l'annexe X, chapitres I et II, et
- à l'annexe XIII,

ne s'appliquent pas à certains établissements des secteurs de la viande, du lait, du poisson et des sous-produits animaux en Croatie jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve des conditions énoncées ci-après.

2. Tant que les établissements visés au paragraphe 1 bénéficient dudit paragraphe, les produits provenant de ces établissements sont exclusivement commercialisés sur le marché national croate ou sur les marchés de pays tiers conformément à la législation de l'Union applicable ou soumis à d'autres transformations dans des établissements situés en Croatie également régis par le paragraphe 1, indépendamment de la date de commercialisation.
3. Les aliments provenant d'établissements visés au paragraphe 1 portent un marquage de salubrité ou d'identification différent de celui prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 853/2004. Une description claire de ce marquage de salubrité ou d'identification est communiqué à la Commission au plus tard un an avant la date d'adhésion.
4. Les paragraphes 2 et 3 s'appliquent aussi à tous les produits provenant d'un établissement intégré dans le domaine de la viande, du lait et du poisson lorsqu'une partie de l'établissement est soumise au paragraphe 1.

5. La Croatie assure un suivi permanent de la mise en œuvre du programme national de modernisation des établissements et fournit à la Commission un plan annuel d'évolution à cet égard. La Croatie veille à ce qu'un plan de modernisation spécifique pour chacun de ces établissements, prévoyant des délais pour l'adaptation aux exigences structurelles, soit élaboré et mis à la disposition de la Commission sur demande.
6. En temps utile avant l'adhésion, la Commission dresse une liste des établissements visés au paragraphe 1. Cette liste est rendue publique et indique le nom et l'adresse de chaque établissement.
7. La Croatie s'assure que tout établissement qui, à la date d'adhésion, ne respecte pas pleinement l'acquis de l'Union en matière de sécurité sanitaire des aliments, sauf lorsqu'il est visé par les dispositions de la présente mesure transitoire, met un terme à ses activités.
8. Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire en ce qui concerne les règlements (CE) n° 852/2004 et n° 853/2004 peuvent être adoptées conformément à l'article 12, deuxième alinéa, et à l'article 9, deuxième alinéa, respectivement, de ces règlements.
9. Des modalités d'application garantissant le bon fonctionnement du régime transitoire en ce qui concerne le règlement (CE) n° 1069/2009 peuvent être adoptées conformément à l'article 52, paragraphe 4, dudit règlement.

### III. COMMERCIALISATION DES SEMENCES

32002 L 0053: Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles (JO L 193 du 20.7.2002, p. 1).

32002 L 0055: Directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes (JO L 193 du 20.7.2002, p. 33):

La Croatie peut reporter jusqu'au 31 décembre 2014 l'application de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2002/53/CE et de l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2002/55/CE en ce qui concerne la commercialisation sur son territoire des semences des variétés figurant dans ses catalogues nationaux respectifs des variétés des espèces de plantes agricoles et des variétés des espèces de plantes de légumes qui n'ont pas été acceptées officiellement conformément auxdites directives. Pendant cette période, ces semences ne sont pas commercialisées sur le territoire des autres États membres.

### IV. NEUM

31997 L 0078: Directive 97/78/CE du Conseil du 18 décembre 1997 fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté (JO L 24 du 30.1.1998, p. 9):

L'article 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant:

"Article premier

1. Les États membres effectuent les contrôles vétérinaires sur les produits en provenance des pays tiers, introduits sur l'un des territoires énumérés à l'annexe I, conformément à la présente directive et au règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux\*.
2. Par dérogation au paragraphe 1, les lots de produits en provenance du territoire de la Croatie et transitant par le territoire de la Bosnie-Herzégovine à Neum ("corridor de Neum") avant d'être réintroduits sur le territoire de la Croatie par les points d'entrée de Klek ou de Zaton Doli, peuvent être exemptés des contrôles vétérinaires sous réserve du respect des conditions suivantes:
  - a) la Croatie doit disposer, au plus tard à la date de l'adhésion, de points d'entrée au nord et au sud du corridor de Neum dotés de tout l'équipement et de tout le personnel requis et qui sont prêts à assurer le respect des exigences prévues au présent paragraphe;

- b) la Croatie doit veiller à ce qui suit:
- i) seuls des véhicules fermés sont utilisés pour le transport des lots;
  - ii) les véhicules transportant des lots sont protégés par des scellés numérotés de façon unique avant de transiter par le corridor de Neum;
  - iii) un registre est constitué précisant la correspondance entre scellés numérotés et véhicules, ce qui permet d'effectuer les contrôles nécessaires;
  - iv) la date et l'heure auxquelles les véhicules transportant les lots quittent le territoire de la Croatie et y sont réintroduits sont enregistrées, de manière à permettre le calcul de la durée totale du transit;
- c) la Croatie veille à ne pas autoriser la réintroduction d'un lot sur son territoire:
- i) lorsque le scellé d'un véhicule a été brisé ou remplacé au cours du transit par le corridor de Neum; et/ou
  - ii) lorsque la durée totale du transit est nettement supérieure à une durée totale du transit acceptable, compte tenu de la distance totale du transit, à moins que l'autorité compétente n'ait procédé à une évaluation des risques pour la santé animale et publique et adopté des mesures efficaces, proportionnées et ciblées sur la base de cette évaluation;

- d) la Croatie doit informer régulièrement et en tant que de besoin la Commission de tout manquement aux exigences visées au point b) et des mesures qu'elle a prises au titre du point c);
- e) le cas échéant, une décision visant à suspendre ou à abroger la dérogation au paragraphe 1 est adoptée conformément à la procédure prévue à l'article 29;
- f) le cas échéant, des modalités d'application peuvent être adoptées pour la mise en œuvre du présent paragraphe, conformément à la procédure prévue à l'article 29.

---

\* JO L 165 du 30.4.2004, p. 1."

## 6. PÊCHE

32006 R 1967: Règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n° 1626/94 (JO L 409 du 30.12.2006, p. 11, rectificatif dans le JO L 36 du 8.2.2007, p. 6):

- a) Par dérogation à l'article 13, paragraphes 1 et 2, les navires enregistrés et opérant uniquement dans la région de l'Istrie occidentale sont temporairement autorisés, jusqu'au 30 juin 2014, à utiliser, à une profondeur inférieure à 50 mètres, des chaluts de fond à une distance minimale de 1,5 mille marin de la côte.

Cette dérogation s'applique dans la zone appelée Istrie occidentale et définie par une ligne allant plein nord et une ligne allant plein ouest à partir d'un point dont les coordonnées géographiques sont les suivantes: latitude 44.52135° Nord et longitude 14.29244° Est.

Pour les navires de moins de 15 mètres hors tout, la Croatie est temporairement autorisée, jusqu'au 30 juin 2014, à utiliser, à plus de 50 mètres de profondeur, des chaluts de fond à une distance minimale de 1 mille nautique de la côte, toutes les autres restrictions spatiales et temporelles appliquées à la date d'adhésion étant maintenues.

- b) Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, un nombre limité de navires pratiquant la pêche non commerciale que constitue la "pêche artisanale à petite échelle pour un usage personnel", ne dépassant pas deux mille navires, est autorisé à utiliser un maximum de 200 mètres de filets maillants jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve que toutes les autres restrictions en vigueur à la date d'adhésion continuent de s'appliquer. La Croatie communiquera à la Commission, à la date de son adhésion au plus tard, la liste des navires concernés par cette période transitoire, y compris leurs caractéristiques et leur capacité, exprimée en tonnage brut (GT) et en puissance (kW).

## 7. POLITIQUE DES TRANSPORTS

1. 31992 R 3577: Règlement (CEE) n° 3577/92 du Conseil, du 7 décembre 1992, concernant l'application du principe de la libre circulation des services aux transports maritimes à l'intérieur des États membres (cabotage maritime) (JO L 364 du 12.12.1992, p. 7):

À l'article 6, les paragraphes ci-après sont ajoutés:

"4. Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, deuxième alinéa, les contrats de service public conclus avant la date de l'adhésion de la Croatie peuvent continuer de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2016.

5. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1, jusqu'au 31 décembre 2014, les services de croisière assurés entre des ports croates par des navires jaugeant moins de 650 tonnes brutes sont réservés à des navires immatriculés en Croatie et battant pavillon croate, fournis par des compagnies de navigation établies conformément à la législation croate, dont le principal établissement est situé en Croatie et dont le contrôle effectif est exercé en Croatie.

6. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1, pendant la période transitoire courant jusqu'au 31 décembre 2014, la Commission peut, à la demande motivée d'un État membre, décider, dans les trente jours ouvrables qui suivent la réception de la demande en question, que des navires couverts par la dérogation prévue au paragraphe 5 du présent article n'offriront pas de service de croisière entre les ports de certaines régions d'un État membre autre que la Croatie s'il est démontré que ces services perturbent gravement ou risquent de perturber gravement le marché intérieur des transports dans les régions concernées. Si, à l'issue de la période de trente jours ouvrables, la Commission n'a pris aucune décision, l'État membre concerné est en droit d'appliquer des mesures de sauvegarde jusqu'à ce que la Commission ait statué. En cas d'urgence, l'État membre peut adopter unilatéralement les mesures provisoires appropriées qui peuvent rester en vigueur pendant une période maximale de trois mois. Ledit État membre en informe immédiatement la Commission. La Commission peut abroger ces mesures ou les confirmer jusqu'à ce qu'elle prenne sa décision définitive. Les États membres en sont informés."



2. 32009 R 1072: Règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route (refonte) (JO L 300 du 14.11.2009, p. 72):

Par dérogation à l'article 8 du règlement (CE) n° 1072/2009, les éléments ci-après s'appliquent:

- pendant une période de deux ans à compter de la date d'adhésion de la Croatie, les entreprises établies dans ce pays seront exclues du cabotage dans les autres États membres;
- pendant une période de deux ans à compter de la date d'adhésion de la Croatie, les autres États membres pourront notifier à la Commission s'ils ont l'intention de proroger la période transitoire visée au premier tiret pour une durée de deux ans au maximum ou d'appliquer l'article 8 pour ce qui est des entreprises établies en Croatie. En l'absence d'une telle notification, l'article 8 s'applique;
- l'un quelconque des États membres actuels pourra, à tout moment au cours de la période de deux ans à compter de la date d'adhésion de la Croatie, notifier à la Commission son intention d'appliquer l'article 8 pour ce qui est des entreprises établies en Croatie;

- seuls les transporteurs établis dans les États membres dans lesquels l'article 8 s'applique pour ce qui est des entreprises établies en Croatie peuvent effectuer des transports de cabotage en Croatie;
- pendant une période de quatre ans à compter de la date d'adhésion de la Croatie, tout État membre appliquant l'article 8 peut, en cas de perturbation grave sur son marché national ou dans certains segments de son marché, due à l'activité de cabotage ou aggravée par celle-ci, par exemple un excédent grave de l'offre par rapport à la demande ou une menace pour l'équilibre financier ou la survie d'un nombre important d'entreprises de transport de marchandises par route, demander à la Commission de suspendre totalement ou partiellement le bénéfice de l'article 8 pour ce qui est des entreprises établies en Croatie. Dans ce cas, l'article 10 s'applique.

Les États membres qui appliquent la mesure transitoire visée aux premier et deuxième tirets du premier paragraphe peuvent progressivement échanger des autorisations de cabotage sur la base d'accords bilatéraux avec la Croatie.

Les régimes transitoires visés aux premier et deuxième paragraphes n'entraînent pas, pour les transporteurs croates, un accès au cabotage dans les États membres plus restrictif que celui qui existait au moment de la signature du traité d'adhésion.

## 8. FISCALITÉ

1. 31992 L 0079: Directive 92/79/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant le rapprochement des taxes frappant les cigarettes (JO L 316 du 31.10.1992, p. 8):

À l'article 2, paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Une période transitoire expirant le 31 décembre 2017 est accordée à la Croatie pour lui permettre de se conformer aux exigences définies aux premier et deuxième alinéas. Toutefois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'accise n'est pas inférieure à 77 EUR par 1 000 cigarettes, indépendamment du prix moyen pondéré de vente au détail."

2. 32006 L 0112: Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO L 347 du 11.12.2006, p. 1):

a) À l'article 13, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

"2. Les États membres peuvent considérer comme activités de l'autorité publique les activités des organismes de droit public, lorsqu'elles sont exonérées en vertu des articles 132, 135, 136 et 371, des articles 374 à 377, de l'article 378, paragraphe 2, de l'article 379, paragraphe 2, ou des articles 380 à 390 quater."

b) À l'article 80, paragraphe 1, le point b) est remplacé par le texte suivant:

"b) lorsque la contrepartie est inférieure à la valeur normale et que le fournisseur ou prestataire n'a pas le droit de déduire entièrement la TVA en vertu des articles 167 à 171 et des articles 173 à 177 et que la livraison ou la prestation fait l'objet d'une exonération en vertu des articles 132, 135, 136, 371, 375, 376 et 377, de l'article 378, paragraphe 2, de l'article 379, paragraphe 2, et des articles 380 à 390 quater;"

c) À l'article 136, le point a) est remplacé par le texte suivant:

"a) les livraisons de biens qui étaient affectés exclusivement à une activité exonérée en vertu des articles 132, 135, 371, 375, 376 et 377, de l'article 378, paragraphe 2, de l'article 379, paragraphe 2, et des articles 380 à 390 quater, si ces biens n'ont pas fait l'objet d'un droit à déduction;"

d) À l'article 221, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

"3. Les États membres peuvent dispenser les assujettis de l'obligation prévue à l'article 220, paragraphe 1, ou à l'article 220 *bis* d'émettre une facture pour les livraisons de biens ou les prestations de services qu'ils effectuent sur leur territoire et qui sont exonérées, avec ou sans droit à déduction de la TVA payée au stade antérieur, conformément aux articles 110 et 111, à l'article 125, paragraphe 1, à l'article 127, à l'article 128, paragraphe 1, à l'article 132, à l'article 135, points h) à l), aux articles 136, 371, 375, 376 et 377, à l'article 378, paragraphe 2, à l'article 379, paragraphe 2, et aux articles 380 à 390 quater."

e) L'article ci-après est inséré:

"Article 390 quater

La Croatie peut, dans les conditions qui existaient dans cet État membre à la date de son adhésion, continuer à exonérer les opérations suivantes:

- a) la livraison de terrains à bâtir, avec ou sans immeubles construits, figurant à l'article 135, paragraphe 1, point j), et à l'annexe X, partie B, point 9), non renouvelable, jusqu'au 31 décembre 2014;
- b) les transports internationaux de personnes figurant à l'annexe X, partie B, point 10), aussi longtemps que la même exonération est appliquée dans l'un des États membres faisant partie de l'Union avant l'adhésion de la Croatie."

f) L'article 391 est remplacé par le texte suivant:

"Article 391

Les États membres qui exonèrent les opérations visées aux articles 371, 375, 376 et 377, à l'article 378, paragraphe 2, à l'article 379, paragraphe 2, et aux articles 380 à 390 quater, peuvent accorder aux assujettis la faculté d'opter pour la taxation desdites opérations."

- g) Le titre de l'annexe X (également dans la table des matières) est remplacé par le titre suivant:

"LISTE DES OPÉRATIONS FAISANT L'OBJET DES DÉROGATIONS  
VISÉES AUX ARTICLES 370 ET 371 ET AUX ARTICLES 375 À 390 QUATER".

## 9. LIBERTÉ, SÉCURITÉ ET JUSTICE

32006 R 0562: Règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO L 105 du 13.4.2006, p. 1):

L'article ci-après est inséré:

"Article 19 bis

Par dérogation aux dispositions du présent règlement relatives à l'établissement de points de passage frontaliers, et jusqu'à l'entrée en vigueur d'une décision du Conseil sur l'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen en Croatie, conformément à l'article 4, paragraphe 2, de l'acte d'adhésion ou jusqu'à ce que ce règlement soit modifié pour y inclure des dispositions régissant le contrôle des frontières aux points de passage frontaliers communs, la date retenue étant la plus proche, la Croatie peut maintenir les points de passage frontaliers communs sur sa frontière avec la Bosnie-Herzégovine. À ces points de passage frontaliers communs, les gardes-frontières d'une partie effectuent les contrôles d'entrée et de sortie sur le territoire de l'autre partie. Tous les contrôles d'entrée et de sortie effectués par les gardes-frontières croates doivent se faire conformément à l'acquis de l'Union, y compris en ce qui concerne les obligations des États membres en matière de protection internationale et de non-refoulement. Les accords bilatéraux pertinents établissant les points de passage frontaliers communs en question sont, au besoin, modifiées à cet effet."

## 10. ENVIRONNEMENT

### I. LÉGISLATION HORIZONTALE

1. 32003 L 0087: Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil (JO L 275 du 25.10.2003, p. 32):

- a) En ce qui concerne l'inclusion de tous les vols entre deux aéroports situés sur le territoire croate, ainsi que tous les vols entre un aéroport situé sur le territoire croate et un aéroport situé dans un pays en dehors de l'EEE (ci-après dénommés "activités aériennes supplémentaires"), les dispositions ci-après s'appliquent:
  - i) par dérogation à l'article 3 quater, paragraphe 2, la période visée à l'article 13, paragraphe 1 et débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2013 démarre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les activités aériennes supplémentaires;
  - ii) par dérogation à l'article 3 quater, paragraphe 4, la Commission détermine, à l'issue de la procédure visée dans la même disposition, les émissions historiques de l'aviation pour les activités aériennes supplémentaires, dans un délai de six mois à compter de la date d'adhésion;

- iii) par dérogation à l'article 3 quinquies, paragraphe 2, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le pourcentage des quotas devant être mis aux enchères pour les activités aériennes supplémentaires représente la partie des quotas qui subsiste après avoir calculé le nombre de quotas à délivrer gratuitement au titre de l'article 3 sexies, paragraphe 3, point d), et le nombre de quotas à mettre de côté dans une réserve spéciale au titre de l'article 3 septies;
- iv) par dérogation à l'article 3 quinquies, paragraphe 3, les émissions de l'aviation attribuées pour les activités aériennes supplémentaires sont décidées par la Commission pour l'année de référence 2010, sur la base des meilleures données disponibles. Le nombre de quotas devant être mis aux enchères par les États membres dont le total des émissions de l'aviation attribuées comporte celles de vols en provenance d'un aéroport croate, est ajusté à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013, afin de réattribuer à la Croatie les droits de mise aux enchères concernant ces émissions;
- v) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 1, l'année de surveillance pour les activités aériennes supplémentaires est 2012 et toute demande d'allocation de quotas est introduite auprès des autorités croates compétentes d'ici au 31 mars 2013;
- vi) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 2, la Croatie soumet à la Commission les demandes relatives aux activités aériennes supplémentaires d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2013;



- vii) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 3, la Commission adopte, d'ici au 30 septembre 2013, une décision sur les aspects visés en ses points a) à e), concernant les activités aériennes supplémentaires;
- viii) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 3, point d), en ce qui concerne les activités aériennes supplémentaires, le nombre de quotas à délivrer gratuitement est calculé en multipliant le référentiel visé au point e) par la somme des tonnes-kilomètres consignées dans les demandes soumises à la Commission conformément à l'article 3 sexies, paragraphe 2, ajustée pour tenir compte de l'évolution moyenne des activités aériennes en tonnes-kilomètres couvertes par le SCEQE relatif aux niveaux de 2010. Le référentiel peut, si nécessaire, faire l'objet d'un facteur de correction uniforme devant être appliqué par la Commission;
- ix) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 3, en ce qui concerne les activités aériennes supplémentaires, le référentiel visé en son point e) est le même que celui calculé pour les activités aériennes couvertes par le SCEQE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012;
- x) par dérogation à l'article 3 sexies, paragraphe 5, la date de délivrance des quotas pour les activités aériennes supplémentaires est le 28 février 2014;
- xi) par dérogation à l'article 3 septies, en ce qui concerne les activités aériennes supplémentaires, toute référence à la deuxième année civile de la période débutant en 2013 s'entend comme une référence à 2014 et toute référence à la troisième année civile de cette période s'entend comme une référence à 2015;

- xii) par dérogation à l'article 14, paragraphe 3, en ce qui concerne les activités aériennes supplémentaires, la date qui y est fixée est le 1<sup>er</sup> juillet 2013;
  - xiii) par dérogation à l'article 18 bis, paragraphe 1, la réattribution des responsabilités administratives des opérateurs aériens à la Croatie a lieu au cours de l'année 2014, après le respect par l'opérateur des obligations de 2013, à moins qu'une date différente ne soit convenue entre l'ancienne autorité responsable et la Croatie, à la suite d'une demande de l'opérateur aérien dans les six mois qui suivent la publication par la Commission d'une mise à jour des opérateurs tenant compte de l'adhésion de la Croatie. Dans ce cas, la réaffectation a lieu au plus tard en 2020 pour la période d'échange débutant en 2021;
  - xiv) par dérogation à l'annexe I, point 6, les activités aériennes supplémentaires sont incluses à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- b) Sans préjudice des dérogations susvisées, la Croatie met en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires visant à lui assurer la possibilité de se conformer à la présente directive pendant toute l'année 2013 à compter de l'adhésion.

2. 32010 R 0920: Règlement (UE) n° 920/2010 de la Commission du 7 octobre 2010 concernant un système de registres normalisé et sécurisé conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et à la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 270 du 14.10.2010, p. 1):

Les articles 16, 29, 41, 46 et 54, et l'annexe VIII, concernant les activités aériennes, s'appliquent à la Croatie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## II. QUALITÉ DE L'AIR

32008 L 0050: Directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe (JO L 152 du 11.6.2008, p. 1).

- a) Par dérogation à l'annexe XIV, l'année de référence visée au point A, premier alinéa, est la deuxième année suivant la fin de l'année de l'adhésion de la Croatie. L'indicateur d'exposition moyenne pour cette année de référence est la concentration moyenne de l'année d'adhésion et des deux années qui suivent.
- b) Par dérogation à l'annexe XIV, point B, l'objectif de réduction de l'exposition est calculé en fonction de l'indicateur d'exposition moyenne pour l'année de référence, qui est la deuxième année suivant la fin de l'année de l'adhésion de la Croatie.

### III. GESTION DES DÉCHETS

31999 L 0031: Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets (JO L 182 du 16.7.1999, p. 1):

- a) Par dérogation aux points a), b) et c) de l'article 5, paragraphe 2, premier alinéa, l'exigence de réduction de la quantité de déchets municipaux biodégradables mis en décharge à respectivement 75 %, 50 % et 35 % (en poids) de la totalité des déchets municipaux biodégradables produits en 1997 s'applique en Croatie, conformément aux délais indiqués ci-dessous.

La Croatie assure une réduction progressive de la quantité de déchets municipaux biodégradables mis en décharge, conformément au schéma suivant:

- i) d'ici au 31 décembre 2013, la part des déchets municipaux biodégradables mis en décharge est réduite à 75 % (en poids) de la totalité des déchets municipaux biodégradables produits en 1997;
- ii) d'ici au 31 décembre 2016, la part des déchets municipaux biodégradables mis en décharge est réduite à 50 % (en poids) de la totalité des déchets municipaux biodégradables produits en 1997;
- iii) d'ici au 31 décembre 2020, la part des déchets municipaux biodégradables mis en décharge est réduite à 35 % (en poids) de la totalité des déchets municipaux biodégradables produits en 1997.

- b) Par dérogation à l'article 14, point c), toutes les décharges existantes en Croatie se conforment, d'ici au 31 décembre 2018, aux exigences de la directive, à l'exception de celles énoncées à l'annexe I, point 1.

La Croatie assure une réduction progressive du volume de déchets mis en décharge dans les installations non conformes existantes, conformément aux quantités maximales annuelles suivantes:

- d'ici au 31 décembre 2013: 1 710 000 tonnes,
- d'ici au 31 décembre 2014: 1 410 000 tonnes,
- d'ici au 31 décembre 2015: 1 210 000 tonnes,
- d'ici au 31 décembre 2016: 1 010 000 tonnes,
- d'ici au 31 décembre 2017: 800 000 tonnes.

Au plus tard le 31 décembre de chaque année, à compter de son année d'adhésion, la Croatie fournit à la Commission un rapport sur la mise en œuvre progressive de la directive et le respect des objectifs intermédiaires.

#### IV. QUALITÉ DE L'EAU

1. 31991 L 0271: Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (JO L 135 du 30.5.1991, p. 40):

Par dérogation aux articles 3, 4, 5, 6 et 7, les prescriptions fixées pour les systèmes de collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires s'appliquent en Croatie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, étant entendu que les objectifs intermédiaires ci-après sont à atteindre:

- a) d'ici au 31 décembre 2018, conformité avec la directive pour les agglomérations dont l'équivalent habitant est supérieur à 15 000, à l'exception des agglomérations côtières suivantes:

Bibinje - Sukošan,

Biograd,

Jelsa - Vrboska,

Makarska,

Mali Lošinj,

Malinska - Njivice,

Nin,

Pirovac - Tisno - Jezera,

Pula - sjever,

Vela Luka,

Vir;

- b) d'ici au 31 décembre 2020, conformité avec la directive pour les agglomérations dont l'équivalent habitant est supérieur à 10 000 et dont les eaux résiduaires sont rejetées dans des zones sensibles, ainsi que pour les stations d'épuration qui sont situées dans les bassins versants pertinents du Danube et d'autres zones sensibles et qui contribuent à la pollution de ces zones et pour les onze agglomérations côtières énumérées au point a);
- c) d'ici au 31 décembre 2023, conformité avec la directive pour les agglomérations dont l'équivalent habitant est supérieur à 2 000.

2. 31998 L 0083: Directive 98/83/CE du Conseil du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (JO L 330 du 5.12.1998, p. 32):

Par dérogation, les paramètres microbiologiques et les paramètres indicateurs définis respectivement à l'annexe I, parties A et C, s'appliquent en Croatie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, aux zones d'approvisionnement en eau suivantes:

Zone d'approvisionnement en eau	Numéro	Population	Code NUTS
DA BJELOVAR	107	51 921	HR02
DA DARUVAR	125	25 608	HR02
DA ĐURĐEVAC	204	30 079	HR01
DA GORSKI KOTAR	306	26 430	HR03
DA HRVATSKO ZAGORJE	101	143 093	HR01
DA ISTOČNA SLAVONIJA - SLAVONSKI BROT	129	124 349	HR02
DA ISTRA	301	97 046	HR03

DA JASTREBARSKO-KLINČA SELA	114	23 213	HR01
DA KARLOVAC-DUGA RESA	116	91 511	HR02
DA KNIN	404	17 187	HR03
DA KOPRIVNICA	203	58 050	HR01
DA KRIŽEVCI	103	36 338	HR01
DA LAPAC	311	1 880	HR03
DA LIČKA JESENICA	118	13 893	HR02
DA NAŠICE	210	37 109	HR02
DA NERETVA-PELJEŠAC- KORČULA-LASTOVO-MLJET	407	58 246	HR03
DA OGULIN	117	25 192	HR02
DA OPATIJA-RIJEKA-KRK	304	238 088	HR03
DA OTOČAC	309	15 434	HR03
DA OZALJ	113	11 458	HR02
DA PETRINJA-SISAK	121	84 528	HR02
DA PISAROVINA	115	3 910	HR01
DA PITOMAČA	205	10 465	HR02
DA POŽEŠTINE	128	70 302	HR02
DA SVETI IVAN ZELINA	102	17 790	HR01
DA UDBINA-KORENICA	310	6 747	HR03
DA VARAŽDIN	201	184 769	HR01
DA VELIKA GORICA	503	75 506	HR01
DA ZAGREB	501	831 047	HR01
DA ZAPREŠIĆ	502	50 379	HR01
DA ZRMANJA-ZADAR	401	158 122	HR03
DA ŽRNOVNICA	307	20 160	HR03



## V. PRÉVENTION ET RÉDUCTION INTÉGRÉES DE LA POLLUTION (PRIP)

1. 31999 L 0013: Directive 1999/13/CE du Conseil, du 11 mars 1999, relative à la réduction des émissions des composés organiques volatils dues à l'utilisation des solvants organiques dans certaines activités et installations (JO L 85 du 29.3.1999, p. 1):
  - a) Par dérogation à l'article 5 et aux annexes II A et II B, les valeurs limites d'émission pour les composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations s'appliquent en Croatie aux installations ci-après à partir des dates mentionnées ci-dessous, à savoir:
    - i) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 en ce qui concerne:
      1. ČATEKS, dioničko društvo za proizvodnju tkanine, umjetne kože, kućanskog rublja i proizvoda za šport i rekreaciju (ČATEKS d.d.), Čakovec, Ulica Zrinsko-Frankopanska 25
      2. Drvna industrija KLANA d.d. (DI KLANA d.d.), Klana, Klana 264
    - ii) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 en ce qui concerne:
      1. HEMPEL društvo s ograničenom odgovornošću Prerađivačka kemijska industrija (HEMPEL d.o.o.), Umag, Novigradska ulica 32
      2. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Zadar (Installation de Zadar, localisation: Zadar, Murvica bb)

3. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Umag (Installation d'Umag, localisation: Umag, Ungarija bb)

iii) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 en ce qui concerne:

1. PALMA društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju pogrebnih potrepština (PALMA d.o.o.), Jastrebarsko, Donja Reka 24
2. FERRO-PREIS društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju lijevanih, kovanih i prešanih metalnih proizvoda (FERRO-PREIS d.o.o.), Čakovec, Dr. Tome Bratkovića 2
3. AD PLASTIK dioničko društvo za proizvodnju dijelova i pribora za motorna vozila i proizvoda iz plastičnih masa (AD PLASTIK d.d.), Solin, Matoševa ulica 8 - localisation: Zagreb, Jankomir 5
4. REMONT ŽELJEZNIČKIH VOZILA BJELOVAR društvo s ograničenom odgovornošću (RŽV d.o.o.), Bjelovar, Trg kralja Tomislava 2
5. FEROKOTAO d.o.o. za proizvodnju transformatorskih kotlova i ostalih metalnih konstrukcija (FEROKOTAO d.o.o.), Kolodvorska bb, Donji Kraljevec
6. SAME DEUTZ-FAHR Žetelice, društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i usluge (SAME DEUTZ-FAHR Žetelice d.o.o.), Županja, Industrijska 5

7. CMC Sisak d.o.o. za proizvodnju i usluge (CMC Sisak d.o.o.), Sisak, Braće Kavurića 12
8. METALSKA INDUSTRIJA VARAŽDIN dioničko društvo (MIV d.d.), Varaždin, Fabijanska ulica 33
9. CHROMOS BOJE I LAKOVI, dioničko društvo za proizvodnju boja i lakova (CHROMOS BOJE I LAKOVI, d.d.), Zagreb, Radnička cesta 173/d
10. CHROMOS-SVJETLOST, Tvornica boja i lakova, društvo s ograničenom odgovornošću (CHROMOS-SVJETLOST d.o.o.), Lužani, Mijata Stojanovića 13
11. MURAPLAST društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i preradu plastičnih masa (MURAPLAST d.o.o.), Kotoriba, Industrijska zona bb
12. ISTRAPLASTIKA dioničko društvo za proizvodnju ambalaže (ISTRAPLASTIKA d.d.), Pazin, Dubravica 2/a
13. GRUDINA društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i usluge (GRUDINA d.o.o.), Županja, Aleja Matice hrvatske 21
14. SLAVICA - KEMIJSKA ČISTIONICA, vlasnik Slavica Hinek, Beli Manastir, J. J. Strossmayera 17
15. MIDA d.o.o. za usluge i ugostiteljstvo (MIDA d.o.o.), Osijek, Ivana Gundulića 206
16. EXPRESS KEMIJSKA ČISTIONA, vlasnik Ivanka Drčec, Križevci, Ulica Petra Preradovića 14
17. Kemijska čistionica "BISER", vlasnik Gojko Miletić, Dubrovnik, Nikole Tesle 20
18. Kemijska čistionica "ELEGANT", vlasnik Frane Miletić, Dubrovnik, Andrije Hebranga 106
19. KOLAR obrt za kemijsko čišćenje odjeće, vlasnik Svjetlana Kolar, Žakanje, Kamanje 70/a

20. MM d.o.o. za trgovinu i usluge (MM d.o.o.), Draganić, Lug 112
21. KEMIJSKA ČISTIONA "AGATA", vlasnik Branko Szabo, Virovitica, S. Radića 66
22. Obrt za kemijsko čišćenje odjeća "KEKY", vlasnik Jovita Malek-Milovanović, Pula, Dubrovačke bratovštine 29
23. LORNA d.o.o. za pranje i kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda (LORNA d.o.o.), Pula, Valdebečki put 3
24. KEMIJSKA ČISTIONICA I KOPIRANJE KLJUČEVA "ŠUPER", vlasnik Ivan Šuper, Virovitica, J.J. Strossmayera 5
25. KEMIJSKO ČIŠĆENJE ŠTEFANEC kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda, vlasnik Nadica Štefanec, Koprivnica, Ledinska 1a
26. ARIES društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju glazbala i usluge (ARIES d.o.o.), Varaždin, Creska 3
27. OBRT ZA PRANJE I ČIŠĆENJE TEKSTILA I ODJEĆE ĐORĐEVIĆ, vlasnik Javorka Đorđević, Makarska, Ante Starčevića 2
28. OBRT ZA USLUGE PRANJA I KEMIJSKOG ČIŠĆENJA "KORDIĆ", vlasnik Pero Kordić, Makarska, Kipara Rendića 2
29. Kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda ČISTIONICA GALEB, vlasnik Stipan Radović, Zadar, Varoška 6
30. KEMIJSKA ČISTIONICA, vlasnik Krešimir Borovec, Varaždin, Juraja Habelića 2
31. KEMIJSKA ČISTIONICA "VBM", vlasnik Biserka Posavec, Maruševac, Biljevec 47
32. OBRT ZA KEMIJSKO ČIŠĆENJE I PRANJE RUBLJA "PLITVICE", vlasnik Momirka Ninić, Pula, Rizzijeva 34
33. "ANA" KEMIJSKA ČISTIONA, vlasnik Saša Dadić, Pula, Zagrebačka 18

34. Kemijska čistionica, vlasnik Gordana Bralić, Trogir, Put Demunta 16
35. "ECONOMATIC" - PRAONICA RUBLJA, vlasnik Marino Bassanese, Umag, Savudrijska cesta 9
36. SERVIS ZA ČIŠĆENJE "SJAJ", vlasnik Danijela Brković, Virovitica, Golo Brdo 2A

b) Par dérogation à l'article 5, paragraphe 3, point b), l'obligation faite à l'exploitant de prouver, à la satisfaction des autorités compétentes, qu'il est fait appel aux meilleurs techniques disponibles s'applique en Croatie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 aux procédés de revêtement en matière de construction navale, en ce qui concerne les installations suivantes:

1. BRODOTROGIR d.d., Trogir, Put brodograditelja 16
2. NCP-NAUTIČKI CENTAR PRGIN-REMONTNO BRODOGRADILIŠTE ŠIBENIK d.o.o. za remont i proizvodnju brodova (NCP - REMONTNO BRODOGRADILIŠTE ŠIBENIK d.o.o.), Šibenik, Obala Jerka Šižgorića 1
3. BRODOGRADILIŠTE VIKTOR LENAC dioničko društvo (BRODOGRADILIŠTE VIKTOR LENAC d.d.), Rijeka, Martinšćica bb
4. 3. MAJ BRODOGRADILIŠTE d.d., Rijeka, Liburnijska 3
5. BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE društvo s ograničenom odgovornošću (BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE d.o.o.), Split, Put Supavla 21
6. ULJANIK Brodogradilište, d.d., Pula, Flaciusova 1

2. 32001 L 0080: Directive 2001/80/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2001 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion (JO L 309 du 27.11.2001, p. 1:

Par dérogation à l'article 4, paragraphes 1 et 3, les valeurs limites d'émission pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et les poussières s'appliquent en Croatie aux installations ci-après à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018:

1. BELIŠĆE d.d., Belišće: chaudière à vapeur K3+K4 (240 MW)
2. DIOKI d.d., Zagreb: chaudière à vapeur SG 6401C (86 MW)
3. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Plomin 1: chaudière à vapeur (338 MW)
4. TE PLOMIN d.o.o., Plomin, TE Plomin 2: chaudière à vapeur (544 MW)
5. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Rijeka: chaudière à vapeur (800 MW)
6. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Sisak - bloc 1: chaudière à vapeur 1A+1B (548 MW)
7. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Sisak - bloc 2: chaudière à vapeur 2A+2B (548 MW)
8. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE-TO Zagreb: composition: bloc C: chaudière à vapeur K3, chaudière à eau chaude VK 3, VK 4, VK 5, VK 6 et chaudière à vapeur PK 3 (total: 828 MW)
9. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, EL-TO Zagreb: composition: bloc 30 MW avec des chaudières à vapeur K4 (K8) et K5 (K9), bloc 12 MW avec une chaudière à vapeur K3 (K6), des chaudières à eau chaude WK 1 et WK 3, et une chaudière à vapeur K2 (K7) (total: 510 MW)
10. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE-TO Osijek: chaudières à vapeur K1+K2 (total: 196 MW)

3. 32008 L 0001: Directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (version codifiée) (JO L 24 du 29.1.2008, p.8):

Par dérogation à l'article 5, paragraphe 1, les prescriptions fixées pour l'octroi d'une autorisation pour les installations existantes s'appliquent en Croatie aux installations ci-après à compter de la date précisée pour chaque installation pour ce qui est de l'obligation d'exploiter ces installations conformément aux valeurs limites d'émission ou aux paramètres ou aux mesures techniques équivalents, qui sont fondés sur les meilleures techniques disponibles, conformément à l'article 2, point 12, à savoir:

a) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 en ce qui concerne:

1. NAŠICECEMENT Tvornica cementa, dioničko društvo (NAŠICECEMENT d.d. Našice), Našice, Tajnovac 1, activité PRIP 3.1.
2. LIPIK GLAS za proizvodnju stakla društvo s ograničenom odgovornošću (LIPIK GLAS d.o.o.), Lipik, Staklanska b.b., activité PRIP 3.3.
3. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb – farma br. 18 (Ferme n° 18, localisation: Čakovec, Totovec), activité PRIP 6.6.a.
4. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Forkuševci (Ferme Forkuševci), activité PRIP 6.6.c.
5. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma V. Branjevina (Ferme V. Branjevina), activité PRIP 6.6.c.
6. Drvna industrija KLANA d.d. (DI KLANA d.d.), Klana, Klana 264, activité PRIP 6.7.

7. ČATEKS, dioničko društvo za proizvodnju tkanine, umjetne kože, kućanskog rublja i proizvoda za šport i rekreaciju (ČATEKS d.d.), Čakovec, Ulica Zrinsko-Frankopanska 25, activité PRIP 6.7.

b) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 en ce qui concerne:

1. CIMOS LJEVAONICA ROČ d.o.o. proizvodnja aluminijskih odljevaka (CIMOS LJEVAONICA ROČ d.o.o.), Roč, Stanica Roč 21, activité PRIP 2.5.b.
2. P. P. C. BUZET društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju, trgovinu i usluge (P. P. C. BUZET d.o.o.), Buzet, Most 24, activité PRIP 2.5.b.
3. Vetropack Straža tvornica stakla d.d. Hum na Sutli (Vetropack Straža d.d. Hum na Sutli), Hum na Sutli, Hum na Sutli 203, activité PRIP 3.3.
4. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - pogon mesa (Installation dans le domaine de la viande), activité PRIP 6.4.a.
5. SLADORANA TVORNICA ŠEĆERA dioničko društvo (SLADORANA d.d.), Županja, Šećerana 63, activité PRIP 6.4.b.
6. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb – farma br. 19 (Ferme n° 19, localisation: Donji Martijanec, Vrbanovec), activité PRIP 6.6.a.
7. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Slaščak (Ferme Slaščak), activité PRIP 6.6.b.
8. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Magadenovac (Ferme Magadenovac), activité PRIP 6.6.c.
9. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Umag (Installation d'Umag, localisation: Umag, Ungarija bb), activité PRIP 6.7.



10. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Zadar (Installation de Zadar, localisation: Zadar, Murvica bb), activité PRIP 6.7.
11. HEMPEL društvo s ograničenom odgovornošću Prerađivačka kemijska industrija (HEMPEL d.o.o.), Umag, Novigradska ulica 32, activité PRIP 6.7.
12. BELIŠĆE dioničko društvo za proizvodnju papira, kartonske ambalaže, strojeva, primarnu i finalnu preradu drva i suhu destilaciju drva (BELIŠĆE d.d.), Belišće, Trg Ante Starčevića 1 - sauf en ce qui concerne les chaudières à vapeur K3 et K4 (période transitoire jusqu'au 31 Décembre 2017, voir ci-dessous), activité PRIP 6.1.b.
13. MAZIVA-ZAGREB d.o.o. za proizvodnju i trgovinu mazivima i srodnim proizvodima (MAZIVA-ZAGREB d.o.o.), Zagreb, Radnička cesta 175, activité PRIP 1.2.

c) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 en ce qui concerne:

GAVRILOVIĆ Prva hrvatska tvornica salame, sušena mesa i masti M. Gavrilovića potomci, d.o.o. (GAVRILOVIĆ d.o.o.), Petrinja, Gavrilovićev trg 1 - pogon klaonice: papkari, rezanje i prerada mesa i proizvodnja prerađevina od peradi i papkara, te skladištenje mesa (Installation d'abattage d'animaux: ongulés, découpe et transformation de viande et production de produits transformés à partir de volaille et d'ongulés, et stockage de viande), activité PRIP 6.4.a.

d) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 en ce qui concerne:

1. FERRO-PREIS društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju lijevanih, kovanih i prešanih metalnih proizvoda (FERRO-PREIS d.o.o.), Čakovec, Dr. Tome Bratkovića 2, activité PRIP 2.4.
2. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon Sv. Kajo (Installation de Sv. Kajo), activité PRIP 3.1.
3. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon Sv. Juraj (Installation de Sv. Juraj), activité PRIP 3.1.
4. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon 10. kolovoza (Installation du 10. kolovoza), activité PRIP 3.1.
5. KIO KERAMIKA d.o.o. za proizvodnju keramičkih pločica - "u stečaju" (KIO KERAMIKA d.o.o. - "u stečaju"), Orahovica, V. Nazora bb - pogon Orahovica (Installation d'Orahovica, localisation: Orahovica, V. Nazora bb), activité PRIP 3.5.
6. KIO KERAMIKA d.o.o. za proizvodnju keramičkih pločica - "u stečaju" (KIO KERAMIKA d.o.o. - "u stečaju"), Orahovica, V. Nazora bb - pogon Rujevac (Installation de Rujevac, localisation: Dvor, Rujevac bb), activité PRIP 3.5.
7. PLIVA HRVATSKA d.o.o. za razvoj, proizvodnju i prodaju lijekova i farmaceutskih proizvoda (PLIVA HRVATSKA d.o.o.), Zagreb, Prilaz baruna Filipovića 25 - pogon Savski Marof (Installation de Savski Marof, localisation: Prigorje Brdovečko, Prudnička 98), activité PRIP 4.5.
8. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - mesna industrija (Industrie de la viande, localisation: Sv. Petar u Šumi), activité PRIP 6.4 a et b.

9. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - farma br. 20 (Ferme n° 20, localisation: Petrijanec-Nova Ves), activit  PRIP 6.6.a.
10. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Sv. Petar u Šumi 8 (Ferme Sv. Petar u Šumi 8, localisation: Sveti Petar u Šumi), activit  PRIP 6.6.a.
11. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Sv. Petar u Šumi 9 (Ferme Sv. Petar u Šumi 9, localisation: Sveti Petar u Šumi), activit  PRIP 6.6.a.
12. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Barban (Ferme Barban, localisation: Barban), activit  PRIP 6.6a.
13. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Muntrilj (Ferme Muntrilj, localisation: Muntrilj), activit  PRIP 6.6.a.
14. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Šikuti (Ferme Šikuti, localisation: Svetvinčenat), activit  PRIP 6.6.a.
15. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Źminj 2 (Ferme Źminj 2, localisation: Źminj), activit  PRIP 6.6.a.
16. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Surani 2 (Ferme Surani 2, localisation: Tinjani, Surani), activit  PRIP 6.6.a.

17. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Pilati (Ferme Pilati, localisation: Lovrin, Pilati), activit  PRIP 6.6.a.
18. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Škropeti 2 (Ferme Škropeti 2, localisation: Škropeti), activit  PRIP 6.6.a.
19. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Katun 2 (Ferme Katun 2, localisation: Trviz, Katun Trviski), activit  PRIP 6.6.a.
20. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Srbinjak (Ferme Srbinjak, localisation: Jakovici, Srbinjak), activit  PRIP 6.6.a.
21. AD PLASTIK dioničko društvo za proizvodnju dijelova i pribora za motorna vozila i proizvoda iz plastičnih masa (AD PLASTIK d.d.), Solin, Matoševa ulica 8 - localisation: Zagreb, Jankomir 5, activit  PRIP 6.7.
22. BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE društvo s ograničenom odgovornošću (BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE d.o.o.), Split, Put Supavla 21, activit  PRIP 6.7.
23. CHROMOS BOJE I LAKOVI, dioničko društvo za proizvodnju boja i lakova (CHROMOS BOJE I LAKOVI, d.d.), Zagreb, Radnička cesta 173/d, activit  PRIP 6.7.
24. MURAPLAST društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i preradu plastičnih masa (MURAPLAST d.o.o.), Kotoriba, Industrijska zona bb, activit  PRIP 6.7.
25. 3. MAJ BRODOGRADILIŠTE d.d., Rijeka, Liburnijska 3, activit  PRIP 6.7.

26. CHROMOS-SVJETLOST, Tvornica boja i lakova, društvo s ograničenom odgovornošću (CHROMOS-SVJETLOST d.o.o.), Lužani, Mijata Stojanovića 13, aktivité PRIP 6.7.
27. BRODOTROGIR d.d., Trogir, Put brodograditelja 16, aktivité PRIP 6.7.
28. ULJANIK Brodogradilište, d.d., Pula, Flaciusova 1, aktivité PRIP 6.7.

e) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 en ce qui concerne:

1. METALSKA INDUSTRIJA VARAŽDIN dioničko društvo (MIV d.d.), Varaždin, Fabijanska ulica 33, aktivité PRIP 2.4.
2. KANDIT PREMIJER d.o.o. za proizvodnju, promet i usluge (KANDIT PREMIJER d.o.o.), Osijek, Frankopanska 99, aktivité PRIP 6.4.b.
3. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb – farma br. 21 (Ferme n° 21, localisation: Čakovec, Totovec), aktivité PRIP 6.6.a.
4. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 – farma Lužani (Ferme Lužani), aktivité PRIP 6.6.b.

f) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 en ce qui concerne:

1. BELIŠĆE dioničko društvo za proizvodnju papira, kartonske ambalaže, strojeva, primarnu i finalnu preradu drva i suhu destilaciju drva (BELIŠĆE d.d.), Belišće, Trg Ante Starčevića 1 - parni kotao K3, parni kotao K4 (Chaudières à vapeur K3 et K4), activité PRIP 1.1 (ne sont concernés que les chaudières à vapeur K3 et K4).
2. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - KTE Jertovec (Centrale à cycle combiné de Jertovec, localisation: Konjšćina, Jertovec, Jertovec 151), activité PRIP 1.1.
3. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Plomin 1 (Centrale thermique de Plomin 1, localisation: Plomin, Plomin bb), activité PRIP 1.1.
4. TE PLOMIN društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju električne energije (TE PLOMIN d.o.o.), Plomin, Plomin bb - TE Plomin 2 (Centrale thermique de Plomin 2, localisation: Plomin, Plomin bb), activité PRIP 1.1.
5. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - EL-TO Zagreb (Centrale de Zagreb - Centrale de chauffage, localisation: Zagreb, Zagorska 1), activité PRIP 1.1.
6. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE-TO Zagreb (Centrale thermique de Zagreb - Centrale de chauffage, localisation: Zagreb, Kuševačka 10 a), activité PRIP 1.1.

7. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Sisak (Centrale thermique de Sisak, localisation: Sisak, Čret bb), activité PRIP 1.1.
8. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE-TO Osijek (Centrale thermique d'Osijek - Centrale de chauffage, localisation: Osijek, Martina Divalta 203), activité PRIP 1.1.
9. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Rijeka (Centrale thermique de Rijeka, localisation: Kostrena, Urinj bb), activité PRIP 1.1.
10. DIOKI Organska petrokemija dioničko društvo (DIOKI d.d.), Zagreb, Čulinečka cesta 252, activité PRIP 1.1.
11. INA-INDUSTRIJA NAFTE, d.d. (INA, d.d.), Zagreb, Avenija V. Holjevca 10 – Rafinerija nafte Rijeka - Urinj (Raffinerie de pétrole de Rijeka - Urinj, localisation: Kostrena, Urinj), activité PRIP 1.2.
12. INA-INDUSTRIJA NAFTE, d.d. (INA, d.d.), Zagreb, Avenija V. Holjevca 10 - Rafinerija nafte Sisak (Raffinerie de pétrole de Sisak, localisation: Sisak, Ante Kovačića 1), activité PRIP 1.2.
13. ŽELJEZARA SPLIT poduzeće za proizvodnju i preradu čelika d.d. "u stečaju" (ŽELJEZARA SPLIT d.d. "u stečaju"), Kaštel Sućurac, Cesta dr. F. Tuđmana bb, activité PRIP 2.2.
14. PETROKEMIJA, d.d. tvornica gnojiva (PETROKEMIJA, d.d.), Kutina, Aleja Vukovar 4, activité PRIP 4.2.b.

## VI. PRODUITS CHIMIQUES

32006 R 1907: Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (JO L 396 du 30.12.2006, p.1):

- a) Par dérogation à l'article 23, paragraphes 1 et 2, et à l'article 28 concernant la fixation du délai d'enregistrement et d'enregistrement préalable des substances qui y sont mentionnées, les importateurs et les producteurs d'articles établis en Croatie se voient accorder une période d'adaptation de six mois, à compter de la date d'adhésion, pour l'enregistrement préalable des substances bénéficiant d'un régime transitoire. Les dates des deux premiers délais d'enregistrement visés à l'article 23, paragraphes 1 et 2, tombent au terme d'un délai de douze mois courant à compter de la date d'adhésion.
- b) Les articles 6, 7, 9, 17, 18 et 33 ne s'appliquent pas en Croatie pendant une période de six mois, à compter de la date d'adhésion.
- c) Par dérogation aux dispositions transitoires prévues pour les substances figurant à l'annexe XIV, si la dernière date d'application tombe avant la date d'adhésion ou si elle tombe moins de six mois après celle-ci, la Croatie se voit accorder une période d'adaptation de six mois, à compter de sa date d'adhésion, pour faire parvenir les demandes d'autorisation.



Liste (\*), fournie par la Croatie,  
des médicaments pour lesquels une autorisation de mise sur le marché  
délivrée en vertu de la législation croate avant la date de l'adhésion  
reste valable jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée conformément à l'acquis de l'Union  
ou jusqu'au 30 juin 2017, si cette dernière échéance est la plus proche.

L'inscription d'un médicament sur cette liste n'indique pas en soi la conformité ou non de son  
autorisation de mise sur le marché avec l'acquis de l'Union.

---

(\*) Voir JO C ....

Développement rural (visé à l'article 35, paragraphe 2, de l'acte d'adhésion)

MESURES TEMPORAIRES SUPPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE  
DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN FAVEUR DE LA CROATIE

A. Aide aux exploitations de semi-subsistance en cours de restructuration

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la Croatie, une aide spéciale pour les exploitations agricoles de semi-subsistance est accordée, conformément aux principes définis à l'article 34 du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, pour les demandes approuvées au plus tard le 31 décembre 2017, aux agriculteurs à condition qu'aucune autre mesure générale et/ou aide similaire ne soit prévue dans le nouveau règlement en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020.

B. Groupements de producteurs

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la Croatie, une aide spéciale pour faciliter la création de groupements de producteurs et leur fonctionnement administratif est accordée, conformément aux principes définis à l'article 35 du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, aux groupements de producteurs reconnus officiellement par l'autorité compétente croate au plus tard le 31 décembre 2017, à condition qu'aucune autre mesure générale et/ou aide similaire ne soit prévue dans le nouveau règlement en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020.

## C. Leader

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la Croatie, la contribution minimale du Feader au programme de développement rural dans le cadre de Leader est fixé à un niveau représentant en moyenne au moins la moitié du pourcentage du budget qui sera applicable aux autres États membres de l'UE, au cas où une telle exigence serait fixée.

## D. Paiements directs complémentaires

1. Une aide peut être accordée aux exploitants qui peuvent bénéficier de paiements directs nationaux complémentaires ou d'aides au titre de l'article 132 du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil.
2. Le montant de l'aide accordée à un exploitant pour les années 2014, 2015 et 2016 ne doit pas dépasser la différence entre:
  - a) le niveau des paiements directs applicable à la Croatie pour l'année concernée conformément à l'article 121 du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil; et
  - b) 45 % du niveau des paiements directs applicable dans l'Union dans sa composition au 30 avril 2004 pour l'année concernée.

3. La contribution de l'Union au soutien accordé à la Croatie au titre de la présente sous-section D pour chacune des années 2014, 2015 et 2016 ne dépasse pas 20 % de sa dotation annuelle respective au titre du Feader.
  4. Le taux de contribution de l'Union pour les paiements directs complémentaires ne dépasse pas 80 %.
- E. Instrument d'aide de préadhésion - Développement rural
1. La Croatie peut continuer à conclure des contrats ou à prendre des engagements au titre du programme IPARD en vertu du règlement (CE) n° 718/2007 de la Commission du 12 juin 2007 portant application du règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil établissant un instrument d'aide de préadhésion (IAP)<sup>1</sup> jusqu'à ce qu'elle commence à conclure des contrats ou à prendre des engagements en vertu du règlement pertinent en matière de développement rural. La Croatie informe la Commission de la date à laquelle elle commence à conclure des contrats ou à prendre des engagements en vertu du règlement pertinent en matière de développement rural.
  2. La Commission adopte les mesures nécessaires à cette fin conformément à la procédure visée à l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement Européen et du Conseil. À cette fin, la Commission est assistée par le Comité IAP visé à l'article 14, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1085/2006 du Conseil.

---

<sup>1</sup> JO L 170 du 29.6.2007, p. 1.

## F. Évaluation ex post du programme IPARD

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la mise en œuvre du programme IPARD pour la Croatie, les dépenses liées à l'évaluation ex post du programme IPARD prévue à l'article 191 du règlement (CE) n° 718/2007 de la Commission peuvent être éligibles au titre de l'assistance technique.

## G. Modernisation des exploitations agricoles

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la Croatie, l'intensité maximale de l'aide pour la modernisation des exploitations agricoles est de 75 % du montant des investissements éligibles pour la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles<sup>1</sup>, dans un délai maximal de quatre ans à compter de la date de l'adhésion conformément à l'article 3, paragraphe 2, et à l'article 5, paragraphe 1, de ladite directive.

## H. Respect des normes

Dans le cadre législatif en matière de développement rural pour la période de programmation 2014-2020, en ce qui concerne la Croatie, les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil applicables pendant cette période de programmation sont respectées conformément au calendrier suivant: les exigences visées au point A de l'annexe II s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014; les exigences visées au point B de l'annexe II s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016; et les exigences visées au point C de l'annexe II s'appliquent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

---

<sup>1</sup> JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

Engagements spécifiques pris par la République de Croatie  
au cours des négociations d'adhésion  
(visés à l'article 36, paragraphe 1, deuxième alinéa, de l'acte d'adhésion)

1. Continuer à assurer la mise en œuvre effective de sa stratégie de réforme judiciaire et du plan d'action qui l'accompagne.
2. Continuer à renforcer l'indépendance, la responsabilité, l'impartialité et le professionnalisme du pouvoir judiciaire.
3. Continuer à améliorer l'efficacité du système judiciaire.
4. Continuer à améliorer le traitement des dossiers de crimes de guerre nationaux.
5. Continuer à enregistrer dans la durée des résultats concrets grâce à des enquêtes, des poursuites et des décisions de justice efficaces, effectives et impartiales dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption à tous les niveaux, y compris à des niveaux élevés, et dans des secteurs sensibles comme les marchés publics.
6. Continuer à améliorer son bilan en termes de renforcement des mesures de prévention en matière de lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt.

7. Continuer à renforcer la protection des minorités, y compris par la mise en œuvre effective de la loi constitutionnelle sur les droits des minorités nationales.
  8. Continuer à régler les questions en suspens posées par le retour des réfugiés.
  9. Continuer à améliorer la protection des droits de l'homme.
  10. Continuer à coopérer pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.
-

Engagements pris par la République de Croatie  
en ce qui concerne la restructuration du secteur de la construction navale  
(visés à l'article 36, paragraphe 1, troisième alinéa, de l'acte d'adhésion)

Les chantiers navals qui doivent être restructurés (ci-après dénommés "les chantiers navals") sont les suivants:

- Brodograđevna industrija 3. MAJ dioničko društvo, Rijeka (ci-après dénommé "3. MAJ")
- BRODOTROGIR d.d., Trogir (ci-après dénommé "Brodotrogir")
- BRODOGRAĐEVNA INDUSTRIJA SPLIT, dioničko društvo, Split (ci-après dénommé "Brodosplit")
- BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE SPECIJALNIH OBJEKATA društvo s ograničenom odgovornošću, Split (ci-après dénommé "BSO")
- BRODOGRADILIŠTE KRALJEVICA dioničko društvo za izgradnju i popravak brodova, Kraljevica (ci-après dénommé "Kraljevica").



La Croatie a accepté de restructurer les chantiers navals en les privatisant dans le cadre d'un appel d'offres concurrentiel. Les plans de restructuration pour ces chantiers navals ont été présentés par les soumissionnaires et acceptés par l'agence croate de la concurrence et la Commission. Les plans de restructuration seront intégrés dans les contrats respectifs de privatisation qui seront conclus entre la Croatie et les acheteurs des chantiers navals.

Les plans de restructuration soumis pour chacun de ces chantiers navals précisent que les conditions fondamentales ci-après doivent être respectées au cours du processus de restructuration:

- toute aide d'État reçue par ces chantiers navals depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 doit être comptabilisée comme une aide à la restructuration. Les chantiers navals fournissent une contribution au plan de restructuration tirée de leurs ressources propres, qui doit être réelle, dépourvue d'aide d'État et qui représente au moins 40 % du total des coûts de la restructuration;
- la capacité de production globale doit par rapport aux niveaux du 1<sup>er</sup> juin 2011 et passer de 471 324 TBC à 372 346 TBC. Les chantiers navals réduisent leur capacité de production au plus tard douze mois après la signature du contrat de privatisation. La réduction de capacité est mise en œuvre par la fermeture permanente de cales, par l'affectation de cales à des fins de production spécifiquement militaires au sens de l'article 346 du TFUE et/ou par une réduction de surface. Les TBC sont les unités de mesure de production calculées selon les règles applicables de l'OCDE;

- la production annuelle totale des chantiers navals est limitée à 323 600 TBC pour une période de dix ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La production des chantiers navals sera limitée aux niveaux suivants<sup>1</sup>:
  - 3 MAJ: 109 570 TBC
  - Brodotrogir: 54 955 TBC
  - Brodosplit et BSO: 132 078 TBC
  - Kraljevica: 26 997 TBC

Les chantiers navals peuvent convenir de réexaminer leurs limites de production. Sur la base d'accords contraignants, ils peuvent expressément établir quelle partie de leur quota de production (exprimée en TBC) ils se cèdent l'un à l'autre. La limite de production annuelle totale de 323 600 TBC doit être respectée;

- les plans de restructuration précisent également un certain nombre d'autres mesures que chaque chantier naval mettra en œuvre pour assurer un retour à la viabilité à long terme.

---

<sup>1</sup> La production annuelle d'un chantier naval donné est calculée comme suit: le début de production d'un navire est la date prévue de découpe de l'acier et la fin de production est la date prévue de livraison du navire telle qu'elle figure dans le contrat avec l'acheteur (ou la date prévue de livraison du navire incomplet lorsque sa construction est partagée entre deux chantiers navals). Le nombre de TBC correspondant à un navire est réparti de manière égale entre les différentes années civiles couvrant la période de production. La production totale d'un chantier naval au cours d'une année donnée est calculée en additionnant le nombre de TBC produits au cours de l'année en question.

Toute modification ultérieure de ces plans est conforme aux conditions fondamentales dans le processus de restructuration qui sont énumérées ci-dessus et est soumise à la Commission pour approbation.

Les chantiers navals ne reçoivent aucune nouvelle aide au sauvetage ou à la restructuration avant un délai d'au moins dix ans à compter de la date de signature du contrat de privatisation. Lors de l'adhésion de la Croatie, la Commission ordonne à celle-ci de restituer toute aide au sauvetage ou à la restructuration accordée en violation de cette disposition, majorée des intérêts composés.

Les plans de restructuration qui ont été acceptés par l'agence croate de la concurrence et par la Commission seront intégrés dans les contrats de privatisation respectifs qui seront conclus entre la Croatie et les acheteurs des chantiers navals. Les contrats de privatisation sont soumis à la Commission pour approbation et signés avant l'adhésion de la Croatie.

La Commission suit de près la mise en œuvre des plans de restructuration et le respect des conditions énoncées dans la présente annexe concernant le niveau des aides d'État, la contribution propre, les réductions de capacité, la limitation de la production et les mesures prises pour assurer un retour à la viabilité.

Ce suivi est assuré chaque année de la période de restructuration. La Croatie se conforme pleinement aux dispositions en matière de suivi. En particulier:

- la Croatie fournit à la Commission des rapports semestriels concernant la restructuration des chantiers bénéficiaires au plus tard le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, jusqu'à la fin de la période de restructuration;
- les rapports contiennent toutes les informations nécessaires au suivi du processus de restructuration, de la contribution propre, de la réduction de capacité, de la limitation de la production et des mesures prises pour assurer un retour à la viabilité;
- la Croatie soumet des rapports sur la production annuelle des chantiers navals en cours de restructuration au plus tard le 15 juillet de chaque année, jusqu'à la fin de 2020;
- la Croatie exige des chantiers navals qu'ils communiquent toutes les données pertinentes qui, dans d'autres circonstances, pourraient être considérées comme confidentielles.  
La Commission veille à ce que les informations confidentielles propres à chaque chantier naval ne soient pas divulguées.

La Commission peut, à tout moment, décider de charger un expert indépendant d'évaluer les résultats du suivi, d'entreprendre toute recherche nécessaire et de lui faire rapport. La Croatie coopérera pleinement avec l'expert indépendant nommé par la Commission et veillera à ce que ledit expert ait pleinement accès à toutes les informations nécessaires pour s'acquitter des tâches que lui aura confiées la Commission.

Lors de l'adhésion de la Croatie, la Commission ordonne à la Croatie de restituer toute aide au sauvetage ou à la restructuration accordée depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006 à un chantier naval particulier, majorée des intérêts composés, si:

- le contrat de privatisation de ce chantier naval n'a pas encore été signé ou ne reprend pas intégralement les conditions énoncées dans le plan de restructuration accepté par l'agence croate de la concurrence et la Commission; ou
- le chantier naval n'a pas fourni de contribution tirée de ses ressources propres, réelle, dépourvue d'aide d'État, qui représente au moins 40 % des coûts de restructuration; ou
- la réduction de la capacité globale de production n'a pas été mise en œuvre dans les douze mois suivant la signature du contrat de privatisation. Dans ce cas, la restitution de l'aide est seulement exigée des chantiers navals qui n'ont pas atteint les réductions de capacité suivantes:
  - 3 MAJ: de 46 543 TBC
  - Brodotrogir: de 15 101 TBC
  - Brodosplit et BSO: de 29 611 TBC
  - Kraljevica: de 9 636 TBC; ou
- la limitation globale de production pour les sociétés (c'est-à-dire 323 600 TBC) a été dépassée au cours de l'une des années civiles comprises entre 2011 et 2020. Dans ce cas, la restitution de l'aide est exigée des chantiers navals qui ont dépassé leurs limites de production (le cas échéant, modifiées par un accord juridiquement contraignant avec un autre chantier naval).

Engagements pris par la République de Croatie  
en ce qui concerne la restructuration du secteur sidérurgique  
(visés à l'article 36, paragraphe 1,  
troisième alinéa, de l'acte d'adhésion)

Par lettre du 23 mai 2011, la Croatie a informé la Commission qu'elle avait reçu une reconnaissance de dette du producteur d'acier CMC Sisak d.o.o., correspondant à l'aide à la restructuration reçue par cette société au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> mars 2002 au 28 février 2007, majorée de l'intérêt composé<sup>1</sup>. L'aide d'État reçue, sans les intérêts composés, s'élève à 19 117 572,36 HRK.

Lors de l'adhésion de la Croatie, au cas où le montant total de cette aide, majorée de l'intérêt composé, n'aurait pas été remboursé par CMC Sisak d.o.o., la Commission ordonne à la Croatie de restituer toute aide au sauvetage et à la restructuration octroyée à cette société depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006, majorée des intérêts composés.

---

<sup>1</sup> À calculer selon les articles 9 à 11 du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1125/2009 de la Commission (JO L 308 du 24.11.2009, p. 5).

PROTOCOLE  
RELATIF À CERTAINES DISPOSITIONS  
CONCERNANT UNE ÉVENTUELLE CESSION UNIQUE  
À LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE D'UNITÉS DE QUANTITÉ ATTRIBUÉE  
DÉLIVRÉES AU TITRE DU PROTOCOLE DE KYOTO  
À LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES  
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
AINSI QUE LA COMPENSATION Y AFFÉRENTE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

NOTANT que, compte tenu des circonstances historiques propres à la Croatie, il a été convenu que l'on se montrerait disposé à aider la Croatie au moyen d'une cession unique d'unités de quantité attribuée délivrées au titre du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ci-après dénommé "protocole de Kyoto"),

NOTANT qu'une telle cession ne serait effectuée qu'une seule fois, ne créerait pas de précédent et reflèterait le caractère unique et exceptionnel de la situation de la Croatie,

SOULIGNANT que la Croatie devrait compenser toute cession de ce type en adaptant les obligations qui lui incombent en vertu de la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020<sup>1</sup>, de manière à assurer l'intégrité environnementale en évitant une augmentation de la quantité totale des émissions autorisées pour l'Union et la Croatie jusqu'en 2020,

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

---

<sup>1</sup> JO L 140 du 5.6.2009, p. 136.



## PARTIE I

### TRANSFERT

#### ARTICLE PREMIER

La présente partie s'applique aux mesures relatives à une éventuelle cession unique à la Croatie d'un certain nombre d'unités de quantité attribuée (UQA) délivrées au titre du protocole de Kyoto.

#### ARTICLE 2

Aucune cession n'est effectuée à moins que la Croatie ne renonce au recours qu'elle a formé contre la décision de la chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions du protocole de Kyoto, en se conformant à toute règle et à tout délai régissant le retrait des recours, avant le début de la conférence de Durban sur la CCNUCC (28 novembre - 9 décembre 2011).

Toute cession est subordonnée à la conclusion de l'équipe composée d'experts relevant de la CCNUCC qui, après la période d'ajustement, établirait que la Croatie n'a pas réussi à tenir les engagements qui lui incombent en vertu de l'article 3 du protocole de Kyoto.

Aucune cession n'est effectuée à moins que la Croatie ne s'efforce, dans toute la mesure du possible, de respecter les engagements qu'elle a pris au titre de l'article 3 du protocole de Kyoto, y compris la pleine utilisation des unités d'absorption provenant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie.

### ARTICLE 3

Toute décision relative à la cession d'UQA est adoptée conformément à la procédure d'examen visée à l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission<sup>1</sup>. La Commission est assistée par le comité des changements climatiques institué par l'article 9 de la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 relative à un mécanisme pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté et mettre en œuvre le protocole de Kyoto<sup>2</sup>. Il s'agit d'un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil. En l'absence d'avis, la décision n'est pas adoptée.

Les UQA à céder sont soustraites de la quantité d'UQA visée à l'article 2 de la décision 2006/944/CE de la Commission du 14 décembre 2006 établissant les quantités respectives d'émissions attribuées à la Communauté européenne et à chacun de ses États membres relevant du protocole de Kyoto conformément à la décision 2002/358/CE du Conseil<sup>3</sup>.

Toute cession éventuelle ne peut dépasser une quantité totale supérieure à 7 000 000 UQA.

---

<sup>1</sup> JO L 55 du 28.2.2011, p. 13.

<sup>2</sup> JO L 49 du 19.2.2004, p. 1.

<sup>3</sup> JO L 358 du 16.12.2006, p. 87. Décision modifiée par la décision 2010/778/UE de la Commission (JO L 332 du 16.12.2010, p. 41).

## PARTIE II

### COMPENSATION

#### ARTICLE 4

La présente partie s'applique à la compensation que doit fournir la Croatie en cas de cession d'UQA au titre des dispositions de la partie I.

#### ARTICLE 5

1. La Croatie compense chaque UQA qui lui est cédée en adaptant, conformément au présent article, les obligations qui lui incombent en vertu de la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil.

En particulier, la quantité équivalente exprimée en tonnes équivalent-dioxyde de carbone de toute UQA cédée est déduite, conformément au présent article, des quotas annuels d'émissions de la Croatie, une fois qu'ils ont été déterminés en vertu de l'article 3, paragraphe 2, de la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil.

2. La Commission publie les chiffres relatifs aux quotas annuels d'émissions de la Croatie résultant de la déduction opérée conformément au paragraphe 1.

## BIJLAGEN

- Bijlage I: Lijst van verdragen, overeenkomsten en protocollen waartoe de Republiek Kroatië bij toetreding toetreedt (bedoeld in artikel 3, lid 4, van de Toetredingsakte).....
- Bijlage II: Lijst van de bepalingen van het Schengenacquis zoals dat in het kader van de Europese Unie is opgenomen en van de daarop voortbouwende of anderszins daarmee verband houdende rechtsbesluiten die voor de Republiek Kroatië vanaf de toetreding bindend en toepasselijk zijn (bedoeld in artikel 4, lid 1, van de Toetredingsakte) .....
- Bijlage III: Lijst bedoeld in artikel 15 van de Toetredingsakte: aanpassingen van de door de instellingen vastgestelde handelingen.....
1. Vrij verrichten van diensten .....
  2. Recht inzake intellectuele eigendom.....
    - I. Gemeenschapsmerk .....
    - II. Aanvullend beschermingscertificaat.....
    - III. Gemeenschapsmodellen.....
  3. Financiële diensten .....
  4. Landbouw .....
  5. Visserij .....
  6. Belasting.....
  7. Regionaal beleid en coördinatie van structuurinstrumenten.....
  8. Milieu.....
- Bijlage IV: Lijst bedoeld in artikel 16 van de Toetredingsakte: andere permanente bepalingen .....
1. Recht inzake Intellectuele eigendom.....
  2. Mededingingsbeleid .....
  3. Landbouw .....
  4. Visserij .....
  5. Douane-unie .....
- Aanhangsel bij Bijlage IV .....
- Bijlage V: Lijst bedoeld in artikel 18 van de Toetredingsakte: overgangsmaatregelen: .....
1. Vrij verkeer van goederen .....
  2. Vrij verkeer van personen .....
  3. Vrij verkeer van kapitaal .....
  4. Landbouw .....
    - I. Overgangsmaatregelen voor Kroatië .....
    - II. Overgangsregeling met tariefcontingenten voor ruwe rietsuiker voor raffinage .....
    - III. Tijdelijke aanvullende maatregelen inzake rechtstreekse betalingen voor Kroatië .....

5.	Voedselveiligheid, veterinair en fyto­sanitair beleid .....
	I. Leghennen.....
	II. In­rich­tingen (vlees, melk en vis en dierlijke bij­producten) .....
	III. In de handel brengen van za­den .....
	IV. Neum.....
6.	Visserij .....
7.	Vervoers­beleid .....
8.	Belastingen.....
9.	Vrijheid, veilig­heid en recht.....
10.	Milieu .....
	I. Horizontale wet­geving.....
	II. Lucht­kwaliteit .....
	III. Afval­be­heer .....
	IV. Water­kwaliteit.....
	V. Geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging (IPPC).....
	VI. Chemische stoffen.....

Aanhangsel bij bijlage V .....

Bijlage VI: Plattelandsontwik­keling (bedoeld in artikel 35, lid 2, van de Toetredingsakte) ..

Bijlage VII: Specifieke toezeggingen van de Republiek Kroatië tijdens de toetredings­onderhandelingen (bedoeld in artikel 36, lid 1, tweede alinea, van de Toetredingsakte) .....

Bijlage VIII: Toezeggingen van de Republiek Kroatië over de herstructurering van de Kroatische scheepsbouw (bedoeld in artikel 36, lid 1, derde alinea, van de Toetredingsakte) .....

Bijlage IX Toezegging van de Republiek Kroatië over de herstructurering van de staalsector (bedoeld in artikel 36, lid 1, derde alinea, van de Toetredingsakte).....

## PROTOCOL

Protocol betreffende bepaalde regelingen voor de mogelijke eenmalige overdracht aan de Republiek Kroatië van toegewezen eenheden die zijn verleend uit hoofde van het Protocol van Kyoto bij de Kaderovereenkomst van de Verenigde Naties over klimaatverandering , alsmede de compensatie daarvoor .....

Lijst van verdragen, overeenkomsten en protocollen waartoe de Republiek Kroatië  
bij toetreding toetreedt (bedoeld in artikel 3, lid 4, van de Toetredingsakte)

1. Verdrag van 23 juli 1990 ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (PB L 225 van 20.8.1990, blz. 10)
  - Verdrag van 21 december 1995 betreffende de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot het Verdrag ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (PB C 26 van 31.1.1996, blz. 1)
  - Protocol van 25 mei 1999 tot wijziging van het Verdrag van 23 juli 1990 ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (PB C 202 van 16.7.1999, blz. 1)
  - Verdrag van 8 december 2004 betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (PB C 160 van 30.6.2005, blz. 1)

2. Overeenkomst van 26 juli 1995, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen (PB C 316 van 27.11.1995, blz. 49)
  - Protocol van 27 september 1996, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, bij de Overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen (PB C 313 van 23.10.1996, blz. 2)
  - Protocol van 29 november 1996, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende de prejudiciële uitlegging, door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, van de Overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen (PB C 151 van 20.5.1997, blz. 2)
  - Tweede Protocol van 19 juni 1997, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, bij de Overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen (PB C 221 van 19.7.1997, blz. 12)
3. Overeenkomst van 26 mei 1997, opgesteld op basis van artikel K.3, lid 2, onder c), van het Verdrag betreffende de Europese Unie ter bestrijding van corruptie waarbij ambtenaren van de Europese Gemeenschappen of van de lidstaten van de Europese Unie betrokken zijn (PB C 195 van 25.6.1997, blz. 2)
4. Overeenkomst van 18 december 1997, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie inzake wederzijdse bijstand en samenwerking tussen de douaneadministraties (PB C 24 van 23.1.1998, blz. 2)

5. Overeenkomst van 17 juni 1998, opgesteld op grond van artikel K.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende de ontzegging van de rijbevoegdheid (PB C 216 van 10.7.1998, blz. 2)
6. Overeenkomst van 29 mei 2000, door de Raad vastgesteld overeenkomstig artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie (PB C 197 van 12.7.2000, blz. 3)
  - Protocol van 16 oktober 2001, vastgesteld door de Raad overeenkomstig artikel 34 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, bij de Overeenkomst betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie (PB C 326 van 21.11.2001, blz. 2).



Lijst van de bepalingen van het Schengenacquis  
zoals dat in het kader van de Europese Unie is opgenomen  
en van de daarop voortbouwende of anderszins daarmee verband houdende rechtsbesluiten  
die voor de Republiek Kroatië vanaf de toetreding bindend en toepasselijk zijn  
(bedoeld in artikel 4, lid 1, van de Toetredingsakte)

1. Het op 14 juni 1985 ondertekende Akkoord tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen<sup>1</sup>.
2. De volgende bepalingen van de op 19 juni 1990 te Schengen ondertekende Overeenkomst ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen ondertekende Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, de bijbehorende Slotakte en desbetreffende gemeenschappelijke verklaringen<sup>2</sup>, zoals die zijn gewijzigd bij een aantal van de in punt 8 van deze bijlage vermelde rechtsbesluiten:

artikel 1, voor zover het betrekking heeft op het bepaalde in dit punt; artikel 26; artikel 39; de artikelen 44 tot en met 49 (met uitzondering van artikel 47, lid 4, en artikel 49, onder a)), artikel 51, de artikelen 54 tot en met 58; artikel 62, lid 3, de artikelen 67 tot en met 69; de artikelen 71 en 72; de artikelen 75 en 76; artikel 82; artikel 91; de artikelen 126 tot en met 130, voor zover zij betrekking hebben op het bepaalde in dit punt; en artikel 136; de gemeenschappelijke verklaringen 1 en 3 van de Slotakte.

---

<sup>1</sup> PB L 239 van 22.9.2000, blz. 13.

<sup>2</sup> PB L 239 van 22.9.2000, blz. 19.

3. De volgende bepalingen van de Overeenkomsten betreffende de toetreding tot de op 19 juni 1990 te Schengen ondertekende Overeenkomst ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen ondertekende Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, de Slotakten daarvan en de desbetreffende verklaringen, zoals die zijn gewijzigd bij een aantal van de in punt 8 van de bijlage vermelde rechtsbesluiten:
- a) de op 19 december 1996 ondertekende Overeenkomst betreffende de toetreding van het Koninkrijk Denemarken:
    - artikel 5, lid 2, en artikel 6;
  
  - b) de op 19 december 1996 ondertekende Overeenkomst betreffende de toetreding van de Republiek Finland:
    - artikel 5,
    - Verklaring van de Regering van de Republiek Finland betreffende de Åland-eilanden in Deel III van de Slotakte;
  
  - c) de op 19 december 1996 ondertekende Overeenkomst betreffende de toetreding van het Koninkrijk Zweden:
    - artikel 5.

4. De volgende overeenkomsten en regelingen die voortbouwen op het Schengenacquis of die daar anderszins verband mee houden:
- de Overeenkomst die op 18 mei 1999 is gesloten tussen de Raad van de Europese Unie, de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen inzake de wijze waarop IJsland en Noorwegen worden betrokken bij de uitvoering, de toepassing en de ontwikkeling van het Schengenacquis, met inbegrip van de daaraan gehechte bijlagen, slotakte, verklaringen en briefwisseling, goedgekeurd bij Besluit 1999/439/EG van de Raad (PB L 176 van 10.7.1999, blz. 35);
  - de Overeenkomst die op 30 juni 1999 is gesloten door de Raad van de Europese Unie en de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen inzake de vaststelling van de rechten en verplichtingen tussen enerzijds Ierland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en anderzijds de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen, op de gebieden van het Schengenacquis die op deze staten van toepassing zijn, goedgekeurd bij Besluit 2000/29/EG van de Raad (PB L 15 van 20.1.2000, blz. 1);
  - de op 26 oktober 2004 ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Unie, de Europese Gemeenschap en de Zwitserse Bondsstaat inzake de wijze waarop Zwitserland wordt betrokken bij de uitvoering, de toepassing en de ontwikkeling van het Schengenacquis, goedgekeurd bij Besluit 2008/146/EG van de Raad en Besluit 2008/149/JBZ van de Raad (PB L 53 van 27.2.2008, blz. 1 en blz. 50);

- het Protocol tussen de Europese Unie, de Europese Gemeenschap, de Zwitserse Bondsstaat en het Vorstendom Liechtenstein betreffende de toetreding van het Vorstendom Liechtenstein tot de Overeenkomst tussen de Europese Unie, de Europese Gemeenschap en de Zwitserse Bondsstaat inzake de wijze waarop Zwitserland wordt betrokken bij de uitvoering, de toepassing en de ontwikkeling van het Schengenacquis dat is ondertekend op 28 februari 2008 en goedgekeurd bij Besluit 2011/349/EU van de Raad en Besluit 2011/350/EU van de Raad (PB L 160 van 18.6.2011, blz. 1 en blz. 19);
- de op 1 februari 2007 ondertekende regeling tussen de Europese Gemeenschap enerzijds en de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen anderzijds inzake de wijze waarop deze twee staten worden betrokken bij het Europees Agentschap voor het beheer van de operationele samenwerking aan de buitengrenzen van de lidstaten van de Europese Unie, met inbegrip van de daaraan gehechte gemeenschappelijke verklaring, goedgekeurd bij Besluit 2007/511/EG van de Raad (PB L 188 van 20.7.2007, blz. 15);
- de op 30 september 2009 ondertekende Regeling tussen enerzijds de Europese Gemeenschap en anderzijds de Zwitserse Bondsstaat en het Vorstendom Liechtenstein inzake de wijze waarop deze staten worden betrokken bij het Europees agentschap voor het beheer van de operationele samenwerking aan de buitengrenzen van de lidstaten van de Europese Unie, met inbegrip van de daaraan gehechte bijlage en gezamenlijke verklaringen, goedgekeurd bij Besluit 2010/490/EU van de Raad (PB L 243 van 16.9.2010, blz. 2);

- de op 19 maart 2010 ondertekende Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek IJsland, het Koninkrijk Noorwegen, de Zwitserse Bondsstaat en het Vorstendom Liechtenstein over extra voorschriften in verband met het Buitengrenzenfonds voor de periode 2007-2013, met inbegrip van de daaraan gehechte verklaringen, goedgekeurd bij Besluit 2011/305/EU van de Raad (PB L 137 van 25.5.2011, blz. 1)<sup>1</sup>.
5. Het bepaalde in de volgende besluiten (zie PB L 239 van 22.9.2000, blz. 1) van het Uitvoerend Comité dat is ingesteld bij de op 19 juni 1990 te Schengen ondertekende Overeenkomst ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen ondertekende Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, zoals die zijn gewijzigd bij een aantal van de in punt 8 van deze bijlage vermelde rechtsbesluiten:
- SCH/Com-ex (93) 10 Besluit van het Uitvoerend Comité van 14 december 1993 betreffende de verklaringen van de ministers en staatssecretarissen
  - SCH/Com-ex (93) 14 Besluit van het Uitvoerend Comité van 14 december 1993 betreffende de verbetering van de praktijk inzake de justitiële samenwerking op het gebied van de bestrijding van sluikhandel in verdovende middelen
  - SCH/Com-ex (94) 16 herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 21 november 1994 betreffende de aanschaf van gemeenschappelijke in- en uitreisstempels
  - SCH/Com-ex (94) 28 herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 22 december 1994 betreffende de verklaring voor het met zich meevoeren van verdovende middelen en psychotrope stoffen als bedoeld in artikel 75

---

<sup>1</sup> Zolang genoemde overeenkomst nog niet gesloten is, en alleen voor zover zij voorlopig wordt toegepast.

- SCH/Com-ex (94) 29 2e herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 22 december 1994 betreffende de inwerkingstelling van de Schengenuitvoeringsovereenkomst van 19 juni 1990
- SCH/Com-ex (95) 21 Besluit van het Uitvoerend Comité van 20 december 1995 betreffende de snelle uitwisseling tussen de Schengenstaten van statistische en concrete gegevens welke wijzen op een eventuele disfunctionaliteit aan de buitengrenzen
- SCH/Com-ex (98) 1 2e herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 21 april 1998 betreffende de rapportage door de Task Force, voor zover het betrekking heeft op het bepaalde in punt 2 van deze bijlage
- SCH/Com-ex (98) 26 def. Besluit van het Uitvoerend Comité van 16 september 1998 betreffende de oprichting van de Permanente Commissie Schengenuitvoeringsovereenkomst
- SCH/Com-ex (98) 37 def. 2 Besluit van het Uitvoerend Comité van 27 oktober 1998 betreffende het actieplan ter bestrijding van illegale immigratie, voor zover het betrekking heeft op het bepaalde in punt 2 van deze bijlage
- SCH/Com-ex (98) 52 Besluit van het Uitvoerend Comité van 16 december 1998 betreffende de leidraad voor de grensoverschrijdende politieke samenwerking, voor zover het betrekking heeft op het bepaalde in punt 2 van deze bijlage

- SCH/Com-ex (98) 59 herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 16 december 1998 betreffende de gecoördineerde inzet van documentenadviseurs
  - SCH/Com-ex (99) 1 2e herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 28 april 1999 betreffende het acquis inzake verdovende middelen
  - SCH/Com-ex (99) 6 Besluit van het Uitvoerend Comité van 28 april 1999 betreffende het Schengenacquis op het gebied van telecommunicatie
  - SCH/Com-ex (99) 7 2e herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 28 april 1999 betreffende de verbindingfunctionarissen
  - SCH/Com-ex (99) 8 2e herz. Besluit van het Uitvoerend Comité van 28 april 1999 betreffende de algemene beginselen voor betaling van informanten en vertrouwenspersonen
  - SCH/Com-ex (99) 10 Besluit van het Uitvoerend Comité van 28 april 1999 betreffende de illegale vuurwapenhandel
6. De volgende verklaringen (zie PB L 239 van 22.9.2000, blz. 1) van het Uitvoerend Comité dat is ingesteld bij de op 19 juni 1990 te Schengen ondertekende Overeenkomst ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen ondertekende Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, voor zover zij betrekking hebben op de in punt 2 van deze bijlage vermelde bepalingen:
- SCH/Com-ex (96) decl. 6 2e herz. Verklaring van het Uitvoerend Comité van 26 juni 1996 inzake de uitlevering

- SCH/Com-ex (97) decl. 13 2e herz. Verklaring van het Uitvoerend Comité van 9 februari 1998 inzake de ontvoering van minderjarigen.
7. De volgende besluiten (zie PB L 239 van 22.9.2000, blz. 1) van de Centrale Groep die is ingesteld bij de op 19 juni 1990 te Schengen ondertekende Overeenkomst ter uitvoering van het op 14 juni 1985 te Schengen ondertekende Akkoord betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, voor zover zij betrekking hebben op de in punt 2 van deze bijlage vermelde bepalingen:
- SCH/C (98) 117 Besluit van de Centrale Groep van 27 oktober 1998 betreffende het actieplan ter bestrijding van illegale immigratie
  - SCH/C (99) 25 Besluit van de Centrale Groep van 22 maart 1999 betreffende de algemene beginselen voor de betaling van informanten en vertrouwenspersonen.
8. De volgende rechtsbesluiten die voortbouwen op het Schengenacquis of die daar anderszins verband mee houden:
- Verordening (EG) nr. 1683/95 van de Raad van 29 mei 1995 betreffende de invoering van een uniform visummodel (PB L 164 van 14.7.1995, blz. 1)
  - Beschikking 1999/307/EG van de Raad van 1 mei 1999 tot vaststelling van de wijze waarop het Schengensecretariaat in het secretariaat-generaal van de Raad wordt opgenomen (PB L 119 van 7.5.1999, blz. 49)



- Besluit 1999/435/EG van de Raad van 20 mei 1999 tot vaststelling, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie, van de rechtsgrondslag van elk van de bepalingen of besluiten die het Schengenacquis vormen (PB L 176 van 10.7.1999, blz. 1)
- Besluit 1999/436/EG van de Raad van 20 mei 1999 tot vaststelling, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie, van de rechtsgrondslagen van elk van de bepalingen of besluiten die het Schengenacquis vormen (PB L 176 van 10.7.1999, blz. 17)
- Besluit 1999/437/EG van de Raad van 17 mei 1999 inzake bepaalde toepassingsbepalingen van de door de Raad van de Europese Unie, de Republiek IJsland en het Koninkrijk Noorwegen gesloten overeenkomst inzake de wijze waarop deze twee staten worden betrokken bij de uitvoering, de toepassing en de ontwikkeling van het Schengenacquis (PB L 176 van 10.7.1999, blz. 31)
- Besluit 1999/848/EG van de Raad van 13 december 1999 betreffende de volledige toepassing van het Schengenacquis in Griekenland (PB L 327 van 21.12.1999, blz. 58)
- Besluit 2000/365/EG van de Raad van 29 mei 2000 betreffende het verzoek van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland deel te mogen nemen aan enkele van de bepalingen van het Schengenacquis (PB L 131 van 1.6.2000, blz. 43)

- Besluit 2000/586/JBZ van de Raad van 28 september 2000 tot vaststelling van een procedure voor de wijziging van artikel 40, leden 4 en 5, artikel 41, lid 7, en artikel 65, lid 2, van de Overeenkomst ter uitvoering van het Schengenakkoord van 14 juni 1985 betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen (PB L 248 van 3.10.2000, blz. 1)
- Besluit 2000/777/EG van de Raad van 1 december 2000 inzake de inwerkingstelling van het Schengenacquis in Denemarken, Finland en Zweden, alsmede in IJsland en Noorwegen (PB L 309 van 9.12.2000, blz. 24)
- Verordening (EG) nr. 539/2001 van de Raad van 15 maart 2001 tot vaststelling van de lijst van derde landen waarvan de onderdanen bij overschrijding van de buitengrenzen in het bezit moeten zijn van een visum en de lijst van derde landen waarvan de onderdanen van die plicht zijn vrijgesteld (PB L 81 van 21.3.2001, blz. 1)
- Richtlijn 2001/51/EG van de Raad van 28 juni 2001 tot aanvulling van het bepaalde in artikel 26 van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 (PB L 187 van 10.7.2001, blz. 45)
- Verordening (EG) nr. 333/2002 van de Raad van 18 februari 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor een blad waarop een visum kan worden aangebracht dat door lidstaten wordt afgegeven aan houders van een reisdocument dat door de lidstaat die het blad opstelt niet wordt erkend (PB L 53 van 23.2.2002, blz. 4)
- Besluit 2002/192/EG van de Raad van 28 februari 2002 betreffende het verzoek van Ierland deel te mogen nemen aan enkele van de bepalingen van het Schengenacquis (PB L 64 van 7.3.2002, blz. 20)

- Verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen (PB L 157 van 15.6.2002, blz. 1)
- Kaderbesluit 2002/946/JBZ van de Raad van 28 november 2002 tot versterking van het strafrechtelijk kader voor de bestrijding van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf (PB L 328 van 5.12.2002, blz. 1)
- Richtlijn 2002/90/EG van de Raad van 28 november 2002 tot omschrijving van hulpverlening bij illegale binnenkomst, illegale doortocht en illegaal verblijf (PB L 328 van 5.12.2002, blz. 17)
- Besluit 2003/170/JBZ van de Raad van 27 februari 2003 betreffende het gezamenlijk gebruik van verbindingsofficieren die gedetacheerd zijn door de rechtshandhavende autoriteiten van de lidstaten (PB L 67 van 12.3.2003, blz. 27)
- Besluit 2003/725/JBZ van de Raad van 2 oktober 2003 houdende wijziging van artikel 40, leden 1 en 7, van de Overeenkomst ter uitvoering van het te Schengen gesloten Akkoord van 14 juni 1985 betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen (PB L 260 van 11.10.2003, blz. 37)
- Richtlijn 2003/110/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de ondersteuning bij doorgeleiding in het kader van maatregelen tot verwijdering door de lucht (PB L 321 van 6.12.2003, blz. 26)
- Verordening (EG) nr. 377/2004 van de Raad van 19 februari 2004 betreffende de oprichting van een netwerk van immigratieverbindingfunctionarissen (PB L 64 van 2.3.2004, blz. 1)

- Richtlijn 2004/82/EG van de Raad van 29 april 2004 betreffende de verplichting voor vervoerders om passagiersgegevens door te geven (PB L 261 van 6.8.2004, blz. 24)
- Beschikking 2004/573/EG van de Raad van 29 april 2004 inzake het organiseren van gezamenlijke vluchten voor de verwijdering van onderdanen van derde landen tegen wie individuele verwijderingsmaatregelen zijn genomen van het grondgebied van twee of meer lidstaten (PB L 261 van 6.8.2004, blz. 28)
- Beschikking 2004/512/EG van de Raad van 8 juni 2004 betreffende het opzetten van het Visuminformatiesysteem (VIS) (PB L 213 van 15.6.2004, blz. 5 en PB L 142 M van 30.5.2006, blz. 60)
- Verordening (EG) nr. 2007/2004 van de Raad van 26 oktober 2004 tot oprichting van een Europees agentschap voor het beheer van de operationele samenwerking aan de buitengrenzen van de lidstaten van de Europese Unie (PB L 349 van 25.11.2004, blz. 1 en PB L 153 M van 7.6.2006, blz. 136)
- Verordening (EG) nr. 2252/2004 van de Raad van 13 december 2004 betreffende normen voor de veiligheidskenmerken van en biometrische gegevens in door de lidstaten afgegeven paspoorten en reisdocumenten (PB L 385 van 29.12.2004, blz. 1 en PB L 153 M van 7.6.2006, blz. 375)
- Besluit 2004/926/EG van de Raad van 22 december 2004 betreffende de toepassing door het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland van de bepalingen van het Schengenacquis (PB L 395 van 31.12.2004, blz. 70).
- Beschikking 2005/267/EG van de Raad van 16 maart 2005 betreffende de totstandbrenging van een beveiligd op internet gebaseerd informatie- en coördinatienetwerk voor de migratiebeheersdiensten van de lidstaten (PB L 83 van 1.4.2005, blz. 48 en PB L 159 M van 13.6.2006, blz. 288)

- Verordening (EG) nr. 562/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot vaststelling van een communautaire code betreffende de overschrijding van de grenzen door personen (Schengengrenscore) (PB L 105 van 13.4.2006, blz. 1), met uitzondering van de eerste zin van artikel 1, artikel 5, lid 4, onder a), titel III en de bepalingen van titel II en de bijlagen daarbij die betrekking hebben op het Schengeninformatiesysteem (SIS)
- Kaderbesluit 2006/960/JBZ van de Raad van 18 december 2006 betreffende de vereenvoudiging van de uitwisseling van informatie en inlichtingen tussen de rechtshandhavingsautoriteiten van de lidstaten van de Europese Unie (PB L 386 van 29.12.2006, blz. 89).
- Verordening (EG) nr. 1931/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van regels inzake klein grensverkeer aan de landbuitengrenzen van de lidstaten en tot wijziging van de bepalingen van de Schengenuitvoeringsovereenkomst (PB L 405 van 30.12.2006, blz. 1), met uitzondering van artikel 4, onder b), en artikel 9, onder c)
- Besluit 2007/471/EG van de Raad van 12 juni 2007 betreffende de toepassing van de bepalingen van het Schengenacquis die betrekking hebben op het Schengeninformatiesysteem in de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek (PB L 179 van 7.7.2007, blz. 46)

- Verordening (EG) nr. 863/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 11 juli 2007 tot instelling van een mechanisme voor de oprichting van snelle-grensinterventieteams en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2007/2004 van de Raad wat betreft dat mechanisme en de regeling van de taken en bevoegdheden van uitgezonden functionarissen (PB L 199 van 31.7.2007, blz. 30), met uitzondering van artikel 6, leden 8 en 9, voor zover zij betrekking hebben op het verschaffen van toegang tot het Schengeninformatiesysteem
  
- Besluit 2007/801/EG van de Raad van 6 december 2007 betreffende de volledige toepassing van de bepalingen van het Schengenacquis in de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek (PB L 323 van 8.12.2007, blz. 34)
  
- Besluit 2008/421/EG van de Raad van 5 juni 2008 betreffende de toepassing van de bepalingen van het Schengenacquis die betrekking hebben op het Schengeninformatiesysteem in de Zwitserse Bondsstaat (PB L 149 van 7.6.2008, blz. 74)
  
- Artikel 6 van Besluit 2008/633/JBZ van de Raad van 23 juni 2008 over de toegang tot het Visuminformatiesysteem (VIS) voor raadpleging door aangewezen autoriteiten van de lidstaten en door Europol, met het oog op het voorkomen, opsporen en onderzoeken van terroristische misdrijven en andere ernstige strafbare feiten (PB L 218 van 13.8.2008, blz. 129)

- Besluit 2008/903/EG van de Raad van 27 november 2008 betreffende de volledige toepassing van het Schengenacquis in de Zwitserse Bondsstaat (PB L 327 van 5.12.2008, blz. 15)
- Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad van 27 november 2008 over de bescherming van persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de politie en justitie samenwerking in strafzaken (PB L 350 van 30.12.2008, blz. 60)
- Richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven (PB L 348, 24.12.2008, blz. 98)
- Artikel 3 van Verordening (EG) nr. 810/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot vaststelling van een gemeenschappelijke visumcode (Visumcode) (PB L 243 van 15.9.2009, blz. 1)
- Besluit 2010/252/EU van de Raad van 26 april 2010 houdende aanvulling van de Schengengrenscodes op het gebied van de bewaking van de maritieme buitengrenzen in het kader van de operationele samenwerking die wordt gecoördineerd door het Europees Agentschap voor het beheer van de operationele samenwerking aan de buitengrenzen van de lidstaten van de Europese Unie (PB L 111 van 4.5.2010, blz. 20)
- Besluit 2010/365/EU van de Raad van 29 juni 2010 betreffende de toepassing van de bepalingen van het Schengenacquis die betrekking hebben op het Schengeninformatiesysteem in de Republiek Bulgarije en Roemenië (PB L 166 van 1.7.2010, blz. 17)

Lijst bedoeld in artikel 15 van de Toetredingsakte:  
aanpassingen van de door de instellingen vastgestelde handelingen

1. VRIJ VERRICHTEN VAN DIENSTEN

32005 L 0036:Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties (PB L 255 van 30.9.2005, blz. 22):

a) Artikel 23, lid 5, wordt vervangen door:

"5. Onverminderd artikel 43, onder b), erkennen de lidstaten, wat betreft de toegang tot de beroepswerkzaamheden van arts met een basisopleiding en van medische specialist, alsmede tot die van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandheeskundige, tandheeskundig specialist, dierenarts, verloskundige, apotheker (ten aanzien van apotheker wat betreft de in artikel 45, lid 2, bedoelde werkzaamheden) en architect (ten aanzien van architect wat betreft de in artikel 48 bedoelde werkzaamheden), alsook wat betreft de uitoefening van deze werkzaamheden, de opleidingstitels van arts die toegang geven tot de beroepswerkzaamheden van arts met een basisopleiding en medische specialist, alsmede die van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandheeskundige, tandheeskundig specialist, dierenarts, verloskundige, apotheker en architect waarvan onderdanen van de lidstaten houder zijn en welke door de voormalig Joegoslavië zijn afgegeven of die het resultaat zijn van een opleiding die

a) vóór 25 juni 1991 is aangevangen, wat Slovenië betreft en

b) vóór 8 oktober 1991 is aangevangen, wat Kroatië betreft,



voor zover de autoriteiten van deze lidstaten officieel bevestigen dat deze opleidingstitels op hun grondgebied dezelfde juridische waarde hebben als de opleidingstitels die door hen worden afgegeven en, ten aanzien van architecten, als de in bijlage VI, punt 6, voor deze lidstaten opgenomen opleidingstitels.

Bedoelde bevestiging dient vergezeld te gaan van een door dezelfde autoriteiten afgegeven verklaring, waarin wordt bevestigd dat de houders ervan de betrokken werkzaamheden tijdens de vijf jaar die aan de afgifte van deze verklaring voorafgaan, gedurende ten minste drie opeenvolgende jaren daadwerkelijk en op wettige wijze op het grondgebied van deze autoriteiten hebben uitgeoefend.";

b) het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 43, b)

Verworven rechten op het gebied van verloskunde gelden niet voor de volgende opleidingstitels die in Kroatië zijn behaald vóór 1 juli 2013: viša medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera (verpleegkundige met diploma hoger onderwijs gynaecologie en obstetrie), medicinska sestra ginekološko-opstetričkog smjera (verpleegkundige gynaecologie en obstetrie), viša medicinska sestra primaljskog smjera (verpleegkundige met diploma hoger onderwijs verloskunde), medicinska sestra primaljskog smjera (verpleegkundige verloskunde), ginekološko-opstetrička primalja (verloskundige gynaecologie en obstetrie) en primalja (verloskundige)".

## 2. RECHT INZAKE INTELLECTUELE EIGENDOM

### I. GEMEENSCHAPSMERK

32009 R 0207: Verordening (EG) nr. 207/2009 van de Raad van 26 februari 2009 inzake het Gemeenschapsmerk (PB L 78 van 24.3.2009, blz. 1):

Artikel 165, lid 1, wordt vervangen door:

"1. Vanaf de datum van toetreding van Bulgarije, Tsjechië, Estland, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Roemenië, Slovenië en Slowakije, hierna "de nieuwe lidstaten" te noemen, wordt de geldigheid van een voor de desbetreffende datum van toetreding uit hoofde van deze verordening ingeschreven of aangevraagd Gemeenschapsmerk uitgebreid tot het grondgebied van de nieuwe lidstaten, waardoor het dezelfde rechtsgevolgen in de gehele Gemeenschap krijgt."

### II. AANVULLEND BESCHERMINGSCERTIFICAAT

1. 31996 R 1610: Verordening (EG) nr. 1610/96 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 1996 betreffende de invoering van een aanvullend beschermingscertificaat voor gewasbeschermingsmiddelen (PB L 198 van 8.8.1996, blz. 30):

a) Aan artikel 19 bis wordt het volgende punt toegevoegd:

"m) In Kroatië kan een certificaat worden verkregen voor alle gewasbeschermingsmiddelen die in Kroatië door een geldig basisoctrooi worden beschermd en waarvoor de eerste vergunning voor het in de handel brengen als gewasbeschermingsmiddel in Kroatië na 1 januari 2003 is verleend, op voorwaarde dat de aanvraag voor een certificaat wordt ingediend binnen zes maanden vanaf de datum van toetreding."

b) Artikel 20, lid 2, wordt vervangen door:

"2. Deze verordening is van toepassing op de aanvullende beschermingscertificaten die voor de desbetreffende datum van toetreding worden verleend op grond van de nationale wetgeving in Tsjechië, Estland, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Malta, Polen, Roemenië, Slovenië en Slowakije."

2. 32009 R 0469: Verordening (EG) nr. 469/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende het aanvullende beschermingscertificaat voor geneesmiddelen (PB L 152 van 16.6.2009, blz. 1):

a) Aan artikel 20 wordt het volgende punt toegevoegd:

"m) In Kroatië kan een certificaat worden verkregen voor alle geneesmiddelen die in Kroatië door een geldig basisoctrooi worden beschermd en waarvoor de eerste vergunning voor het in de handel brengen als geneesmiddel in Kroatië na 1 januari 2003 is verleend, op voorwaarde dat de aanvraag voor een certificaat wordt ingediend binnen zes maanden na de datum van toetreding."

b) Artikel 21, lid 2, wordt vervangen door:

"2. Deze verordening is van toepassing op de aanvullende beschermingscertificaten die voor de desbetreffende datum van toetreding worden verleend op grond van de nationale wetgeving in Tsjechië, Estland, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Malta, Polen, Roemenië, Slovenië en Slowakije."

### III. GEMEENSCHAPSMODELLEN

32002 R 0006: Verordening (EG) nr. 6/2002 van de Raad van 12 december 2001 betreffende Gemeenschapsmodellen (PB L 3 van 5.1.2002, blz. 1):

Artikel 110 bis, lid 1, wordt vervangen door:

"1. Vanaf de datum van toetreding van Bulgarije, Tsjechië, Estland, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Roemenië, Slovenië en Slowakije, hierna „de nieuwe lidstaten” te noemen, wordt een voor de desbetreffende datum van toetreding uit hoofde van deze verordening aangevraagd of beschermd Gemeenschapsmodel uitgebreid tot het grondgebied van die lidstaten, zodat dat model dezelfde rechtsgevolgen heeft in de gehele Gemeenschap."

### 3. FINANCIËLE DIENSTEN

32006 L 0048: Richtlijn 2006/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen (herschikking) (PB L 177 van 30.6.2006, blz. 1).

In artikel 2, wordt na de tekst voor Frankrijk het volgende toegevoegd:

"– in Kroatië, the 'kreditne unije' en de 'Hrvatska banka za obnovu i razvitak',".

### 4. LANDBOUW

1. 31991 R 1601: Verordening (EEG) nr. 1601/91 van de Raad van 10 juni 1991 tot vaststelling van de algemene voorschriften betreffende de definitie, de aanduiding en de aanbiedingsvorm van gearomatiseerde wijnen, gearomatiseerde dranken op basis van wijn en gearomatiseerde cocktails van wijnbouwproducten (PB L 149 van 14.6.1991, blz. 1):

In bijlage II wordt het volgende ingevoegd na de geografische benaming "Nürnberger Glühwein":

"Samoborski bermet".

2. 32007 R 1234: Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten ("Integrale-GMO-verordening") (PB L 299 van 16.11.2007, blz. 1):

a) In artikel 66 wordt het volgende lid ingevoegd:

"4 bis. Voor Kroatië wordt een speciale herstructureringsreserve ingevoerd zoals vastgesteld in bijlage IX, punt 2. Deze reserve wordt met ingang van 1 april van het eerste quotumjaar na de toetreding vrijgegeven in de mate waarin de consumptie op het bedrijf van melk en zuivelproducten in Kroatië in de periode 2008-2012 is gedaald.

Het besluit tot vrijgave van de reserve en inzake de verdeling ervan over de quota voor de leveringen en de rechtstreekse verkoop wordt door de Commissie overeenkomstig de procedure van artikel 195, lid 2, genomen op basis van de beoordeling van een uiterlijk op 31 december 2013 door Kroatië aan de Commissie voor te leggen verslag. Dit verslag moet de resultaten en trends van het lopende herstructureringsproces in de zuivelsector van Kroatië, en met name de verschuiving van productie voor verbruik op het eigen bedrijf naar productie voor de markt, gedetailleerd weergeven.";

- b) aan artikel 103 duodecies, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Deze alinea is niet van toepassing op Kroatië voor het begrotingsjaar 2013. Kroatië dient bij de Commissie een ontwerp van een steunprogramma in voor de programmeringsperiode 2014-2018.";

- c) in bijlage III, deel II, wordt punt 13 vervangen door:

"13. "voltijdraffinaderij": een productie-eenheid

- waarvan de enige activiteit bestaat in de raffinage van ingevoerde ruwe rietsuiker,

of

- die in het verkoopseizoen 2004/2005 ten minste 15.000 ton ingevoerde ruwe rietsuiker heeft geraffineerd. Met het oog op de toepassing van dit streepje geldt in het geval van Kroatië het verkoopseizoen 2007/2008.";

d) bijlage VI wordt vervangen door:

"BIJLAGE VI

NATIONALE EN REGIONALE QUOTA

vanaf het verkoopseizoen 2010/2011

(in ton)

Lidstaat of regio (1)	Suiker (2)	Isoglucose (3)	Inulinestroop (4)
België	676 235,0	114 580,2	0
Bulgarije	0	89 198,0	
Tsjechië	372 459,3		
Denemarken	372 383,0		
Duitsland	2 898 255,7	56 638,2	
Ierland	0		
Griekenland	158 702,0	0	
Spanje	498 480,2	53 810,2	
Frankrijk (continentaal Frankrijk)	3 004 811,15		0
Franse overzeese departementen	432 220,05		
Kroatië	192 877,0		
Italië	508 379,0	32 492,5	
Letland	0		
Litouwen	90 252,0		
Hongarije	105 420,0	220 265,8	
Nederland	804 888,0	0	0
Oostenrijk	351 027,4		
Polen	1 405 608,1	42 861,4	
Portugal (vasteland)	0	12 500,0	
Autonome regio Azoren	9 953,0		
Roemenië	104 688,8	0	
Slovenië	0		
Slowakije	112 319,5	68 094,5	
Finland	80 999,0	0	
Zweden	293 186,0		
Verenigd Koninkrijk	1 056 474,0	0	
TOTAAL	13 529 618,20	690 440,8	0



e) in bijlage IX, punt 1, wordt na de tekst voor Frankrijk het volgende ingevoegd:

"

Lidstaat	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15
Kroatië						765 000	765 000

"

f) in bijlage IX, punt 2, wordt de tabel vervangen door:

"

Lidstaat	(In ton)
Bulgarije	39 180
Kroatië	15 000
Roemenië	188 400

"

g) in bijlage X wordt het volgende ingevoegd na de tekst voor Frankrijk:

"

Kroatië	40,70
---------	-------

"

h) in bijlage X ter wordt de volgende tabel ingevoegd:

"

in 1 000 EUR

Begrotingsjaar	2013	2014	2015	2016	2017 en daarna
HR	0	11 885	11 885	11 885	10 832

"

i) aan punt 2 van het aanhangsel bij bijlage XI ter wordt het volgende punt toegevoegd:

"h) in Kroatië: de met wijnstokken beplante oppervlakten in de volgende subregio's: Moslavina, Prigorje-Bilogora, Plešivica, Pokuplje en Zagorje-Međimurje.";

j) aan punt 3 van het aanhangsel bij bijlage XI ter wordt het volgende punt toegevoegd:

"h) in Kroatië: de met wijnstokken beplante oppervlakten in de volgende subregio's: Hrvatsko Podunavlje en Slavonija.";

k) aan punt 4 van het aanhangsel bij bijlage XI ter wordt het volgende punt toegevoegd:

"g) in Kroatië: de met wijnstokken beplante oppervlakten in de volgende subregio's: Hrvatska Istra, Hrvatsko primorje, Dalmatinska zagora, Sjeverna Dalmacija en Srednja i Južna Dalmacija.".

3. 32008 R 0110: Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2008 betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 1576/89 van de Raad (PB L 39 van 13.2.2008, blz. 16):

a) In artikel 20 wordt onderstaand lid toegevoegd:

"4. De in lid 1 bedoelde termijn voor de indiening van technische dossiers geldt ook voor de geografische aanduidingen van Kroatië in bijlage III.";

b) in bijlage III, punt , worden de volgende geografische aanduidingen toegevoegd:

"

	Hrvatska loza	Kroatië
	Hrvatska stara šljivovica	Kroatië
	Slavonska šljivovica	Kroatië

"

c) in bijlage III, punt 32, wordt de volgende geografische aanduiding toegevoegd:

"

	Hrvatski pelinkovac	Kroatië
--	---------------------	---------

"

d) in bijlage III wordt het volgende punt ingevoegd:

"

39. Maraschino/ Marrasquino/ Maraskino	Zadarski maraschino	<i>Kroatië</i>
--	---------------------	----------------

"

e) in bijlage III, onder de productcategorie "Andere gedistilleerde dranken", wordt de volgende geografische aanduiding toegevoegd:

"

	Hrvatska travarica	Kroatië
--	--------------------	---------

"

4. 32009 R 0073: Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006, (EG) nr. 378/2007 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1782/2003 (PB L 30 van 31.1.2009, blz. 16):

a) artikel 2, punt g), wordt vervangen door:

"g) "nieuwe lidstaten": Bulgarije, Tsjechië, Estland, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Roemenië, Slovenië en Slowakije;"

b) artikel 6, lid 2, eerste alinea, wordt vervangen door:

"2. De andere dan de nieuwe lidstaten zien erop toe dat grond die op de voor de aanvragen van oppervlaktesteun voor 2003 vastgestelde datum blijvend grasland was, als blijvend grasland wordt gehandhaafd. De nieuwe lidstaten, behoudens Bulgarije, Kroatië en Roemenië, zien erop toe dat grond die op 1 mei 2004 blijvend grasland was, als blijvend grasland wordt gehandhaafd. Bulgarije en Roemenië zien erop toe dat grond die op 1 januari 2007 blijvend grasland was, als blijvend grasland wordt gehandhaafd. Kroatië ziet erop toe dat grond die op 1 juli 2013 blijvend grasland was, als blijvend grasland wordt gehandhaafd.";

c) artikel 33, lid 1, onder b), punt iv), wordt vervangen door:

"iv) krachtens artikel 47, lid 2, artikel 57, punt a), artikel 59, artikel 64, lid 2, derde alinea, artikel 65 en artikel 68, lid 4, punt c).";

d) in artikel 51, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Kroatië kan besluiten gebruik te maken van de opties waarin artikel 52 en artikel 53, lid 1, van deze verordening voorzien. Dat besluit wordt uiterlijk 15 juli 2013 ter kennis van de Commissie gebracht.";

e) in artikel 51, lid 2, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"In afwijking van de tweede alinea wordt dit maximum in het geval van Kroatië bepaald op basis van de in artikel 104, lid 4, en artikel 112, lid 5, vastgestelde nationale maxima die van toepassing zijn op de betalingen voor schapenvlees en geitenvlees, respectievelijk rundvlees en kalfsvlees, bedoeld in de artikelen 52 en 53, rekening houdend met de in artikel 121 vastgestelde regeling voor de invoering van rechtstreekse betalingen.";

f) in artikel 52 wordt na de eerste alinea de volgende alinea ingevoegd:

"In afwijking van de eerste alinea mag Kroatië tot 50% van het bedrag van het in artikel 51, lid 2, derde alinea, van deze verordening bedoelde maximum behouden om jaarlijks een extra betaling aan landbouwers te doen.";

g) in artikel 53, lid 1, wordt na de eerste alinea de volgende alinea ingevoegd:

"In afwijking van de eerste alinea mag Kroatië het bedrag van het in artikel 51, lid 2, derde alinea, van de verordening bedoelde maximum geheel of gedeeltelijk behouden om jaarlijks een extra betaling aan landbouwers te doen.";

h) de titel van hoofdstuk 3 van Titel III wordt vervangen door:

"Uitvoering in de nieuwe lidstaten die de regeling inzake een enkele areaalbetaling hebben toegepast, en in Kroatië";

i) de titel van artikel 55 wordt vervangen door:

"Invoering van de bedrijfstoelageregeling in de lidstaten die de regeling inzake een enkele areaalbetaling hebben toegepast, en in Kroatië";

j) in artikel 55, lid 1, wordt de eerste alinea vervangen door:

"1. Tenzij in dit hoofdstuk anders is bepaald, is deze titel van toepassing op de nieuwe lidstaten die de in titel V, hoofdstuk 2, bedoelde regeling inzake een enkele areaalbetaling hebben toegepast, en op Kroatië.";

k) aan artikel 57, lid 1, wordt de volgende zin toegevoegd:

"Voor Kroatië bedraagt deze verlaging niet meer dan 20% van het jaarlijkse maximum zoals aangegeven in tabel 3 van bijlage VIII.";

l) aan artikel 57, lid 3, wordt de volgende zin toegevoegd:

"In het geval van Kroatië moet het gebruik van de nationale reserve door de Commissie worden goedgekeurd, middels een uitvoeringshandeling en zonder de assistentie van het in artikel 141 bedoelde comité. De Commissie gaat in het bijzonder na of er vóór de datum van toetreding een nationale regeling inzake rechtstreekse betalingen van toepassing was en onder welke voorwaarden die regeling in voorkomend geval werd toegepast."; Kroatië zal het verzoek tot goedkeuring om de nationale reserve te gebruiken uiterlijk 15 juli 2013 aan de Commissie toezenden.";

m) het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 57 bis

Speciale nationale reserve voor mijnen ruimen in Kroatië

1. Kroatië legt een speciale nationale reserve voor mijnenruimen aan die wordt gebruikt om gedurende een periode van tien jaar na de toetreding op basis van objectieve criteria en op zodanige wijze dat een gelijke behandeling van de landbouwers wordt gewaarborgd en markt- en concurrentieverstoringen worden vermeden, toeslagrechten toe te wijzen aan landbouwers met ontmijnde landbouwgronden welke opnieuw voor landbouwactiviteiten worden gebruikt.
2. Landbouwgrond die in aanmerking komt voor de toewijzing van toeslagrechten op grond van dit artikel, komt niet in aanmerking voor de toewijzing van toeslagrechten op grond van artikel 59 en artikel 61.
3. De waarde van de toeslagrechten die op grond van dit artikel worden vastgesteld, mag niet hoger liggen dan de waarde van de toeslagrechten die op grond van respectievelijk artikel 59 en artikel 61 worden vastgesteld.

4. Het maximumbedrag dat kan worden toegewezen aan de speciale nationale ontmijningsreserve is 9.600.000 EUR en is onderworpen aan de in artikel 121 vastgestelde regeling voor de invoering van de rechtstreekse betalingen. De maximumbedragen per jaar zijn als volgt:

(duizend euro)

Kroatië	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Maximumbedrag voor de speciale nationale reserve voor mijnen-ruimen	2 400	2 880	3 360	3 840	4 800	5 760	6 720	7 680	8 640	9 600

5. Gedurende het eerste jaar van de toepassing van de bedrijfstoelageregeling wijst Kroatië aan de landbouwers toeslagrechten toe op basis van de ontmijnende landbouwgrond en door de landbouwers is aangegeven in de steunaanvragen welke gedurende het eerste jaar van toepassing van de bedrijfstoelageregeling zijn ingediend, en opnieuw voor landbouwactiviteiten in gebruik is genomen tussen 1 januari 2005 en 31 december 2012.

6. In de jaren 2013 tot en met 2022, worden aan landbouwers toeslagrechten toegewezen op basis van de ontmijnende landbouwgrond die door de landbouwers in het betrokken jaar wordt aangegeven, op voorwaarde dat die landbouwgrond in de loop van het voorgaande kalenderjaar opnieuw in gebruik is genomen voor landbouwactiviteiten en dat zulks overeenkomstig lid 9 ter kennis van de Commissie is gebracht.



7. Om een passend gebruik van middelen van de Unie te waarborgen, wijzigt de Commissie overeenkomstig de procedure in artikel 141, lid 2, het maximum in tabel 3 van bijlage VIII, teneinde daaraan de bedragen van de speciale nationale reserve voor mijnen ruimen toe te voegen die per 31 december 2022 zijn toegewezen.
8. De landbouwgrond die voor de toepassing van dit artikel wordt aangegeven, moet voldoen aan de definitie van "subsidiabele hectare" in artikel 34, lid 2.
9. Kroatië brengt de Commissie uiterlijk 15 juli 2013 ter kennis welke landbouwgronden op grond van lid 5 in aanmerking komen, en geeft daarbij aan welke gronden in aanmerking komen voor de in artikel 59 bepaalde steunniveaus, en welke gronden in aanmerking komen voor de in artikel 61 bepaalde steunniveaus. Die kennisgeving bevat tevens informatie over de daarmee samenhangende begrotingsmiddelen en de niet-gebruikte bedragen. Vanaf 2014 wordt telkens uiterlijk 31 januari aan de Commissie een soortgelijke kennisgeving toegezonden met informatie over de grond die gedurende het afgelopen kalenderjaar opnieuw voor landbouwactiviteiten in gebruik is genomen en over de daarmee samenhangende begrotingsmiddelen.
10. Uiterlijk 31 december 2012 moet alle bemijnde en ontmijnde grond waarvoor landbouwers toeslagrechten van de speciale nationale reserve voor mijnenruimen kunnen ontvangen, geïdentificeerd zijn in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem dat krachtens hoofdstuk 4 van titel II is opgezet.";

n) aan artikel 59 wordt het volgende lid toegevoegd:

"4. Met het oog op een efficiënt beheer van de toeslagrechten door de lidstaten, neemt de Commissie overeenkomstig de procedure in artikel 141, lid 2, voorschriften aan betreffende de initiële toewijzing van toeslagrechten in Kroatië.";

o) in artikel 61 onderstaande alinea toegevoegd:

"Voor Kroatië geldt in plaats van de in de punten a) en b) van de eerste alinea bedoelde data telkens 30 juni 2011.";

p) aan artikel 69, lid 1, eerste alinea, wordt de volgende volzin toegevoegd:

"Kroatië kan op de datum van toetreding besluiten om met ingang van het eerste toepassingsjaar van de bedrijfstoelageregeling als bedoeld in artikel 59, lid 2, tot 10% van zijn in artikel 40 bedoelde en in tabel 3 van bijlage VIII vermelde nationale maximum te gebruiken.";

q) aan artikel 69, lid 9, eerste alinea, wordt het volgende punt ingevoegd na punt a):

"aa) voor het jaar 2022 in het geval van Kroatië.";

r) artikel 104, lid 4, wordt vervangen door:

"4. De volgende nationale maxima zijn van toepassing:

Lidstaat	Nationale maxima
Bulgarije	2 058 483
Tsjechië	66 733
Denemarken	104 000
Estland	48 000
Spanje	19 580 000
Frankrijk	7 842 000
Kroatië	542 651
Cyprus	472 401
Letland	18 437
Litouwen	17 304
Hongarije	1 146 000
Polen	335 880
Portugal	2 690 000
Roemenië	5 880 620
Slovenië	84 909
Slowakije	305 756
Finland	80 000
Totaal	41 273 174

"

s) in artikel 112, lid 5, wordt het volgende ingevoegd na de tekst voor Frankrijk:

"

Kroatië	105 270
---------	---------

"

t) artikel 121 wordt vervangen door:

"Artikel 121

Invoering van rechtstreekse betalingen

In de nieuwe lidstaten, behoudens Bulgarije, Kroatië en Roemenië, worden de rechtstreekse betalingen ingevoerd overeenkomstig de volgende regeling inzake toename, uitgedrukt als percentage van het dan geldende niveau van deze betalingen in andere dan de nieuwe lidstaten:

- 60% in 2009,
- 70% in 2010,
- 80% in 2011,
- 90% in 2012,
- 100% vanaf 2013.

In Bulgarije en Roemenië worden de rechtstreekse betalingen ingevoerd overeenkomstig de volgende regeling inzake toename, uitgedrukt als percentage van het dan geldende niveau van deze betalingen in andere dan de nieuwe lidstaten:

- 35% in 2009,
- 40% in 2010,
- 50% in 2011,
- 60% in 2012,
- 70% in 2013,
- 80% in 2014,
- 90% in 2015,
- 100% vanaf 2016.

In Kroatië worden de rechtstreekse betalingen ingevoerd overeenkomstig de volgende regeling inzake toename, uitgedrukt als percentage van het dan geldende niveau van deze betalingen in andere dan de nieuwe lidstaten:

- 25% in 2013,
- 30% in 2014,
- 35% in 2015,
- 40% in 2016,
- 50% in 2017,
- 60% in 2018,
- 70% in 2019,
- 80% in 2020,
- 90% in 2021,
- 100% vanaf 2022.";

u) in artikel 132, lid 2, wordt de volgende alinea ingevoegd na de tweede alinea:

"in afwijking van de punten a) en b) van de eerste alinea, kan Kroatië rechtstreekse betalingen aanvullen tot 100% van het niveau dat geldt in andere dan de nieuwe lidstaten.";

v) in bijlage VII wordt het volgende ingevoegd na de tekst voor Frankrijk:

"

Kroatië	100	1
---------	-----	---

"

w) aan bijlage VIII wordt de volgende tabel toegevoegd:

"Tabel 3 (\*)

Lidstaat	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Kroatië	93 250	111 900	130 550	149 200	186 500	223 800	261 100	298 400	335 700	373 000

(\*) De maxima zijn berekend met inachtneming van de in artikel 121 vastgestelde toename-regeling.

## 5. VISSERIJ

1. 32002 R 2371: Verordening (EG) nr. 2371/2002 van de Raad van 20 december 2002 inzake de instandhouding en de duurzame exploitatie van de visserijbestanden in het kader van het gemeenschappelijk visserijbeleid (PB L 358 van 31.12.2002, blz. 59).

Aan bijlage I worden de volgende punten toegevoegd:

### "11. KROATISCHE KUSTWATEREN\*

Geografisch gebied	Lidstaat	Soort	Hoeveelheid of bijzondere bepalingen
12 mijl beperkt tot het zeegebied onder de soevereiniteit van Kroatië benoorden 45°10' NB langs de westkust van Istrië, van de buitengrens van de territoriale zee van Kroatië, waar deze breedtelijn de westkust van Istrië raakt (kaap Grgatov rt Funtana)	Slovenië	Demersale en kleine pelagische soorten, inclusief sardine en ansjovis	100 ton voor ten hoogste 25 vissersvaartuigen, daaronder begrepen 5 met trawlnetten uitgeruste vaartuigen

- \* Deze regeling is van toepassing vanaf het moment dat de arbitrale uitspraak die voortvloeit uit de op 4 november 2009 in Stockholm ondertekende arbitrageovereenkomst tussen de regering van de Republiek Slovenië en de regering van de Republiek Kroatië, volledig ten uitvoer is gelegd.

12. SLOVEENSE KUSTWATEREN\*

Geografisch gebied	Lidstaat	Soort	Hoeveelheid of bijzondere bepalingen
12 mijl beperkt tot het zeegebied onder de soevereiniteit van Slovenië benoorden 45°10' NB langs de westkust van Istrië, van de buitengrens van de territoriale zee van Kroatië, waar deze breedtelijn de westkust van Istrië raakt (kaap Grgatov rt Funtana)	Kroatië	Demersale en kleine pelagische soorten, inclusief sardine en ansjovis	100 ton voor ten hoogste 25 vissersvaartuigen, daaronder begrepen 5 met trawlnetten uitgeruste vaartuigen

\* Deze regeling is van toepassing vanaf het moment dat de arbitrale uitspraak die voortvloeit uit de op 4 november 2009 in Stockholm ondertekende arbitrageovereenkomst tussen de regering van de Republiek Slovenië en de regering van de Republiek Kroatië, volledig ten uitvoer is gelegd."



2. 32006 R 1198: Verordening (EG) nr. 1198/2006 van de Raad van 27 juli 2006 inzake het Europees Visserijfonds (PB L 223 van 15.8.2006, blz. 1)

a) aan artikel 27 wordt het volgende lid toegevoegd:

"5. Het EVF kan bijdragen aan de financiering van een regeling van individuele premies voor vissers die gebruik zullen kunnen maken van de toegangsregeling die is vastgesteld in punt 11 van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 2371/2002, zoals gewijzigd door de Toetredingsakte van Kroatië. De regeling geldt enkel gedurende de periode 2014 tot en met 2015 of, indien dit eerder gebeurt, tot de datum waarop de arbitrale uitspraak die voortvloeit uit de op 4 november 2009 in Stockholm ondertekende arbitrageovereenkomst tussen de regering van de Republiek Slovenië en de regering van de Republiek Kroatië, volledig ten uitvoer is gelegd.";

b) artikel 29, lid 3, wordt vervangen door:

"3. In afwijking van lid 2 kan in de ultraperifere regio's en op de perifere Griekse eilanden, alsook op de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo de steun aan alle ondernemingen worden toegekend.";

c) artikel 35, lid 4, wordt vervangen door:

"4. In afwijking van lid 3 kan in de ultraperifere regio's en op de perifere Griekse eilanden, alsook op de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo de steun aan alle ondernemingen worden toegekend.";

d) in artikel 53, lid 9, wordt de eerste alinea vervangen door:

"9. Met betrekking tot uit het EVF gefinancierde concrete acties op de perifere Griekse eilanden waarvan de afgelegenheid een belemmering vormt en in de ultraperifere regio's, alsook op de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo wordt het maximumbedrag van de bijdrage uit het EVF per prioritair zwaartepunt verhoogd met maximaal 10 procentpunten in de regio's die onder de convergentiedoelstelling vallen en met maximaal 35 procentpunten in de regio's die niet onder de convergentiedoelstelling vallen.";

e) in bijlage II, onder a), wordt de tabel vervangen door:

"

	Groep 1	Groep 2	Groep 3	Groep 4
Regio's die onder de convergentie-doelstelling vallen, Griekse perifere eilanden en de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo	$A \leq 100\%$ $B \geq 0\%$	$A \leq 40\%$ $B \geq 60\%$ (*) (**)	$A \leq 80\%$ $B \geq 20\%$	$A \leq 60\%$ $B \geq 40\%$ (***)
Regio's die niet onder de convergentie-doelstelling vallen	$A \leq 100\%$ $B \geq 0\%$	$A \leq 40\%$ $B \geq 60\%$ (*) (**)	$A \leq 60\%$ $B \geq 40\%$	$A \leq 40\%$ $B \geq 60\%$ (***)
Ultraperifere regio's	$A \leq 100\%$ $B \geq 0\%$	$A \leq 50\%$ $B \geq 50\%$ (*) (**)	$A \leq 80\%$ $B \geq 20\%$	$A \leq 75\%$ $B \geq 25\%$

(\*) Voor concrete acties waarin wordt voorzien door artikel 25, lid 3, wordt B in groep 2 met 20% vermeerderd. A wordt dienovereenkomstig verminderd.

(\*\*) Voor concrete acties waarin wordt voorzien door artikel 26, lid 2 (investerings in de zin van artikel 25 aan boord van kleinschalige kustvissersvaartuigen), kan B in groep 2 met 20% worden verminderd. A wordt dienovereenkomstig vermeerderd.

(\*\*\*) In het geval van concrete acties als bedoeld in de artikelen 29 en 35, die worden uitgevoerd door ondernemingen die niet vallen onder de definitie van artikel 3, onder f), en die minder dan 750 werknemers of een omzet van minder dan 200 miljoen EUR hebben, wordt B met 30 procentpunten vermeerderd in de regio's die onder de convergentiedoelstelling vallen, met uitzondering van de perifere Griekse eilanden en de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo, en met 20 procentpunten in de regio's die niet onder de convergentie-doelstelling vallen. A wordt dienovereenkomstig verminderd.";

f) in bijlage II, onder a), wordt onder subtitel "Groep 2" de tweede alinea vervangen door:

"Overeenkomstig de toepassing van (\*) en (\*\*) is - wanneer het EVF ten behoeve van kleinschalige kustvissersvaartuigen acties financiert als bedoeld in artikel 25, lid 3 - B in groep 2:

- voor de regio's die onder de convergentiedoelstelling vallen, de perifere Griekse eilanden, de Kroatische eilanden Dugi Otok, Vis, Mljet en Lastovo en de regio's die niet onder de convergentiedoelstelling vallen, gelijk aan of groter dan 60 procentpunten ( $B \geq 60\%$ );

en

- voor de ultraperifere gebieden, gelijk aan of meer dan 50 procentpunten ( $B \geq 50\%$ )."

## 6. BELASTINGEN

1. 32006 L 0112: Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde (PB L 347 van 11.12.2006, blz. 1).

In artikel 287 wordt het volgende punt toegevoegd:

"19) Kroatië: 35 000 EUR."

2. 32008 L 0118: Richtlijn 2008/118/EG van de Raad van 16 december 2008 houdende een algemene regeling inzake accijns en houdende intrekking van Richtlijn 92/12/EEG (PB L 9 van 14.1.2009, blz. 12)

Artikel 46, lid 3, wordt vervangen door:

"3. Onverminderd artikel 32 kunnen de niet in artikel 2, lid 2, derde en vierde alinea, van Richtlijn 92/79/EEG genoemde lidstaten vanaf 1 januari 2014 een maximum van ten minste 300 sigaretten opleggen ten aanzien van sigaretten die zonder verdere betaling van accijns hun grondgebied mogen worden binnengebracht vanuit een lidstaat welke overeenkomstig artikel 2, lid 2, derde en vierde alinea, van die richtlijn lagere accijnzen toepast dan die welke voortvloeien uit artikel 2, lid 2, eerste alinea, van die richtlijn.

In artikel 2, lid 2, derde en vierde alinea, van Richtlijn 92/79/EEG genoemde lidstaten die ongeacht de gewogen gemiddelde kleinhandelsprijs een accijns van ten minste 77 EUR per 1000 sigaretten heffen, kunnen vanaf 1 januari 2014 een maximum van ten minste 300 sigaretten opleggen ten aanzien van sigaretten die zonder verdere betaling van accijns hun grondgebied worden binnengebracht vanuit een lidstaat welke overeenkomstig artikel 2, lid 2, derde alinea, van die richtlijn een lagere accijns toepast.

De lidstaten die overeenkomstig de eerste en de tweede alinea van dit lid een maximum opleggen, stellen de Commissie daarvan in kennis. Zij kunnen de nodige controles verrichten mits deze de goede werking van de interne markt niet in het gedrang brengen."

## 7. REGIONAAL BELEID EN COÖRDINATIE VAN STRUCTUURINSTRUMENTEN

1. 32006 R 1083: Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad van 11 juli 2006 houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds en het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1260/1999 (PB L 210 van 31.7.2006, blz. 25):

a) in artikel 15, lid 4, wordt de onderstaande zin toegevoegd na de tweede alinea:

"Voor Kroatië is de datum van deze verificatie 31 december 2017.";

b) in artikel 18, lid 1, wordt de eerste alinea vervangen door:

"1. Voor vastlegging ten laste van de Fondsen is voor de periode 2007 tot en met 2013 een bedrag van 308.417.037.817 EUR, uitgedrukt in prijzen van 2004, beschikbaar, dat over de betrokken jaren wordt verdeeld overeenkomstig bijlage 1.";

c) artikel 19 wordt vervangen door:

"Artikel 19

Middelen voor de convergentiedoelstelling

De totale middelen voor de convergentiedoelstelling bedragen 81,56% van de in artikel 18, lid 1, genoemde middelen (dat wil zeggen in totaal 251.529.800.379 EUR) en worden als volgt over de verschillende onderdelen verdeeld:

- a) 70,50% (dat wil zeggen in totaal 177.324.921.223 EUR) voor de in artikel 5, lid 1, bedoelde financiering, waarbij de indicatieve verdelingen per lidstaat worden berekend aan de hand van de volgende criteria: de in aanmerking komende bevolking, de regionale welvaart, de nationale welvaart en het werkloosheidspercentage;
- b) 4,98% (dat wil zeggen in totaal 12.521.289.405 EUR) voor de in artikel 8, lid 1, bedoelde specifieke overgangssteun, waarbij de indicatieve verdelingen per lidstaat worden berekend aan de hand van de volgende criteria: de in aanmerking komende bevolking, de regionale welvaart, de nationale welvaart en het werkloosheidspercentage;
- c) 23,23% (dat wil zeggen in totaal 58.433.589.750 EUR) voor de in artikel 5, lid 2, bedoelde financiering, waarbij de indicatieve verdelingen per lidstaat worden berekend aan de hand van de volgende criteria: de bevolking, de nationale welvaart en de oppervlakte;

d) 1,29% (dat wil zeggen in totaal 3.250.000.000 EUR) voor de in artikel 8, lid 3, bedoelde specifieke overgangssteun.";

d) in artikel 20, eerste alinea, wordt de inleidende zin vervangen door:

"De totale middelen voor de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid" bedragen 15,93% van de in artikel 18, lid 1, genoemde middelen (dat wil zeggen in totaal 49.127.784.318 EUR) en worden als volgt over de verschillende onderdelen verdeeld.";

e) in artikel 21 worden de leden 1 en 2 vervangen door:

"1. De totale middelen voor de doelstelling "Europese territoriale samenwerking" bedragen 2,52% van de in artikel 18, lid 1, genoemde middelen (zijnde 7.759.453.120 EUR). Deze middelen, met uitsluiting van het in punt 22 van bijlage II genoemde bedrag, worden als volgt over de verschillende onderdelen verdeeld:

a) 73,86% (zijnde 5.583.386.893 EUR) voor de financiering van de in artikel 7, lid 1, bedoelde grensoverschrijdende samenwerking, waarbij de indicatieve verdelingen per lidstaat worden berekend aan de hand van het criterium van de in aanmerking komende bevolking;



- b) 20,95% (zijnde 1.583.594.654 EUR) voor de financiering van de in artikel 7, lid 2, bedoelde transnationale samenwerking, waarbij de indicatieve verdelingen per lidstaat worden berekend aan de hand van het criterium van de in aanmerking komende bevolking;
- c) 5,19% (zijnde 392.471.574 EUR) voor de financiering van interregionale samenwerking, de samenwerkingsnetwerken en de uitwisseling van ervaringen als bedoeld in artikel 7, lid 3.

2. De bijdrage van het EFRO aan de grensoverschrijdende programma's en de zeebekkenprogramma's uit hoofde van het Europees Nabuuschaps- en Partnerschapsinstrument en de grensoverschrijdende programma's uit hoofde van het pretoetredingsinstrument voor bijstand overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1085/2006, beloopt 817.691.234 EUR, gezien de opgaven van elke betrokken lidstaat, en wordt in mindering gebracht op hun bijdragen in lid 1, onder a). Deze EFRO-bijdragen worden niet tussen de betrokken lidstaten herverdeeld.";

- f) aan artikel 22 wordt de volgende alinea toegevoegd:

"In afwijking van de eerste alinea kan Kroatië zijn financiële toewijzing uit hoofde van de doelstelling "Europese territoriale samenwerking" verdelen onder de drie onderdelen die genoemd worden in artikel 21, lid 1, onder a), b) en c), met het oog op efficiëntie en vereenvoudiging.";

g) artikel 23 wordt vervangen door:

"Artikel 23

Middelen voor de prestatiereserve

3,0% van de in artikel 19, lid 1, onder a) en b), en in artikel 20 bedoelde middelen kan overeenkomstig artikel 50 worden toegewezen door de lidstaten, met uitzondering van Kroatië.";

h) artikel 28 wordt als volgt gewijzigd:

i) in lid 1 wordt de volgende alinea ingevoegd na de tweede alinea:

"Het nationaal strategisch referentiekader van Kroatië betreft de periode tussen de datum van toetreding en 31 december 2013.";

ii) in lid 2 wordt de volgende alinea ingevoegd na de eerste alinea:

"Kroatië zendt zijn nationale strategische referentiekader binnen drie maanden vanaf de datum van toetreding naar de Commissie.";

- i) aan artikel 29 wordt het volgende lid toegevoegd:

"5. De leden 1 tot en met 4 zijn niet van toepassing op Kroatië.";

- j) aan lid 3 van artikel 32 wordt een alinea toegevoegd:

"De Commissie neemt voor Kroatië uiterlijk 31 december 2013 het besluit aan ter goedkeuring van een operationeel programma dat moet worden gefinancierd tijdens de programmeringsperiode 2007-2013. Kroatië verwerkt in dit operationele programma de door de Commissie gemaakte opmerkingen en zij dient het binnen drie maanden vanaf de datum van toetreding in bij de Commissie.";

- k) in artikel 33, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"In het geval van Kroatië kunnen operationele programma's die voor de datum van toetreding zijn vastgesteld, worden herzien met als enig doel ze beter af te stemmen op deze verordening.";

- l) aan artikel 49, lid 3, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"De ex post-evaluatie van de operationele programma's van Kroatië wordt uiterlijk 31 december 2016 afgerond.";

- m) het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 51 bis

De artikelen 50 en 51 zijn niet van toepassing op Kroatië.";

- n) artikel 53, lid 3, wordt vervangen door:

"3. Voor operationele programma's in het kader van de doelstelling "Europese territoriale samenwerking" waarbij ten minste één deelnemer aan het operationele programma behoort tot de lidstaten waarvan het BBP per hoofd van de bevolking voor de periode van 2001 tot en met 2003 lager was dan 85% van het gemiddelde van de EU-25 tijdens dezelfde periode, of voor dergelijke programma's waaraan Kroatië deelneemt, mag de bijdrage uit het EFRO niet hoger zijn dan 85% van de subsidiabele uitgaven. Voor alle andere operationele programma's mag de bijdrage uit het EFRO niet hoger zijn dan 75% van de door het EFRO gefinancierde subsidiabele uitgaven.";

- o) aan artikel 56, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"De uitgaven van Kroatië komen in aanmerking voor een bijdrage uit de fondsen tussen de begindatum van de subsidiabiliteit van de uitgaven overeenkomstig de uit hoofde van Verordening (EG) nr. 1085/2006 vastgestelde instrumenten op 31 december 2016. Voor operationele programma's die na de toetreding zijn vastgesteld, komen de uitgaven echter vanaf de toetredingsdatum in aanmerking voor een bijdrage uit de fondsen, tenzij in het besluit over het betreffende operationele programma een andere datum is genoemd.";

p) aan artikel 56, lid 3, is de volgende alinea toegevoegd:

"Ongeacht de specifieke bepalingen inzake subsidiabiliteit zoals neergelegd in artikel 105 bis, gelden de door het Comité van toezicht op de operationele programma's van Kroatië vastgestelde criteria niet voor activiteiten waarvan het goedkeuringsbesluit vóór de datum van toetreding is vastgesteld en die onderdeel zijn van de op grond van Verordening (EG) nr. 1085/2006 vastgestelde instrumenten.";

q) artikel 62, lid 1, wordt vervangen door:

i) onder c) wordt de volgende alinea ingevoegd na de eerste alinea:

"In het geval van Kroatië legt de auditautoriteit van een operationeel programma, vanaf de datum van toetreding, de Commissie een bijgewerkt jaarlijks controlewerkplan voor als bedoeld in artikel 29, lid 2, onder a), van Verordening (EG) nr. 718/2007 van de Commissie van 12 juni 2007 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1085/2006 van de Raad tot invoering van een instrument voor pretoetredingssteun (IPA)\*.

---

\* PB L 170 van 29.6.2007, blz. 1.";

ii) onder d), punt i), wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Voor Kroatië wordt het eerste jaarlijkse controleverslag, dat de periode van 1 oktober 2012 tot en met 30 juni 2013 bestrijkt, ingediend uiterlijk op 31 december 2013. De daaropvolgende verslagen, die de periode van 1 juli 2013 tot en met 30 juni 2014, van 1 juli 2014 tot en met 30 juni 2015, en van 1 juli 2015 tot en met 30 juni 2016 bestrijken, worden bij de Commissie ingediend uiterlijk op respectievelijk 31 december 2014, 31 december 2015 en 31 december 2016. De informatie over de na 1 juli 2016 verrichte audits wordt opgenomen in het laatste controleverslag dat bij de onder e) bedoelde verklaring van afsluiting gaat;"

iii) aan punt e) wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Voor Kroatië wordt uiterlijk 31 maart 2018 een verklaring van afsluiting aan de Commissie overgelegd, tezamen met het laatste controleverslag.";

r) aan artikel 67, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Voor Kroatië dient de beheersautoriteit uiterlijk op 31 maart 2018 een eindverslag over de uitvoering van het operationele programma in.";

s) artikel 71 wordt als volgt gewijzigd:

i) het volgende lid wordt ingevoegd:

"1 bis. Onverminderd lid 1 dient Kroatië zo spoedig mogelijk na de datum van toetreding, of uiterlijk voordat er door de Commissie een betaling wordt gedaan, bij de Commissie een beschrijving van de systemen in, die betrekking heeft op de in lid 1, onder a) en b), genoemde elementen.";

ii) het volgende lid wordt ingevoegd:

"2 bis. Lid 2 is van overeenkomstige toepassing op Kroatië. Het in de eerste alinea van lid 2 bedoelde verslag wordt geacht aanvaard te zijn onder dezelfde voorwaarden als vermeld in de tweede alinea van lid 2. Die aanvaarding is echter een randvoorwaarde voor de in artikel 82 bedoelde voorfinanciering.";

t) aan artikel 75 wordt het volgende lid toegevoegd:

"1 bis. Voor Kroatië worden de respectieve vastleggingen uit het EFRO, het Cohesiefonds en het ESF voor 2013 verricht op basis van het in artikel 28, lid 3, bedoelde besluit, zolang de Commissie geen besluit over de herziening van een vastgesteld operationeel programma heeft genomen. Voor vastleggingen ten behoeve van Kroatië vormt het in artikel 28, lid 3, bedoelde besluit een financieringsbesluit in de zin van artikel 75 van Verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002.";

- u) aan artikel 78, lid 2, onder c), wordt de volgende zin toegevoegd:

"Wat Kroatië betreft, moeten zij worden gebruikt voor de uitgaven van de begunstigden voor de uitvoering van het project en moeten zij binnen drie jaar na het jaar waarin het voorschot is betaald en uiterlijk op 31 december 2016 worden verantwoord door gekwiteerde rekeningen of boekhoudkundige stukken met gelijkwaardige bewijskracht; zo niet moet de volgende uitgavenstaat dienovereenkomstig worden gecorrigeerd.";

- v) in artikel 82 wordt het volgende lid 1 bis toegevoegd:

"1 bis. Voor Kroatië wordt na de aanvaarding van het verslag bedoeld in artikel 71, lid 2 bis, en na de respectieve vastleggingen bedoeld in artikel 75, lid 1 bis, één voorfinanciering voor de rest van de periode 2007-2013 in één keer uitgekeerd, ten belope van 30% van de bijdrage uit het structuurfonds en 40% van de bijdrage uit het Cohesiefonds aan het operationeel programma.";

- w) aan artikel 89, lid 1, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Kroatië zendt uiterlijk op 31 maart 2018 een betalingsaanvraag toe, die de in punt a), i) tot en met iii), genoemde documenten bevat.";



x) in artikel 93 wordt het volgende lid ingevoegd:

"3 bis. In afwijking van de leden 1 tot en met 3, past de Commissie voor Kroatië de in lid 1 omschreven doorhalingsregeling als volgt toe:

- i) de termijn voor openstaande gedeelten van de vastlegging voor 2010 is 31 december 2013;
- ii) de termijn voor openstaande gedeelten van de vastlegging voor 2011 is 31 december 2014;
- iii) de termijn voor openstaande gedeelten van de vastlegging voor 2012 is 31 december 2015;
- iv) gedeelten van de vastlegging die op 31 december 2016 nog openstaan, worden ambtshalve doorgehaald indien de Commissie daarvoor uiterlijk 31 maart 2018 geen ontvankelijke betalingsaanvraag heeft ontvangen.";

y) in artikel 95 wordt na de tweede alinea de volgende alinea ingevoegd:

"In afwijking van de eerste en tweede alinea, worden voor Kroatië de in artikel 93, lid 3 bis, bedoelde termijnen onder de in de eerste alinea van dit artikel omschreven voorwaarden geschorst voor het bedrag dat met de betrokken concrete acties overeenkomt.";

z) aan artikel 98, lid 2, wordt de volgende alinea toegevoegd:

"Kroatië mag de aldus vrijgekomen middelen uit de fondsen tot en met 31 december 2016 opnieuw gebruiken.";

za) het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 105 bis

Specifieke bepalingen naar aanleiding van de toetreding van Kroatië

1. Programma's en grote projecten die op de datum van toetreding van Kroatië zijn goedgekeurd uit hoofde van Verordening (EG) nr. 1085/2006 en die op die datum nog niet volledig zijn uitgevoerd, worden geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd uit hoofde van onderhavige verordening, met uitzondering van de programma's die zijn goedgekeurd uit hoofde van de in artikel 3, lid 1, onder a) en e), van Verordening nr. 1085/2006 genoemde afdelingen.

Voor de volgende tot de in artikel 3, lid 1, onder b), van Verordening (EG) nr. 1085/2006 genoemde afdeling behorende programma's geldt eveneens een uitzondering:

- a) het "grensoverschrijdende samenwerkingsprogramma van het IPA voor de Adriatische Zee";
- b) het grensoverschrijdende programma "Kroatië - Bosnië en Herzegovina";
- c) het grensoverschrijdende programma "Kroatië - Montenegro";
- d) het grensoverschrijdende programma "Kroatië - Servië".

Onverminderd de leden 2 tot en met 7, zijn de bepalingen met betrekking tot de uitvoering van activiteiten en grote projecten die uit hoofde van onderhavige verordening zijn goedgekeurd, op die activiteiten en grote projecten van toepassing.

2. Elke aanbestedingsprocedure in verband met activiteiten in het kader van de programma's, of in verband met grote projecten als bedoeld in lid 1, waarvoor op de datum van toetreding al een uitnodiging tot inschrijving is bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie*, wordt uitgevoerd overeenkomstig de in die uitnodiging tot inschrijving vastgestelde voorschriften. Artikel 165 van Verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002 is niet van toepassing.

Elke aanbestedingsprocedure in verband met activiteiten in het kader van de programma's, of in verband met grote projecten als bedoeld in lid 1, waarvoor op de datum van toetreding nog geen uitnodiging tot inschrijving is bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie*, wordt uitgevoerd in overeenstemming met de Verdragen of de op basis daarvan vastgestelde besluiten, en artikel 9 van onderhavige verordening.

Andere operaties dan die bedoeld in de eerste en tweede alinea, waarvoor uitnodigingen tot inschrijving zijn verzonden overeenkomstig artikel 158 van Verordening (EG) nr. 718/2007 of waarvoor inschrijvingen bij de bevoegde autoriteiten zijn binnengekomen vóór de datum van toetreding, en waarvoor de contracten pas na die datum konden worden afgerond, worden uitgevoerd volgens de voorwaarden en subsidiabiliteitsregels die in de betreffende uitnodiging tot inschrijving zijn opgenomen of vooraf aan potentiële begunstigden zijn meegedeeld.

3. De betalingen die door de Commissie worden verricht in het kader van de in lid 1 bedoelde programma's, worden beschouwd als een bijdrage uit de fondsen uit hoofde van onderhavige verordening, en worden gekoppeld aan de vroegste openstaande betalingsverplichting die IPA-betalingsverplichtingen omvat.

Op gedeelten van vastleggingen die door de Commissie zijn verricht in het kader van de in lid 1 bedoelde programma's en nog openstaan op de datum van toetreding, is deze verordening van toepassing vanaf de datum van toetreding.

4. Voor de activiteiten waarvoor uit hoofde van Verordening (EG) nr. 1085/2006 goedkeuring is verleend, of waarvoor vóór de datum van toetreding respectieve financieringsovereenkomsten met de eindbegunstigden zijn ondertekend, blijven de regels inzake de subsidiabiliteit van de uitgaven overeenkomstig of krachtens Verordening (EG) nr. 718/2007 van de Commissie van toepassing, behalve in behoorlijk gemotiveerde gevallen waarover de Commissie op verzoek van Kroatië een besluit moet nemen.

De in de eerste alinea vastgestelde subsidiabiliteitsregel is ook van toepassing op grote projecten als bedoeld in lid 1 ten aanzien waarvan vóór de datum van toetreding bilaterale projectovereenkomsten zijn ondertekend.

5. Wat Kroatië betreft, wordt elke verwijzing naar de fondsen als omschreven in artikel 1, tweede alinea, tevens als een verwijzing naar het bij Verordening (EG) nr. 1085/2006 van de Raad vastgestelde instrument voor pretoetredingssteun beschouwd.

6. Specifieke termijnen die gelden voor Kroatië, gelden ook voor de volgende grensoverschrijdende programma's uit hoofde van de in artikel 3, lid 1, onder b), van Verordening (EG) nr. 1085/2006 genoemde afdeling, waaraan Kroatië deelneemt:

- a) het grensoverschrijdende programma "Hongarije - Kroatië" en
- b) het grensoverschrijdende programma "Slovenië - Kroatië".

Specifieke termijnen die uit hoofde van deze verordening gelden voor Kroatië, zijn niet van toepassing op operationele programma's uit hoofde van de transnationale en interregionale afdelingen van de doelstelling "Europese territoriale samenwerking", waaraan Kroatië deelneemt.

7. De Commissie neemt zo nodig de vereiste maatregelen om de overgang van Kroatië van de pretoetredingsregeling naar die welke voortvloeit uit de toepassing van dit artikel te vergemakkelijken.";

zb) bijlage I wordt vervangen door:

"BIJLAGE I

Jaarlijkse verdeling van de vastleggingskredieten 2007-2013

(bedoeld in artikel 18)

(EUR - prijzen van 2004)

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
42 863 000 000	43 318 000 000	43 862 000 000	43 860 000 000	44 073 000 000	44 723 000 000	45 718 037 817

";

zc) bijlage II wordt als volgt gewijzigd:

i) in punt 5, worden de volgende punten toegevoegd:

"c) voor Kroatië bedragen de middelen voor de financiering van de grensoverschrijdende samenwerking 7.028.744 EUR tegen prijzen van 2004;

d) voor Kroatië bedragen de middelen voor de financiering van de transnationale samenwerking 1.874.332 EUR tegen prijzen van 2004;"

ii) het volgende punt wordt ingevoegd:

"7 bis. Voor Kroatië bedraagt het plafond voor overdrachten uit de fondsen 3,5240% van het BBP.";

iii) het volgende punt wordt ingevoegd:

"9bis. Voor Kroatië worden de berekeningen van het BBP door de Commissie gebaseerd op de statistieken en ramingen die in mei 2011 zijn gepubliceerd.";



zd) bijlage III wordt vervangen door:

"BIJLAGE III

Voor de medefinancieringspercentages geldende maxima

(bedoeld in artikel 53)

Criteria	Lidstaat	EFRO en ESF Percentage van subsidiabele uitgaven	Cohesiefonds Percentage van subsidiabele uitgaven
1. Lidstaten waarvan het BBP over de periode 2001-2003 lager was dan 85% van het gemiddelde van de EU-25 over dezelfde periode	Bulgarije, Tsjechië, Estland, Griekenland, Spanje, Kroatië, Cyprus, Letland, Litouwen, Hongarije, Malta, Polen, Portugal, Roemenië, Slovenië en Slowakije.	85% voor de convergentiedoelstelling en voor de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid"	85%
2. Andere dan de in punt 1 genoemde lidstaten die op 1 januari 2007 in aanmerking komen voor de overgangsregeling van het Cohesiefonds.	Spanje	80% voor regio's die onder de convergentiedoelstelling vallen alsmede voor infaseringsregio's in het kader van de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid" 50% voor de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid" buiten infaseringsregio's	85%
3. Andere dan de in de punten 1 en 2 genoemde lidstaten	België, Denemarken, Duitsland, Frankrijk, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, Finland, Zweden en het Verenigd Koninkrijk	75% voor de convergentiedoelstelling	—

Criteria	Lidstaat	EFRO en ESF Percentage van subsidiabele uitgaven	Cohesiefonds Percentage van subsidiabele uitgaven
4. Andere dan de in de punten 1 en 2 genoemde lidstaten	België, Denemarken, Duitsland, Frankrijk, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, Finland, Zweden en het Verenigd Koninkrijk	50% voor de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid"	–
5. Ultraperifere regio's als bedoeld in artikel 349 van het VWEU uit de aanvullende toewijzing voor de ultraperifere regio's als bedoeld in punt 20 van bijlage II	Spanje, Frankrijk en Portugal	50%	–
6. Ultraperifere regio's als bedoeld in artikel 349 VWEU	Spanje, Frankrijk en Portugal	85% voor de convergentiedoelstelling en voor de doelstelling "Regionaal concurrentievermogen en werkgelegenheid"	–

2. 32006 R 1084: Verordening (EG) nr. 1084/2006 van de Raad van 11 juli 2006 tot oprichting van het Cohesiefonds en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1164/94 (PB L 210 van 31.7.2006, blz. 79).

Het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 5 bis

Specifieke bepalingen naar aanleiding van de toetreding van Kroatië

1. Maatregelen waarvoor op de dag van toetreding van Kroatië een besluit van de Commissie inzake bijstand uit hoofde van Verordening (EG) nr. 1267/1999 van 21 juni 1999 tot instelling van een pretoetredingsinstrument voor structuurbeleid\* van toepassing is, en die op die datum nog niet volledig zijn uitgevoerd, worden geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd uit hoofde van onderhavige verordening.

Onverminderd de leden 2, 3, 4 en 5, zijn de bepalingen betreffende de uitvoering van maatregelen die uit hoofde van onderhavige verordening en Verordening (EG) nr. 1083/2006 zijn goedgekeurd, op de in de eerste alinea van dit lid bedoelde maatregelen van toepassing.

2. Elke aanbestedingsprocedure in verband met een in lid 1 bedoelde maatregel waarvoor op de datum van toetreding al een uitnodiging tot inschrijving is bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie, wordt uitgevoerd overeenkomstig de in die uitnodiging tot inschrijving vastgestelde voorschriften. Artikel 165 van Verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002 van 25 juni 2002 van de Raad houdende het Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen\*\* is niet van toepassing.

Elke aanbestedingsprocedure in verband met een in lid 1 bedoelde maatregel waarvoor op de datum van toetreding nog geen uitnodiging tot inschrijving is bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie, wordt uitgevoerd in overeenstemming met de Verdragen of de op basis daarvan vastgestelde besluiten, en artikel 9 van Verordening (EG) nr. 1083/2006.

3. De betalingen die door de Commissie worden verricht uit hoofde van een in lid 1 bedoelde maatregel, worden beschouwd als een bijdrage uit het fonds op grond van onderhavige verordening.

De betalingen die door de Commissie worden verricht uit hoofde van een in lid 1 bedoelde maatregel, worden gekoppeld aan de vroegste openstaande betalingsverplichting die in eerste instantie is uitgevoerd krachtens Verordening (EG) nr. 1267/1999 en vervolgens krachtens onderhavige verordening en Verordening (EG) nr. 1083/2006.

De voorwaarden voor de tussentijdse betalingen en de betaling van het eindsaldo zijn opgenomen in Verordening (EG) nr. 1164/94, bijlage II, artikel D, lid 2, onder b), c) en d), en leden 3, 4 en 5.

4. Voor de in lid 1 bedoelde maatregelen blijven de regels inzake de subsidiabiliteit van de uitgaven die zijn vervat in Verordening (EG) nr. 1267/1999 of die specifiek zijn vastgesteld in de desbetreffende financieringsovereenkomsten, van toepassing, behalve in naar behoren gemotiveerde gevallen waarover de Commissie op verzoek van Kroatië een besluit moet nemen.

5. De Commissie neemt zo nodig de vereiste maatregelen om de overgang van Kroatië van de pretoetredingsregeling naar die welke voortvloeit uit de toepassing van dit artikel te vergemakkelijken.

---

\* PB L 161 van 26.6.1999, blz. 73.

\*\* PB L 248 van 16.9.2002, blz. 1."

## 8. MILIEU

1. 32003 L 0087: Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad (PB L 275 van 25.10.2003, blz. 32).

a) In artikel 9 wordt aan de eerste alinea de volgende zin toegevoegd:

"De hoeveelheid emissierechten voor de hele Gemeenschap wordt ten gevolge van de toetreding van Kroatië alleen verhoogd met de hoeveelheid emissierechten die Kroatië overeenkomstig artikel 10, lid 1, veilt.";

b) in bijlage II bis wordt het volgende ingevoegd na de tekst voor Spanje:

"Kroatië 26%".

2. 32009 D 0406: Beschikking nr. 406/2009/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 inzake de inspanningen van de lidstaten om hun broeikasgasemissies te verminderen om aan de verbintenissen van de Gemeenschap op het gebied van het verminderen van broeikasgassen tot 2020 te voldoen (PB L 140 van 5.6.2009, blz. 136):

In bijlage II bis wordt het volgende ingevoegd na de tekst voor Frankrijk:

"Kroatië 11%".

Lijst bedoeld in artikel 16 van de Toetredingsakte: andere permanente bepalingen

1. RECHT INZAKE INTELLECTUELE EIGENDOM

Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel II, Het vrije verkeer van goederen

SPECIFIEK MECHANISME

Wat Kroatië betreft, kan de houder, of de begunstigde van de houder, van een octrooi of een aanvullend beschermingscertificaat (ABC) voor een geneesmiddel waarvoor in een lidstaat een aanvraag werd ingediend toen een dergelijke bescherming voor dat product in Kroatië niet kon worden verkregen, zich beroepen op de bij dat octrooi of ABC verleende rechten om de invoer en het in de handel brengen van dat product in de lidstaat of lidstaten waar het product octrooi- of ABC-bescherming geniet, te voorkomen, zelfs indien dat product door de houder of met instemming van de houder voor het eerst in Kroatië in de handel is gebracht.

Iedereen die een geneesmiddel waarop de bovenstaande alinea van toepassing is, wil invoeren of in de handel brengen in een lidstaat waar een octrooi of een ABC-bescherming voor dat geneesmiddel geldt, moet ten genoegen van de bevoegde autoriteiten in de aanvraag aantonen dat de houder of begunstigde van die bescherming een maand tevoren daarvan in kennis is gesteld.

## 2. MEDEDINGINGSBELEID

Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel VII, Hoofdstuk 1, Regels betreffende de mededinging

1. Bij de toetreding worden de volgende steunregelingen en individuele steun die in Kroatië vóór de toetredingsdatum ten uitvoer zijn gebracht en na die datum nog steeds van toepassing zijn, als bestaande steun in de zin van artikel 108, lid 1, VWEU aangemerkt:

- a) vóór 1 maart 2002 ten uitvoer gebrachte steunmaatregelen;
- b) in het aanhangsel bij deze bijlage opgenomen steunmaatregelen;
- c) steunmaatregelen die vóór de toetredingsdatum door de Kroatische mededingingsautoriteit zijn beoordeeld en verenigbaar met het acquis van de Unie zijn bevonden, waartegen de Commissie geen bezwaar heeft aangetekend vanwege ernstige twijfel aan de verenigbaarheid van de maatregel met de interne markt overeenkomstig de procedure van punt 2.

Alle na de datum van toetreding nog toepasselijke maatregelen die overheidssteun vormen en niet aan de hierboven genoemde voorwaarden voldoen, worden voor de toepassing van artikel 108, lid 3, VWEU bij de toetreding als nieuwe steun aangemerkt.



Het voorgaande is niet van toepassing op steun voor activiteiten die verband houden met de productie, de behandeling of het op de markt brengen van de in bijlage I bij het VEU en het VWEU opgenomen producten.

2. Indien Kroatië wenst dat de Commissie een steunmaatregel onderzoekt volgens de procedure van punt 1, onder c), verstrekt hij de Commissie regelmatig:

- a) een lijst van bestaande steunmaatregelen die door de Kroatische mededingingsautoriteit zijn beoordeeld en door die autoriteit verenigbaar met het acquis van de Unie zijn bevonden; en
- b) alle overige informatie die essentieel is om te beoordelen of de te onderzoeken steunmaatregel verenigbaar is,

overeenkomstig de door de Commissie voor gegevensverstrekking voorgeschreven concrete vorm.

Indien de Commissie binnen de drie maanden na ontvangst van de volledige informatie over de bestaande steunmaatregel, of na ontvangst van de verklaring van Kroatië waarin het de Commissie meedeelt dat het de verstrekte gegevens als volledig beschouwt omdat de gevraagde extra informatie niet beschikbaar is of reeds is verstrekt, geen bezwaar aantekent tegen die maatregel vanwege ernstige twijfel aan de verenigbaarheid van de maatregel met de interne markt, wordt zij geacht geen bezwaar te hebben aangetekend.

Op alle volgens de in punt 1, onder c), vóór de datum van toetreding aan de Commissie voorgelegde steunmaatregelen is de bovengenoemde procedure van toepassing, ongeacht het feit dat Kroatië in de onderzoeksperiode al lid van de Unie is geworden.

3. Een besluit van de Commissie om bezwaar aan te tekenen tegen een maatregel in de zin van punt 1, onder c), wordt aangemerkt als een besluit tot het inleiden van de formele onderzoeksprocedure in de zin van Verordening (EG) nr. 659/1999<sup>1</sup> van 22 maart 1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-Verdrag (nu artikel 108 VWEU).

Indien zulk een besluit vóór de toetredingsdatum wordt genomen, wordt het pas op de datum van toetreding van kracht.

---

<sup>1</sup> PB L 83 van 27.3.1999, blz. 1.

### 3. LANDBOUW

#### a) Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel III, Landbouw en visserij

1. De op de datum van toetreding in Kroatië bestaande openbare voorraden die het gevolg zijn van het marktondersteuningsbeleid van Kroatië, worden door de Unie overgenomen tegen de waarde die voortvloeit uit de toepassing van artikel 4, lid 1, onder d), en bijlage VIII van Verordening (EG) nr. 884/2006 van de Commissie van 21 juni 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1290/2005 van de Raad met betrekking tot de financiering van de maatregelen voor interventie in de vorm van openbare opslag door het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en de boeking van de verrichtingen in verband met openbare opslag door de betaalorganen van de lidstaten<sup>1</sup>. Die voorraden worden alleen overgenomen op voorwaarde dat in de Unie een openbare interventie plaatsvindt voor de desbetreffende producten en dat de voorraden voldoen aan de interventievoorschriften van de Unie.
2. Voor alle voorraden, zowel particuliere als openbare, die zich op de datum van toetreding in Kroatië in het vrije verkeer bevinden en die het niveau overschrijden van wat als normale overdrachthoeveelheden kan worden beschouwd, moet Kroatië een betaling aan de algemene begroting van de Europese Unie verrichten.

---

<sup>1</sup> PB L 171 van 23.6.2006, blz. 35 en PB L 326 M van 10.12.2010, blz. 70.

Het bedrag van die betaling wordt vastgesteld op een niveau dat overeenstemt met de kosten die voortvloeien uit het effect van de overschotvoorraad op de markten voor landbouwproducten.

Voor ieder product dient het niveau van de overschotvoorraad te worden vastgesteld rekening houdend met zijn kenmerken en de betrokken markten en de toepasselijke wetgeving van de Unie.

3. De in lid 1 bedoelde voorraden worden in mindering gebracht op de hoeveelheid die de normale overdrachtshoeveelheid overschrijdt.
4. De Commissie voert in de leden 1 t/m 3 omschreven regelingen uit en past deze toe volgens de procedure van artikel 41, lid 2, van Verordening (EG) nr. 1290/2005 van de Raad van 21 juni 2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid<sup>1</sup>, of, waar passend, volgens de procedure van artikel 195, lid 2, van Verordening (EG) nr. 1234/2007, of de desbetreffende comitologieprocedure zoals die is vastgesteld in de toepasselijke wetgeving.

---

<sup>1</sup> PB L 209 van 11.8.2005, blz. 1.

- b) Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel VII, Hoofdstuk 1, Regels betreffende de mededinging

Onverminderd de procedures betreffende bestaande steunmaatregelen waarin artikel 108 van het VWEU voorziet, worden steunregelingen en individuele steunmaatregelen voor activiteiten in verband met de productie van of de handel in de in bijlage I bij het VEU en het VWEU vermelde producten, met uitzondering van visserijproducten en daarvan afgeleide producten, die in Kroatië in werking treden vóór de datum van toetreding en na die datum van toepassing blijven, onder de onderstaande voorwaarde beschouwd als bestaande steunmaatregelen in de zin van artikel 108, lid 1, van het VWEU:

- van de steunmaatregelen wordt binnen een periode van vier maanden vanaf de datum van toetreding kennis gegeven aan de Commissie. Die kennisgeving omvat ook informatie over de rechtsgrondslag van elke maatregel. Bestaande steunmaatregelen en plannen om steunmaatregelen in te voeren of te wijzigen, welke vóór de datum van toetreding ter kennis van de Commissie zijn gebracht, worden beschouwd als steunmaatregelen en plannen waarvan op de datum van toetreding kennis is gegeven. De Commissie maakt de lijst van die steunmaatregelen bekend.

Deze steunmaatregelen worden gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van toetreding beschouwd als bestaande steun in de zin van artikel 108, lid 1, van het VWEU.

Kroatië wijzigt waar nodig die steunmaatregelen, om zich binnen een periode van drie jaar vanaf de datum van toetreding te conformeren aan de door de Commissie toegepaste richtsnoeren. Nadien worden steunmaatregelen die onverenigbaar blijken te zijn met deze richtsnoeren als nieuwe steunmaatregelen aangemerkt.

#### 4. VISSERIJ

Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel VII, Hoofdstuk 1, Regels betreffende de mededinging

Onverminderd de procedures betreffende bestaande steunmaatregelen waarin artikel 108 van het VWEU voorziet, worden steunregelingen en individuele steunmaatregelen voor activiteiten in verband met de productie van en de handel in visserijproducten en daarvan afgeleide producten als vermeld in bijlage I bij het VEU en het VWEU, die in Kroatië in werking treden vóór de datum van toetreding en na die datum van toepassing blijven, onder de onderstaande voorwaarden beschouwd als bestaande steunmaatregelen in de zin van artikel 108, lid 1, van het VWEU:

- van de steunmaatregelen wordt binnen een periode van vier maanden vanaf de datum van toetreding kennis gegeven aan de Commissie. Die kennisgeving omvat ook informatie over de rechtsgrondslag van elke maatregel. Bestaande steunmaatregelen en plannen om steunmaatregelen in te voeren of te wijzigen, welke vóór de datum van toetreding ter kennis van de Commissie zijn gebracht, worden beschouwd als steunmaatregelen en plannen waarvan op de datum van toetreding kennis is gegeven. De Commissie maakt de lijst van die steunmaatregelen bekend.

Deze steunmaatregelen worden voor een periode van drie jaar vanaf de datum van toetreding beschouwd als bestaande steun in de zin van artikel 108, lid 1, van het VWEU.

Kroatië wijzigt waar nodig deze steunmaatregelen, om zich binnen een periode van drie jaar vanaf de datum van toetreding te conformeren aan de door de Commissie toegepaste richtsnoeren. Na die termijn worden steunmaatregelen die onverenigbaar blijken te zijn met die richtsnoeren als nieuwe steunmaatregelen aangemerkt.

## 5. DOUANE-UNIE

Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, Derde deel, Titel II, Het vrije verkeer van goederen, Hoofdstuk I, De douane-unie

31992 R 2913: Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992 tot vaststelling van het communautair douanewetboek (PB L 302 van 19.10.1992, blz. 1).

31993 R 2454: Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie van 2 juli 1993 houdende vaststelling van enkele bepalingen ter uitvoering van Verordening (EEG) nr. 2913/93 van de Raad tot vaststelling van het communautair douanewetboek (PB L 253 van 11.10.1993, blz. 1).

Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:

## BEWIJS VAN DE UNIESTATUS (HANDEL IN DE UITGEBREIDE UNIE)

1. Niettegenstaande artikel 20 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad zijn goederen die op de datum van toetreding zich in tijdelijke opslag bevinden of vallen onder één van de hieronder in artikel 4, punt 15, onder b), en punt 16, onder b) tot en met h), van die verordening vermelde douaneregelingen en -procedures in de uitgebreide Unie, dan wel in de uitgebreide Unie worden vervoerd na aan uitvoerformaliteiten te zijn onderworpen, vrijgesteld van douanerechten en andere douanemaatregelen wanneer zij voor het vrije verkeer in de uitgebreide Unie worden aangegeven, mits de volgende bewijzen zijn geleverd:
  - a) bewijs van preferentiële oorsprong dat naar behoren vóór de datum van toetreding is afgegeven of opgesteld overeenkomstig de stabilisatie- en associatieovereenkomst;
  - b) een van de bewijzen van uniestatus, bedoeld in artikel 314 quater van Verordening (EEG) nr. 2454/93;
  - c) een carnet ATA dat vóór de datum van toetreding in een huidige lidstaat of in Kroatië is afgegeven.



2. Voor de afgifte van de in punt 1, onder b), bedoelde bewijzen met betrekking tot de situatie op de datum van toetreding en in aanvulling op het bepaalde in artikel 4, lid 7, van Verordening (EEG) nr. 2913/92 wordt onder "communautaire goederen" verstaan:
  - goederen die op het grondgebied van Kroatië zijn verkregen onder voorwaarden die identiek zijn aan die van artikel 23 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en waarin geen goederen zijn verwerkt die uit andere landen of gebieden zijn ingevoerd; of
  - goederen die zijn ingevoerd uit andere landen of gebieden dan Kroatië, en die in dat land in het vrije verkeer zijn gebracht; of
  - goederen die in Kroatië zijn vervaardigd, hetzij uitsluitend uit de in het tweede streepje bedoelde goederen, hetzij uit de in het eerste en tweede streepje bedoelde goederen.
  
3. Voor de controle van de in lid 1, onder a), hierboven bedoelde bewijzen zijn de bepalingen betreffende de definitie van "producten van oorsprong" en methoden van administratieve samenwerking uit hoofde van de stabilisatie- en associatieovereenkomst van toepassing. Verzoeken om controle achteraf van bewijzen van oorsprong worden door de bevoegde douaneautoriteiten van de huidige lidstaten en Kroatië aanvaard gedurende een periode van drie jaar na de afgifte of opstelling van het betrokken bewijs van oorsprong en kunnen door die autoriteiten nog worden gedaan tijdens een periode van drie jaar vanaf de aanvaarding van het bewijs van oorsprong ter rechtvaardiging van een aangifte voor het in het vrije verkeer brengen.

BEWIJS VAN PREFERENTIËLE OORSPRONG (HANDEL MET DERDE LANDEN,  
WAARONDER TURKIJE, IN HET KADER VAN DE PREFERENTIËLE OVEREENKOMSTEN  
BETREFFENDE LANDBOUWPRODUCTEN EN KOLEN- EN STAALPRODUCTEN)

4. Onverminderd de toepassing van eventuele maatregelen in het kader van de gemeenschappelijke handelspolitiek worden bewijzen van oorsprong die door derde landen naar behoren zijn afgegeven of opgesteld in het kader van door Kroatië met die derde landen gesloten preferentiële overeenkomsten in Kroatië aanvaard mits:
- a) de verkrijging van die oorsprong aanleiding geeft tot een preferentiële tariefbehandeling op grond van de preferentiële tariefmaatregelen vervat in overeenkomsten of regelingen die de Unie heeft gesloten met of getroffen ten aanzien van die derde landen of groepen van derde landen, als bedoeld in artikel 20, lid 3, onder d) en e), van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad;
  - b) het bewijs van oorsprong en de vervoersdocumenten uiterlijk op de dag voor de toetreding zijn afgegeven of opgesteld; en
  - c) het bewijs van oorsprong binnen vier maanden vanaf de datum van toetreding bij de douaneautoriteiten is ingediend.

Indien goederen vóór de datum van toetreding voor het vrije verkeer in Kroatië zijn aangegeven, kunnen bewijzen van oorsprong die a posteriori zijn afgegeven of opgesteld uit hoofde van preferentiële regelingen die in Kroatië golden op het tijdstip van het aangeven voor het vrije verkeer, ook in Kroatië worden aanvaard, op voorwaarde dat de bewijzen van oorsprong binnen vier maanden vanaf de datum van toetreding aan de douaneautoriteiten worden voorgelegd.

5. Kroatië mag de vergunningen waarmee de status van "toegelaten exporteur" in het kader van met derde landen gesloten overeenkomsten is toegekend, behouden op voorwaarde dat:
  - a) een dergelijke bepaling ook is opgenomen in de overeenkomsten of regelingen die de Unie vóór de toetredingsdatum met de Unie met die derde landen of groepen van derde landen heeft gesloten of ten aanzien van hen heeft vastgesteld; en
  - b) de toegelaten exporteurs de regels van oorsprong toepassen waarin die overeenkomsten of regelingen voorzien.

Deze vergunningen worden door Kroatië uiterlijk één jaar vanaf de toetreding vervangen door nieuwe, overeenkomstig de voorwaarden van de wetgeving van de Unie afgegeven vergunningen.

6. Voor de controle van de in punt 4 bedoelde bewijzen zijn de bepalingen betreffende de definitie van "producten van oorsprong" en methoden van administratieve samenwerking uit hoofde van de relevante overeenkomsten of regelingen van toepassing. Verzoeken om controle achteraf van bewijzen van oorsprong worden door de bevoegde douaneautoriteiten van de huidige lidstaten en Kroatië aanvaard gedurende een periode van drie jaar na de afgifte of opstelling van het betrokken bewijs van oorsprong en kunnen door die autoriteiten nog worden gedaan tijdens een periode van drie jaar vanaf de aanvaarding van het bewijs van oorsprong ter rechtvaardiging van een aangifte voor het in het vrije verkeer brengen.
  
7. Onverminderd de toepassing van eventuele maatregelen in het kader van de gemeenschappelijke handelspolitiek worden bewijzen van oorsprong die door derde landen a posteriori zijn afgegeven of opgesteld in het kader van preferentiële overeenkomsten of regelingen die de Unie heeft gesloten met, of vastgesteld met betrekking tot die derde landen, in Kroatië aanvaard voor de aangifte voor het vrije verkeer van goederen die op de datum van toetreding vervoerd worden of zich in tijdelijke opslag, in een douane-entrepot of in een vrije zone in een van die derde landen of in Kroatië bevinden, mits in Kroatië op het tijdstip waarop de vervoersdocumenten werden afgegeven voor de betrokken producten geen vrijhandelsovereenkomst met het derde land gold en mits:
  - a) de verkrijging van die oorsprong aanleiding geeft tot een preferentiële tariefbehandeling op grond van de preferentiële tariefmaatregelen vervat in overeenkomsten of regelingen die de Unie heeft gesloten met of getroffen ten aanzien van derde landen of groepen van derde landen, als bedoeld in artikel 20, lid 3, onder d) en e), van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad;

- b) de vervoersdocumenten uiterlijk op de dag vóór de toetreding zijn afgegeven; en
  - c) het a posteriori afgegeven of opgestelde bewijs van oorsprong binnen een periode van 4 maanden vanaf de datum van toetreding bij de douaneautoriteiten is ingediend.
8. Voor de controle van de in punt 7 bedoelde bewijzen zijn de bepalingen betreffende de definitie van "producten van oorsprong" en de methoden van administratieve samenwerking uit hoofde van de relevante overeenkomsten of regelingen van toepassing.

#### BEWIJS VAN STATUS OVEREENKOMSTIG DE BEPALINGEN INZAKE VRIJ VERKEER VAN INDUSTRIEPRODUCTEN BINNEN DE DOUANE-UNIE EU-TURKIJE

9. Bewijzen van oorsprong die door Turkije of Kroatië op de juiste wijze zijn afgegeven of zijn opgesteld in het kader van tussen die landen toegepaste preferentiële handelsovereenkomsten en die een verbod van "drawback" of vrijstelling van douanerechten op de betrokken goederen bevatten, worden in de respectieve landen aanvaard als bewijs van status overeenkomstig de bepalingen inzake vrij verkeer van industrieproducten van Besluit nr. 1/95 van de Associatie-raad EG-Turkije van 22 december 1995 inzake de tenuitvoerlegging van de slotfase van de douane-unie<sup>1</sup> ("Besluit nr. 1/95"), mits:
- a) het bewijs van oorsprong en de vervoersdocumenten uiterlijk op de dag voor de toetreding zijn afgegeven of opgesteld; en

---

<sup>1</sup> PB L 35 van 13.2.1996, blz. 1.

- b) het bewijs van oorsprong binnen een periode van vier maanden vanaf de datum van toetreding bij de douaneautoriteiten is ingediend.

Indien goederen in Turkije of in Kroatië vóór de datum van toetreding voor het vrije verkeer zijn aangegeven in het kader van de in de eerste alinea genoemde preferentiële handelsovereenkomsten, kunnen bewijzen van oorsprong die a posteriori zijn afgegeven of opgesteld uit hoofde van die overeenkomsten ook worden aanvaard, op voorwaarde dat zij binnen vier maanden vanaf de datum van toetreding aan de douaneautoriteiten worden voorgelegd.

10. Voor de controle van de in punt 9 bedoelde bewijzen zijn de bepalingen betreffende de definitie van "producten van oorsprong" en methoden van administratieve samenwerking uit hoofde van de relevante preferentiële overeenkomsten van toepassing. Verzoeken om controle achteraf van bewijzen van oorsprong worden door de bevoegde douaneautoriteiten van de huidige lidstaten en Kroatië aanvaard gedurende een periode van drie jaar na de afgifte of opstelling van het betrokken bewijs van oorsprong en kunnen door die autoriteiten nog worden gedaan tijdens een periode van drie jaar vanaf de aanvaarding van het bewijs van oorsprong ter rechtvaardiging van een aangifte voor het in het vrije verkeer brengen.

11. Onverminderd de toepassing van eventuele maatregelen in het kader van de gemeenschappelijke handelspolitiek wordt een certificaat inzake goederenverkeer A.TR. dat is afgegeven overeenkomstig de bepalingen inzake vrij verkeer van industrieproducten van Besluit nr. 1/95 in Kroatië aanvaard voor de aangifte voor het vrije verkeer van goederen die op de datum van toetreding worden vervoerd na aan uitvoerformaliteiten te zijn onderworpen binnen de Unie of in Turkije, of zich in tijdelijke opslag bevinden of vallen onder één van de in artikel 4, punt 16, onder b) tot en met h), van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad vermelde douaneprocedures in Turkije of in Kroatië, mits:
- a) geen bewijs van oorsprong als bedoeld in punt 9 voor de betrokken goederen wordt voorgelegd;
  - b) de goederen voldoen aan de voorwaarden voor de toepassing van de bepalingen inzake het vrij verkeer van industrieproducten;
  - c) de vervoersdocumenten uiterlijk op de dag vóór de toetreding zijn afgegeven; en
  - d) het certificaat inzake goederenverkeer A.TR. binnen vier maanden vanaf de toetreding bij de douaneautoriteiten is ingediend.

12. Voor de controle van het in punt 11 bedoelde certificaat inzake goederenverkeer A.TR. zijn de bepalingen betreffende de afgifte van certificaten inzake goederenverkeer A.TR. en de methoden van administratieve samenwerking van Besluit nr. 1/2006 van het Comité douane-samenwerking EG-Turkije van 26 juli 2006 houdende wijziging van Besluit nr. 1/96 tot vaststelling van toepassingsbepalingen van Besluit nr. 1/95 van de Associatieraad EG-Turkije<sup>1</sup> van toepassing.

## DOUANEPROCEDURES

13. De tijdelijke opslag en de in artikel 4, punt 16, onder b) tot en met h), van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad bedoelde douaneprocedures waarmee vóór de toetreding een aanvang is gemaakt, worden beëindigd of afgewikkeld onder de voorwaarden van de wetgeving van de Unie.

Indien de beëindiging of afwikkeling aanleiding geeft tot een douaneschuld, is het te betalen bedrag aan invoerrechten het bedrag dat van kracht is op het tijdstip waarop de douaneschuld ontstaat overeenkomstig het gemeenschappelijk douanetarief; het betaalde bedrag wordt beschouwd als eigen middelen van de Unie.

---

<sup>1</sup> PB L 265 van 26.9.2006, blz. 18.



14. De procedures betreffende de regeling douane-entrepot van de artikelen 84 tot en met 90 en 98 tot en met 113 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 en de artikelen 496 tot en met 535 van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:
- indien het bedrag van een douaneschuld wordt bepaald op basis van de aard van de ingevoerde goederen en de aangifte tot plaatsing onder de regeling was aanvaard vóór de datum van toetreding, worden de tariefindeling, de hoeveelheid, de douanewaarde en de oorsprong van de ingevoerde goederen op het tijdstip van de plaatsing onder de regeling, bepaald aan de hand van de wetgeving die op de datum van de aanvaarding van de aangifte door de douaneautoriteiten van toepassing was in Kroatië.
15. De procedures betreffende de regeling actieve veredeling van de artikelen 84 tot en met 90 en 114 tot en met 129 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en de artikelen 496 tot en met 523 en 536 tot en met 550 van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:
- indien het bedrag van een douaneschuld wordt bepaald op basis van de aard van de ingevoerde goederen en de aangifte tot plaatsing onder de regeling was aanvaard vóór de datum van toetreding, worden de tariefindeling, de hoeveelheid, de douanewaarde en de oorsprong van de ingevoerde goederen op het tijdstip van de plaatsing onder de regeling, bepaald aan de hand van de wetgeving die op de datum van de aanvaarding van de aangifte door de douaneautoriteiten van toepassing was in Kroatië;

- om, ingeval de afwikkeling leidt tot een douaneschuld, de gelijkheid van de in de huidige lidstaten en in Kroatië gevestigde vergunninghouders te waarborgen, moet met ingang van de toetredingsdatum compensatierente worden betaald over de krachtens de wetgeving van de Unie toepasselijke invoerrechten;
- indien de aangifte tot actieve veredeling aanvaard is in het kader van een teruggavenregeling, vindt teruggave plaats onder de voorwaarden van de wetgeving van de Unie, door en op kosten van Kroatië, waar de douaneschuld in verband waarmee teruggave wordt gevraagd, vóór de toetreding was ontstaan.

16. De procedures betreffende de regeling tijdelijke invoer van de artikelen 84 tot en met 90 en 137 tot en met 144 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en de artikelen 496 tot en met 523 en 553 tot en met 584 van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:

- indien het bedrag van een douaneschuld wordt bepaald op basis van de aard van de ingevoerde goederen en de aangifte tot plaatsing onder de regeling was aanvaard vóór de datum van toetreding, worden de tariefindeling, de hoeveelheid, de douanewaarde en de oorsprong van de ingevoerde goederen op het tijdstip van de plaatsing onder de regeling, bepaald aan de hand van de wetgeving die op de datum van de aanvaarding van de aangifte door de douaneautoriteiten van toepassing was in Kroatië;

- om, ingeval de afwikkeling leidt tot een douaneschuld, de gelijkheid van de in de huidige lidstaten en in Kroatië gevestigde vergunninghouders te waarborgen, moet met ingang van de toetredingsdatum compensatierente worden betaald over de krachtens de wetgeving van de Unie toepasselijke invoerrechten.

17. De procedures betreffende de regeling passieve veredeling van de artikelen 84 tot en met 90 en 145 tot en met 160 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en de artikelen 496 tot en met 523 en 585 tot en met 592 van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:

- artikel 591, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie is mutatis mutandis van toepassing op tijdelijk uitgevoerde goederen die vóór de datum van toetreding tijdelijk uit Kroatië waren uitgevoerd.

#### OVERIGE BEPALINGEN

18. Vergunningen voor de in artikel 4, punt 16, onder d), e) en g), van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad bedoelde douaneregelingen of een status van geautoriseerde marktdeelnemer als bedoeld in artikel 5 bis, lid 2, van genoemde verordening, die door Kroatië verleend zijn vóór de datum van toetreding, zijn geldig tot het einde van hun geldigheidsduur, maar uiterlijk tot één jaar vanaf de datum van toetreding.

19. De procedures betreffende het ontstaan van een douaneschuld, de boeking van de bedragen van de rechten en navordering van de rechten van de artikelen 201 tot en met 232 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en de artikelen 859 tot en met 876 bis van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:
- de navordering geschiedt onder de voorwaarden van de wetgeving van de Unie. Indien de douaneschuld echter vóór de toetredingsdatum is ontstaan, geschiedt de navordering door en ten bate van Kroatië onder de daar vóór de toetreding geldende voorwaarden.
20. De procedures betreffende de terugbetaling en de kwijtschelding van rechten van de artikelen 235 tot en met 242 van Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad en de artikelen 877 tot en met 912 van Verordening (EEG) nr. 2454/93 van de Commissie zijn in Kroatië van toepassing onder de volgende specifieke voorwaarden:
- terugbetaling en kwijtschelding van rechten geschieden onder de voorwaarden van de wetgeving van de Unie. Indien de rechten waarvan terugbetaling of kwijtschelding wordt gevraagd, betrekking hebben op een douaneschuld die vóór de toetredingsdatum is ontstaan, geschieden de terugbetaling en kwijtschelding van rechten evenwel door en ten laste van Kroatië onder de daar vóór de toetreding geldende voorwaarden.
-

## Aanhangsel van BIJLAGE IV

Lijst van bestaande steunmaatregelen als bedoeld in punt 1, onder b), van het bestaande steunmechanisme zoals vastgesteld in Hoofdstuk 2 ("Mededingingsbeleid")

Noot: De in dit aanhangsel vermelde maatregelen worden, wat de toepassing van de bestaande steunregeling van Hoofdstuk 2 betreft, slechts beschouwd als bestaande steun voor zover zij vallen binnen de werkingssfeer van lid 1 van dat artikel.

Registratienummer			Titel (origineel)	Datum van goedkeuring door de Kroatische mededingingsautoriteit	Looptijd
LS	Aantal	Jaar			
HR	1	2011	Zakon o slobodnim zonama (NN 44/96, 92/05 i 85/08)	17/06/2008	31/12/2016
HR	3	2011	Zakon o Hrvatskoj radioteleviziji (NN 137/10)	21/10/2010	Onbeperkt
HR	4	2011	Odluka o otvorenosti Zračne luke Osijek d.o.o. u razdoblju od 2009. do 2013. godine, od 20. veljače 2009. i 24. travnja 2009	25/05/2009	31/12/2013
HR	5	2011	Program financiranja nakladništva od 2011. do 2013	10/02/2011	31/12/2013
HR	6	2011	Naknadno odobrenje državnih potpora poduzetniku Rockwool Adriatic d.o.o.	30/12/2010	31/12/2015
HV	9	2011	Zakon o znanstvenoj djelatnosti i visokom obrazovanju (NN 123/03, 198/03, 105/04, 174/04, 46/07)	01/02/2007	31/12/ 2014
HR	10	2011	Odluka o obvezi otvorenosti Zračne luke Rijeka d.o.o. za javni zračni promet u razdoblju od 2010. do 2014., od 25. siječnja 2010. i 3. studenoga 2010	10/03/2011	31/12/ 2014

Lijst bedoeld in artikel 18 van de Toetredingsakte: overgangsmaatregelen

1. VRIJ VERKEER VAN GOEDEREN

32001 L 0083: Richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik (PB L 311 van 28.11.2001, blz. 67).

In afwijking van de vereisten inzake kwaliteit, veiligheid en werkzaamheid in Richtlijn 2001/83/EG, blijven vergunningen voor het in de handel brengen voor geneesmiddelen, die niet vallen onder artikel 3, lid 1, van Verordening (EG) nr. 726/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 tot vaststelling van communautaire procedures voor het verlenen van vergunningen en het toezicht op geneesmiddelen voor menselijk en diergeneeskundig gebruik en tot oprichting van een Europees Geneesmiddelenbureau<sup>1</sup> en die op de lijst staan (in aanhangsel bij deze bijlage als vastgesteld door Kroatië) die uit hoofde van de Kroatische wetgeving nog voor de datum van toetreding zijn afgegeven, geldig totdat zij worden vernieuwd overeenkomstig het acquis van de Unie, of tot vier jaar vanaf de datum van toetreding, als laatstgenoemde datum eerder valt.

Voor de vergunningen voor het in de handel brengen die onder deze afwijking vallen, bestaat in de lidstaten geen wederzijdse erkenning zolang voor die producten geen vergunning is verleend overeenkomstig Richtlijn 2001/83/EG.

---

<sup>1</sup> PB L 136 van 30.4.2004, blz. 1.

De vergunningen voor het in de handel brengen die nog voor de toetreding zijn verleend en niet onder deze afwijking vallen en alle nieuwe vergunningen voor het in de handel brengen voldoen met ingang van de datum van toetreding, aan Richtlijn 2001/83/EG.

## 2. VRIJ VERKEER VAN PERSONEN

Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

31996 L 0071: Richtlijn 96/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1996 betreffende de terbeschikkingstelling van werknemers met het oog op het verrichten van diensten (PB L 18 van 21.1.1997, blz. 1).

32004 L 0038: Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1612/68 en tot intrekking van de Richtlijnen 64/221/EEG, 68/360/EEG, 72/194/EEG, 73/148/EEG, 75/34/EEG, 75/35/EEG, 90/364/EEG, 90/365/EEG en 93/96/EEG (PB L 158 van 30.4.2004, blz. 77).

32011 R 0492: Verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie (PB L 141 van 27.5.2011, blz. 1).

1. Wat betreft het vrij verkeer van werknemers en het vrij verrichten van diensten dat gepaard gaat met tijdelijk verkeer van werknemers als bedoeld in artikel 1 van Richtlijn 96/71/EG tussen Kroatië enerzijds en elk van de huidige lidstaten anderzijds, zijn artikel 45 en de eerste alinea van artikel 56 VWEU slechts volledig van toepassing onder voorbehoud van de overgangsregelingen van de punten 2 tot en met 13.
2. In afwijking van de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 zullen de huidige lidstaten tot het einde van het tweede jaar na de datum van toetreding van Kroatië nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen toepassen om de toegang van Kroatische onderdanen tot hun arbeidsmarkten te regelen. De huidige lidstaten mogen dergelijke maatregelen blijven toepassen tot het einde van het vijfde jaar na de datum van toetreding.

Kroatische onderdanen die op de datum van toetreding legaal in een huidige lidstaat werken, en wier toelating tot de arbeidsmarkt van die lidstaat voor een ononderbroken periode van 12 maanden of meer geldt, hebben toegang tot de arbeidsmarkt van die lidstaat, maar niet tot de arbeidsmarkt van andere lidstaten die nationale maatregelen toepassen.

Kroatische onderdanen die na de toetreding gedurende een ononderbroken periode van 12 maanden of meer tot de arbeidsmarkt van een huidige lidstaat zijn toegelaten, genieten dezelfde rechten.

De in de tweede en derde alinea bedoelde Kroatische onderdanen verliezen de aldaar bedoelde rechten als zij de arbeidsmarkt van de betrokken huidige lidstaat vrijwillig verlaten.



Kroatische onderdanen die op de datum van toetreding of gedurende een periode waarin nationale maatregelen worden toegepast, legaal werkten in een huidige lidstaat, en die voor minder dan 12 maanden tot de arbeidsmarkt van die lidstaat waren toegelaten, genieten de in de tweede en derde alinea bedoelde rechten niet.

3. Voor het einde van de periode van twee jaar vanaf de datum van toetreding wordt het functioneren van de overgangsmaatregelen van punt 2 door de Raad geëvalueerd op basis van een verslag van de Commissie.

Na afronding van deze evaluatie en niet later dan aan het einde van de periode van vanaf de datum van toetreding delen de huidige lidstaten de Commissie mee of zij de nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen blijven toepassen, dan wel of zij voortaan de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 toepassen. Bij gebreke van een dergelijke kennisgeving zijn de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van toepassing.

4. Op verzoek van Kroatië kan de evaluatie eenmaal worden herhaald. De in punt 3 bedoelde procedure is van toepassing en wordt binnen zes maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek van Kroatië voltooid.

5. Een lidstaat die aan het einde van de in punt 2 bedoelde periode van vijf jaar de nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen handhaaft, mag in geval van ernstige verstoringen van zijn arbeidsmarkt of het dreigen daarvan en na kennisgeving aan de Commissie deze maatregelen tot aan het einde van het zevende jaar na de datum van toetreding blijven toepassen. Bij gebreke van een dergelijke kennisgeving zijn de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van toepassing.
6. De lidstaten waar gedurende de periode van zeven jaar na de datum van toetreding, krachtens punt 3, 4 of 5, de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van toepassing zijn ten aanzien van Kroatische onderdanen en die gedurende deze periode om redenen van toezicht arbeidsvergunningen aan Kroatische onderdanen afgeven, doen zulks automatisch.
7. De lidstaten waar, krachtens de punten 3, 4 of 5, ten aanzien van Kroatische onderdanen de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 van toepassing zijn, mogen tot het einde van het zevende jaar na de datum van toetreding, de in de tweede en derde alinea van dit lid omschreven procedures toepassen.

Wanneer een in de eerste alinea bedoelde lidstaat verstoringen van de arbeidsmarkt ondervindt of voorziet die een serieuze bedreiging kunnen vormen voor de levensstandaard of het werkgelegenheidspeil in een bepaalde regio of binnen een bepaalde beroepsgroep, stelt deze de Commissie en de overige lidstaten daarvan in kennis en verstrekt hun alle relevante gegevens. Op basis van deze informatie kan de lidstaat de Commissie verzoeken te bepalen dat de toepassing van de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 geheel of gedeeltelijk wordt opgeschort om in die regio of beroepsgroep de normale toestand te herstellen. Uiterlijk twee weken na de ontvangst van het verzoek neemt de Commissie een besluit over de opschorting en over de duur en de werkingssfeer ervan en stelt zij de Raad in kennis van dit besluit. Binnen twee weken na de datum van het besluit van de Commissie kan elke lidstaat de Raad verzoeken dat besluit te vernietigen of te wijzigen. Binnen twee weken na dat verzoek neemt de Raad een besluit met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

Een in de eerste alinea bedoelde lidstaat kan in dringende en uitzonderlijke gevallen de toepassing van de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 opschorten, waarna een met redenen omklede kennisgeving aan de Commissie wordt gedaan.

8. Zolang de toepassing van de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011, krachtens de punten 2 tot en met 5 en punt 7, is opgeschort, blijft artikel 23 van Richtlijn 2004/38/EG van toepassing ten aanzien van onderdanen van de huidige lidstaten in Kroatië en ten aanzien van Kroatische onderdanen in de huidige lidstaten, onder de volgende voorwaarden en in zoverre het gaat om het recht van gezinsleden van werknemers om werk aan te nemen:
- de echtgeno(o)t(e) van een werknemer en hun nakomelingen die jonger zijn dan 21 jaar of afhankelijk zijn en op de datum van toetreding met de werknemer legaal op het grondgebied van een lidstaat verblijven, hebben vanaf de toetreding onmiddellijk toegang tot de arbeidsmarkt van die lidstaat. Dit geldt niet voor de leden van het gezin van een werknemer die legaal tot de arbeidsmarkt van die lidstaat is toegelaten voor een periode van minder dan twaalf maanden;
  - de echtgeno(o)t(e) van een werknemer en hun nakomelingen die jonger zijn dan 21 jaar of afhankelijk zijn en die vanaf een datum na de datum van toetreding, doch gedurende de periode van toepassing van de boven bepaalde overgangsregelingen, met de werknemer legaal op het grondgebied van een lidstaat verblijven, hebben toegang tot de arbeidsmarkt van de betrokken lidstaat nadat zij gedurende ten minste achttien maanden in de betrokken lidstaat hebben verbleven of, indien dit eerder is, vanaf het derde jaar na de datum van toetreding van Kroatië.

Deze bepalingen doen geen afbreuk aan gunstiger nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen.

9. Voor zover sommige bepalingen van Richtlijn 2004/38/EG, waarin bepalingen van Richtlijn 68/360/EEG van de Raad van 15 oktober 1968 inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van de werknemers der lidstaten en van hun familie binnen de Gemeenschap<sup>1</sup> zijn overgenomen, onlosmakelijk verbonden zijn met de bepalingen van Verordening (EU) nr. 492/2011 waarvan de toepassing uit hoofde van de punten 2 tot en met 5 en de punten 7 en 8 wordt opgeschort, mogen Kroatië en de huidige lidstaten van eerstgenoemde bepalingen afwijken voor zover zulks voor de toepassing van de punten 2 tot en met 5 en de punten 7 en 8 nodig is.
10. Als de huidige lidstaten krachtens de bovenstaande overgangsregelingen nationale maatregelen of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen toepassen, mag Kroatië ten aanzien van de onderdanen van de bewuste lidstaat of lidstaten gelijkwaardige maatregelen handhaven.
11. Elke huidige lidstaat die overeenkomstig de punten 2 tot en met 5 en de punten 7 tot en met 9 nationale maatregelen toepast, kan krachtens de nationale wetgeving een vrijer verkeer van werknemers invoeren dan op de datum van toetreding het geval is, met inbegrip van volledige toegang tot de arbeidsmarkt. Vanaf het derde jaar na de datum van toetreding kan elke huidige lidstaat die nationale maatregelen toepast, te allen tijde besluiten in de plaats daarvan de artikelen 1 tot en met 6 van Verordening (EU) nr. 492/2011 toe te passen. Van dit besluit wordt kennis gegeven aan de Commissie.

---

<sup>1</sup> PB L 257 van 19.10.1968, blz. 13. Richtlijn laatstelijk gewijzigd bij de Toetredingsakte van 2003 (PB L 236 van 23.9.2003, blz. 33) en met ingang van 30 april 2006 ingetrokken bij Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad (PB L 158 van 30.4.2004, blz. 77).

12. Teneinde in te spelen op ernstige verstoringen of dreigende verstoringen in specifieke, gevoelige dienstensectoren op de arbeidsmarkten van Duitsland en Oostenrijk, die in bepaalde regio's als gevolg van de in artikel 1 van Richtlijn 96/71/EG bedoelde transnationale dienstverrichtingen zouden kunnen ontstaan, en zolang zij uit hoofde van bovenstaande overgangsregelingen, nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen op het vrij verkeer van Kroatische werknemers toepassen, mogen Duitsland en Oostenrijk na kennisgeving aan de Commissie afwijken van artikel 56, lid 1, VWEU, teneinde in de context van dienstverrichting door in Kroatië gevestigde ondernemingen, het tijdelijk verkeer van werknemers wier recht om in Duitsland en Oostenrijk werk aan te nemen onder nationale maatregelen valt, te beperken.

De lijst van dienstensectoren die onder deze afwijkende regeling kunnen vallen, is als volgt:

– in Duitsland:

Sector	NACE(*)-code, tenzij anders aangegeven
Bouwnijverheid en aanverwante activiteiten	45.1 tot en met 4; Activiteiten vermeld in de bijlage bij Richtlijn 96/71/EG
Industriële reiniging	74.70 Industriële Reiniging
Overige diensten	74.87 Uitsluitend de activiteiten van binnenhuisarchitecten

(\*) NACE: zie 31990 R 3037: Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap (PB L 293 van 24.10.1990, blz. 1);

– in Oostenrijk:

Sector	NACE <sup>(*)</sup> -code, tenzij anders aangegeven
Diensten in verband met de tuinbouw	01.41
Houwen, bewerken en afwerken van natuursteen	26.7
Vervaardiging van metalen constructiewerken en delen daarvan	28.11
Bouwnijverheid en aanverwante activiteiten	45.1 tot en met 4; Activiteiten vermeld in de bijlage bij Richtlijn 96/71/EG
Beveiligingsdiensten	74.60
Industriële reiniging	74.70
Thuisverpleging	85.14
Maatschappelijke dienstverlening waarbij geen onderdak wordt verschaft	85.32

(\*) NACE: zie 31990 R 3037: Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap (PB L 293 van 24.10.1990, blz. 1).

Voor zover Duitsland en Oostenrijk in overeenstemming met de eerste en de tweede alinea van dit lid afwijken van artikel 56, lid 1, van het VWEU, mag Kroatië, na kennisgeving hiervan aan de Commissie, gelijkwaardige maatregelen treffen.

De toepassing van deze alinea mag niet leiden tot strengere voorwaarden voor het tijdelijk verkeer van werknemers in de context van transnationale dienstverrichtingen tussen Duitsland of Oostenrijk en Kroatië dan de op de datum van ondertekening van het toetredingsverdrag geldende voorwaarden.

13. De toepassing van de punten 2 tot en met 5 en 7 tot en met 11 mag niet leiden tot strengere voorwaarden voor de toegang van Kroatische onderdanen tot de arbeidsmarkten van de huidige lidstaten dan de op de datum van ondertekening van het toetredingsverdrag geldende voorwaarden.

Niettegenstaande de toepassing van het bepaalde in de punten 1 tot en met 12 geven de huidige lidstaten, wat de toegang tot hun arbeidsmarkt betreft, gedurende eender welke periode tijdens welke nationale of uit bilaterale overeenkomsten voortvloeiende maatregelen worden toegepast, voorrang aan werknemers die onderdaan van de lidstaten zijn boven werknemers die onderdaan van een derde land zijn.

Legaal in een andere lidstaat verblijvende en werkende Kroatische migrerende werknemers en hun gezinnen, en legaal in Kroatië verblijvende en werkende migrerende werknemers van andere lidstaten en hun gezinnen worden niet restrictiever behandeld dan in de betrokken lidstaat, respectievelijk Kroatië verblijvende en werkende migrerende werknemers en hun gezinnen uit derde landen. Voorts mogen in Kroatië verblijvende en werkende migrerende werknemers uit derde landen uit hoofde van het beginsel van de Unie-preferentie geen gunstiger behandeling krijgen dan Kroatische onderdanen.



### 3. VRIJ VERKEER VAN KAPITAAL

Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Onverminderd de verplichtingen uit hoofde van de Verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, kan Kroatië de op de datum van ondertekening van het Toetredingsverdrag krachtens zijn Wet op landbouwgrond (Staatsblad 152/08) geldende beperkingen inzake het verwerven van landbouwgrond door onderdanen van een andere lidstaat, door onderdanen van staten die partij zijn bij de overeenkomst inzake de Europese Economische Ruimte (EER) en door rechtspersonen die overeenkomstig de wetgeving van een andere lidstaat of een EER-staat zijn opgericht, handhaven gedurende een periode van zeven jaar te rekenen vanaf de datum van de toetreding. Onder geen beding mag een onderdaan van een lidstaat of een rechtspersoon die overeenkomstig de wetgeving van een andere lidstaat is opgericht, bij het verwerven van landbouwgrond minder gunstig worden behandeld dan een dergelijke onderdaan of rechtspersoon op de datum van ondertekening van het Toetredingsverdrag zou zijn behandeld, of restrictiever worden behandeld dan een onderdaan of rechtspersoon van een derde land.

Zelfstandige landbouwers die onderdaan zijn van een andere lidstaat en die zich in Kroatië wensen te vestigen en er wensen te wonen, vallen niet onder het bepaalde in de eerste alinea en worden niet onderworpen aan andere voorschriften of procedures dan die welke gelden voor de onderdanen van Kroatië.

Voor het eind van het derde jaar na de datum van toetreding vindt er een algemene evaluatie van deze overgangsmaatregel plaats. De Commissie brengt daartoe verslag uit bij de Raad. De Raad kan op voorstel van de Commissie met eenparigheid van stemmen besluiten om de in de eerste alinea vermelde overgangsperiode in te korten of te beëindigen.

Als er voldoende aanwijzingen zijn dat er na het verstrijken van de overgangsperiode ernstige verstoringen zullen optreden of dreigen te zullen optreden op de Kroatische markt voor landbouwgrond, zal de Commissie op verzoek van Kroatië besluiten de overgangsperiode met drie jaar te verlengen. Deze verlenging kan worden beperkt tot bepaalde geografische gebieden die in het bijzonder worden getroffen.

#### 4. LANDBOUW

##### I. OVERGANGSMAATREGELEN VOOR KROATIË

1. 32001 LO 113: Richtlijn 2001/113/EG van de Raad van 20 december 2001 inzake voor menselijke voeding bestemde vruchtenjam of -confituur, -gelei en -marmelade, alsmede kastanjepasta (PB L 10 van 12.1.2002, blz. 67):

"In afwijking van de bij artikel 8 opgelegde verplichting is het in de handel brengen van producten onder de benamingen "domaća marmelada" en "ekstra domaća marmelada" op de Kroatische markt toegestaan tot de op de datum van toetreding bestaande voorraad is opgebruikt."

2. 32006 R 0510: Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen (PB L 93 van 31.3.2006, blz. 12 en PB L 335 M van 13.12.2008, blz. 213):

a) in artikel 5, lid 8, wordt de tweede alinea vervangen door:

"Bulgarije, Kroatië en Roemenië doen deze wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen uiterlijk één jaar na de datum van hun toetreding in werking treden.";

b) artikel 5, lid 11, wordt de eerste alinea vervangen door:

"11. In het geval van Bulgarije, Kroatië en Roemenië mag de nationale bescherming van de geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen die op de datum van hun toetreding bestaan, worden verlengd tot twaalf maanden na de datum van hun toetreding."

3. 32007 R 1234: Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten (integrale-GMO-verordening) (PB L 299 van 16.11.2007, blz. 1).

a) aan artikel 118 quaterdecies wordt het volgende lid toegevoegd:

"5. In afwijking van de leden 1 tot en met 4, mag Kroatië wijnen met de benaming "Mlado vino portugizac" in de handel brengen in Kroatië of uitvoeren naar derde landen tot de voorraden die op de datum van toetreding beschikbaar waren, zijn opgebruikt. Kroatië zal een geautomatiseerde gegevensbank opzetten met informatie over de voorraden die op de datum van toetreding bestaan, en zal erop toezien dat deze voorraden worden gecontroleerd en bij de Commissie worden aangegeven.";

b) aan artikel 118 vicies wordt het volgende lid toegevoegd:

"5. Wat betreft Kroatië worden de wijnnamen die zijn bekendgemaakt in PB C 116 van 14 april 2011 beschermd uit hoofde van deze verordening, onder voorbehoud van een gunstig resultaat van de bezwaarprocedure. De Commissie neemt deze namen op in het in artikel 118 quindecies bedoelde register.

De leden 2 tot en met 4 van dit artikel zijn van toepassing, onder de volgende voorbehouden: de in lid 3 bedoelde termijn belooft een jaar na de datum van toetreding van Kroatië; de in lid 4 bedoelde termijn belooft vier jaar na de datum van toetreding van Kroatië."

4. 32009 R 0073: Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006, (EG) nr. 378/2007 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1782/2003 (PB L 30 van 31.1.2009, blz. 16).
  - a) In afwijking van de in artikel 4, lid 1, van Verordening (EG) nr. 73/2009 bepaalde verplichting om de in bijlage II van die verordening genoemde uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen in acht te nemen, voldoen landbouwers in Kroatië die rechtstreekse betalingen ontvangen, in het kader van de randvoorwaarden, aan de in de punten A, B en C van bijlage II bepaalde, uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen, volgens het hiernavolgende tijdschema: met ingang van 1 januari 2014 wat betreft punt A, met ingang van 1 januari 2016 wat betreft punt B, en met ingang van 1 januari 2018 wat betreft punt C.

- b) Na hoofdstuk 1 in titel V van Verordening (EG) nr. 73/2009 worden een Hoofdstuktitel en artikel ingevoegd:

"HOOFDSTUK 1 bis  
Bedrijfstoeslagregeling

Artikel 121 bis  
Bedrijfstoeslagregeling in Kroatië

Voor Kroatië is de toepassing van de artikelen 4, 5, 23, 24 en 25 facultatief tot en met 31 december 2013, voor zover deze bepalingen verband houden met uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen. Met ingang van 1 januari 2014 moet een landbouwer die in Kroatië betalingen in het kader van de bedrijfstoeslagregeling ontvangt, aan de in bijlage II bedoelde uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen voldoen overeenkomstig het volgende tijdschema:

- a) de in bijlage II, punt A, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2014;
- b) de in bijlage II, punt B, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2016;
- c) de in bijlage II, punt C, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2018."

## II. OVERGANGSREGELING MET TARIEFCONTINGENTEN VOOR RUWE RIETSUIKER VOOR RAFFINAGE

Voor Kroatië wordt een jaarlijks autonoom erga omnes invoerquota van 40.000 ton ruwe rietsuiker voor raffinage gereserveerd voor een periode van ten hoogste drie verkoopseizoenen na toetreding, tegen een invoerheffing van EUR 98,00 per ton. Als de onderhandelingen met andere WTO-leden overeenkomstig artikel XXIV.6 van de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel (GATT) over compenserende aanpassing na de toetreding van Kroatië leiden tot het openen van compenserende suikerquota voor het eind van de overgangperiode, zal het aan Kroatië toegekende quotum van 40.000 ton geheel of gedeeltelijk worden beëindigd op het moment van opening van de compenserende suikerquota. De Commissie neemt de nodige uitvoeringsmaatregelen aan volgens de procedure van artikel 195, lid 2, van Verordening (EG) nr. 1234/2007, in samenhang met artikel 13, lid 1, onder b), van Verordening (EU) nr. 182/2011.

### III. TIJDELIJKE AANVULLENDE MAATREGELEN INZAKE RECHTSTREEKSE BETALINGEN VOOR KROATIË

Voorwaarde voor de rechtstreekse betalingen aan landbouwers voor het jaar 2013 is dat Kroatië voor de toetreding dezelfde regels toepast als de regels voor rechtstreekse betalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 en van de Verordeningen (EG) nr. 1120/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij titel III van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers<sup>1</sup>, Verordening (EG) nr. 1121/2009 van de Commissie van 29 oktober 2009 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en V van die verordening ingestelde steunregelingen<sup>2</sup> en Verordening (EG) nr. 1122/2009 van de Commissie van 30 november 2009 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van de bij die verordening ingestelde regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers en ter uitvoering van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de randvoorwaarden in het kader van de steunregeling voor de wijnsector<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> PB L 316 van 2.12.2009, blz. 1.

<sup>2</sup> PB L 316 van 2.12.2009, blz. 27.

<sup>3</sup> PB L 316 van 2.12.2009, blz. 65.



## 5. VOEDSELVEILIGHEID, VETERINAIR EN FYTOSANITAIR BELEID

### I. LEGHENNEN

31999 L 0074: Richtlijn 1999/74/EEG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van minimumnormen ter bescherming van legkippen (PB L 203 van 3.8.1999, blz. 31).

In afwijking van artikel 6 van Richtlijn 1999/74/EG van de Raad mogen, waar het Kroatië betreft, legkippen die op de datum van de toetreding van Kroatië aan de leg zijn, worden gehouden in kooien die niet overeenstemmen met de structurele voorschriften van artikel 6. Kroatië zorgt ervoor dat het gebruik van die kooien uiterlijk 12 maanden na toetreding ophoudt.

Eieren uit deze niet-aangepaste kooien mogen alleen in Kroatië in de handel worden gebracht. De eieren en de verpakkingen moeten duidelijk onderscheiden worden met een speciaal merkteken zodat de nodige controles kunnen worden uitgevoerd. Uiterlijk een jaar voor de datum van toetreding moet de Commissie een duidelijke beschrijving van dit merkteken ontvangen.

### II. INRICHTINGEN (VLEES, MELK EN VIS EN DIERLIJKE BIJPRODUCTEN)

32004 R 0852: Verordening (EG) nr. 852/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 inzake levensmiddelenhygiëne (PB L 139 van 30.4.2004, blz. 1).

32004 R 0853: Verordening (EG) nr. 853/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 houdende vaststelling van specifieke hygiënevoorschriften voor levensmiddelen van dierlijke oorsprong (PB L 139 van 30.4.2004, blz. 55)

32009 R 1069: Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002 (verordening dierlijke bijproducten) (PB L 300 van 14.11.2009, blz.1).

1. De structurele voorschriften in:

a) Verordening (EG) nr. 852/2004 van het Europees Parlement en de Raad:

- bijlage II, hoofdstuk II;

b) in Verordening (EG) nr. 853/2004 van het Europees Parlement en de Raad:

- bijlage III, afdeling I, hoofdstukken II en III,

- bijlage III, afdeling II, hoofdstukken II en III,

- bijlage III, afdeling V, hoofdstuk I;

c) Verordening (EU) nr. 142/2011 van de Commissie van 25 februari 2011 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot uitvoering van Richtlijn 97/78/EG van de Raad wat betreft bepaalde monsters en producten die vrijgesteld zijn van veterinaire controles aan de grens krachtens die richtlijn<sup>1</sup>:

- bijlage IV, hoofdstuk I,

---

<sup>1</sup> PB L 54 van 26.2.2011, blz. 1.

- bijlage IX, hoofdstukken I, II en III,
- bijlage X, hoofdstukken I en II, en
- bijlage XIII;

gelden in Kroatië tot en met 31 december 2015 niet voor bepaalde inrichtingen in de sectoren vlees, melk, vis en dierlijke bijproducten, op onderstaande voorwaarden.

2. Zolang punt a) van toepassing is op de in dat punt bedoelde inrichtingen, worden producten afkomstig van die inrichtingen uitsluitend op de nationale markt in Kroatië in de handel gebracht of op markten in derde landen overeenkomstig wetgeving van de Unie ter zake, of gebruikt voor verdere verwerking in inrichtingen in Kroatië waarvoor punt a) eveneens geldt, ongeacht de datum waarop zij in de handel worden gebracht.
3. Levensmiddelen uit inrichtingen bedoeld onder a) dragen een gezondheids- of identificatie-merk dat verschilt van het merk dat in artikel 5 van Verordening (EG) nr. 853/2004 is voorgescreven. Uiterlijk een jaar voor de datum van toetreding moet de Commissie een duidelijke beschrijving van de verschillende gezondheids- of identificatiemerken ontvangen.
4. De punten b) en c) gelden ook voor alle producten die afkomstig zijn uit geïntegreerde vleesinrichtingen waarvan een gedeelte onder punt a) valt.

5. Kroatië volgt de uitvoering van het nationaal programma voor de verbetering van de inrichtingen voortdurend en legt de Commissie in dit verband een jaarlijks voortgangsplan voor. Kroatië ziet erop toe dat er voor ieder van de betrokken inrichtingen een verbeteringsplan wordt opgesteld met een tijdschema voor de aanpassing aan de structurele voorschriften en stelt deze plannen op verzoek ter beschikking van de Commissie.
6. De Commissie stelt ruim voor de datum van toetreding een lijst op van de onder a) bedoelde inrichtingen. De lijst wordt bekendgemaakt en omvat de naam en het adres van elke inrichting.
7. Kroatië zorgt ervoor dat inrichtingen die bij de toetreding niet volledig voldoen aan het acquis van de Unie op het gebied van de voedselveiligheid, hun activiteiten stopzetten, behalve wanneer zij onder de bepalingen van deze overgangsmaatregel vallen.
8. Overeenkomstig respectievelijk artikel 12, lid 2, en artikel 9, lid 2, kunnen er uitvoeringsvoorschriften worden vastgesteld voor een soepele werking van de overgangsregeling met betrekking tot de Verordeningen (EG) nr. 852/2004 en nr. 853/2004.
9. Overeenkomstig artikel 52, lid 4, kunnen er uitvoeringsvoorschriften worden vastgesteld voor een soepele werking van de overgangsregeling met betrekking tot Verordening (EG) nr. 1069/2009.

### III. IN DE HANDEL BRENGEN VAN ZADEN

32002 L 0053: Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen (PB L 193 van 20.7.2002, blz. 1).

32002 L 0055: Richtlijn 2002/55/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van groentezaad (PB L 193 van 20.7.2002, blz. 33).

Kroatië mag tot en met 31 december 2014 de toepassing van de artikel 4, lid 1, van Richtlijn 2002/53/EG en artikel 4, lid 1, van Richtlijn 2002/55/EG uitstellen met betrekking tot het op zijn grondgebied in de handel brengen van zaadrassen die voorkomen op zijn nationale rassenlijsten van landbouwgewassen, respectievelijk groentegewassen die niet officieel zijn aanvaard overeenkomstig die richtlijnen. Gedurende die periode mag dergelijk zaad niet in de handel worden gebracht op het grondgebied van andere lidstaten.

### IV. NEUM

31997 L 0078: Richtlijn 97/78/EG van de Raad van 18 december 1997 tot vaststelling van de beginselen voor de organisatie van de veterinaire controles voor producten die uit derde landen in de Gemeenschap worden binnengebracht (PB L 24 van 30.1.1998, blz. 9):

Artikel 1 wordt vervangen door:

"Artikel 1

1. De lidstaten verrichten de veterinaire controles voor producten uit derde landen die op een van de in bijlage I vermelde grondgebieden worden binnengebracht, overeenkomstig het bepaalde in deze richtlijn en in Verordening (EG) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 inzake officiële controles op de naleving van de wetgeving inzake diervoeders en levensmiddelen en de voorschriften inzake diergezondheid en dierenwelzijn\*.
2. Bij wijze van afwijking van lid 1 mogen zendingen producten afkomstig van het grondgebied van Kroatië die in Neum (de corridor van Neum) over het grondgebied van Bosnië en Herzegovina worden vervoerd, voordat zij bij de toegangspunten Klek of Zaton weer het grondgebied van Kroatië worden binnengebracht, worden vrijgesteld van veterinaire controles, op onderstaande voorwaarden:
  - a) Kroatië heeft vanaf de dag van toetreding of eerder aan de noord- en aan de zuidkant van de corridor van Neum toegangspunten die zijn uitgerust en bemand en voorbereid zijn op het doen naleven van de voorschriften van dit lid;

- b) Kroatië zorgt ervoor dat:
- i) er voor het vervoer van de zendingen uitsluitend gesloten voertuigen worden gebruikt;
  - ii) de voertuigen die de zendingen vervoeren met genummerde zegels worden verzegeld voordat zij door de corridor van Neum reizen;
  - iii) er een register wordt opgesteld waarin staat welk zegelnummer aan welk voertuig zit, zodat de noodzakelijke controles kunnen worden uitgevoerd;
  - iv) de datum en het tijdstip waarop de voertuigen die de zendingen vervoeren het grondgebied van Kroatië verlaten of er weer binnenkomen, worden vastgelegd zodat kan worden berekend hoelang de gehele doorreis duurt.
- c) Kroatië zorgt ervoor dat een zending niet opnieuw op het grondgebied van Kroatië wordt toegelaten als:
- i) de verzegeling van het voertuig tijdens de doorreis door de corridor van Neum is verbroken of vervangen; en/of
  - ii) de totale duur van de doorreis de aanvaardbare totale duur van de doorreis verre overschrijdt, gelet op de totale lengte van de doorreis tenzij de bevoegde autoriteit een evaluatie heeft gemaakt van de risico's voor de gezondheid van mens en dier en op basis van deze evaluatie doeltreffende, evenredige en gerichte maatregelen heeft genomen.

- d) Kroatië moet de Commissie regelmatig en wanneer dat nodig is op de hoogte brengen van niet-naleving van de voorschriften onder b) en van de overeenkomstig c) getroffen maatregelen;
- e) Zo nodig wordt overeenkomstig de procedure van artikel 29 een besluit vastgesteld om de afwijking van lid 1 op te schorten of in te trekken.
- f) Waar nodig worden uitvoeringsbepalingen voor dit lid vastgesteld volgens de procedure van artikel 29.

---

\* PB L 165 van 30.4.2004, blz. 1."

## 6. VISSERIJ

32006 R 1967: Verordening (EG) nr. 1967/2006 van de Raad van 21 december 2006 inzake beheersmaatregelen voor de duurzame exploitatie van visbestanden in de Middellandse Zee, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2847/93 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1626/94 (PB L 409 van 30.12.2006, blz. 11), (Gerectificeerde versie in PB L 36 van 8.2.2007, blz. 6):

- a) In afwijking van artikel 13, leden 1 en 2, is het voor vaartuigen die uitsluitend geregistreerd en actief zijn in het gebied ten westen van Istrië, tot en met 30 juni 2014 toegestaan bodemtrawls te gebruiken op een diepte van minder dan 50 meter op een minimumafstand van 1,5 zeemijl uit de kust.

Deze afwijking is van toepassing op het deel dat "gebied ten westen van Istrië" wordt genoemd en dat wordt afgebakend vanaf het punt met de geografische coördinaten  $\varphi=44,52135$  en  $\lambda=14,29244$ , volgens een lijn pal naar het noorden en een lijn pal naar het westen.



Voor schepen met een lengte over alles van minder dan 15 meter is het Kroatië tot en met 30 juni 2014 toegestaan op een diepte van meer dan 50 meter bodemtrawls te gebruiken mits een minimumafstand van 1 zeemijl uit de kust in acht wordt genomen en alle andere beperkingen in ruimte en tijd die op de datum van toetreding worden toegepast, worden nageleefd.

- b) In afwijking van artikel 17, lid 1, is het een beperkt aantal en niet meer dan 2 000 vaartuigen in de specifieke categorie van niet-beroepsmatige visserijactiviteiten, genaamd "kleinschalige ambachtelijke visserij voor persoonlijke behoeften", tot en met 31 december 2014 toegestaan ten hoogste 200 meter kieuwnet te gebruiken, op voorwaarde dat alle andere op de datum van toetreding geldende beperkingen van toepassing blijven. Kroatië legt uiterlijk op de datum van toetreding de lijst van onder deze overgangperiode vallende vaartuigen voor aan de Commissie, onder opgaaf van hun kenmerken en hun, in GT en kW uitgedrukte, vermogen.

## 7. VERVOERBELEID

1. 31992 R 3577: Verordening (EEG) nr. 3577/92 van de Raad van 7 december 1992 houdende toepassing van het beginsel van het vrij verrichten van diensten op het zeevervoer binnen de lidstaten (cabotage in het zeevervoer) (PB L 364 van 12.12.1992, blz. 7)

Aan artikel 6 worden de volgende leden toegevoegd:

"4. In afwijking van artikel 4, lid 1, tweede alinea, kunnen openbaardienstcontracten die vóór de toetreding van Kroatië tot de EU zijn gesloten, tot en met 31 december 2016 worden toegepast.

5. In afwijking van artikel 1, lid 1, worden cruisediensten die tussen Kroatische havens worden verricht door schepen van minder dan 650 bruto ton, tot en met 31 december 2014 voorbehouden voor in Kroatië geregistreerde en onder Kroatische vlag varende schepen die worden geëxploiteerd door scheepvaartmaatschappijen die overeenkomstig het Kroatische recht zijn opgericht en waarvan het hoofdkantoor zich bevindt in Kroatië en waarvan de daadwerkelijke controle wordt uitgeoefend in Kroatië.

6. In afwijking van artikel 1, lid 1, kan de Commissie gedurende de overgangsperiode tot en met 31 december 2014 op grond van een gemotiveerd verzoek van een lidstaat, binnen 30 werkdagen na ontvangst van het verzoek in kwestie, besluiten dat schepen die in aanmerking komen voor de in lid 5 bedoelde afwijking, geen cruisediensten verrichten tussen havens van bepaalde zones van andere lidstaten dan Kroatië, indien wordt aangetoond dat deze diensten de binnenlandse vervoersmarkt in die zones ernstig verstoren of dreigen te verstoren. Indien de Commissie na 30 werkdagen geen besluit heeft genomen, heeft de betrokken lidstaat het recht vrijwaringsmaatregelen toe te passen totdat de Commissie haar besluit heeft genomen. In noodgevallen kunnen de lidstaten unilateraal passende voorlopige maatregelen nemen, die niet langer dan drie maanden van kracht mogen blijven. Die lidstaten stellen de Commissie onmiddellijk op de hoogte. De Commissie mag de maatregelen afschaffen of bevestigen totdat zij haar uiteindelijk besluit neemt. De lidstaten worden op de hoogte gehouden."

2. 32009 R 1072: Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg (herschikking) (PB L 300 van 14.11.2009, blz. 72):

In afwijking van artikel 8 van Verordening (EG) nr. 1072/2009 geldt het volgende:

- gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van toetreding van Kroatië mogen in Kroatië gevestigde ondernemingen geen cabotagevervoer verrichten in de andere lidstaten;
- gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van toetreding van Kroatië kunnen de andere lidstaten de Commissie ervan in kennis stellen dat zij voornemens zijn de in het eerste streepje bedoelde overgangperiode met maximaal twee jaar te verlengen, dan wel artikel 8 met betrekking tot in Kroatië gevestigde ondernemingen toe te passen. Bij ontbreken van een dergelijke kennisgeving is artikel 8 van toepassing;
- elk van de huidige lidstaten kan de Commissie gedurende een periode van twee jaar vanaf de toetreding van Kroatië te allen tijde in kennis stellen van zijn voornemen artikel 8 met betrekking tot in Kroatië gevestigde ondernemingen toe te passen;

- alleen vervoerders die gevestigd zijn in lidstaten waar artikel 8 op in Kroatië gevestigde ondernemingen van toepassing is, kunnen in Kroatië cabotage verrichten;
- gedurende een periode van vier jaar vanaf de datum van toetreding van Kroatië kan elke lidstaat die artikel 8 toepast, bij een ernstige verstoring van de nationale markt of delen daarvan die wordt veroorzaakt of verergerd door cabotage, zoals een ernstig overaanbod of een bedreiging van de financiële stabiliteit of het voortbestaan van een aanzienlijk aantal ondernemingen in het goederenvervoer, de Commissie verzoeken de toepassing van artikel 8 met betrekking tot in Kroatië gevestigde ondernemingen geheel of gedeeltelijk op te schorten. In dat geval is artikel 10 van toepassing.

Lidstaten die de in het eerste en het tweede streepje van lid 1 bedoelde overgangsmaatregel toepassen, kunnen op basis van bilaterale overeenkomsten met Kroatië geleidelijk cabotagevergunningen uitwisselen.

De in lid 1 en lid 2 bedoelde overgangsregelingen mogen niet leiden tot een toegang voor Kroatische vervoerders tot de nationale cabotagemarkten die beperkter is dan ten tijde van de ondertekening van het toetredingsverdrag.

## 8. BELASTING

1. 31992 L 0079: Richtlijn 92/79/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de onderlinge aanpassing van de belastingen op sigaretten (PB L 316 van 31.10.1992, blz. 8).

In artikel 2, lid 2, is de volgende alinea toegevoegd:

"Aan Kroatië wordt een overgangsperiode tot en met 31 december 2017 toegestaan om te voldoen aan de voorschriften van de eerste en tweede alinea van dit lid. Vanaf 1 januari 2014 bedraagt de accijns echter niet minder dan 77 EUR per 1.000 sigaretten, ongeacht de gewogen gemiddelde kleinhandelsprijs."

2. 32006 L 0112: Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde (PB L 347 van 11.12.2006, blz. 1).

a) Artikel 13, lid 2, wordt vervangen door:

"2. De lidstaten kunnen werkzaamheden van publiekrechtelijke lichamen die uit hoofde van de artikelen 132, 135, 136 en 371, de artikelen 374 tot en met 377, artikel 378, lid 2, artikel 379, lid 2, en de artikelen 380 tot en met 390 quater zijn vrijgesteld, als werkzaamheden van de overheid beschouwen."

b) Artikel 80, lid 1, onder b), wordt vervangen door:

"b) wanneer de tegenprestatie lager is dan de normale waarde, degene die de handeling verricht geen volledig recht op aftrek uit hoofde van de artikelen 167 tot en met 171 en 173 tot en met 177 heeft en de handeling uit hoofde van de artikelen 132, 135, 136, 371, 375, 376 en 377, artikel 378, lid 2, artikel 379, lid 2, en de artikelen 380 tot en met 390 quater, is vrijgesteld;"

c) Artikel 136, onder a), wordt vervangen door:

"a) leveringen van goederen die uitsluitend zijn gebruikt voor een activiteit die krachtens de artikelen 132, 135, 371, 375, 376 en 377, artikel 378, lid 2, artikel 379, lid 2, en de artikelen 380 tot en met 390 quater is vrijgesteld, wanneer voor deze goederen geen recht op aftrek is genoten;"

d) Artikel 221, lid 3, wordt vervangen door:

"3. De lidstaten kunnen de belastingplichtige van de in artikel 220 of in artikel 220 a vastgestelde factureringsplicht ontheffen voor de op hun grondgebied verrichte goederenleveringen of diensten die, al dan niet met recht op aftrek van voorbelasting, overeenkomstig de artikelen 110 en 111, artikel 125, lid 1, artikel 127, artikel 128, lid 1, de artikelen 132, punten h) tot en met l), artikel 135, lid 1, de artikelen 136, 371, 375, 376 en 377, artikel 378, lid 2, en artikel 379, lid 2, en de artikelen 380 tot en met 390 quater vrijgesteld zijn."

- e) het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 390 quater

Kroatië mag, onder de voorwaarden die in deze lidstaat op de datum van zijn toetreding bestonden, vrijstelling blijven verlenen voor de volgende handelingen:

- a) de levering van bebouwde of onbebouwde bouwterreinen als omschreven in artikel 135, lid 1, punt j), en bijlage X, deel B, punt 9, tot en met 31 december 2014, niet verlengbaar;
- b) internationaal personenvervoer omschreven in bijlage X, deel B, punt 10, zolang dezelfde vrijstelling wordt toegepast in één van de lidstaten die voor de toetreding van Kroatië lid van de Unie waren.";

- f) artikel 391 wordt vervangen door:

"Artikel 391

De lidstaten die vrijstelling verlenen voor de in de artikelen 371, 375, 376 en 377, artikel 378, lid 2, artikel 379, lid 2, en de artikelen 380 tot en met 390 quater bedoelde handelingen, mogen de belastingplichtigen het recht verlenen voor belastingheffing ter zake van deze handelingen te kiezen."

g) De titel van bijlage X wordt (ook in de inhoudstafel) vervangen door:

"LIJST VAN HANDELINGEN WAARVOOR DE IN DE ARTIKELEN 370 EN 371 EN DE ARTIKELEN 375 TOT EN MET 390 QUATER BEDOELDE AFWIJKINGEN GELDEN".

## 9. VRIJHEID, VEILIGHEID EN RECHT

32006 R 0562: Verordening (EG) nr. 562/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot vaststelling van een communautaire code betreffende de overschrijding van de grenzen door personen (Schengengrenscode) (PB L 105 van 13.4.2006, blz. 1).

Het volgende artikel wordt ingevoegd:

"Artikel 19 bis

In afwijking van de bepalingen van deze verordening aangaande de instelling van grensdoorlaatposten mag Kroatië, tot de inwerkingtreding van een besluit van de Raad over de volledige toepassing van het Schengenacquis in Kroatië overeenkomstig artikel 4, lid 2, van de Toetredingsakte of tot de invoeging in deze verordening van bepalingen inzake het toezicht aan gemeenschappelijke grensdoorlaatposten, indien dat eerder is, de gemeenschappelijke grensdoorlaatposten met Bosnië en Herzegovina handhaven. Bij deze gemeenschappelijke grensdoorlaatposten kunnen grenswachters van de ene partij in- of uitreiscontroles uitvoeren op het grondgebied van de andere partij. Alle in- en uitreiscontroles door Kroatische grenswachters worden volgens het acquis van de Unie verricht, met inbegrip van de verplichtingen van de lidstaten inzake internationale bescherming en non-refoulement. De bilaterale overeenkomsten waarbij bovenbedoelde gemeenschappelijke grensdoorlaatposten worden ingesteld, worden, zo nodig, dienovereenkomstig gewijzigd."



## 10. MILIEU

### I. HORIZONTALE WETGEVING

1. 32003 L 0087: Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad (PB L 275 van 25.10.2003, blz. 32).

a) Met betrekking tot alle vluchten tussen twee op Kroatisch grondgebied gelegen vliegvelden en alle vluchten tussen een op Kroatisch grondgebied gelegen vliegveld en een in een land buiten de EER gelegen vliegveld (hierna: "bijkomende luchtvaartactiviteiten") is het volgende van toepassing:

- i) In afwijking van artikel 3 quater, lid 2, neemt de in artikel 13, lid 1, bedoelde periode, die op 1 januari 2013 begint, een aanvang op 1 januari 2014 voor de aanvullende luchtvaartdiensten.
- ii) In afwijking van artikel 3 quater, lid 4, beslist de Commissie, overeenkomstig de procedure van dat artikel, binnen 6 maanden vanaf de datum van toetreding over de historische emissies van de luchtvaartactiviteiten voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten.

- iii) In afwijking van artikel 3 quinquies, lid 2, is, vanaf 1 januari 2014, het percentage aan emissierechten dat moet worden geveild gelijk aan de verhouding tussen de resterende emissierechten na de berekening van het aantal kosteloos toe te wijzen rechten uit hoofde van punt d) van artikel 3 sexies, lid 3, en de emissierechten die volgens de berekeningen moeten worden opzijgezet in een speciale reserve uit hoofde van artikel 3 septies.
- iv) In afwijking van artikel 3 quinquies, lid 3, zal de Commissie over de toewijzing van emissierechten voor bijkomende luchtvaartdiensten voor het referentiejaar 2010 beslissen op basis van de beste beschikbare gegevens. Het aantal rechten dat moet worden geveild door de lidstaten waarvan de totale toegewezen emissies van luchtvaartactiviteiten emissies omvatten van vluchten met vertrek op een Kroatisch vliegveld, zal worden aangepast vanaf 1 juli 2013, met het oog op de hertoewijzing van de op deze emissie betrekking hebbende veilingrechten aan Kroatië.
- v) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 1, is 2012 het controlejaar voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten, en worden alle aanvragen voor toewijzing van rechten vóór 31 maart 2013 gericht aan de bevoegde Kroatische autoriteiten.
- vi) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 2, zal Kroatië de aanvragen voor bijkomende luchtvaartdiensten vóór 1 juli 2013 bij de Commissie indienen.

- vii) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 3, neemt de Commissie, in verband met de aanvullende luchtvaartactiviteiten, vóór 30 september 2013 een besluit over de in de punten a) tot en met e) bedoelde aangelegenheden.
- viii) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 3, onder d), wordt, voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten, het percentage kosteloos toe te wijzen emissierechten berekend door de in punt e) bepaalde benchmark te vermenigvuldigen met de som van de tonkilometergegevens in de overeenkomstig artikel 3 sexies, lid 2, bij de Commissie ingediende aanvragen, aangepast om rekening te houden met de gemiddelde verandering in de in tonkilometer uitgedrukte activiteit die onder de EU ETS voor 2010 valt. De benchmark kan indien nodig onderworpen worden aan een door de Commissie toe te passen uniforme correctiecoëfficiënt.
- ix) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 3, is de in punt e) bedoelde benchmark voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten dezelfde als die welke is berekend voor de luchtvaartactiviteiten die onder de EU ETS vallen vanaf 1 januari 2012.
- x) In afwijking van artikel 3 sexies, lid 5, is 28 februari 2014 de datum voor het verlenen van de emissierechten voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten.
- xi) In afwijking van artikel 3 septies moet, met betrekking tot de bijkomende luchtvaartactiviteiten, iedere verwijzing naar het tweede kalenderjaar van de periode die begint in 2013 worden gelezen als 2014 en moeten verwijzingen naar het derde kalenderjaar van die periode worden gelezen als 2015.

- xii) In afwijking van artikel 14, lid 3, is de in dat artikel vastgestelde datum, voor de bijkomende luchtvaartactiviteiten, 1 januari 2013.
  - xiii) In afwijking van artikel 18 bis, lid 1, wordt de hertoewijzing van verantwoordelijkheden inzake beheer voor vliegtuigexploitanten aan Kroatië verricht in 2014, nadat de exploitant zijn verplichtingen voor 2013 is nagekomen, tenzij tussen de voormalige beheersautoriteit en Kroatië een andere datum wordt overeengekomen ingevolge een verzoek van de vliegtuigexploitant dat wordt gedaan binnen 6 maanden na de datum waarop de Commissie de bijgewerkte versie van de lijst van vliegtuigexploitanten publiceert waarin rekening wordt gehouden met de toetreding van Kroatië. In dat geval zal de hertoewijzing uiterlijk in 2020 plaatsvinden met betrekking tot de in 2021 beginnende handelsperiode.
  - xiv) In afwijking van punt 6 van bijlage I worden bijkomende luchtvaartdiensten opgenomen met ingang van 1 januari 2014.
- b) Onverminderd bovenbedoelde afwijkingen doet Kroatië de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking treden om vanaf de toetreding het hele jaar 2013 aan de richtlijn te voldoen.

2. 32010 R 0920: Verordening (EU) nr. 920/2010 van de Commissie van 7 oktober 2010 inzake een gestandaardiseerd en beveiligd registersysteem overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad en Beschikking nr. 280/2004/EG van het Europees Parlement en de Raad (PB L 270 van 14.10.2010, blz. 1):

De artikelen 16, 29, 41, 46 en 54 en bijlage VIII betreffende de luchtvaartactiviteiten zijn in Kroatië van toepassing met ingang van 1 januari 2014.

## II. LUCHTKWALITEIT

32008 L 0050: Richtlijn 2008/50/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008 betreffende de luchtkwaliteit en schonere lucht voor Europa (PB L 152 van 11.6.2008, blz. 1).

- a) In afwijking van bijlage XIV, is het referentiejaar onder punt A, eerste alinea, het tweede jaar na het einde van het jaar waarin Kroatië toetreedt. De gemiddelde-blootstellingsindex voor dat referentiejaar is het gemiddelde van de concentratie in het toetredingsjaar en het eerste en het tweede jaar na het jaar van de toetreding.
- b) In afwijking van bijlage XIV, punt B, wordt de streefwaarde inzake vermindering van de blootstelling berekend op basis van de gemiddelde-blootstellingsindex in het referentiejaar, d.w.z. het tweede jaar na het einde van het jaar waarin Kroatië toetreedt.

### III. AFVALBEHEER

31999 L 0031: Richtlijn 1999/31/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen (PB L 182 van 16.7.1999, blz. 1):

- a) In afwijking van artikel 5, lid 2, eerste alinea, punten a), b) en c), gelden de volgende termijnen voor de verplichting het naar stortplaatsen over te brengen biologisch afbreekbaar stedelijk afval te verminderen tot respectievelijk 75, 50 en 35 gewichtsprocent van de totale hoeveelheid in 1997 geproduceerd biologisch afbreekbaar stedelijk afval in Kroatië.

Kroatië zorgt voor een geleidelijke vermindering van het naar stortplaatsen over te brengen biologisch afbreekbaar stedelijk afval overeenkomstig het volgende tijdschema:

- i) uiterlijk 31 december 2013 wordt het aandeel van het naar stortplaatsen over te brengen biologisch afbreekbaar stedelijk afval verminderd tot 75 gewichtsprocent van de totale hoeveelheid in 1997 geproduceerd biologisch afbreekbaar stedelijk afval;
- ii) uiterlijk 31 december 2016 wordt het aandeel van het naar stortplaatsen over te brengen biologisch afbreekbaar stedelijk afval verminderd tot 50 gewichtsprocent van de totale hoeveelheid in 1997 geproduceerd biologisch afbreekbaar stedelijk afval;
- iii) uiterlijk 31 december 2020 wordt het aandeel van het naar stortplaatsen over te brengen biologisch afbreekbaar stedelijk afval verminderd tot 35 gewichtsprocent van de totale hoeveelheid in 1997 geproduceerd biologisch afbreekbaar stedelijk afval.

- b) In afwijking van artikel 14, onder c), voldoen alle bestaande stortplaatsen in Kroatië op uiterlijk 31 december 2018 aan de voorschriften van de richtlijn, behoudens de voorschriften van bijlage I, punt 1.

Kroatië zorgt voor een geleidelijke vermindering van het naar niet-conforme stortplaatsen overgebrachte afval, met inachtneming van de volgende jaarlijkse maximumhoeveelheden:

- uiterlijk 31 december 2013: 1 710 000 ton,
- uiterlijk 31 december 2014: 1 410 000 ton,
- uiterlijk 31 december 2015: 1 210 000 ton,
- uiterlijk 31 december 2016: 1 010 000 ton,
- uiterlijk 31 december 2017: 800 000 ton.

Kroatië zendt de Commissie ieder jaar uiterlijk 31 december, te beginnen met het jaar van toetreding, een verslag toe betreffende de geleidelijke toepassing van de richtlijn en de naleving van de tussentijdse doelstellingen.

#### IV. WATERKWALITEIT

1. 31991 L 0271: Richtlijn 91/271/EG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater (PB L 135 van 30.5.1991, blz. 40):

In afwijking van de artikelen 3, 4, 5, 6 en 7, zijn de voorschriften inzake opvangsystemen en zuivering van stedelijk afvalwater vanaf 1 januari 2024 van toepassing in Kroatië, met inachtneming van de volgende tussentijdse doelstellingen:

- a) Voor agglomeraties met een inwonerequivalent van meer dan 15.000 ton, behalve de volgende kustagglomeraties, dient uiterlijk 31 december 2018 aan de richtlijn te zijn voldaan:

Bibinje - Sukošan,

Biograd,

Jelsa - Vrboska,

Makarska,

Mali Lošinj,

Malinska - Njivice,

Nin,

Pirovac - Tisno - Jezera,

Pula - Sjever,

Vela Luka,

Vir.



- b) Voor agglomeraties met een inwonerequivalent van meer dan 10.000 waarvan het afvalwater wordt geloosd in kwetsbare gebieden, en voor in het afwateringsgebied van kwetsbare gebieden gelegen zuiveringsinstallaties die bijdragen tot de vervuiling van de Donau en andere kwetsbare gebieden en in de 11 onder punt a) genoemde kust-agglomeraties, dient uiterlijk 31 december 2020 aan de richtlijn te zijn voldaan;
- c) Voor agglomeraties met een inwonerequivalent van meer dan 2000, dient uiterlijk 31 december 2023 aan de richtlijn te zijn voldaan.

2. 31998 L 0083: Richtlijn 98/83/EG van de Raad van 3 november 1998 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water (PB L 330 van 5.12.1998, blz. 32):

Bij wijze van afwijking zijn de in bijlage I, deel A en deel C, genoemde microbiologische parameters, respectievelijk indicatorparameters vanaf 1 januari 2019 in Kroatië van toepassing voor de volgende waterleveringsgebieden:

Leveringsgebied	Gebiedsnr.	Bevolking	NUTS-code
DA BJELOVAR	107	51 921	HR02
DA DARUVAR	125	25 608	HR02
DA ĐURĐEVAC	204	30 079	HR01
DA GORSKI KOTAR	306	26 430	HR03
DA HRVATSKO ZAGORJE	101	143 093	HR01
DA ISTOČNA SLAVONIJA - SLAVONSKI BROD	129	124 349	HR02
DA ISTRIA	301	97 046	HR03

DA JASTREBARSKO-KLINČA SELA	114	23 213	HR01
DA KARLOVAC-DUGA RESA	116	91 511	HR02
DA KNIN	404	17 187	HR03
DA KOPRIVNICA	203	58 050	HR01
DA KRIŽEVCI	103	36 338	HR01
DA LAPAC	311	1 880	HR03
DA LIČKA JESENICA	118	13 893	HR02
DA NAŠICE	210	37 109	HR02
DA NERETVA-PELJEŠAC- KORČULA-LASTOVO-MLJET	407	58 246	HR03
DA OGULIN	117	25 192	HR02
DA OPATIJA-RIJEKA-KRK	304	238 088	HR03
DA OTOČAC	309	15 434	HR03
DA OZALJ	113	11 458	HR02
DA PETRINJA-SISAK	121	84 528	HR02
DA PISAROVINA	115	3 910	HR01
DA PITOMAČA	205	10 465	HR02
DA POŽEŠTINE	128	70 302	HR02
DA SVETI IVAN ZELINA	102	17 790	HR01
DA UDBINA-KORENICA	310	6 747	HR03
DA VARAŽDIN	201	184 769	HR01
DA VELIKA GORICA	503	75 506	HR01
DA ZAGREB	501	831 047	HR01
DA ZAPREŠIĆ	502	50 379	HR01
DA ZRMANJA-ZADAR	401	158 122	HR03
DA ŽRNOVNICA	307	20 160	HR03

## V. GEÏNTEGREERDE PREVENTIE EN CONTROLE VAN VERONTREINIGING (IPPC)

1. 31999 L 0013: Richtlijn 1999/13/EG van de Raad van 11 maart 1999 inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties (PB L 85 van 29.3.1999, blz. 1):

a) In afwijking van artikel 5 en bijlagen IIA en IIB zijn de grenswaarden voor de emissies van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties in Kroatië vanaf de genoemde datum van toepassing voor de volgende installaties:

i) vanaf 1 januari 2014:

1. ČATEKS, dioničko društvo za proizvodnju tkanine, umjetne kože, kućanskog rublja i proizvoda za šport i rekreaciju (ČATEKS d.d.), Čakovec, Ulica Zrinsko-Frankopanska 25
2. Drvna industrija KLANA d.d. (DI KLANA d.d.), Klana, Klana 264

ii) vanaf 1 januari 2015:

1. HEMPEL društvo s ograničenom odgovornošću Prerađivačka kemijska industrija (HEMPEL d.o.o.), Umag, Novigradska ulica 32
2. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Zadar (installatie van Zadar, plaats: Zadar, Murvica bb)

3. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Umag (installatie van Umag, plaats: Umag, Ungarija bb)

iii) vanaf 1 januari 2016:

1. PALMA društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju pogrebnih potrepština (PALMA d.o.o.), Jastrebarsko, Donja Reka 24
2. FERRO-PREIS društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju ljevanih, kovanih i prešanih metalnih proizvoda (FERRO-PREIS d.o.o.), Čakovec, Dr. Tome Bratkovića 2
3. AD PLASTIK dioničko društvo za proizvodnju dijelova i pribora za motorna vozila i proizvoda iz plastičnih masa (AD PLASTIK d.d.), Solin, Matoševa ulica 8 - plaats: Zagreb, Jankomir 5
4. REMONT ŽELJEZNIČKIH VOZILA BJELOVAR društvo s ograničenom odgovornošću (RŽV d.o.o.), Bjelovar, Trg kralja Tomislava 2
5. FEROKOTAO d.o.o. za proizvodnju transformatorskih kotlova i ostalih metalnih konstrukcija (FEROKOTAO d.o.o.), Kolodvorska bb, Donji Kraljevec
6. SAME DEUTZ-FAHR Žetelice, društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i usluge (SAME DEUTZ-FAHR Žetelice d.o.o.), Županja, Industrijska 5

7. CMC Sisak d.o.o. za proizvodnju i usluge (CMC Sisak d.o.o.), Sisak, Braće Kavurića 12
8. METALSKA INDUSTRIJA VARAŽDIN dioničko društvo (MIV d.d.), Varaždin, Fabijanska ulica 33
9. CHROMOS BOJE I LAKOVI, dioničko društvo za proizvodnju boja i lakova (CHROMOS BOJE I LAKOVI, d.d.), Zagreb, Radnička cesta 173/d
10. CHROMOS-SVJETLOST, Tvornica boja i lakova, društvo s ograničenom odgovornošću (CHROMOS-SVJETLOST d.o.o.), Lužani, Mijata Stojanovića 13
11. MURAPLAST društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i preradu plastičnih masa (MURAPLAST d.o.o.), Kotoriba, Industrijska zona bb
12. ISTRAPLASTIKA dioničko društvo za proizvodnju ambalaže (ISTRAPLASTIKA d.d.), Pazin, Dubravica 2/a
13. GRUDINA društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i usluge (GRUDINA d.o.o.), Županja, Aleja Matice hrvatske 21
14. SLAVICA - KEMIJSKA ČISTIONICA, vlasnik Slavica Hinek, Beli Manastir, J. J. Strossmayera 17
15. MIDA d.o.o. za usluge i ugostiteljstvo (MIDA d.o.o.), Osijek, Ivana Gundulića 206
16. EXPRESS KEMIJSKA ČISTIONA, vlasnik Ivanka Dréec, Križevci, Ulica Petra Preradovića 14
17. Kemijska čistionica "BISER", vlasnik Gojko Miletić, Dubrovnik, Nikole Tesle 20
18. Kemijska čistionica "ELEGANT", vlasnik Frane Miletić, Dubrovnik, Andrije Hebranga 106
19. KOLAR obrt za kemijsko čišćenje odjeće, vlasnik Svjetlana Kolar, Žakanje, Kamanje 70/a

20. MM d.o.o. za trgovinu i usluge (MM d.o.o.), Draganić, Lug 112
21. KEMIJSKA ČISTIONA "AGATA", vlasnik Branko Szabo, Virovitica, S. Radića 66
22. Obrt za kemijsko čišćenje odjeća "KEKY", vlasnik Jovita Malek-Milovanović, Pula, Dubrovačke bratovštine 29
23. LORNA d.o.o. za pranje i kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda (LORNA d.o.o.), Pula, Valdebečki put 3
24. KEMIJSKA ČISTIONICA I KOPIRANJE KLJUČEVA "ŠUPER", vlasnik Ivan Šuper, Virovitica, J.J. Strossmayera 5
25. KEMIJSKO ČIŠĆENJE ŠTEFANEC kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda, vlasnik Nadica Štefanec, Koprivnica, Ledinska 1a
26. ARIES društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju glazbala i usluge (ARIES d.o.o.), Varaždin, Creska 3
27. OBRT ZA PRANJE I ČIŠĆENJE TEKSTILA I ODJEĆE ĐORĐEVIĆ, vlasnik Javorka Đorđević, Makarska, Ante Starčevića 2
28. OBRT ZA USLUGE PRANJA I KEMIJSKOG ČIŠĆENJA "KORDIĆ", vlasnik Pero Kordić, Makarska, Kipara Rendića 2
29. Kemijsko čišćenje tekstila i krznenih proizvoda ČISTIONICA GALEB, vlasnik Stipan Radović, Zadar, Varoška 6
30. KEMIJSKA ČISTIONICA, vlasnik Krešimir Borovec, Varaždin, Juraja Habelića 2
31. KEMIJSKA ČISTIONICA "VBM", vlasnik Biserka Posavec, Maruševac, Biljevec 47
32. OBRT ZA KEMIJSKO ČIŠĆENJE I PRANJE RUBLJA "PLITVICE", vlasnik Momirka Ninić, Pula, Rizzijeva 34
33. "ANA" KEMIJSKA ČISTIONA, vlasnik Saša Dadić, Pula, Zagrebačka 18

34. Kemijska čistionica, vlasnik Gordana Bralić, Trogir, Put Demunta 16
35. "ECONOMATIC" - PRAONICA RUBLJA, vlasnik Marino Bassanese, Umag, Savudrijska cesta 9
36. SERVIS ZA ČIŠĆENJE "SJAJ", vlasnik Danijela Brković, Virovitica, Golo Brdo 2A

b) In afwijking van artikel 5, lid 3, onder b), is de verplichting dat de exploitant ten genoegen van de bevoegde autoriteit moet aantonen dat er gebruik wordt gemaakt van de beste beschikbare techniek, in Kroatië vanaf 1 januari 2016 van toepassing voor coatingprocessen in de scheepsbouw met betrekking tot de volgende installaties:

1. BRODOTROGIR d.d., Trogir, Put brodograditelja 16
2. NCP-NAUTIČKI CENTAR PRGIN-REMONTNO BRODOGRADILIŠTE ŠIBENIK d.o.o. za remont i proizvodnju brodova (NCP - REMONTNO BRODOGRADILIŠTE ŠIBENIK d.o.o.), Šibenik, Obala Jerka Šižgorića 1
3. BRODOGRADILIŠTE VIKTOR LENAC dioničko društvo (BRODOGRADILIŠTE VIKTOR LENAC d.d.), Rijeka, Martinšćica bb
4. 3 MAJ BRODOGRADILIŠTE d.d., Rijeka, Liburnijska 3
5. BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE društvo s ograničenom odgovornošću (BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE d.o.o.), Split, Put Supavla 21
6. ULJANIK Brodogradilište, d.d., Pula, Flaciusova 1

2. 32001 L 0080: Richtlijn 2001/80/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2001 inzake de beperking van de emissies van bepaalde verontreinigende stoffen in de lucht door grote stookinstallaties (PB L 309 van 27.11.2001, blz. 1):

In afwijking van artikel 4, leden 1 en 3, zijn de emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide, stikstofoxiden en stof in Kroatië vanaf 1 januari 2018 van toepassing voor de volgende installaties:

1. BELIŠĆE d.d., Belišće: stoomketel K3 + K4 (240 MW)
2. DIOKI d.d., Zagreb: stoomketel SG 6401C (86 MW)
3. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Plomin 1: stoomketel (338 MW)
4. TE PLOMIN d.o.o., Plomin, TE Plomin 2: stoomketel (544 MW)
5. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Rijeka: stoomketel (800 MW)
6. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Sisak - eenheid 1: stoomketels 1A+1B (548 MW)
7. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE Sisak - eenheid 2: stoomketels 2A+2B (548 MW)
8. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE-TO Zagreb: bestaande uit eenheid C stoomketel K3, warmwaterketels VK 3, VK 4, VK 5, VK 6 en stoomketel PK 3 (totaal: 828 MW)
9. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, EL-TO Zagreb: bestaande uit eenheid 30 MW met stoomketels K4 (K8) en K5 (K9), eenheid 12 MW met stoomketel K3 (K6), warmwaterketels WK 1 en WK 3, en stoomketel K2 (K7) (totaal: 510 MW)
10. HEP-Proizvodnja d.o.o., Zagreb, TE-TO Osijek: stoomketels K1+K2 (totaal: 196 MW)



3. 32008 L 0001: Richtlijn 2008/1/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2008 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging (gecodificeerde versie) (PB L 24 van 29.1.2008, blz. 8):

In afwijking van artikel 5, lid 1, zijn de voorwaarden voor het verlenen van vergunningen voor bestaande installaties, wat betreft de verplichting de installatie te exploiteren met inachtneming van de emissiegrenswaarden, equivalente parameters of technische maatregelen die gebaseerd zijn op de in artikel 2, punt 12, bedoelde beste beschikbare technieken, tot de voor iedere installatie genoemde datum van toepassing in Kroatië voor de volgende installaties:

a) vanaf 1 januari 2014:

1. NAŠICECEMENT Tvornica cementa, dioničko društvo (NAŠICECEMENT d.d. Našice), Našice, Tajnovac 1, IPPC-activiteit 3.3.
2. LIPIK GLAS za proizvodnju stakla društvo s ograničenom odgovornošću (LIPIK GLAS d.o.o.), Lipik, Staklanska b.b., IPPC-activiteit 3.2.
3. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - farma br. 18 (Landbouwbedrijf nr.18, plaats: Čakovec, Totovec), IPPC-activiteit 6.6.a.
4. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Forkuševci (Landbouwbedrijf Forkuševci), IPPC-activiteit 6.6.c.
5. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma V. Branjevina (Landbouwbedrijf V Branjevina), IPPC-activiteit 6.6.c.
6. Drvna industrija KLANA d.d. (DI KLANA d.d.), Klana, Klana 264, IPPC-activiteit 6.7.

7. ČATEKS, dioničko društvo za proizvodnju tkanine, umjetne kože, kućanskog rublja i proizvoda za šport i rekreaciju (ČATEKS d.d.), Čakovec, Ulica Zrinsko Frankopanska 25, IPPC-aktiviteit 6.7.

b) vanaf 1 januari 2015:

1. CIMOS LJEVAONICA ROČ d.o.o. proizvodnja aluminijskih odljevaka (CIMOS LJEVAONICA ROČ d.o.o.), Roč, Stanica Roč 21, IPPC-aktiviteit 2.5.b.
2. P. P. C. BUZET društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju, trgovinu i usluge (P. P. C. BUZET d.o.o.), Buzet, Most 24, IPPC-aktiviteit 2.5.b.
3. Vetropack Straža tvornica stakla d.d. Hum na Sutli (Vetropack Straža d.d. Hum na Sutli), Hum na Sutli, Hum na Sutli 203, IPPC-aktiviteit 3.3.
4. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - pogon mesa (abattoir), IPPC-aktiviteit 6.4.a.
5. SLADORANA TVORNICA ŠEĆERA dioničko društvo (SLADORANA d.d.), Županja, Šećerana 63, IPPC-aktiviteit 6.4.b.
6. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - farma br. 19 (Landbouwbedrijf nr. 19, plaats: Donji Martijanec, Vrbanovec), IPPC-aktiviteit 6.6.a.
7. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Slaščak (Landbouwbedrijf Slaščak), IPPC-aktiviteit 6.6.b.
8. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Magadenovac (Landbouwbedrijf Magadenovac), IPPC-aktiviteit 6.6.c.
9. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Umag (installatie van Umag, plaats: Umag, Ungarija bb), IPPC-aktiviteit 6.7.

10. ALUFLEXPACK, proizvodno, trgovačko, export-import društvo s ograničenom odgovornošću (ALUFLEXPACK, d.o.o.), Zadar, Murvica bb - pogon Zadar (installatie van Zadar, plaats: Zadar, Murvica bb), IPPC-activiteit 6.7.
11. HEMPEL društvo s ograničenom odgovornošću Prerađivačka kemijska industrija (HEMPEL d.o.o.), Umag, Novigradska ulica 32, IPPC-activiteit 6.7.
12. BELIŠĆE dioničko društvo za proizvodnju papira, kartonske ambalaže, strojeva, primarnu i finalnu preradu drva i suhu destilaciju drva (BELIŠĆE d.d.), Belišće, Trg Ante Starčevića 1 - behalve stoomketels K3 en K4 (overgangperiode tot en met 31 december 2017, zie hieronder), IPPC-activiteit 6.1.b.
13. MAZIVA-ZAGREB d.o.o. za proizvodnju i trgovinu mazivima i srodnim proizvodima (MAZIVA-ZAGREB d.o.o.), Zagreb, Radnička cesta 175, IPPC-activiteit 1.2.

c) vanaf 1 juli 2015:

GAVRILOVIĆ Prva hrvatska tvornica salame, sušena mesa i masti M. Gavrilovića potomci, d.o.o. (GAVRILOVIĆ d.o.o.), Petrinja, Gavrilovićev trg 1 - pogon klaonice: papkari, rezanje i prerada mesa i proizvodnja prerađevina od peradi i papkara, te skladištenje mesa (abattoir: gehoefde dieren, uitsnijden en verwerken van vlees en productie van van pluimvee en gehoefde dieren afkomstige verwerkte producten, alsook opslag van vlees), IPPC-activiteit 6.4.a.

d) vanaf 1 januari 2016:

1. FERRO-PREIS društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju ljevanih, kovanih i prešanih metalnih proizvoda (FERRO-PREIS d.o.o.), Čakovec, Dr. Tome Bratkovića 2, IPPC-activiteit 2.4.
2. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon Sv. Kajo (Sv. Kajo-installatie), IPPC-activiteit 3.1.
3. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon Sv. Juraj (Sv. Juraj-installatie), IPPC-activiteit 3.1.
4. CEMEX Hrvatska dioničko društvo za proizvodnju i prodaju cementa i drugih građevinskih materijala (CEMEX Hrvatska d.d.), Kaštel Sućurac, Cesta dr. Franje Tuđmana bb - pogon 10. kolovoza (10. kolovoza-installatie), IPPC-activiteit 3.1.
5. KIO KERAMIKA d.o.o. za proizvodnju keramičkih pločica - "u stečaju" (KIO KERAMIKA d.o.o. - "u stečaju"), Orahovica, V. Nazora bb - pogon Orahovica (installatie van Orahovica, plaats: Orahovica, V. Nazora bb), IPPC-activiteit 3.5.
6. KIO KERAMIKA d.o.o. za proizvodnju keramičkih pločica - "u stečaju" (KIO KERAMIKA d.o.o. - "u stečaju"), Orahovica, V. Nazora bb - pogon Rujevac (installatie van Rujevac, plaats: Dvor, Rujevac bb), IPPC-activiteit 3.5.
7. PLIVA HRVATSKA d.o.o. za razvoj, proizvodnju i prodaju lijekova i farmaceutskih proizvoda (PLIVA HRVATSKA d.o.o.), Zagreb, Prilaz baruna Filipovića 25 - pogon Savski Marof (installatie van Savski Marof, plaats: Prigorje Brdovečko, Prudnička 98), IPPC-activiteit 4.5.
8. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - mesna industrija (vleesindustrie, plaats: Sv. Petar u Šumi), IPPC-activiteit 6.4 a en b.

9. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - farma br. 20 (Landbouwbedrijf nr. 20, plaats: Petrijanec-Nova Ves), IPPC-activiteit 6.6.a.
10. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Sv. Petar u Šumi 8 (Landbouwbedrijf Sv. Petar u Šumi 8, plaats: Sveti Petar u Šumi), IPPC-activiteit 6.6.a.
11. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Sv. Petar u Šumi 9 (Landbouwbedrijf Sv. Petar u Šumi 9, plaats: Sveti Petar u Šumi), IPPC-activiteit 6.6.a.
12. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Barban (Landbouwbedrijf Barban, plaats: Barban), IPPC-activiteit 6.6.a.
13. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Muntrilj (Landbouwbedrijf Muntrilj, plaats: Muntrilj), IPPC-activiteit 6.6.a.
14. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Šikuti (Landbouwbedrijf Šikuti, plaats: Svetvinčenat), IPPC-activiteit 6.6. a.
15. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Žminj 2 (Landbouwbedrijf Žminj 2, plaats: Žminj), IPPC-activiteit 6.6.a.
16. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Surani 2 (Landbouwbedrijf Surani 2, plaats: Tinjani, Surani), IPPC-activiteit 6.6.a.

17. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Pilati (Landbouwbedrijf Pilati, plaats: Lovrin, Pilati), IPPC-activiteit 6.6.a.
18. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Škropeti 2 (Landbouwbedrijf Škropeti 2, plaats: Škropeti), IPPC-activiteit 6.6.a.
19. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Katun 2 (Landbouwbedrijf Katun 2, plaats: Trviz, Katun Trviski), IPPC-activiteit 6.6.a.
20. PURIS, poljoprivredna, prehrambena, trgovačka i ugostiteljska djelatnost, dioničko društvo (PURIS d.d.), Pazin, Hrvatskog narodnog preporoda 2 - farma Srbinjak (Landbouwbedrijf Srbinjak, plaats: Jakovici, Srbinjak), IPPC-activiteit 6.6.a.
21. AD PLASTIK dioničko društvo za proizvodnju dijelova i pribora za motorna vozila i proizvoda iz plastičnih masa (AD PLASTIK d.d.), Solin, Matoševa ulica 8 - plaats: Zagreb, Jankomir 5, IPPC-activiteit 6.7.
22. BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE društvo s ograničenom odgovornošću (BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE d.o.o.), Split, Put Supavla 21, IPPC-activiteit 6.7.
23. CHROMOS BOJE I LAKOVI, dioničko društvo za proizvodnju boja i lakova (CHROMOS BOJE I LAKOVI, d.d.), Zagreb, Radnička cesta 173/d, IPPC-activiteit 6.7.
24. MURAPLAST društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju i preradu plastičnih masa (MURAPLAST d.o.o.), Kotoriba, Industrijska zona bb, IPPC-activiteit 6.7.
25. 3. MAJ BRODOGRADILIŠTE d.d., Rijeka, Liburnijska 3, IPPC-activiteit 6.7.

26. CHROMOS-SVJETLOST, Tvornica boja i lakova, društvo s ograničenom odgovornošću (CHROMOS-SVJETLOST d.o.o.), Lužani, Mijata Stojanovića 13, IPPC-aktiviteit 6.7.
27. BRODOTROGIR d.d., Trogir, Put brodograditelja 16, IPPC-aktiviteit 6.7.
28. ULJANIK Brodogradilište, d.d., Pula, Flaciusova 1, IPPC-aktiviteit 6.7.

e) vanaf 1 januari 2017:

1. METALSKA INDUSTRIJA VARAŽDIN dioničko društvo (MIV d.d.), Varaždin, Fabijanska ulica 33, IPPC-aktiviteit 2.4.
2. KANDIT PREMIJER d.o.o. za proizvodnju, promet i usluge (KANDIT PREMIJER d.o.o.), Osijek, Frankopanska 99, IPPC-aktiviteit 6.4.b.
3. KOKA peradarsko prehrambena industrija dioničko društvo (KOKA d.d.), Varaždin, Jalkovečka ulica bb - farma br. 21 (Landbouwbedrijf nr. 21, plaats: Čakovec, Totovec), IPPC-aktiviteit 6.6.a.
4. ŽITO d.o.o. za proizvodnju i trgovinu (ŽITO d.o.o.), Osijek, Đakovština 3 - farma Lužani (Landbouwbedrijf Lužani), IPPC-aktiviteit 6.6.b.

f) vanaf 1 januari 2018:

1. BELIŠĆE dioničko društvo za proizvodnju papira, kartonske ambalaže, strojeva, primarnu i finalnu preradu drva i suhu destilaciju drva (BELIŠĆE d.d.), Belišće, Trg Ante Starčevića 1 - parni kotao K3, parni kotao K4 (stoomketel K3, stoomketel K4), IPPC-activiteit 1.1 (dit betreft alleen de stoomketels K3 en K4).
2. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - KTE Jertovec (Jertovec STEG-centrale (combined-cycle-centrale), plaats: Konjšćina, Jertovec, Jertovec 151), IPPC-activiteit 1.1.
3. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Plomin 1 (Thermische centrale Plomin 1, plaats: Plomin, Plomin bb), IPPC-activiteit 1.1.
4. TE PLOMIN društvo s ograničenom odgovornošću za proizvodnju električne energije (TE PLOMIN d.o.o.), Plomin, Plomin bb - TE Plomin 2 (Thermische centrale Plomin 2, plaats: Plomin, Plomin bb), IPPC-activiteit 1.1.
5. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - EL-TO Zagreb (Thermische centrale van Zagreb - Warmtecentrale, plaats: Zagreb, Zagorska 1), IPPC-activiteit 1.1.
6. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE-TO Zagreb (Thermische centrale van Zagreb - Warmtecentrale, plaats: Zagreb, Kuševačka 10 a), IPPC-activiteit 1.1.



7. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Sisak (Thermische centrale van Sisak, plaats: Sisak, Čret bb), IPPC-activiteit 1.1.
8. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE-TO Osijek (Thermische centrale van Osijek - Warmtecentrale, plaats: Osijek, Martina Divalta 203), IPPC-activiteit 1.1.
9. HEP-Proizvodnja d.o.o. za proizvodnju električne i toplinske energije (HEP-Proizvodnja d.o.o.), Zagreb, Ulica grada Vukovara 37 - TE Rijeka (Thermische centrale van Rijeka, plaats: Kostrena, Urinj bb), IPPC-activiteit 1.1.
10. DIOKI Organska petrokemija dioničko društvo (DIOKI d.d.), Zagreb, Čulinečka cesta 252, IPPC-activiteit 1.1.
11. INA–INDUSTRIJA NAFTE, d.d. (INA, d.d.), Zagreb, Avenija V. Holjevca 10 - Rafinerija nafte Rijeka - Urinj (Olieraffinaderij van Rijeka - Urinj, plaats: Kostrena, Urinj), IPPC-activiteit 1.2.
12. INA–INDUSTRIJA NAFTE, d.d. (INA, d.d.), Zagreb, Avenija V. Holjevca 10 - Rafinerija nafte Sisak (Olieraffinaderij van Sisak, plaats: Sisak, Ante Kovačića 1), IPPC-activiteit 1.2.
13. ŽELJEZARA SPLIT poduzeće za proizvodnju i preradu čelika d.d. "u stečaju" (ŽELJEZARA SPLIT d.d."u stečaju"), Kaštel Sućurac, Cesta dr. F. Tuđmana bb, IPPC-activiteit 2.2.
14. PETROKEMIJA, d.d. tvornica gnojiva (PETROKEMIJA, d.d.), Kutina, Aleja Vukovar 4, IPPC-activiteit 4.2.b.

## VI. CHEMISCHE STOFFEN

32006 R 1907: Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie (PB L 396 van 30.12.2006, blz. 1).

- a) In afwijking van artikel 23, leden 1 en 2, en artikel 28, waarin de termijnen voor de registratie en preregistratie van de daarin genoemde stoffen worden vastgesteld, wordt aan de in Kroatië gevestigde fabrikanten, importeurs en producenten van artikelen voor de preregistratie van geleidelijk geïntegreerde stoffen een aanpassingsperiode toegekend van zes maanden vanaf de toetredingsdatum. De datum voor de eerste en tweede uiterlijke registratietermijn in artikel 23, leden 1 en 2, ligt twaalf maanden vanaf de toetredingsdatum.
- b) De artikelen 6, 7, 9, 17, 18 en 33 zijn gedurende zes maanden vanaf de datum van toetreding niet van toepassing in Kroatië.
- c) In afwijking van de overgangregeling voor een in bijlage XIV opgenomen stof wordt aan de in Kroatië gevestigde aanvragers, indien de uiterste datum voor het aanvragen van een vergunning vóór de toetreding of minder dan zes maanden na de toetredingsdatum ligt, een aanpassingsperiode van zes maanden vanaf de datum van toetreding toegekend voor het indienen van een vergunningsaanvraag.

"Door Kroatie aangeleverde lijst(\*) van geneesmiddelen  
waarvoor een vóór de toetredingsdatum uit hoofde van de Kroatische wetgeving  
afgegeven vergunning voor het in de handel brengen geldig blijft  
totdat zij in overeenstemming met het acquis van de Unie is vernieuwd,  
dan wel tot 30 juni 2017, indien laatstgenoemde datum eerder valt.

Vermelding op deze lijst houdt niet automatisch in dat voor het betreffende geneesmiddel een  
vergunning voor het in de handel brengen is afgegeven in overeenstemming met het acquis van de  
Unie.

---

\* Zie PB C ...

Plattelandsontwikkeling (bedoeld in artikel 35, lid 2, van de Toetredingsakte)

**TIJDELIJKE AANVULLENDE PLATTELANDSONTWIKKELINGSMAATREGELEN VOOR KROATIË**

**A. Steun voor semizelfvoorzieningsbedrijven die worden geherstructureerd**

In het wetgevingskader inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 zal, wat betreft Kroatië, conform de beginselen neergelegd in artikel 34 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 aan landbouwers een speciale steun voor semizelfvoorzieningsbedrijven worden toegekend met betrekking tot aanvragen die uiterlijk op 31 december 2017 zijn goedgekeurd, op voorwaarde dat in geen soortgelijke algemene maatregelen en/of steun is voorzien in de nieuwe verordening inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020.

**B. Producentengroeperingen**

In het wetgevingskader inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 zal, wat betreft Kroatië, conform de beginselen neergelegd in artikel 34 van Verordening (EG) nr. 1698/2005 een speciale steun ter facilitering van de oprichting en de administratieve werking van producentengroeperingen worden toegekend aan producentengroeperingen die uiterlijk op 31 december 2017 officieel zijn erkend door de bevoegde autoriteit van Kroatië, op voorwaarde dat in geen soortgelijke algemene maatregelen en/of steun is voorzien in de nieuwe verordening inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020.

## C. Leader

In het wetgevingskader voor plattelandontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 wordt, ten aanzien van Kroatië, de minimumbijdrage van het ELFPO aan het programma voor plattelandontwikkeling voor Leader gemiddeld gezien vastgesteld op ten minste de helft van het percentage van het budget dat geldt voor de andere lidstaten, indien een dergelijke eis wordt gesteld.

## D. Aanvullingen op rechtstreekse betalingen

1. Steun kan worden verleend aan landbouwers die op grond van artikel 132 van Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad in aanmerking komen voor aanvullende nationale rechtstreekse betalingen of steun.
2. De steun die wordt toegekend aan een landbouwer voor 2014, 2015 en 2016 mag niet meer bedragen dan het verschil tussen:
  - a) het niveau van de rechtstreekse betalingen in Kroatië in het betrokken jaar overeenkomstig artikel 121 van Verordening (EG) nr. 73/2009, en
  - b) 45% van het niveau van de rechtstreekse betalingen dat voor het betrokken jaar van toepassing is in de Unie zoals zij op 30 april 2004 was samengesteld.

3. De bijdrage van de Unie in de steun die overeenkomstig deze onderafdeling C in Kroatië wordt toegekend voor de jaren 2014, 2015 en 2016 mag niet hoger liggen dan 20% van de respectieve totale jaarlijkse ELFPO-toewijzing van Kroatië.
  4. De bijdrage van de Unie in de aanvullingen van rechtstreekse betalingen mag niet hoger liggen dan 80%.
- E. Instrument voor pretoetredingssteun op het gebied van plattelandontwikkeling
1. Kroatië mag verder contracten of verplichtingen aangaan in het kader van het IPARD-programma op grond van Verordening (EG) nr. 718/2007 van de Commissie van 12 juni 2007 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1085/2006 van de Raad tot invoering van een instrument voor pretoetredingssteun (IPA)<sup>1</sup>, totdat het contracten of verplichtingen begint aan te gaan op grond van de toepasselijke verordening inzake plattelandontwikkeling. Kroatië deelt de Commissie de datum mee waarop het contracten of verplichtingen begint aan te gaan op grond van de toepasselijke verordening inzake plattelandontwikkeling.
  2. De Commissie neemt in dit verband de nodige maatregelen volgens de procedure van artikel 5 van Verordening (EU) nr. 182/2011 van het Europees Parlement en de Raad. Daartoe wordt de Commissie bijgestaan door het in artikel 14, lid 1, van Verordening (EG) nr. 1085/2006 van de Raad bedoelde IPA-comité.

---

<sup>1</sup> PB L 170 van 29.6.2007, blz. 1.

## F. Evaluatie achteraf van IPARD

In het wetgevingskader inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 kunnen wat betreft de toepassing van het IPARD-programma voor Kroatië, de uitgaven voor de evaluatie achteraf van het IPARD-programma waarin is voorzien in artikel 191 van Verordening (EG) nr. 718/2007 in aanmerking worden genomen in het kader van technische bijstand.

## G. Modernisering van landbouwbedrijven

In het wetgevingskader inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 zal wat betreft Kroatië de maximale intensiteit van de steun voor de modernisering van landbouwbedrijven 75% belopen van het bedrag aan subsidiabele investeringen voor de uitvoering van Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, met een maximumperiode van vier jaar vanaf de toetredingsdatum, overeenkomstig artikel 3, lid 2, en artikel 5, lid 1, van voornoemde richtlijn<sup>1</sup>.

## H. Naleving van normen

In het wetgevingskader inzake plattelandsontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 zal Kroatië aan de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen zoals bedoeld in bijlage II bij Verordening (EG) nr. 73/2009 voor die programmeringsperiode voldoen overeenkomstig het volgende tijdschema: de in bijlage II, punt A, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2014; de in bijlage II, punt B, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2016; en de in bijlage II, punt C, bedoelde eisen zijn van toepassing met ingang van 1 januari 2018.

---

<sup>1</sup> PB L 375 van 31.12.1991, blz. 1.

Specifieke toezeggingen van de Republiek Kroatië  
tijdens de toetredingsonderhandelingen  
(als bedoeld in artikel 36, lid 1, tweede alinea, van de Toetredingsakte)

1. Blijven garanderen dat zijn strategie voor justitiële hervorming en zijn actieplan effectief worden uitgevoerd.
2. De onafhankelijkheid, de verantwoordingsplicht, de onpartijdigheid en het professionalisme van het justitiële stelsel blijven versterken.
3. De efficiëntie van het justitiële stelsel blijven verbeteren.
4. De lokale afhandeling van oorlogsmisdaden blijven verbeteren.
5. Aanzienlijke resultaten blijven boeken met efficiënte, effectieve en onpartijdige onderzoeken, vervolgingen en gerechtelijke uitspraken in zaken betreffende georganiseerde criminaliteit en corruptie op alle niveaus, inclusief corruptie op hoog niveau en in kwetsbare sectoren zoals openbare aanbesteding.
6. De resultaten blijven verbeteren wat betreft versterkte preventie maatregelen in de strijd tegen corruptie en belangenverstrengeling.



7. De bescherming van minderheden te blijven versterken, onder meer door middel van de doeltreffende uitvoering van het grondwettelijk besluit inzake de rechten van nationale minderheden.
  8. Onopgeloste kwesties inzake de terugkeer van vluchtelingen aanpakken.
  9. De bescherming van de mensenrechten verder verbeteren.
  10. Voortgaande volledige samenwerking met het Internationaal Straftribunaal voor het voormalige Joegoslavië.
-

Toezeggingen van de Republiek Kroatië  
over de herstructurering van de Kroatische scheepsbouwindustrie  
(als bedoeld in artikel 36, lid 1, derde alinea, van de Toetredingsakte)

De onder de herstructurering vallende scheepsbouwbedrijven (hierna "de bedrijven") zijn:

- Brodograđevna industrija 3 MAJ dioničko društvo, Rijeka (hierna "3 MAJ")
- BRODOTROGIR d.d., Trogir (hierna "Brodotrogir")
- BRODOGRAĐEVNA INDUSTRIJA SPLIT, dioničko društvo, Split (hierna "Brodosplit")
- BRODOSPLIT-BRODOGRADILIŠTE SPECIJALNIH OBJEKATA društvo s ograničenom odgovornošću, Split (hierna "BSO")
- BRODOGRADILIŠTE KRALJEVICA dioničko društvo za izgradnju i popravak brodova, Kraljevica (hierna "Kraljevica").

Kroatië heeft ermee ingestemd met herstructurering van deze bedrijven door de bedrijven te privatiseren door middel van een openbare aanbestedingsprocedure. De herstructureringsplannen voor deze bedrijven zijn ingediend door de inschrijvers die door de Kroatische mededingingsautoriteit en de Commissie zijn aanvaard. De herstructureringsplannen zullen worden opgenomen in de respectieve privatiseringsovereenkomsten die Kroatië met de kopers van de bedrijven zal sluiten.

In de voor elk van de bedrijven ingediende herstructureringsplannen zijn de volgende, tijdens het herstructureringsproces in acht te nemen basisvoorwaarden vermeld.

- Alle staatssteun die sedert 1 maart 2006 door de bedrijven is ontvangen, telt mee als herstructureringssteun. De bedrijven dragen uit hun eigen middelen bij in de kosten van het herstructureringsplan; de bijdrage vertegenwoordigt in reële termen, vrij van staatssteun, ten minste 40% van de totale herstructureringskosten.
  
- De totale productiecapaciteit van de bedrijven neemt in vergelijking met de niveaus per 1 juni 2011 af van 471 324 gbt tot 372 346 gbt. De bedrijven verminderen hun productiecapaciteit uiterlijk twaalf maanden na de ondertekening van de privatiseringsovereenkomst. De capaciteitsvermindering geschiedt door permanente sluiting van scheepshellingen, door scheepshellingen uitsluitend voor militaire productie te bestemmen in de zin van artikel 346 VWEU en/of door het bedrijfsoppervlak te beperken. De gbt's zijn de overeenkomstig de toepasselijke OESO-regels berekende meeteenheden voor de output.

- De totale jaarlijkse productie van de bedrijven wordt gedurende een periode van tien jaar, die op 1 januari 2011 aanvangt, beperkt tot 323 600 gbt. De output van de bedrijven wordt beperkt tot de volgende niveaus<sup>1</sup>:
  - 3 MAJ: 109.570 gbt
  - Brodotrogir: 54.955 gbt
  - Brodosplit en BSO: 132.078 gbt
  - Kraljevica: 26.997 gbt

De bedrijven kunnen hun individuele productieplafonds in onderlinge overeenstemming herzien. Zij kunnen op basis van bindende overeenkomsten uitdrukkelijk vaststellen welk aandeel van hun individueel productiequotum (uitgedrukt in gbt) zij aan elkaar overdragen. Het totale jaarlijkse productieplafond van 323 600 gbt mag niet worden overschreden.

- De herstructureringsplannen vermelden voorts een aantal andere maatregelen die elk bedrijf zal nemen om op termijn opnieuw levensvatbaar te zijn.

---

<sup>1</sup> De jaarproductie van een gegeven bedrijf wordt als volgt berekend. Als aanvangsdatum voor de bouw van een schip geldt de geplande datum voor het snijden van het staal en als einddatum de verwachte datum van oplevering van het schip als bepaald in de koopovereenkomst (of de voorgenomen datum van oplevering van het onvoltooide schip wanneer de bouw van het schip over twee bedrijven verdeeld wordt). Het met de bouw van een schip overeenkomend aantal gbt's wordt lineair verdeeld over de kalenderjaren van de bouwperiode. De totale output van een bedrijf in een gegeven jaar wordt berekend door de gedurende dat jaar geproduceerde aantallen gbt's op te tellen.

Eventuele latere wijzigingen van de herstructureringsplannen zijn in overeenstemming met de bovenvermelde basisvoorwaarden voor het herstructureringsproces en worden ter aanvaarding aan de Commissie voorgelegd.

De bedrijven ontvangen gedurende een periode van ten minste tien jaar na de datum van ondertekening van de privatiseringsovereenkomst geen nieuwe reddingssteun of herstructureringssteun. Bij de toetreding gelast de Commissie Kroatië eventuele reddingssteun of herstructureringssteun die in strijd met deze bepaling is verleend, terug te vorderen, vermeerderd met de samengestelde rente.

De herstructureringsplannen die door de Kroatische mededingingsautoriteit en de Commissie zijn aanvaard, worden geïntegreerd in de respectieve privatiseringsovereenkomsten die Kroatië met de kopers van de bedrijven zal sluiten. De privatiseringsovereenkomsten worden ter aanvaarding aan de Commissie voorgelegd en vóór de toetreding van Kroatië ondertekend.

De Commissie ziet nauwlettend toe op de uitvoering van de herstructureringsplannen en op de nakoming van de in deze bijlage gestelde voorwaarden betreffende de hoogte van de staatssteun, de eigen bijdrage, de capaciteitsvermindering, de productieplafonds en de maatregelen die worden genomen om de bedrijven opnieuw levensvatbaar te maken.

Dit toezicht vindt gedurende de herstructureringsperiode jaarlijks plaats. Kroatië zal volledig voldoen aan alle toezichtregelingen. Met name draagt Kroatië zorg voor het volgende:

- Kroatië zendt de Commissie halfjaarlijkse verslagen over de herstructurering van de begunstigde bedrijven toe, uiterlijk 15 januari en 15 juli van elk jaar tot het einde van de herstructureringsperiode.
- De verslagen bevatten alle informatie die nodig is voor het toezicht op het herstructureringsproces, de eigen bijdrage, de capaciteitsvermindering, de productieplafonds en maatregelen om de bedrijven opnieuw gezond te maken.
- Tot eind 2020 brengt Kroatië uiterlijk 15 juli van elk jaar verslag uit over de jaarlijkse productie.
- Kroatië verplicht de begunstigde bedrijven om alle relevante gegevens bekend te maken die onder andere omstandigheden wellicht als vertrouwelijk zouden worden beschouwd. De Commissie zorgt ervoor dat vertrouwelijke bedrijfsinformatie, niet openbaar wordt gemaakt.

De Commissie kan te allen tijde beslissen een onafhankelijk deskundige opdracht te geven de resultaten van het toezicht te beoordelen, alle nodige onderzoek te verrichten en verslag uit te brengen aan de Commissie. Kroatië verleent zijn volledige medewerking aan de door de Commissie aangewezen onafhankelijk deskundige en zorgt ervoor dat alle informatie die deze deskundige nodig heeft om de door de Commissie aan hem toevertrouwde taken uit te voeren, volledig toegankelijk wordt gemaakt.

Bij de toetreding gelast de Commissie Kroatië alle reddingssteun of herstructureringssteun die sinds 1 maart 2006 aan een bepaald bedrijf is verleend, terug te vorderen, vermeerderd met de samengestelde interesten, indien:

- de privatiseringsovereenkomst voor dit bedrijf nog niet ondertekend is of niet alle voorwaarden behelst van het door de Kroatische mededingingsautoriteit en de Europese Commissie aanvaarde herstructureringsplan, of
- het bedrijf geen bijdrage uit eigen middelen heeft geleverd die in reële termen, vrij van staatssteun, ten minste 40% van de totale herstructureringskosten vertegenwoordigt, of
- de vermindering van het totale productieplafond niet is doorgevoerd binnen twaalf maanden vanaf de ondertekening van de privatiseringsovereenkomst. In dat geval behoeft de steun uitsluitend te worden teruggevorderd van de bedrijven die hun individuele capaciteitsvermindering niet als volgt hebben doorgevoerd:
  - 3 MAJ: met 46.543 gbt
  - Brodotrogir: met 15.101 gbt
  - Brodosplit en BSO: met 29.611 gbt
  - Kraljevica: met 9.636 gbt, of
- het totale productieplafond voor de ondernemingen (nl. 323.600 gbt) in een willekeurig kalenderjaar tussen 2011 en 2020 is overschreden. In dat geval dient de steun te worden teruggevorderd van de bedrijven die hun individuele productieplafond (in voorkomend geval, als gewijzigd bij een juridisch bindende overeenkomst met een ander scheepsbouwbedrijf) hebben overschreden.

Toezeggingen van de Republiek Kroatië over de herstructurering van de staalsector (als bedoeld in artikel 36, lid 1, derde alinea, van de Toetredingsakte)

Kroatië heeft de Commissie bij brief d.d. 23 mei 2011 meegedeeld dat het een schuldbekentenis heeft ontvangen van CMC Sisak d.o.o, voor het bedrag van de door dit bedrijf in de periode van 1 maart 2002 tot en met 28 februari 2007 ontvangen herstructureringssteun, vermeerderd met de samengestelde interesten<sup>1</sup>. Het bedrag aan ontvangen staatssteun, zonder de samengestelde interesten, beloopt HRK19 117 572,36.

Bij de toetreding van Kroatië gelast de Commissie Kroatië alle reddingssteun en herstructureringssteun die CMC Sisak d.o.o. sinds 1 maart 2006 heeft ontvangen terug te vorderen, indien het bedrijf op dat tijdstip het bedrag van de steun, vermeerderd met de samengestelde interesten, nog niet heeft terugbetaald.

---

<sup>1</sup> Berekend volgens de artikelen 9 tot en met 11 van Verordening (EG) nr. 794/2004 van de Commissie van 21 april 2004 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-Verdrag (PB L 140 van 30.4.2004, blz. 1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1125/2009 van de Commissie (PB L 308 van 24.11.2009, blz. 5).



PROTOCOL  
BETREFFENDE BEPAALDE REGELINGEN  
OOR DE MOGELIJKE EENMALIGE OVERDRACHT  
AAN DE REPUBLIEK KROATIË  
VAN UIT HOOFDE VAN HET PROTOCOL VAN KYOTO  
BIJ DE KADEROVEREENKOMST VAN DE VERENIGDE NATIES  
OVER KLIMAATVERANDERING,  
ALSMEDE DE COMPENSATIE DAARVOOR

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

ER NOTA VAN NEMENDE DAT, gezien de bijzondere historische omstandigheden die Kroatië heeft gekend, besloten is blijk te geven van bereidheid om Kroatië te helpen door middel van een eenmalige overdracht van uit hoofde van het Protocol van Kyoto toegewezen eenheden,

ER NOTA VAN NEMENDE dat deze overdracht eenmalig zal zijn, geen precedent zal vormen en verantwoord is door de unieke en uitzonderlijke situatie van Kroatië,

ONDERSTREPEND dat elke overdracht door Kroatië dient te worden gecompenseerd door middel van een aanpassing van zijn verplichtingen uit hoofde van Beschikking nr. 406/2009/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 inzake de inspanningen van de lidstaten om hun broeikasgasemissies te verminderen om aan de verbintenissen van de Gemeenschap op het gebied van het verminderen van broeikasgassen tot 2020 te voldoen<sup>1</sup> teneinde de milieu-integriteit te waarborgen en ervoor te zorgen dat de totale hoeveelheid toegestane emissies van de Unie en Kroatië tot 2020 niet stijgt.

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT OMTRENT DE VOLGENDE BEPALINGEN:

---

<sup>1</sup> PB L 140 van 5.6.2009, blz. 136.

## DEEL I

### OVERDRACHT

#### ARTIKEL 1

Dit gedeelte is van toepassing op maatregelen betreffende een mogelijke eenmalige overdracht aan Kroatië van een hoeveelheid toegewezen eenheden uit hoofde van het Protocol van Kyoto (AAU's).

#### ARTIKEL 2

Er vindt geen overdracht plaats tenzij Kroatië vóór het begin van de UNFCCC-conferentie in Durban (28 november - 9 december 2011) zijn bezwaar tegen het besluit van de handhavingskamer van het nalevingscomité van het Kyotoprotocol heeft ingetrokken overeenkomstig de desbetreffende voorschriften en de termijnen voor de intrekking van bezwaren.

Overdracht geschiedt pas nadat het UNFCCC-beoordelingsteam van deskundigen na de bufferperiode ("true-up period") heeft vastgesteld dat Kroatië niet heeft voldaan aan zijn verplichtingen uit hoofde van artikel 3 van het protocol van Kyoto.

Er vindt geen overdracht plaats tenzij Kroatië redelijke inspanningen heeft gedaan om aan zijn verplichtingen uit hoofde van artikel 3 van het Protocol van Kyoto te voldoen, inclusief het volledige gebruik van verwijderingseenheden in verband met landgebruik, verandering in landgebruik en bosbouw.

### ARTIKEL 3

Besluiten betreffende de overdracht van AAU's worden vastgesteld overeenkomstig de onderzoeksprocedure van artikel 5 van Verordening (EU) nr. 182/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011 tot vaststelling van de algemene voorschriften en beginselen die van toepassing zijn op de wijze waarop de lidstaten de uitoefening van de uitvoeringsbevoegdheden door de Commissie controleren<sup>1</sup>. De Commissie wordt bijgestaan door het Comité klimaatverandering dat is opgericht bij artikel 9 van Beschikking nr. 280/2004/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 betreffende een bewakingssysteem voor de uitstoot van broeikasgassen in de Gemeenschap en de uitvoering van het Protocol van Kyoto<sup>2</sup>. Dat comité is een comité in de zin van Verordening (EU) nr. 182/2011 van het Europees Parlement en de Raad. Er wordt geen besluit vastgesteld indien geen advies is uitgebracht.

De over te dragen AAU's worden gehaald uit de hoeveelheden AAU's bedoeld in artikel 2 van Beschikking 2006/944/EG van de Commissie van 14 december 2006 tot vaststelling, op grond van Beschikking 2002/358/EG van de Raad, van de respectieve emissieniveaus die in het kader van het Protocol van Kyoto aan de Gemeenschap en elk van haar lidstaten zijn toegewezen (PB L 358 van 16.12.2006, blz. 87)<sup>3</sup>.

Geen overdracht mag in totaal groter zijn dan zeven miljoen AAU's.

---

<sup>1</sup> PB L 55 van 28.2.2011, blz. 13.

<sup>2</sup> PB L 49 van 19.2.2004, blz. 1.

<sup>3</sup> Beschikking gewijzigd bij Besluit 2010/778/EU van de Commissie (PB L 332 van 16.12.2010, blz. 41).

## DEEL II

### COMPENSATIE

#### ARTIKEL 4

Dit gedeelte is van toepassing op de door Kroatië te verstrekken compensatie voor de overdracht van AAU's overeenkomstig deel I.

#### ARTIKEL 5

1. Kroatië compenseert elke overdracht van AAU's door middel van een aanpassing, overeenkomstig dit artikel, van zijn verplichtingen uit hoofde van Beschikking nr. 406/2009/EG van het Europees Parlement en de Raad.

In het bijzonder zal een met de overgedragen AAU's overeenkomende hoeveelheid in ton kool-dioxide-equivalent worden afgetrokken van de jaarlijkse emissieruimte van Kroatië zodra deze is vastgesteld overeenkomstig artikel 3, lid 2, van Beschikking nr. 406/2009/EG.

2. De Commissie maakt de cijfers bekend van de jaarlijkse emissieruimte van Kroatië, die de uitkomst is van de aftrekking overeenkomstig lid 1.